

2024



Gilles NOT, Directeur

Rapport du directeur au Conseil d'administration – seconde version AG du 13 décembre 2025

1948 création du régime de retraite base obligatoire des professions libérales

2

1954 fusion de la Caisse nationale des barreaux créée aussi en 1948 avec la section des avocats au sein de la caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales, instituant la CNBF organisme de sécurité sociale

1979 création du régime de retraite complémentaire obligatoire des avocats

145 délégués des Barreaux de la métropole et d'outre-mer – **1** Président

78000 cotisants au 31 décembre 2024

Âge moyen des avocates en activité **42,7** ans

47,6 ans : âge moyen des avocats en activité

Revenu moyen net d'un avocat 120.198 € - Revenu moyen net d'une avocate 66.812 €

Revenu médian net d'un avocat 65.378 € - Revenu médian net d'une avocate 49.491 €

21.000 Retraités (y compris réversions)

65,6 ans est l'âge moyen à la liquidation de la retraite

3.400 retraités actifs

4 cotisants pour **1** retraité (droits directs et réversions)

900 millions d'euros de cotisations mises en recouvrement

568 millions d'euros de prestations versées

109 millions d'euros versés aux régimes en déficit démographique (*commerçants, artisans, agriculteurs*)

Durée moyenne de service d'une retraite (*pensionnés décédés en 2024*) : **16** ans + réversions : 16 soit au total une durée de service constatée de **32** ans

12,2 millions d'euros de coût de gestion administrative en 2024, **soit 1,4%** du total des produits

82 salariés CDI & CDD

3,13 milliards d'euros de réserves tous régimes confondus

1,5 million d'euros d'aides sociales versées en 2024

Avertissement - Note de méthode – Rapport diffusé le 16 décembre 2025

(art. R 122-3 du code de la sécurité sociale : le Directeur remet chaque année au conseil d'administration un rapport sur le fonctionnement administratif et financier de l'organisme)

Le rapport annuel du directeur de la CNBF au conseil d'administration est rédigé par le directeur à partir des données issues du système d'information métier et du système budgétaire et comptable.

La 3^e partie est rédigée à partir des données de production fournies par les différents services.

Ce rapport est présenté au conseil d'administration et à l'assemblée générale de la CNBF ; il est transmis aux autorités de tutelle et de contrôle.

Les données sont généralement arrêtées au 31 décembre de l'année sur laquelle porte le rapport, qui concerne une année civile du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Certains événements qui surviennent au titre de l'exercice concerné, mais au cours de l'année suivante, ne sont pas pris en compte sauf mention explicite dans les commentaires.

L'interprétation des données a pour limite le strict cadre de leur production, lié aux contraintes et contexte et la gestion immédiate et prospective des régimes obligatoires dont la CNBF a la charge et régis par le code de la sécurité sociale.

Partage

Le rapport annuel que le directeur rédige et présente au Conseil d'administration, tel que pratiqué à la CNBF, n'est pas qu'un rapport de gestion. C'est un outil de communication, d'information, et un élément de transparence de la communauté de travail qui œuvre pour mener à bien ses missions : présidence, élus du conseil d'administration et de l'assemblée générale, personnels de l'institution, partenaires institutionnels et fournisseurs, ministères de tutelle. Il a évidemment pour limites la gestion des régimes obligatoires dont la CNBF a la charge.

On ne peut présenter les missions et activités de la caisse sans évoquer les évolutions constatées et pressenties de la profession d'avocat en France. Quelques données sont donc reprises à ce titre. Si comme de tout temps l'avenir de la profession interroge sa démographie, sa productivité, son chiffre d'affaires national, deux réalités intangibles : la profession continue de croître en solde net (entrées – départs) et la stabilité dans la profession est forte : 80% des avocats inscrits au Barreau en 2018 sont toujours dans la profession au 31 décembre 2024. En outre, le chiffre d'affaires de la profession est croissant, ce qui montre sa forte capacité d'adaptation. Autant d'éléments qui, pour une caisse de retraite, sont de bons fondamentaux qui lui permettent notamment de soutenir celles et ceux confrontés à la maladie et à l'infortune, car les évolutions générales et moyennes ne doivent pas masquer certaines réalités de terrain.

La gestion technique des régimes de retraite impose d'anticiper des renversements de tendance et de travailler toutes les hypothèses. C'est ce à quoi s'emploient les élus de la CNBF, plus que jamais impliqués dans cette recherche de soutenabilité de long terme des régimes et d'équité intergénérationnelle. L'année 2024 s'est conclue par l'intervention des meilleurs spécialistes de ces questions devant l'assemblée générale.

L'activité des services de la caisse a été soutenue, comme toujours, en 2024, particulièrement avec l'arrivée d'une nouvelle directrice opérationnelle qui a fortement dynamisé les équipes de production toujours investies dans une quête de mieux faire avec les moyens disponibles. De nouveaux chantiers informatiques ont été lancés, pour renforcer la sécurité, pour faire évoluer le site internet, l'espace privatif sécurisé avocat, et créer des espaces dédiés, programmés pour 2026, aux barreaux et aux instances élues de la caisse.

Ce rapport présente une diversité d'informations peu égalée dans les institutions de la profession sur les coûts et organisation interne, qui illustrent les synergies entre les élus de la profession à la CNBF, leur président, le directeur et les services de la caisse, sur les mêmes objectifs partagés : des coûts de gestion contenus (moins de 1,4%) et des équilibres actuariels solides,

Un partage au service de chaque avocat.

Gilles NOT
Directeur

SOMMAIRE

Les chiffres renvoient aux numéros des paragraphes

PREMIÈRE PARTIE – L’ACTIVITÉ DES INSTANCES ÉLUES

01. Rappel des principes généraux de la gouvernance de la CNBF
02. Assemblée générale
03. Conseil d’administration
04. Bureau du Conseil d’Administration
05. Président
06. Commissions
07. Autorités de tutelle
08. Ce que coûtent les réunions
09. Participation

SECONDE PARTIE – LA SITUATION DES RÉGIMES GÉRÉS PAR LA CNBF

CHAPITRE 1. LES DONNÉES COMMUNES À TOUT OU PARTIE DES RÉGIMES

I. DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES

10. La pyramide des âges (affiliés, cotisants et retraités)

A. ACTIFS ET COTISANTS

11. La pyramide des âges des cotisants
12. L’évolution des effectifs de la profession
13. Croissance de la population active d’avocats
14. Féminisation
15. Stabilité dans la profession
16. L’âge : une population qui vieillit ?
17. Une population unifiée
18. Mode d’exercice
19. L’affiliation des avocats salariés à la CNBF pour le risque vieillesse
20. Le chômage des avocats salariés
21. Les affiliés volontaires
22. Les conjoints collaborateurs d’avocats
23. Dispenses et exonérations
24. Les avocats en activité hors de France dispensés de cotisations
25. Les exonérations pour insuffisance de ressources et les exonérations au titre de l’aide à la création ou à la reprise d’entreprise

B. LES EFFECTIFS PRESTATAIRES DE RETRAITE

27. Évolution des effectifs pensionnés
28. Âge des retraités à la liquidation
29. Les bénéficiaires de retraite sans cessation d’activité
30. Retraite progressive
31. Durée moyenne de service des retraites

C. LA DÉGRADATION PROGRESSIVE DU RAPPORT DÉMOGRAPHIQUE

37. La dégradation du rapport démographique : chiffres et graphique

II. FLUX FINANCIERS

40. Cotisations et prestations

A. FLUX FINANCIERS TOUS RÉGIMES CONFONDUS

41. Données comptables consolidées : synthèse au 31 décembre

B. DONNÉES IMPACTANT TOUT OU PARTIE DES RÉGIMES

a. L'assiette des cotisations

- 42. L'assiette des cotisations ; revenu moyen et revenu médian.
- 43. Analyse par quartiles
- 44. Dernières déclarations
- 45. Revenu moyen par département
- 46. Focus sur les DOM
- 47. Assiette globale
- 48. Disparités de revenus selon âge et sexe

b. Les impayés de cotisations

- 49. Évolution des restes à recouvrer
- 50. Rappel de la procédure de recouvrement

c. Autres données d'impact sur les régimes gérés.

- 51. Les admissions en non-valeur et exonérations
- 52. Les exonérations dans le cadre du dispositif ACRE

CHAPITRE 2. DONNÉES DE CHAQUE RÉGIME

A. LE RÉGIME DE RETRAITE DE BASE

- 55. Régime de base : chiffres clés
- 56. Remarques sur les chiffres
- 56 bis. L'augmentation des pensions et des cotisations du régime de base
- 57. Les droits de plaidoirie et la contribution équivalente
- 58. Rachats au titre de périodes d'études et d'années incomplètes
- 59. La compensation démographique nationale vieillesse

B. LE RÉGIME DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

- 65. Régime de retraite complémentaire : chiffres clés
- 66. L'augmentation des pensions et des cotisations du régime complémentaire
- 67. Les classes optionnelles de cotisations
- 68. Les engagements du régime de retraite complémentaire : stocks de points en service et à servir

C. LE MONTANT DES RETRAITES : RÉGIMES DE BASE ET COMPLÉMENTAIRE

69. Montants des retraites : retraite de base & complémentaire, moyenne, médiane

D. LES RÉGIMES INVALIDITÉ-DÉCÈS ET D'ACTION SOCIALE

70. Les chiffres essentiels

71. Les prestations du régime invalidité-décès - évolution

72. Régime d'action sociale

73. Les prestations d'aide sociale

E. « AVOCAPI »

74. Extinction du régime

75. Clôture définitive

TROISIÈME PARTIE - L'ACTIVITÉ DES SERVICES DE LA CAISSE

CHAPITRE 1. LES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

80. Direction

81. Principaux sujets

82. Pilotage des régimes

83. Régime de retraite de base

84. Régime de retraite complémentaire

85. Vie institutionnelle

86. Marchés publics

87. Suivi de l'exécution budgétaire

CHAPITRE 2. L'ACTIVITÉ DES DIFFÉRENTS SERVICES

DIRECTION COMPTABLE ET FINANCIÈRE / AGENCE COMPTABLE

95. Activités de l'agence comptable

DIRECTION OPÉRATIONNELLE / SUIVI DE LA PRODUCTION

96. Directeur opérationnel

97. GED Accueil courrier

98. Affiliation

99. Recouvrement

100. Prestations

FONCTIONS TRANSVERSES

101. Contrôle de gestion et production statistique

102. Service immobilier

103. Direction des systèmes d'information

104. Service juridique et du contrôle interne

105. Service Ressources Humaines

CHAPITRE 3. LA GESTION DES RÉSERVES

- 106. Immobilier
- 107. Placements mobiliers
- 108. Rendement des placements
- 109. Investissement socialement responsable

CHAPITRE 4. LA GESTION ADMINISTRATIVE

I. LES RESSOURCES HUMAINES

- 111. Organigramme simplifié
- 112. Les effectifs salariés de la CNBF
- 113. Âge et ancienneté moyenne, Sexe
- 114. L'absentéisme
- 115. Les missions d'intérim
- 116. Les heures supplémentaires
- 117. Les salaires
- 118. L'effort de formation
- 119. Les institutions représentatives du personnel
- 120. Faits marquants 2024

II. LA GESTION ADMINISTRATIVE

- 121. Le coût de la gestion administrative
- 122. Première approche Contrôle de gestion
- 123. Les moyens et le coût de l'informatique métier – évolutions

LES ANNEXES

ANNEXE 1 – EFFECTIFS PAR BARREAU

ANNEXE 2 – BARÈME DES COTISATIONS ET PRESTATIONS

**ANNEXE 3 – ÉLUS A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET AU CONSEIL
D'ADMINISTRATION mandature 2023/2028 – situation au 31 décembre 2024**

ANNEXE 4 – COMPENSATION GÉNÉRALISÉE VIEILLESSE

ANNEXE 5 – ORGANIGRAMME COMPLET

PREMIÈRE PARTIE – L’ACTIVITÉ DES INSTANCES ÉLUES

La CNBF est une démocratie sociale qui implique directement tous les avocats. Ils élisent tous les six ans leurs représentants constituant l’assemblée générale de la caisse. Ses pouvoirs sont importants puisqu’elle fixe le montant d’une partie des cotisations, arrête les Statuts, et détermine le montant des prestations. Le Conseil d’administration, qui en est issu, son Bureau et son Président, assurent le pilotage des régimes de retraite de base et complémentaire, du régime d’invalidité-décès de la CNBF et du régime d’action sociale. Ils en supervisent le fonctionnement, arrêtent les budgets, décident des investissements.

Me Bruno ZILLIG, avocat au Barreau de Nancy, était en 2024 dans la seconde année de son mandat de deux ans à la Présidence de la CNBF.

Cette première partie du rapport, après un rappel des principales règles de fonctionnement des instances dirigeantes de la CNBF, résume leurs activités au service de la caisse et de la profession.

01. Rappel des principes généraux de la gouvernance de la CNBF

Assemblée générale

Élue tous les six ans par l'ensemble des avocats inscrits à l'un des Barreaux de la métropole et des départements d'outre-mer, l'assemblée générale est composée de 145 délégués : 129 du Barreau de Paris et des autres départements, plus deux avocats désignés par le Président de l'Ordre des Avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation ; 14 avocats représentent les bénéficiaires de prestations de retraite ou d'invalidité (art. R.652-2 du code de la sécurité sociale).

L'assemblée générale fixe chaque année le montant des cotisations et des prestations des régimes obligatoires gérés par la CNBF, sur proposition du Conseil d'administration ; elle vote les Statuts de la CNBF, décide du lieu de son siège social.

L'assemblée générale actuelle de la CNBF a été élue en 2022 pour les années 2023 à 2028. Elle était donc en 2024 dans la deuxième année de son mandat.

Conseil d'Administration, Président, Bureau

Le conseil d'administration est élu au sein de l'assemblée générale lors de la première réunion d'ouverture de la nouvelle mandature. Il comprend 38 administrateurs titulaires et 38 suppléants (un avocat aux conseils, 12 avocats du Barreau de Paris, 21 des autres départements, 4 pensionnés ; cf. art. R.652-3 du Css). Le conseil d'administration vote le budget de gestion administrative, les états des gestions techniques, pilote les réserves des régimes gérés par la CNBF. Le conseil délègue certains de ses pouvoirs à des commissions constituées en son sein ; il peut aussi constituer des groupes de travail. Le Conseil est dirigé par un Président, élu tous les deux ans (suivant une alternance Paris – autres départements), assisté, au sein d'un Bureau, de 8 Vice-Présidents et d'un secrétaire (R.652-8 Css).

Le Conseil d'administration se réunit au moins une fois par trimestre. Les représentants des ministres en charge de la sécurité sociale, du budget et de la justice assistent au Conseil d'administration.

L'administration de la Caisse

Les services de la caisse sont dirigés par un Directeur en charge de l'application du budget voté par le Conseil d'Administration. Il est nommé et contrôlé par le Conseil d'Administration, agréé par arrêté interministériel, exerce ses fonctions également sous le contrôle et les directives des ministères de tutelle. L'agent comptable, directeur comptable et financier, est désigné dans les mêmes conditions.

02. L'activité de l'assemblée générale

Les réunions de l'Assemblée générale des délégués élue pour la mandature 2023-2028 ont été organisées sur place et proposées en visioconférence, au choix du participant.

- **Le 29 juin 2024**
Questions d'actualité,
Accueil de nouveaux délégués et élection d'administrateurs titulaires et suppléants (actifs et retraités),
Présentation des indicateurs de production et financiers
Rapport comptable et financier – comptes 2023,
Réforme de l'assiette – premières résolutions, étude actuarielle EY – Augmentation du taux de cotisation pour les régimes de base et complémentaire
Rapport d'activité 2023.
- **Le 5 octobre 2024**
Questions d'actualité,
Accueil de nouveaux délégués et élection des administrateurs titulaires et suppléants (actifs et retraités),
Réforme de l'assiette : projet de délibération en réponse à la lettre de cadrage de la DSS

- **Le 13 décembre 2024**
Questions d'actualité,
Budgets de gestion technique pour l'année 2025 – Etats évaluatifs, cotisations et prestations des régimes de retraite de base, de retraite complémentaire, d'invalidité-décès et d'aide sociale,
Rapport annuel 2023 dernière version – Indicateurs de production 2024.
- **Le 14 décembre 2024**
Programme de commémoration du 70^e anniversaire de la CNBF – 1954 – 2024
Histoire de la retraite des avocats et de la Caisse
Actualité et perspectives - Intervenants :
 - Madame Anne LAVIGNE, professeur d'économie à l'Université d'Orléans – ancienne collaboratrice du Conseil d'orientation des retraites (Sujet : le dernier rapport du COR et la fiche régime CNBF, le débat capitalisation / répartition)
 - Monsieur Didier BLANCHET, ancien Président du Comité de suivi des retraites, chercheur associé à l'Institut des politiques publiques (Sujet : l'équité intergénérationnelle dans les régimes de retraite par répartition)

03. L'activité du Conseil d'administration

À chaque séance du conseil, les questions d'actualité sont évoquées, ainsi que l'approbation du procès-verbal de la réunion précédente, et le cas échéant les listes nominatives relatives aux prestations, outre d'éventuels dossiers proposés pour admission en non-valeur.

- **Le 27 janvier 2024**
Élection des membres du Bureau du Conseil d'Administration de la CNBF pour 2024,
Election de la Commission de recours amiable pour 2024,
Délégation du Conseil d'Administration au Président en matière d'aide sociale d'urgence,
Délégation à la commission des placements et au Président pour la mise en place de fonds dédiés,
Exécution budgétaire 2023 – derniers indicateurs.
- **Le 27 avril 2024**
Questions d'actualité,
Partenariats-Engagement de réciprocité sur les conditions de mobilité des personnels de la CNBF et des organismes de sécurité sociale relevant de l'UCANSS,
Approbation des comptes 2023 ;
Rapport sur la gestion des réserves 2023 et l'allocation d'actifs pour 2024,
Avocapi,
Déclaration d'intérêt (formulaire établie par la Commission de déontologie)
Exécution budgétaire 2024,
Approbation des propositions de la Commission sociale,
Liquidation des pensions de retraite avec dérogations,
Liste des propositions d'admissions en non-valeur.
- **Le 28 juin 2024**
Questions d'actualité,
Résolution pour la consolidation du régime de retraite complémentaire et du régime de retraite de base des avocats dans la perspective de la mise en œuvre de la réforme de l'assiette issue de la loi 2023-1250 du 26 décembre 2023,
Avocapi – Résolutions 2024 et comptes 2023,
Vente de l'immeuble de la rue de la Victoire et des parkings proches,
Rapport du contrôle interne 2024,

Exécution budgétaire 2024 – Indicateurs de gestion,
Frais et remboursements d'IPG 2024 – note à jour du barème 2024,
Aide sociale : examen des propositions de la dernière commission sociale,
Liquidation des pensions de retraite avec dérogations,
Liste des propositions d'admissions en non-valeur.

- **Le 28 septembre 2024**

Questions d'actualité,
Réforme de l'assiette – cadrage et décision d'orientation de la CNBF,
Aide sociale : examen des propositions de la dernière commission sociale,
Désignation des médiateurs de la CNBF pour 2024 et 2025
Indicateurs de production et d'actualité des services de la Caisse – exécution budgétaire,
Exercice 2023 - Affectation des résultats,
Avocapi – suivi du processus de dissolution
Liquidation des prestations avec dérogations,
Liste des propositions d'admissions en non-valeur.

- **Le 30 novembre 2024**

Questions d'actualité,
Indicateurs de production et financiers
Avocapi – clôture du régime,
Budgets de gestion administrative et d'investissements, prévisionnels de gestion financière et de gestion immobilière pour l'exercice 2025
Rapport de la Commission de pilotage des régimes et rapport annuel de l'actuaire EY,
Rapport sur les marchés publics
Aide sociale : examen des propositions de la dernière commission sociale,
Liquidation des retraites et cas particuliers,
Liste des propositions d'admissions en non-valeur.

- **Le 13 décembre 2024**

Budgets de gestion technique pour 2025 – évolution de la cotisation de retraite de base

- **Le 14 décembre 2024**

Questions d'actualité,
Élection du Président de la CNBF pour les années 2025 et 2026,

04. L'activité du Bureau du Conseil d'Administration

Le Bureau examine à chaque réunion les questions d'actualité ainsi que, la veille des Conseils, l'ordre du jour du Conseil d'Administration ou de l'Assemblée générale. Il est élu chaque année.

Le Bureau 2024 était composé de : M. le Président Bruno Zillig, Madame la Secrétaire Emmanuelle Féna-Lagueny.

4 membres Paris : Laura Bertrand – Xavier Chiloux – Muriel Delumeau – Anaïs Visscher

4 membres Province : Vincent Mesnildrey (Eure) – Vincent Maurel (Nanterre) – Dorothee Fayein Bourgois (Amiens) – David Tramier (Aix-en-Provence)

D'autres membres du Conseil d'administration ont été désignés pour participer en tant que délégués du Président.

Désignés Président-délégués : Pierre Brégou (Affaires internes de la Caisse) – Emmanuelle Clément (Jeunes confrères) – Schmitzberger-Hoffer Viviane (Relations avec les retraités)

Le Bureau s'est réuni 17 fois en 2024. Les principaux sujets abordés ont été, outre les questions à l'ordre du jour des différents Conseils et Assemblées :

- Communication de la CNBF
- Revalorisation des pensions, augmentation des pensions du régime de base
- Orientations budgétaires et pilotage des régimes
- Cotisations - réforme de l'assiette
- Lettre de cadrage de la DSS – réforme des cotisations sociales et de l'assiette
- Recouvrement
- Relations avec les autres caisses
- Personnels de la CNBF
- Contacts avec les institutions représentatives de la profession
- 70 ans de la CNBF
- Budgets 2025

05. Le rôle et les activités du Président

Le Président de la CNBF convoque l'Assemblée Générale, le Conseil d'administration et le Bureau, préside la Commission des Placements Financiers et représente la Caisse dans tous les actes de la vie civile (art. R121-2 du Css).

En 2024, le Président de la CNBF a piloté les grandes orientations de la Caisse : notamment le travail préparatoire à la réforme des Statuts ainsi que la Commission de Pilotage des Régimes, dont il a assuré la présidence. Il a régulièrement participé à la commission protection sociale du CNB, à la demande de cette dernière.

Le Président a rencontré à plusieurs reprises la Direction de la sécurité sociale.

Plusieurs déplacements dans les Barreaux de province ont été organisés, à des fins de formation et d'information des avocats sur leurs retraites et la CNBF en général : Barreaux d'Orléans, Tours, Saint-Malo, Nancy.

06. Les travaux des commissions

Commission sociale

Examen des demandes d'aide sociale et propositions de secours après réception de justificatifs des charges et ressources des intéressé(s) et accompagnement sur demande par un délégué de la caisse. Les propositions de la commission d'aide sociale sont soumises au vote du Conseil d'administration.

Composition : Maître Sonia Ouled Cheikh, Présidente de commission

Membres titulaires : Maîtres Laura Bertrand – Abel Pleinevert – Karine Shebabo.

Membres suppléants : Maîtres Ludovic Blanc – Delphine Borgel – Françoise Busseron Genty.

La Commission s'est réunie 5 fois en 2024.

Commission d'exonération des cotisations et majorations de retard

Examen des demandes d'exonération des cotisations de l'année en cours ou des années antérieures, présentées dans le cadre de l'article R652-22 du code de la sécurité sociale.

Composition : Maître Yves Scherer, Président de commission

Membres titulaires : Lucie Teynie – Viviane Mauzole – Yves Scherer

Membres suppléants : Dominique Clémang – Agnes Coutanceau Boul – Martine Luc Thaler

5 réunions se sont tenues en 2024.

Commission de recours amiable

Examen des recours exercés par les ressortissants de la CNBF contre ses décisions individuelles au titre des prestations d'invalidité-décès, de retraite et d'aide sociale, conformément aux termes de l'article R653-25 du code de la sécurité sociale. 104 dossiers de recours ont été examinés.

Composition : Maître Armelle Omnes, Présidente de commission

Membres titulaires : Maîtres Guy Delomez (remplacé par Me Dorothee Fayein Bourgois à compter de la dernière commission de l'année) – Schmitzberger-Hoffer Viviane – Emmanuelle Clément – Armelle Omnes

Membres suppléants : Maîtres David Van der Vlist - Annie de Saint-Rat – Olivier Tournillon – Typhaine Rousselet

La commission s'est réunie 4 fois en 2024.

Commission des marchés

En application du code de la Commande publique et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés des organismes de sécurité sociale : la commission statue sur les candidatures aux appels d'offres mis en œuvre pour la sélection des entreprises en liens avec la CNBF.

Composition : Maître Pascale Bougier, Présidente de commission

Membres titulaires : Maîtres Anaïs Visscher – Françoise Hecquet – Pascale Bougier – Anne-Sophie Gouedo.

Membres suppléants : Maîtres Estelle Fournier – Nicolas Drujon d'Astros – Tiphaine Mary – Eric Bodo

5 réunions ont eu lieu en 2024

Commission des placements financiers

Cette Commission a la charge de superviser la gestion des actifs de la Caisse tout au long de l'année ; elle a recours à un Conseil financier et confie la gestion de ses actifs à des gérants professionnels spécialisés. La Commission des placements décide de l'allocation des actifs, fait rapport au Conseil d'administration et met en œuvre le rapport d'orientation de ce dernier adopté chaque année. Ses membres sont les membres titulaires du Bureau du Conseil d'administration, et d'autres élus du CA.

Composition : Président : Monsieur le Président Bruno Zillig

Membres statutaires : membres du Bureau : Madame la Secrétaire du Bureau Emmanuelle Féna Lagueny- Maîtres Anaïs Visscher – Laura Bertrand – Xavier Chiloux – Vincent Mesnildrey – Dorothee Fayein Bourgois - Bruno Zillig – Vincent Maurel

Membres élus du CA : Christophe Rouichi – Louis Degos – Emmanuelle Clément – Schmitzberger-Hoffer Viviane

La commission des placements financiers a tenu 12 réunions en 2024.

Comité de gestion AVOCAPI

Ce Comité a pour fonction d'arrêter et de préparer les décisions soumises au Conseil d'Administration au titre de ce régime, fermé depuis 2011, tant que tous ses adhérents n'ont pas transféré leur compte auprès d'un autre gestionnaire et tant que le régime n'a pas été transféré à titre collectif. Le Comité procède à l'examen du rapport du Commissaire aux comptes, de l'actuaire et de l'Agent comptable, ainsi que des comptes.

Composition : Monsieur le Président Bruno Zillig, Madame la Secrétaire Générale Emmanuelle Féna Lagueny - Maîtres Yves Scherer, Olivier Charles, Stéphanie Jouanin, Vincent Mesnildrey, Erik Serri, David Van der Vlist – Anne-Sophie Nardon, Cécile Berque

1 réunion en 2024

Commission de pilotage des régimes :

Constituée au sein du Conseil d'administration pour étudier les perspectives financières des régimes de retraite gérés par la CNBF, cette Commission évalue les conséquences des décisions budgétaires à court, moyen et long terme sur l'équilibre de ces régimes. Elle travaille les hypothèses qui, après examen du Bureau, seront discutées par le Conseil d'Administration pour être soumises au vote de l'Assemblée Générale : montant des cotisations forfaitaires du régime de retraite de base, taux de cotisation, tranches et plafonds du régime de retraite complémentaire, taux d'évolution du coût d'achat et de la valeur de service du point de retraite complémentaire. Les projections sont effectuées au moyen d'une application informatique de simulation portant sur l'intégralité de la population cotisante et retraitée.

Composition : Président : Monsieur le Président Bruno Zillig – Maîtres David Tramier – Bernard de Torres – Nathalie Attias – Vincent Canu – Vincent Maurel – Jérôme Charpentier

2 réunions en 2024

Commission mixte : Pilotage des régimes et Bureau (6 réunions en 2024) sur la réforme de l'Assiette.

Commission de suivi des projets informatiques

Cette commission s'assure du suivi et de la mise en œuvre des projets informatiques d'importance stratégique.

Composée de Monsieur le Président Bruno Zillig, Maîtres Anne-Sophie Nardon, Sandrine Vara, Romain Léonard, Eric Le Quellenec, Gaël Balavoine et Georges Bouchet.

1 réunion en 2024

Commission de contrôle

Cette Commission est en charge, pour le compte de l'assemblée générale et du conseil d'administration, de réaliser tout contrôle des activités de la caisse, du directeur comptable et financier, du directeur général et des services de la caisse.

Composition : Maîtres Guillaume Anquetil, Frédérick Daniel, Gabriel Di Chiara, Xavier Onraed, Jean Louis Magnier, Jean-Etienne Morvant et Blaise Capron

3 réunions en 2024

Commission de déontologie

Cette commission a la charge de contribuer à la réflexion sur la déontologie des administrateurs de la CNBF, l'application des principes et bonnes pratiques de gouvernance que commandent l'éthique, la prévention et l'absence de conflit d'intérêts.

Composée de Monsieur le Président Bruno Zillig, Maîtres Guillaume Anquetil, Rachel Saada (remplacée par Maxime Eppler à la deuxième réunion), Olivia Feschotte Desbois, Delphine Gallin, Laurence de Rocquigny, Françoise Lacombe Arnaud et Jean Claude Monceaux.

2 réunions en 2024

Commission Qualité de service

Cette commission a pour objectif de revoir la présentation des documents envoyés aux ressortissants de la caisse, afin d'en améliorer la présentation, la pédagogie et la rédaction.

Composition : Mme le Bâtonnier Valérie Bulard (Présidente de la commission), Sylvie Van Engelandt, Élisabeth Bronquart, Florence Wischer, Vincent Mesnildrey, Frédéric Friburger, Pierre Brégou.

2 réunions en 2024

Commission des Statuts

Composition : M. le Président Bruno Zillig, Maîtres Guillaume Anquetil, Xavier Chiloux, Viviane Schmitzberger-Hoffer, Anaïs Visscher.

1 réunion en 2024

07. Les autorités de tutelle

Les contacts avec les autorités de tutelle sont réguliers, essentiellement avec la Direction de la Sécurité sociale. Les autorités de tutelle sont en relation avec le Directeur en sa qualité de directeur d'un organisme de sécurité sociale, notamment sur les questions de mise en œuvre de la réglementation, du cadrage budgétaire présenté en amont avant décision du Conseil d'administration et sur les projets de réforme.

08. Ce que coûtent les réunions

Les fonctions d'élu à la CNBF sont gratuites (art. R652-7 du Css). Un défraiement ainsi qu'une indemnité pour perte de gain sont prévus par arrêté ministériel (Arrêtés des 30 novembre 1992, 11 juillet 2003, 22 décembre 2010, 27 janvier 2011 et 23 mai 2011).

En 2024, les activités des instances élues ont généré :

- **Au titre des indemnités pour perte de gains = 111 084 €** (IPG réunions 2024 remboursées en 2024/03.2025)
- **Au titre des frais de séjour et de transport = 63 108 €**

En 2023, les activités des instances élues avaient généré :

- Au titre des indemnités pour perte de gains = 86 772 €
- Au titre des frais de séjour et transport = 72 688 €

En 2022, les activités des instances élues avaient généré :

- Au titre des indemnités pour perte de gains = 104 955 €
- Au titre des frais de séjour et transport = 51 728 €

09. Participation

Le quorum a toujours été atteint. Depuis le début de la mandature en 2023, la participation est comprise entre 59 et 72% au CA et entre 87 et 100% à l'AG.

SECONDE PARTIE – LA SITUATION DES RÉGIMES GÉRÉS PAR LA CNBF

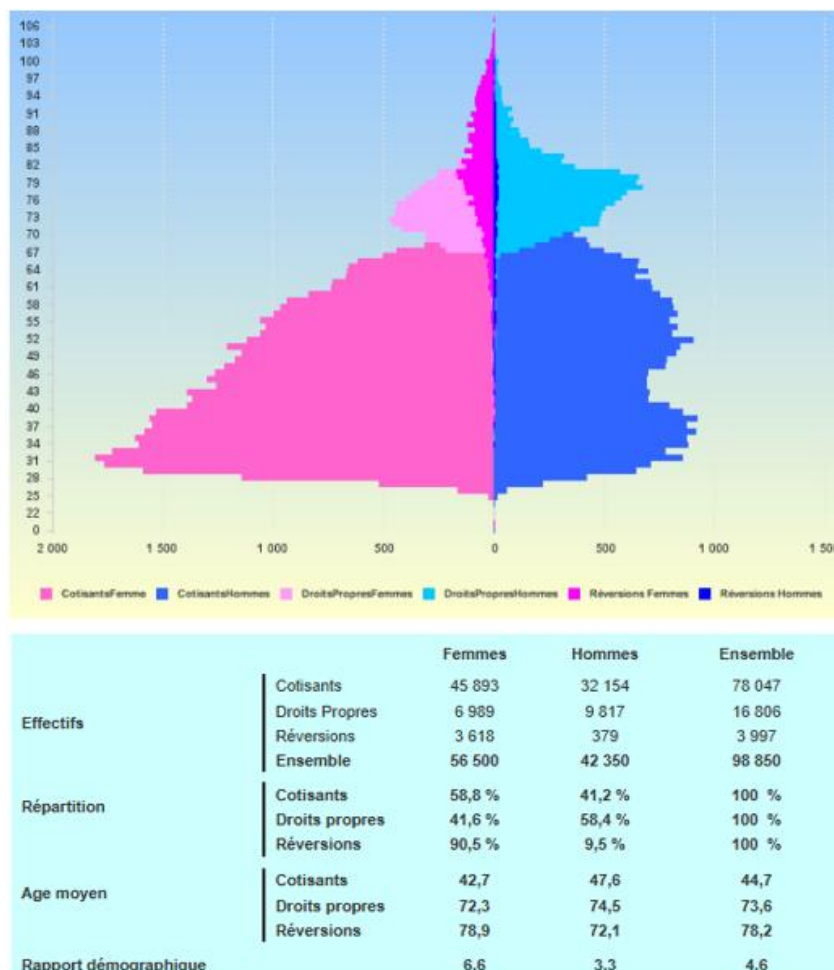
Le pilotage des régimes gérés par la Caisse, notamment des régimes de retraite de base et de retraite complémentaire, dépend en partie des évolutions démographiques constatées et de l'évolution des capacités contributives de l'ensemble des ressortissants.

Cette seconde partie expose les principales données démographiques et économiques concernant les populations cotisantes et pensionnées, les données financières qui en résultent, ainsi que les autres données qui impactent tout ou partie des régimes.

I. DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES

Les données démographiques fondamentales

10. La pyramide des âges au 31 décembre (affiliés, cotisants et retraités hors réversions)



Cette pyramide des âges présente tout à la fois actifs et pensionnés. L'exercice permet notamment de mettre en exergue la forte féminisation de la profession active et jeune, au regard d'une population de retraités majoritairement masculine. On notera le rapport démographique (rapport nombre de cotisants sur nombre de pensionnés titulaires de droits propres, c.à.d. hors réversions) de 6,6 pour les femmes (6,6 femmes cotisantes pour 1 pensionnée), vs. celui des hommes, de 3,3.

Le haut de cette pyramide à deux faces montre l'éloignement dans le temps des proportions inverses (population très majoritairement masculine) que présentait la démographie professionnelle aux générations plus anciennes.

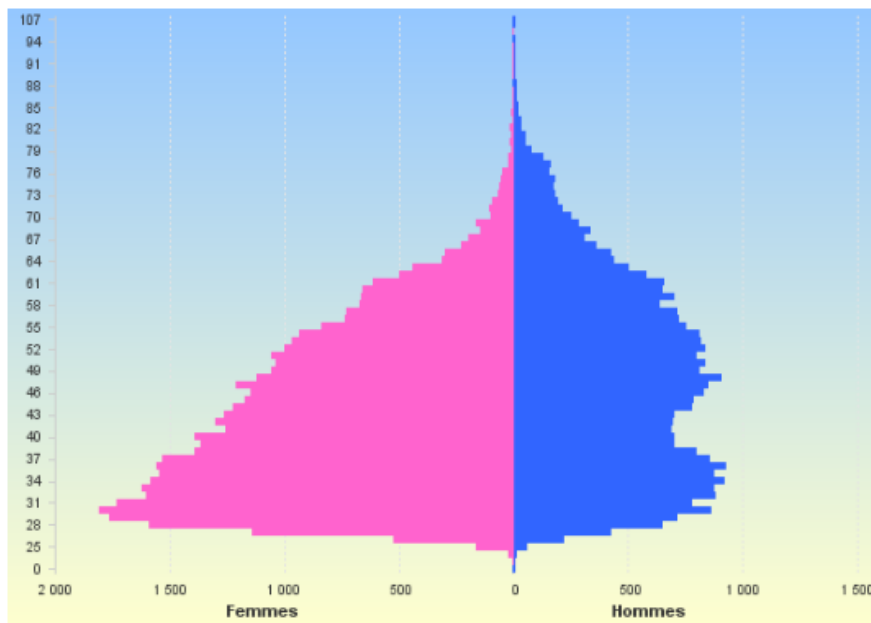
Ces tendances ne reflètent cependant pas la situation financière des régimes de retraite de base et complémentaire, même si l'aspect de la pyramide induit de solides équilibres.

Nous verrons que les revenus qui servent d'assiette au calcul des cotisations sont fort différents entre hommes et femmes, ainsi que le niveau des pensions.

L'arrivée aux âges de la retraite de générations féminines plus nombreuses implique pour la caisse et ses régimes de prévenir les déséquilibres à terme en préparant dès à présent l'afflux de demandes de prestations.

A. ACTIFS ET COTISANTS

11. La pyramide des âges des cotisants



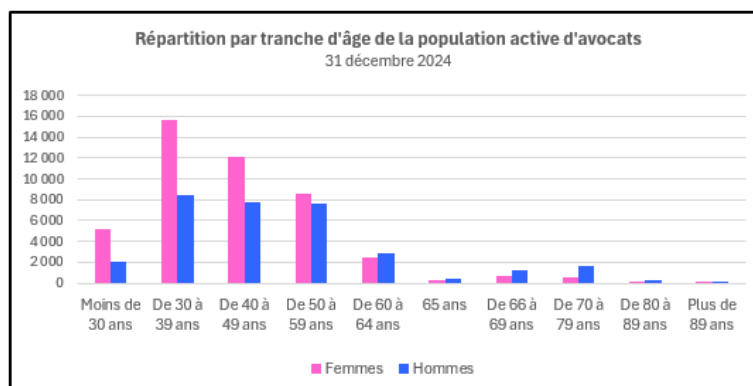
| | Femmes | Hommes | Ensemble | |
|----------------------------------|-----------------|---------------|---------------|---------------|
| Effectifs | Libéraux | 43 999 | 30 872 | 74 871 |
| | Salariés | 1 770 | 1 134 | 2 904 |
| | Conjoints | 62 | 11 | 73 |
| | Autres | 62 | 137 | 199 |
| | Ensemble | 45 893 | 32 154 | 78 047 |
| Cumuls Emploi-Retraite | 1 106 | 2 310 | 3 416 | |
| Répartition | 58,8 % | 41,2 % | 100 % | |
| Age moyen | 42,7 | 47,6 | 44,7 | |
| Durée d'activité (années) | Moyenne | 17,4 | 21,0 | 18,9 |
| | Médiane | 16,0 | 21,0 | 18,0 |
| | Maximale | 68 | 72,8 | 72,8 |

Rappelons que cette pyramide ne se lit pas tout à fait comme une pyramide des âges présentant une population de la naissance au décès ; un nouvel avocat peut arriver dans la profession; ou en partir; à n'importe quel âge, puis revenir, même si la grande majorité des entrants arrive en début et part en fin de carrière professionnelle.

Pour mesurer les phénomènes marginaux d'entrée et sortie en cours de carrière, cf. le tableau sous paragraphe 15, qui présente la stabilité dans la profession à court, moyen et long terme, de plusieurs générations d'avocats.

Répartition par tranche d'âge de la population active d'avocats au 31 décembre 2024 :

| Tranches d'âge | Femmes | Hommes | Ensemble | (%) |
|------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Moins de 30 ans | 5 203 | 2 056 | 7 259 | 9,3 % |
| De 30 à 39 ans | 15 729 | 8 425 | 24 154 | 30,9 % |
| De 40 à 49 ans | 12 126 | 7 702 | 19 828 | 25,4 % |
| De 50 à 59 ans | 8 629 | 7 577 | 16 206 | 20,8 % |
| De 60 à 64 ans | 2 522 | 2 803 | 5 325 | 6,8 % |
| 65 ans | 295 | 418 | 713 | 0,9 % |
| De 66 à 69 ans | 730 | 1 268 | 1 998 | 2,6 % |
| De 70 à 79 ans | 589 | 1 678 | 2 267 | 2,9 % |
| De 80 à 89 ans | 62 | 211 | 273 | 0,3 % |
| Plus de 89 ans | 8 | 13 | 21 | 0,0 % |
| Total | 45 893 | 32 154 | 78 047 | 100% |
| Moins de 65 ans | 44 209 | 28 565 | 72 774 | 93,2 % |
| 65 ans et plus | 1 684 | 3 589 | 5 273 | 6,8 % |



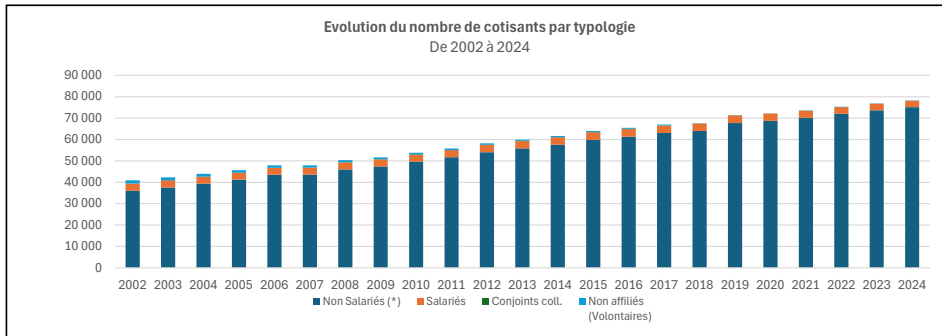
12. L'évolution des effectifs de la profession

| Année | Effectifs | | | | | | Age moyen | | |
|-------|-----------------|-----------|------------------|----------|----------------|----------------------------|-----------|--------|--------|
| | Total Cotisants | Variation | Non Salariés (*) | Salariés | Conjoints coll | Non affiliés (Volontaires) | Femmes | Hommes | Global |
| 2002 | 39 441 | 4,2 % | 36 006 | 3 391 | 44 | 1 432 | 38,7 | 44,5 | 41,8 |
| 2003 | 40 949 | 3,8% | 37 563 | 3 336 | 50 | 1 367 | 39 | 44,7 | 41,9 |
| 2004 | 42 639 | 4,13% | 39 381 | 3 211 | 47 | 1 267 | 39,1 | 44,7 | 42 |
| 2005 | 44 429 | 4,20% | 41 283 | 3 092 | 54 | 1 204 | 39,3 | 44,9 | 42,1 |
| 2006 | 46 789 | 5,31% | 43 538 | 3 193 | 58 | 1 114 | 39,4 | 45 | 42,2 |
| 2007 | 46 858 | 0,15% | 43 613 | 3 172 | 73 | 1 031 | 40,1 | 45,5 | 42,8 |
| 2008 | 49 380 | 5,38% | 45 974 | 3 283 | 123 | 942 | 40,2 | 45,7 | 42,8 |
| 2009 | 50 800 | 2,88% | 47 365 | 3 314 | 121 | 827 | 40,4 | 46 | 43,1 |
| 2010 | 52 981 | 4,29% | 49 523 | 3 339 | 119 | 770 | 40,5 | 46,2 | 43,2 |
| 2011 | 55 083 | 3,97% | 51 695 | 3 266 | 122 | 670 | 40,8 | 46,5 | 43,4 |
| 2012 | 57 563 | 4,50% | 54 087 | 3 355 | 121 | 629 | 40,8 | 46,6 | 43,5 |
| 2013 | 59 373 | 3,14% | 55 880 | 3 365 | 128 | 559 | 41 | 46,8 | 43,7 |
| 2014 | 61 155 | 3,00% | 57 625 | 3 403 | 127 | 523 | 41,2 | 47 | 43,8 |
| 2015 | 63 463 | 3,77% | 59 867 | 3 476 | 120 | 496 | 41,2 | 47 | 43,8 |
| 2016 | 65 002 | 2,43% | 61 343 | 3 548 | 111 | 472 | 41,5 | 47,1 | 43,9 |
| 2017 | 66 590 | 2,44% | 63 048 | 3 437 | 105 | 442 | 42,3 | 48,6 | 45 |
| 2018 | 67 502 | 1,37% | 63 945 | 3 449 | 108 | 0 | 42,6 | 48,4 | 45,1 |
| 2019 | 71 299 | 5,63% | 67 735 | 3 459 | 105 | 0 | 41,6 | 46,9 | 43,8 |
| 2020 | 72 235 | 1,31% | 68 697 | 3 438 | 100 | 0 | 42,4 | 47,6 | 44,6 |
| 2021 | 73 508 | 1,76% | 70 097 | 3 309 | 95 | 7 | 42,2 | 47,3 | 44,4 |
| 2022 | 75 165 | 2,25% | 72 038 | 3 127 | 86 | 9 | 42,4 | 47,4 | 44,5 |
| 2023 | 76 731 | 2,08% | 73 634 | 3 097 | 79 | 9 | 42,4 | 47,5 | 44,5 |
| 2024 | 78 047 | 1,72% | 75 143 | 2 904 | 73 | 11 | 42,7 | 47,6 | 44,7 |

Ces chiffres concernent l'effectif cotisant constaté au 31 décembre de chaque année. Les effectifs continuent d'augmenter, mais plus faiblement depuis 2020, année à compter de laquelle on constate une décélération de l'augmentation des effectifs nets.

La tendance à l'augmentation de l'âge moyen sur toute la période, qui pour la première fois avait atteint 45 ans en 2017, se confirme, stabilisée autour de 47,5. Mais les chiffres étant arrêtés au 31 décembre, l'effectif à cette date dépend de l'enregistrement des inscrits sur l'exercice, selon la date à laquelle les Barreaux communiquent ces informations à la CNBF et la date à laquelle elles sont saisies dans l'outil informatique.

La variation de l'effectif cotisant tient compte des nouveaux inscrits, déduction faite des départs de la profession (pour une autre activité, pour retraite, décès). En croissance nette, la profession a vu ses effectifs augmenter de plus de 33% en 15 ans.



Le nombre d'avocats salariés diminue, passant sous la barre des 3000 pour la première fois depuis plus de 20 ans. Même constat, toute proportion gardée, pour les conjoints collaborateurs, dont le statut est temporaire depuis 2021 (5 ans maximum).

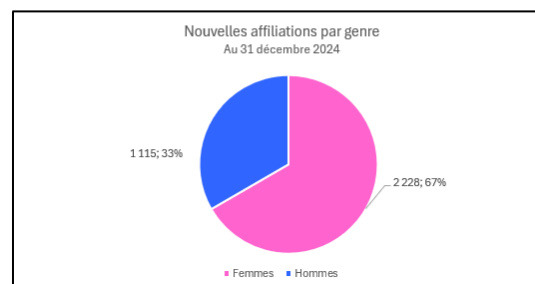
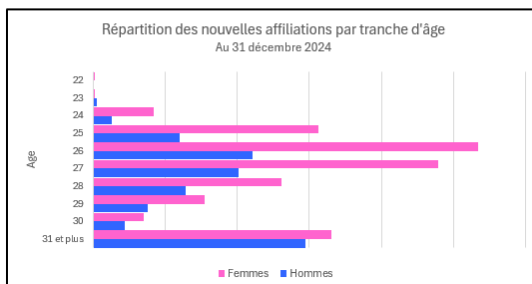
Cette situation s'accompagne, nous le verrons plus loin, d'un accroissement plus rapide du nombre de pensionnés, donnée fondamentale pour appréhender la viabilité de régimes de retraite par répartition, effet naturel de l'accroissement continu des effectifs dès la création des régimes eux-mêmes : cotisants +2,4% en moyenne sur les 5 dernières années, pensionnés +3,7.

- Évolution des premières affiliations

Le nombre de nouveaux inscrits reste cependant soutenu, soit 3.305 nouveaux avocats en 2024 (67% de femmes), 2.719 âgés de moins de 31 ans (âge moyen de ces derniers : 25 ans).

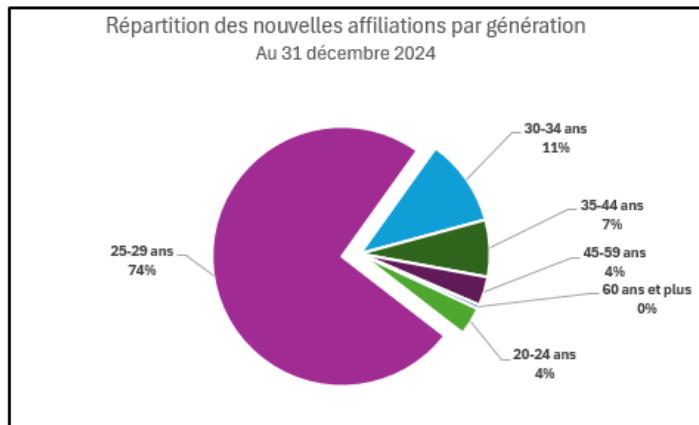
Répartition des premières affiliations par âge

| Age | 2004 | | | 2009 | | | 2014 | | | 2019 | | | 2024 | | |
|---------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Femmes | Hommes | Total | Femmes | Hommes | Total | Femmes | Hommes | Total | Femmes | Hommes | Total | Femmes | Hommes | Total |
| 22 | | | | 1 | 0 | 1 | | | | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| 23 | 9 | 5 | 14 | 3 | 0 | 3 | 5 | 4 | 9 | 6 | 1 | 7 | 2 | 5 | 7 |
| 24 | 175 | 73 | 248 | 57 | 18 | 75 | 71 | 25 | 96 | 73 | 23 | 96 | 84 | 26 | 110 |
| 25 | 320 | 164 | 484 | 246 | 73 | 319 | 366 | 104 | 470 | 323 | 132 | 455 | 312 | 120 | 432 |
| 26 | 363 | 206 | 569 | 399 | 136 | 535 | 634 | 228 | 862 | 658 | 261 | 919 | 535 | 221 | 756 |
| 27 | 256 | 176 | 432 | 342 | 150 | 492 | 467 | 193 | 660 | 554 | 277 | 831 | 479 | 201 | 680 |
| 28 | 128 | 130 | 258 | 215 | 112 | 327 | 240 | 113 | 353 | 345 | 175 | 520 | 261 | 128 | 389 |
| 29 | 82 | 76 | 158 | 94 | 67 | 161 | 142 | 78 | 220 | 158 | 96 | 254 | 154 | 76 | 230 |
| 30 | 65 | 60 | 125 | 69 | 40 | 109 | 72 | 60 | 132 | 86 | 70 | 156 | 70 | 44 | 114 |
| 31 et plus | 209 | 283 | 492 | 338 | 332 | 670 | 356 | 343 | 699 | 387 | 309 | 696 | 330 | 294 | 624 |
| Total | 1 607 | 1 173 | 2 780 | 1 764 | 928 | 2 692 | 2 353 | 1 148 | 3 501 | 2 591 | 1 344 | 3 935 | 2 228 | 1 115 | 3 343 |
| Total Affiliations - (- 31 Ans) | 1 398 | 890 | 2 288 | 1 426 | 596 | 2 022 | 1 997 | 805 | 2 802 | 2 204 | 1 035 | 3 239 | 1 898 | 821 | 2 719 |
| Age moyen - 31 ans | 27,6 | 27,9 | 27,8 | 27,1 | 28,7 | 27,3 | 27,7 | 28,1 | 27,9 | 27,1 | 27,9 | 27,2 | 26,7 | 26,8 | 26,7 |
| (%) - 31 ans | 87,0% | 75,9% | 82,3% | 80,8% | 64,2% | 75,1% | 84,9% | 70,1% | 80,0% | 85,1% | 77,0% | 82,3% | 85,2% | 73,6% | 81,3% |

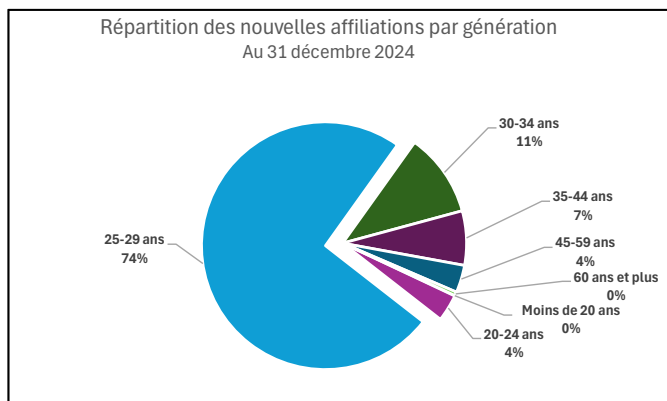


Par génération, on observe sur le long terme un glissement des effectifs entrants de la tranche d'âge des 20 – 24 ans vers celle des 25 – 29 ans, et une stabilité des autres tranches d'âge, y compris pour les nouveaux effectifs de 60 ans et plus.

| Tranche d'âge | Génération 2004 | | Génération 2009 | | Génération 2014 | | Génération 2019 | | Génération 2024 | |
|---------------------------|-----------------|-------------|-----------------|-------------|-----------------|-------------|-----------------|-------------|-----------------|-------------|
| | 2004 | (%) | 2009 | (%) | 2014 | (%) | 2019 | (%) | 2024 | (%) |
| 20-24 ans | 262 | 9,42% | 79 | 2,93% | 105 | 3,00% | 104 | 2,64% | 118 | 3,53% |
| 25-29 ans | 1 901 | 68,38% | 1 834 | 68,13% | 2 565 | 73,26% | 2 979 | 75,71% | 2 487 | 74,39% |
| 30-34 ans | 352 | 12,66% | 394 | 14,64% | 408 | 11,65% | 435 | 11,05% | 365 | 10,92% |
| 35-44 ans | 181 | 6,51% | 255 | 9,47% | 292 | 8,34% | 303 | 7,70% | 237 | 7,09% |
| 45-59 ans | 67 | 2,41% | 100 | 3,71% | 108 | 3,08% | 99 | 2,52% | 120 | 3,58% |
| 60 ans et plus | 17 | 0,61% | 30 | 1,11% | 23 | 0,66% | 15 | 0,38% | 16 | 0,48% |
| Total 1ères Affil. | 2 780 | 100% | 2 692 | 100% | 3 501 | 100% | 3 935 | 100% | 3 343 | 100% |
| Age Moyen | 28,43 | | 29,72 | | 29,09 | | 28,78 | | 28,93 | |



La dernière réforme de l'accès aux centres de formation, issue de la loi n° 2023-1059 d'orientation et de programmation du ministère de la Justice du 20 novembre 2023 et du décret du 1er décembre, impose désormais au moins un master de droit (Bac + 5) et non plus seulement une maîtrise pour intégrer la profession, à partir du 1er janvier 2025. Nous aurons à mesurer dans les prochaines années l'impact éventuel de cette nouvelle condition sur l'âge moyen d'entrée, mais à première vue il semble qu'une majorité d'étudiants étaient déjà titulaires d'un Master 2, selon le rapport de la Commission (Sénat n°660 du 21 mai 2023, sous le projet d'article 19).



13. Jusqu'où ira l'accroissement du nombre d'avocats en France ?

Le pilotage des régimes à moyen et long terme impose de rechercher dans quelle mesure l'augmentation des effectifs de la profession est durable.

- Faible densité du nombre d'avocats en France

Deux réalités doivent être considérées :

- faible densité du nombre d'avocats en France et concentration sur les métropoles régionales,
- effectif parmi les plus faibles des pays de l'Union européenne pour 100 000 habitants.

Le ministère de la Justice a diffusé en novembre 2024 les chiffres les plus récents recensés (2023)¹ :

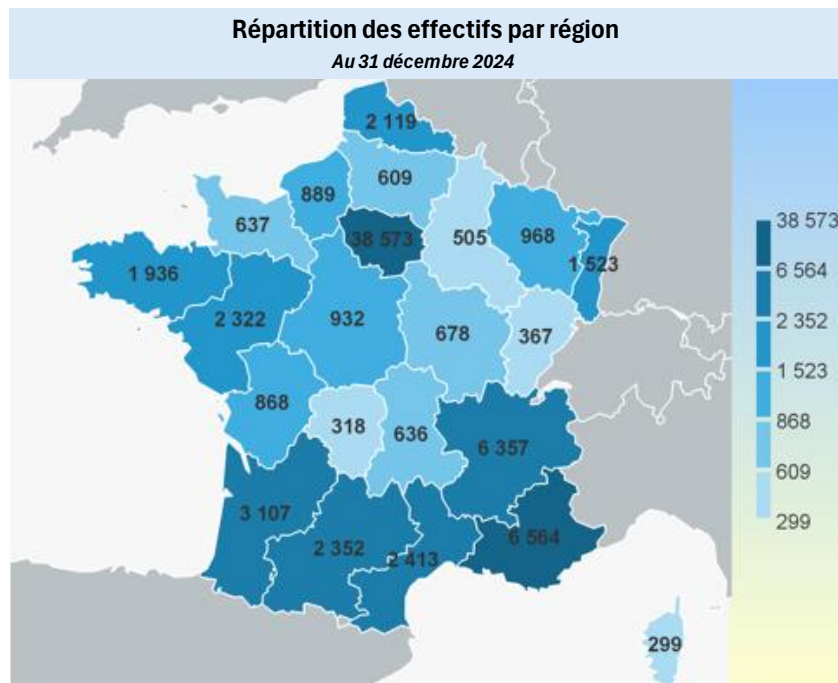
Taux d'avocats pour 10 000 habitants dans les huit départements où ces taux sont supérieurs à la moyenne nationale

| Département | Population au 1 ^{er} janvier 2023 | Nombre d'avocats au 1 ^{er} janvier 2023 | Nombre d'avocats pour 10 000 habitants |
|-----------------------|--|--|--|
| TOTAL FRANCE ENTIERE | 68 589 916 | 73 998 | 10,8 |
| France métropolitaine | 66 585 294 | 73 680 | 11,1 |
| dont : | | | |
| PARIS | 2 102 650 | 31 834 | 151,4 |
| RHONE | 1 921 014 | 3 779 | 19,7 |
| BOUCHES-DU-RHONE | 2 069 118 | 3 388 | 16,4 |
| ALPES-MARITIMES | 1 110 328 | 1 774 | 16,0 |
| HAUTS-DE-SEINE | 1 642 002 | 2 363 | 14,4 |
| HAUTE-GARONNE | 1 470 367 | 1 801 | 12,2 |
| GIRONDE | 1 691 437 | 2 006 | 11,9 |
| HERAULT | 1 232 805 | 1 370 | 11,1 |

Les statistiques détaillées par département sont présentées en annexe 1 tableau A2.

Sources : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2023 -" et INSEE, Estimations de population au 1^{er} janvier 2023.

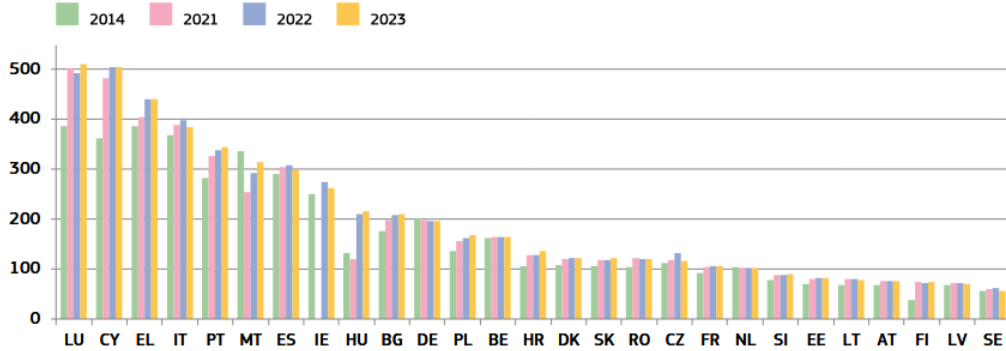
Ci-dessous la carte de la population active d'avocats recensés par la CNBF au 31 décembre 2024, regroupés par région métropolitaine (découpage antérieur aux régions 2014, plus fin) :



¹ Ministère de la Justice, Dir. des affaires civiles et du Sceau, statistiques sur la profession d'avocat, novembre 2024.

Cette situation contribue à placer la France « *au bas du classement en Europe* »² :

Figure 39 Number of lawyers, 2014, 2021 – 2023 (*) (per 100 000 inhabitants) (source: Council of Europe's European Commission for the Efficiency of Justice (CEPEJ) study)



(*) According to the CEPEJ methodology, a lawyer is a person qualified and authorised by national law to plead and act on behalf of their clients; to engage in the practice of law; to appear before the courts or advise and represent their clients in legal matters (Recommendation Rec (2000)21 of the Committee of Ministers of the Council of Europe on the freedom of exercise of the profession of lawyer). DE: No distinction is made between different groups of lawyers in Germany. FI: Since 2015, the number of lawyers provided includes both the number of lawyers working in the private sector and the number of lawyers working in the public sector.

- Absence de numerus clausus

L'instauration d'un numerus clausus est pour l'instant rejetée par la profession et par la Chancellerie. La réponse du ministre de la Justice à une question parlementaire en mars 2018, dont la position reste invariable depuis à notre connaissance, qui évoque la réforme des conditions d'accès aux centres de formation, le confirme :

| | | |
|---|---|---|
| Question N° : 3344 | De Mme Emmanuelle Anthoine (Les Républicains - Drôme) | Question écrite |
| Ministère interrogé > Justice | | Ministère attributaire > Justice |
| Rubrique > professions judiciaires et juridiques | Tête d'analyse > Profession d'avocat - perspectives | Analyse > Profession d'avocat - perspectives. |
| Question publiée au JO le : 28/11/2017 | | |
| Réponse publiée au JO le : 27/03/2018 page : 2614 | | |

Texte de la question

Mme Emmanuelle Anthoine appelle l'attention de Mme la garde des sceaux, ministre de la justice, sur l'état de la profession d'avocat. En effet, l'accès à la profession est libre actuellement et les dernières statistiques démontrent que sur la période 2007-2017, soit sur 10 ans, l'augmentation du nombre d'avocats en France a été de plus de 37 %. Le même constat peut être observé pour l'augmentation des effectifs dans les centres de formation professionnelle d'avocats. Or depuis quelques années la profession se paupérise en raison notamment du nombre de missions qui sont assurées sous le bénéfice de l'aide juridictionnelle totale ou partielle, compte tenu de l'appauvrissement général du niveau de vie et du relèvement des plafonds des revenus pour bénéficier de l'aide juridictionnelle, en raison également de la croissance accrue du nombre d'avocats qui exercent dans une concurrence acharnée pratiquant des honoraires de plus en plus bas ne permettant plus de vivre décemment de l'exercice de la profession et en raison enfin de la déjudiciarisation de nombreux contentieux. C'est pourquoi à l'instar de ce qui existe dans le cursus des études de médecine ou des grandes écoles de commerce, nombreux sont ceux qui s'interrogent sur la nécessité d'instaurer un *numerus clausus* afin de limiter le nombre d'avocats et permettre ainsi à chacun de gagner sa vie décemment. Aussi, elle lui demande quelle est la position du Gouvernement en la matière.

Texte de la réponse

Les effectifs de la profession d'avocat ont effectivement augmenté de 37 % en 10 ans, passant de 47 765 avocats en 2007, à 65 480 avocats sur l'ensemble du territoire dont 27 461 avocats inscrits au barreau parisien (42 % de l'effectif total) au 1er janvier 2017. Il résulte des données communiquées par l'observatoire du Conseil national des barreaux que le revenu annuel moyen était de 75.0630 euros en 2014 contre 77.925 euros en 2010. S'il est vrai que ces chiffres peuvent traduire une forme de stagnation des revenus de la profession depuis quelques années, il est difficile d'affirmer que cette situation est en lien direct et exclusif avec l'augmentation corrélative des effectifs de la profession. En outre, compte-tenu des disparités de revenus, l'analyse d'une moyenne est peu pertinente. Ainsi, de ce seul point de vue, l'instauration d'un *numerus clausus* peut être discutable. Mais surtout, une telle mesure serait contraire au droit européen et notamment aux dispositions de la directive 2006/123/CE du 12 décembre 2006 dite « services » applicable à la profession d'avocat. Enfin, les rapports récemment rendus sur la profession d'avocat préconisent plutôt une régulation qualitative et non quantitative de l'accès à la profession. C'est le sens de la récente réforme modifiant les conditions d'accès aux centres régionaux de formation professionnelle d'avocats qui prévoit notamment des sujets harmonisés pour tout le territoire, élaborés par une commission nationale ainsi que des épreuves d'examen davantage orientées vers la pratique et non plus simplement un nouveau contrôle de connaissances, déjà sanctionné à l'université.

² The 2025 UE justice scoreboard – juin 2025 - ici reproduit, F. 39, p. 32

- Progression du nombre d'étudiants en droit

Les derniers chiffres diffusés par le ministère en charge de l'enseignement supérieur³ établissent un nombre d'étudiants entrants en augmentation de 2.7 points en 2024 – 2025. Les nouveaux étudiants restent minoritaires à s'orienter vers le droit, les filières commerce, sciences humaines et sciences (cette dernière en forte progression, notamment médecine) regroupant les effectifs les plus importants.

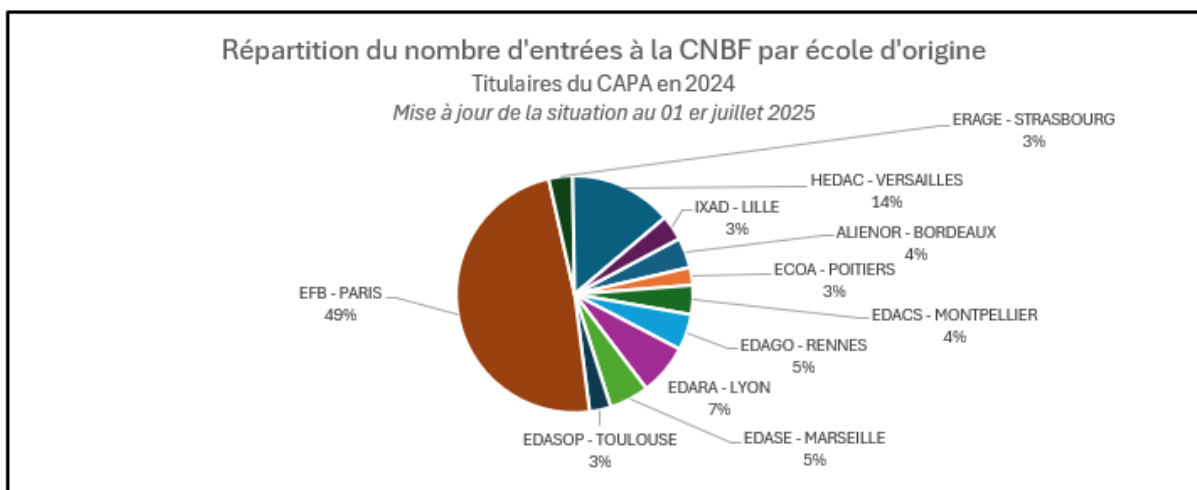
Ceci constaté, rien ne permet de prévoir l'effectif qui se destinerait au Barreau, même parmi ceux qui deviennent titulaires du CAPA (cf. ci-après).

Au regard du nombre d'étudiants en Master en France dans la filière Droit & sciences politiques (76.900 en 2020, 77.307 en 2021), le nombre d'étudiants qui deviennent titulaires du CAPA l'année suivante (3.555) représente moins de 5% de l'effectif, dont moins de 4% seront inscrits au Barreau.

- Diminution du nombre de titulaires du CAPA entrant dans la profession

Tous les titulaires du CAPA n'entrent pas dans la profession, du moins pas dans les 8 mois suivant l'obtention du diplôme. Sont recensés ici les titulaires du CAPA à la session de novembre 2024, et le nombre de présents parmi les affiliés CNBF au 1^{er} juillet 2025 :

| Ecole | Présents CNBF | Absents CNBF | Total | Taux d'entrée 2025 | Evolution Taux d'entrée par rapport à N-1 |
|---------------------|---------------|--------------|-------------|--------------------|---|
| ALIENOR - BORDEAUX | 108 | 8 | 116 | 93,10% | 7,25% |
| ECO A - POITIERS | 63 | 11 | 74 | 85,14% | 5,56% |
| EDACS - MONTPELLIER | 104 | 11 | 115 | 90,43% | -4,33% |
| EDAGO - RENNES | 128 | 11 | 139 | 92,09% | 0,76% |
| EDARA - LYON | 182 | 15 | 197 | 92,39% | 1,50% |
| EDASE - MARSEILLE | 141 | 24 | 165 | 85,45% | -2,60% |
| EDASOP - TOULOUSE | 76 | 14 | 90 | 84,44% | 4,38% |
| EFB - PARIS | 1265 | 277 | 1542 | 82,04% | 0,15% |
| ERAGE - STRASBOURG | 85 | 14 | 99 | 85,86% | -6,16% |
| HEDAC - VERSAILLES | 367 | 78 | 445 | 82,47% | 5,73% |
| IXAD - LILLE | 89 | 14 | 103 | 86,41% | -7,42% |
| Total | 2608 | 477 | 3085 | 84,54% | 0,75% |



³ Note Flash du SIES – Min. de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation N°9 – juin 2025

- Attractivité ou « crise » de la profession d’avocat

Plusieurs réalités sont fréquemment évoquées pour expliquer l’attractivité de la profession.

- La formation universitaire juridique, l’obtention du CAPA et une première expérience dans la profession sont de bons vecteurs d’insertion en entreprise ;
- La rémunération moyenne reste attractive, même en début d’activité, au regard du salaire moyen de début d’activité en entreprise ou dans les secteurs public et parapublic⁴ ;
- L’allongement de la durée des études et les spécialisations acquises en Master 2, ainsi que les doubles cursus à l’international notamment, peuvent être rapidement valorisés dans la profession ;
- La perception des valeurs de la profession participe à son attractivité, renforcée par l’image classique diffusée dans les médias ;
- L’idée que la profession serait protégée du marché en raison de son monopole, des règles de postulation, reste forte ;
- Le fait que le jeune avocat se voit confier des missions dans le cadre de l’aide juridictionnelle lui garantirait un minimum vital ;
- Les dispositifs d’aide à la création d’entreprise, qui s’appliquent même en cas de collaboration libérale, et le statut fiscal simplifié de micro-entreprise, facilitent l’insertion dans la profession ;
- Facilité d’installation et difficultés de nombre de cabinets à trouver des collaborateurs. L’installation possible sans stage ni période probatoire aurait favorisé l’orientation des nouveaux avocats vers un exercice autonome dès leur entrée dans la profession, autonomie qui serait attractive, permettant au nouvel entrant d’organiser son temps, sa qualité de vie, en fonction de ses priorités autres que professionnelles ; pour certains, la féminisation de la profession, lorsque le conjoint suffit à assurer l’essentiel des revenus du ménage, accentuerait ce phénomène.

D’autres éléments tempèrent l’attractivité :

Les difficultés rencontrées par certains collaborateurs, ou tout autant les expériences malheureuses révélées, rendraient la collaboration moins attractive, à tel point que la profession audite cette tendance au « désert de la collaboration »⁵, sous l’égide du CNB ; les motifs de cette désaffection :

- L’exercice de la profession tel que se l’imaginent les futurs avocats est loin de la réalité qu’ils constatent, d’où désillusions

⁴ Salaire brut moyen du jeune diplômé cadre 0 à 2 ans d’ancienneté = entre 40.000 et 50.000 € (*Les salaires des cadres débutants – L’étudiant* <https://www.letudiant.fr/jobsstages/premier-emploi-quel-salaire-gagnerez-vous-en-debut-de-carriere.html> – revenu net moyen d’un jeune avocat en 2022 = 34.986 € en 2^e année.

⁵ Allison Vaslin « Avocats : la collaboration libérale a du plomb dans l’aile » JSS- 29 novembre 2023 – on peut également consulter : <https://juristesdavenir.fr/2023/04/23/quitter-la-profession-davocat-causes-et-enjeux-interview-de-norea-thomas-ancienne-avocate/>

- Le partage d'expériences négatives et leur écho sur les réseaux sociaux contribuent à amplifier le ressenti négatif sur la collaboration
 - La construction d'une carrière professionnelle n'est plus recherchée ni valorisée
 - Perte de sens, en ce que la profession serait ressentie par les jeunes comme trop technique et trop marchande
 - La profession ne serait pas compatible avec un réel équilibre vie professionnelle / vie personnelle
 - Les rémunérations seraient trop faibles, hors grands barreaux où se traitent les contentieux « à valeur ajoutée »
 - La formation dans les écoles d'avocats serait trop éloignée des réels besoins de la clientèle
- Pourtant, dans le même temps, la situation des collaborateurs s'est améliorée depuis plus de 10 ans : congé maternité, congé paternité, congé parental, protection sociale, si tant est que le règlement intérieur national de la profession soit bien appliqué ; le maintien de la rétrocession durant la crise covid a d'ailleurs permis une moindre baisse du revenu moyen des femmes, qui constituent la majorité des collaborateurs, en 2020.

Quoi qu'il en soit, la profession peut intégrer au moins 1.800 nouveaux avocats en moyenne (en solde net, déduction faite des départs dans l'année) chaque année depuis plus de 20 ans.

On lit dans chaque rapport sur la profession, son avenir, qu'elle est en crise, en difficulté, mais que ces éléments ne sont pas confirmés par les chiffres : Rapport Haeri sur l'avenir de la profession d'avocat, Rapport Perben (Mission relative à l'avenir de la profession d'avocat, p. 9).

Il est évident qu'au regard de ces éléments la qualité de la protection sociale, notamment des conditions d'accès et de niveau des prestations de retraite et de prévoyance, est un élément important, à tout moment de la carrière.

- Extension du périmètre du Droit

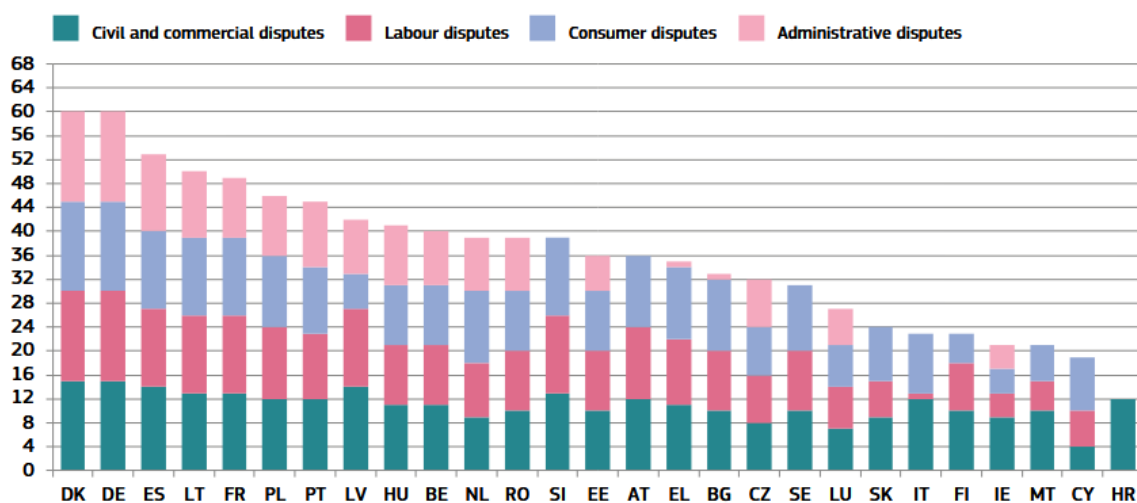
L'extension du périmètre des activités des avocats est un enjeu capital pour les régimes de retraite de base et complémentaire : l'augmentation du revenu national cumulé de la profession élargit l'assiette soumise à cotisations (mais crée un stock de droits à servir, et donc des charges en régime complémentaire). Les différents rapports déjà cités montrent un réel dynamisme dans certains secteurs de la profession :

- le développement économique des cabinets d'avocats suit des parcours innovants selon la nature de leur clientèle : « *business model* », « *business developer* », font leur entrée dans des cabinets structurés⁶,
- le développement, dans un contexte de dématérialisation et d'aptitude croissante des avocats à l'utilisation professionnelle des nouvelles technologies, participe d'une logique de rentabilisation pour les cabinets individuels ou de petite taille,
- La place de l'avocat dans les modes alternatifs de règlement des conflits est un axe de développement. La France, qui était l'un des pays les plus en retard sur ce plan, améliore

⁶ « *Les cabinets d'avocats tourneboulent leur business model* ». Les Échos, 16 octobre 2017

sa place dans le classement - au regard des critères retenus⁷ - en termes de promotion et de développement :

Figure 26 Promotion of and incentives for using ADR methods, 2024 (*) (source: European Commission (75))



(*) Maximum possible: 68 points. Aggregated indicators based on the following indicators: 1) website providing information on ADR; 2) media publicity campaigns; 3) brochures for the general public; 4) provision by the court of specific information sessions on ADR upon request; 5) court ADR/mediation coordinator; 6) publication of evaluations on the use of ADR; 7) publication of statistics on the use of ADR; 8) partial or full coverage by legal aid of costs ADR incurred; 9) full or partial refund of court fees, including stamp duties, if ADR is successful; 10) no requirement for a lawyer for ADR procedures; 11) judge can act as a mediator; 12) agreement reached by the parties becomes enforceable by the court; 13) possibility to initiate proceedings/file a claim and submit documentary evidence online; 14) parties can be informed of the initiation and different steps of procedures electronically; 15) possibility of online payment of applicable fees; 16) use of technology (artificial intelligence applications, chat bots) to facilitate the submission and resolution of disputes; and 17) other means. For each of these 17 indicators, one point was awarded for each area of law. **IE:** Administrative cases fall into the category of civil and commercial cases. **EL:** ADR exists in public procurement procedures before administrative courts of appeal. **ES:** ADR is mandatory in labour law cases. **PT:** For civil/commercial disputes, court fees are refunded only in the case of justices of the peace. **SK:** The Slovak legal order does not support the use of ADR for administrative purposes. **FI:** Consumer and labour disputes are also considered to be civil cases. **SE:** Judges have procedural discretion on ADR. Seeking an amicable dispute settlement is a mandatory task for the judge unless it is inappropriate due to the nature of the case.

- La question de l'intelligence artificielle

Le sujet est largement débattu actuellement dans la profession. Simple moyen d'accès plus sélectif à l'information juridique pour certains, véritable outil de consultation remplaçant l'avocat pour d'autres, le développement de l'IA est autant présenté comme source de dossiers que comme facteur de perte de demande de droit⁸.

En résumé, tout concourt à envisager la poursuite de l'augmentation des effectifs de la profession d'avocat en France, légèrement ralentie cependant. La stratégie se situera entre le maintien d'une large ouverture, un renforcement des exigences qualitatives et le travail de la profession sur son périmètre et son attractivité⁹. L'exemple du développement de legaltech valorisées par l'éthique de la profession pourrait être l'un des leviers importants d'attraction et de développement, ce d'autant que le secteur, hors profession, continuait de se développer¹⁰.

⁷ The 2025 UE Justice scoreboard, juin 2025 - op. cit. p. 23.

⁸ L'IA dans le monde juridique : alliée ou menace pour la profession d'avocat ? *Sonia OUFKIR-PIN Juriste – Village de la Justice 13 novembre 2024.*

⁹ pour plus de réflexion prospective, cf. Les quatre défis de l'avocat français du XXIe siècle – Institut des hautes études sur la justice – CNB / CREA – octobre 2017.

¹⁰ Les levées de fonds par les legaltech auraient quadruplé entre 2017 et 2021 ; le secteur s'oriente sur les services de digitalisation des processus métiers – cf. *Où en est la legaltech en France*, Village de la Justice – Avril 2022. Sur la nature des missions développées par le secteur : cf. 22 mars 2024 Village de la Justice : <https://www.village-justice.com/articles/enquete-2024-quelle-est-reelle-utilisation-legaltech-par-les-directions,49152.html>

Mais dans la logique de long terme de régimes de retraite, quel que soit le mode de gestion, il faut rester prudent. D'abord parce que le nombre réduit d'avocats rend la démographie professionnelle très sensible aux aléas, ensuite parce que la féminisation s'accompagne d'une moindre stabilité dans la profession et, jusqu'à présent, d'une diminution de l'assiette globale des cotisations. Autant de données prises en compte dans la conception des simulations actuarielles.

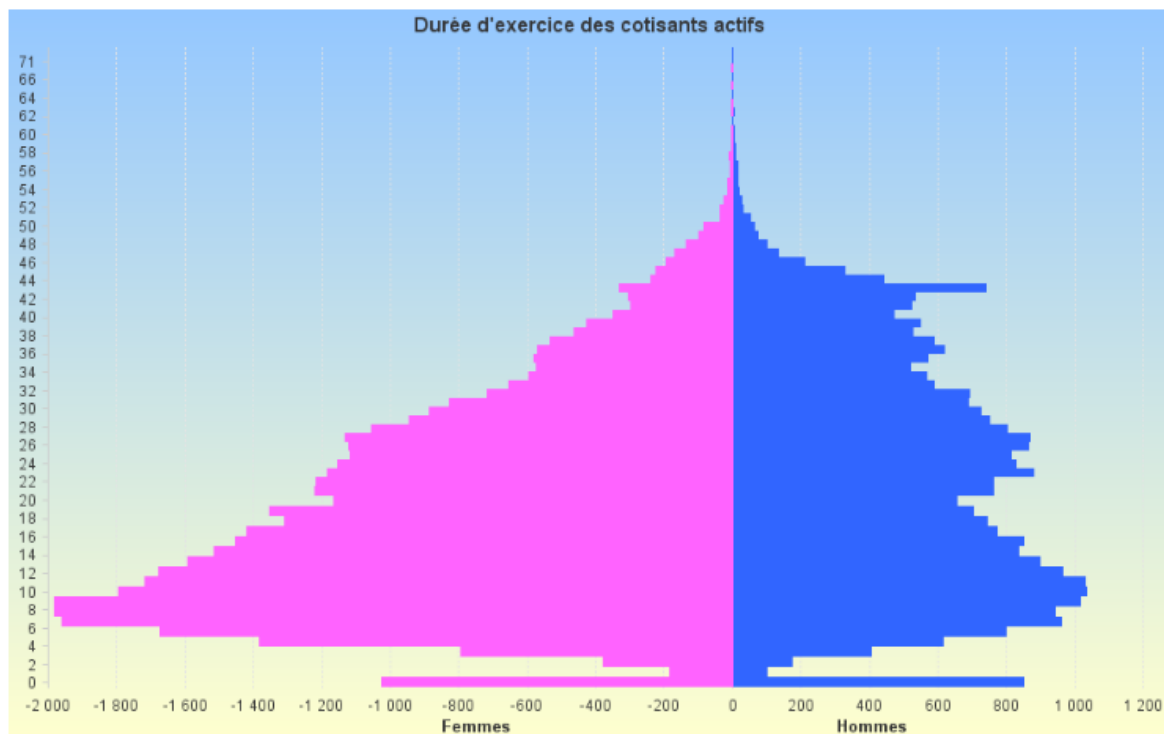
Enfin, les déséquilibres d'effectifs entre les Barreaux semblent s'installer durablement : si la profession dans son ensemble croît régulièrement depuis des décennies, 58 barreaux sur 164 ont perdu des effectifs en un an¹¹, 40 barreaux sur les 10 dernières années, surtout des petits et moyens barreaux (cf. annexe 1).

14. Féminisation

La population des avocats au 31 décembre 2024 comportait 58,5% de femmes et 41,5% d'hommes (cf. supra par. 11). La proportion à l'entrée est quasiment de 70% de femmes.

15. Stabilité dans la profession

La pyramide des durées d'exercice pose la question de la stabilité prévisible ou non de la population cotisante et celle de l'accumulation de droits à servir en répartition, par les générations les plus jeunes au bénéfice des plus anciennes. Ci-dessous la durée d'assurance en années, décomptées en trimestres : chaque ligne horizontale représente le nombre d'avocats qui, au 31 décembre 2024 comptait 1, 2, 3, 4, ... années d'inscription à la CNBF, non retraités.



¹¹ Village de la Justice 4 avril 2024

Les avocats qui viennent de prêter serment restent-ils dans la profession ?

Le tableau ci-après présente le nombre de départs à ce jour au regard d'une génération de prestations de serment : quel pourcentage d'avocats, parmi ceux ayant prêté serment, restaient en activité au 31 décembre 2024 ?

On constate une réelle stabilité dans la profession, mais cette stabilité est plus forte pour les hommes : 74% des avocats hommes inscrits en 2004 sont toujours dans la profession en 2024, contre 67% de femmes. Ces chiffres tiennent compte de toutes les causes de départ : retraite avec cessation d'activité, omission temporaire, démission, décès. La différence hommes – femmes se creuse à partir de la seconde année. Ces données sont cependant à manier avec prudence, dans la mesure où l'âge n'est pas pris en compte ici.

| Année | Nouveaux entrants | | | Départs | | | | | | | | | | | | | | | Avocats encore en activité | | | | | | | | |
|-------|-------------------|--------|-------|-------------|--------|-------|------------------|--------|-------|-------------------|--------|-------|--------------------|--------|-------|--------------------|--------|-------|----------------------------|--------|-------|----------|--------|-------|-----|-----|-----|
| | | | | Avant 3 ans | | | Entre 3 et 5 ans | | | Entre 6 et 10 ans | | | Entre 11 et 15 ans | | | Entre 16 et 20 ans | | | Au delà de 20 ans | | | Effectif | | | % | | |
| | Femmes | Hommes | Total | Femmes | Hommes | Total | Femmes | Hommes | Total | Femmes | Hommes | Total | Femmes | Hommes | Total | Femmes | Hommes | Total | Femmes | Hommes | Total | Femmes | Hommes | Total | | | |
| 2000 | 1 509 | 995 | 2 504 | 76 | 23 | 99 | 152 | 60 | 212 | 143 | 65 | 208 | 89 | 38 | 127 | 77 | 56 | 133 | 44 | 32 | 76 | 938 | 730 | 1 668 | 62% | 73% | 67% |
| 2001 | 1 426 | 1 012 | 2 439 | 84 | 28 | 112 | 140 | 66 | 206 | 138 | 87 | 226 | 90 | 38 | 128 | 82 | 37 | 119 | 29 | 21 | 50 | 865 | 737 | 1 602 | 61% | 73% | 66% |
| 2002 | 1 555 | 1 048 | 2 603 | 79 | 37 | 116 | 155 | 55 | 210 | 161 | 76 | 237 | 100 | 54 | 154 | 71 | 59 | 130 | 22 | 9 | 31 | 967 | 759 | 1 726 | 62% | 72% | 66% |
| 2003 | 1 609 | 1 046 | 2 655 | 83 | 43 | 126 | 159 | 67 | 226 | 117 | 57 | 174 | 108 | 56 | 164 | 96 | 47 | 143 | 1 | 3 | 4 | 1 045 | 773 | 1 818 | 65% | 74% | 68% |
| 2004 | 1 606 | 1 173 | 2 779 | 99 | 42 | 141 | 161 | 71 | 232 | 156 | 82 | 238 | 103 | 53 | 156 | 80 | 59 | 139 | 2 | 1 | 3 | 1 006 | 866 | 1 872 | 63% | 74% | 67% |
| 2005 | 1 770 | 1 142 | 2 912 | 96 | 36 | 132 | 162 | 59 | 221 | 172 | 86 | 258 | 136 | 55 | 191 | 55 | 47 | 102 | 1 | 1 | 2 | 1 148 | 858 | 2 006 | 65% | 75% | 69% |
| 2006 | 2 102 | 1 287 | 3 389 | 94 | 45 | 139 | 199 | 80 | 279 | 231 | 101 | 332 | 183 | 67 | 250 | 52 | 22 | 74 | 0 | 2 | 2 | 1 343 | 970 | 2 313 | 64% | 75% | 68% |
| 2007 | 1 189 | 673 | 1 862 | 63 | 16 | 79 | 144 | 62 | 206 | 176 | 73 | 249 | 118 | 52 | 170 | 21 | 8 | 29 | 0 | 0 | 0 | 667 | 462 | 1 129 | 56% | 69% | 61% |
| 2008 | 1 888 | 1 044 | 2 932 | 73 | 46 | 119 | 213 | 70 | 283 | 244 | 104 | 348 | 148 | 64 | 212 | 10 | 1 | 11 | 0 | 0 | 0 | 1 200 | 759 | 1 959 | 64% | 73% | 67% |
| 2009 | 1 764 | 928 | 2 692 | 76 | 37 | 113 | 154 | 71 | 225 | 229 | 82 | 311 | 115 | 59 | 174 | 1 | 2 | 3 | 0 | 0 | 0 | 1 189 | 677 | 1 866 | 67% | 73% | 69% |
| 2010 | 2 123 | 1 142 | 3 265 | 109 | 54 | 163 | 168 | 82 | 250 | 325 | 98 | 423 | 112 | 55 | 167 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 408 | 853 | 2 261 | 66% | 75% | 69% |
| 2011 | 2 379 | 1 267 | 3 646 | 106 | 50 | 156 | 248 | 110 | 358 | 386 | 127 | 513 | 105 | 54 | 159 | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 1 532 | 926 | 2 458 | 64% | 73% | 67% |
| 2012 | 2 334 | 1 171 | 3 505 | 124 | 47 | 171 | 259 | 90 | 349 | 366 | 131 | 497 | 62 | 37 | 99 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 523 | 866 | 2 389 | 65% | 74% | 68% |
| 2013 | 2 313 | 1 184 | 3 497 | 120 | 50 | 170 | 262 | 93 | 355 | 354 | 127 | 481 | 4 | 3 | 7 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 573 | 911 | 2 484 | 68% | 77% | 71% |
| 2014 | 2 353 | 1 148 | 3 501 | 137 | 62 | 199 | 318 | 102 | 420 | 309 | 103 | 412 | 6 | 3 | 9 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 583 | 878 | 2 461 | 67% | 76% | 70% |
| 2015 | 2 459 | 1 238 | 3 697 | 161 | 51 | 212 | 341 | 127 | 468 | 251 | 105 | 356 | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 704 | 955 | 2 659 | 69% | 77% | 72% |
| 2016 | 2 278 | 1 268 | 3 546 | 130 | 63 | 193 | 323 | 119 | 442 | 200 | 65 | 265 | 1 | 2 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 624 | 1 019 | 2 643 | 71% | 80% | 75% |
| 2017 | 2 395 | 1 300 | 3 695 | 143 | 64 | 207 | 326 | 122 | 448 | 103 | 56 | 159 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 823 | 1 058 | 2 881 | 76% | 81% | 78% |
| 2018 | 2 534 | 1 326 | 3 860 | 170 | 69 | 239 | 349 | 138 | 487 | 7 | 9 | 16 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 008 | 1 110 | 3 118 | 79% | 84% | 81% |
| 2019 | 2 590 | 1 343 | 3 933 | 185 | 59 | 244 | 275 | 103 | 378 | 14 | 2 | 16 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 116 | 1 179 | 3 295 | 82% | 88% | 84% |
| 2020 | 1 949 | 994 | 2 943 | 130 | 67 | 197 | 112 | 33 | 145 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 706 | 894 | 2 600 | 88% | 90% | 88% |
| 2021 | 2 377 | 1 244 | 3 621 | 160 | 57 | 217 | 13 | 5 | 18 | 4 | 3 | 7 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 200 | 1 179 | 3 379 | 93% | 95% | 93% |
| 2022 | 2 539 | 1 303 | 3 842 | 35 | 22 | 57 | 4 | 2 | 6 | 3 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 497 | 1 279 | 3 776 | 98% | 98% | 98% |
| 2023 | 2 643 | 1 280 | 3 923 | 24 | 20 | 44 | 2 | 1 | 3 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 616 | 1 259 | 3 875 | 99% | 98% | 99% |
| 2024 | 2 227 | 1 116 | 3 343 | 30 | 17 | 47 | 7 | 2 | 9 | 3 | 1 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 187 | 1 096 | 3 283 | 98% | 98% | 98% |

Sur une période plus récente, la stabilité est importante. En 2020, 2943 nouveaux avocats ont été affiliés à la CNBF. 197 sont partis dans les 3 ans, 145 sont partis entre 3 et 5 ans. Il en reste donc 2600 au 31 décembre 2024, soit 88%, mais 90% parmi les hommes et 88% parmi les femmes.

La question que se posent régulièrement les avocats et les instances professionnelles est sans réponse ici : qui part ? Les « meilleurs » ? Ceux qui estiment que la profession ne leur réserve pas la place attendue, ceux qui changent de vocation, ou plus simplement d'emploi ? ... ou ceux qui valident une première expérience au Barreau pour partir ensuite en entreprise pour y trouver des horaires cadrés, une protection sociale complémentaire de qualité, des conditions sociales collectives et de qualité de vie au travail de bon niveau ?

Globalement, le plus grand nombre de départs se situe entre 3 et 5 ans.

La différence hommes-femmes peut être un indice supplémentaire (nous le verrons avec l'examen des revenus professionnels) d'un exercice engagé dans des conditions et perspectives différentes par les femmes. Cette différence de comportements peut tenir à l'engagement familial plus important des femmes ou à une moindre rentabilité de leur activité professionnelle selon la nature de leur clientèle.

16. L'âge : une population qui vieillit ?

L'âge moyen des avocats en France est stable

L'augmentation de l'âge moyen de la profession, qui atteignait 45 ans en 2017 et 2018, était due au décalage de l'entrée dans la profession après la réforme de la formation (moins d'entrées en 2017 et en 2018) et au différé de la saisie des nouvelles entrées dans la profession en fin d'année – les plus nombreuses a priori – sur le début de l'année suivante en 2019. L'âge moyen des avocats avait repris en 2020 un cours impacté par le différé de nouvelles inscriptions du fait de la crise sanitaire. La tendance à l'élévation sur le long terme (2000 : 38,5 pour les femmes, 44,3 ans pour les hommes, soit un âge moyen de 41,6 ans) est évidente. Au 31 décembre 2024 l'âge moyen des avocats en activité était de 44,6 ans (47,6 pour les hommes, 42,7 pour les femmes) (cf. tableau par. 12).

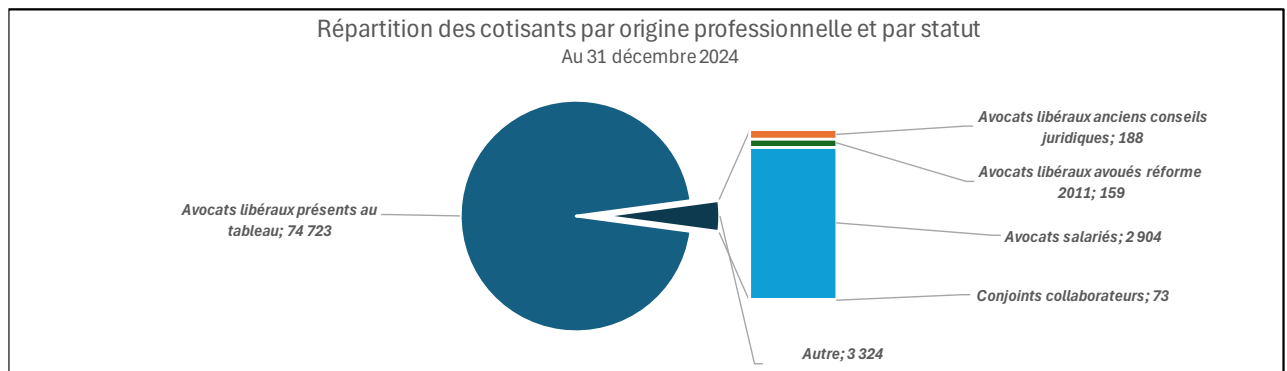
17. Une population unifiée

La CNBF a accompagné au cours de son histoire l'unification de la profession d'avocat en France. Depuis l'affiliation des avocats exerçant dans les départements d'outre-mer (décret 60-883 du 12 août 1960), de ceux relevant de la caisse des Barreaux d'Algérie (Ordonnance 62-731 du 30 juin 1962), des anciens avoués d'instance, clerks, et secrétaires d'agrés près les tribunaux de commerce (Loi 71-1131 du 31 décembre 1971), jusqu'aux anciens conseils juridiques devenus avocats (loi 90-1259 du 30 décembre 1990). La loi 2011-94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les Cours d'appel et fusionnant les professions d'avoué à la Cour et d'avocat, est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2012. Sur ce dernier point, on constate qu'au 31 décembre 2024 seuls 159 anciens avoués près les Cours d'appel restaient avocats, sur 335 affiliés au 1^{er} janvier 2012.

La population des anciens avoués d'instance, agrés ou clerks, a désormais disparu des effectifs cotisants.

Bien entendu, les régimes transitoires successifs concernant les conditions d'affiliation, de cotisation, de validation et de calcul des droits qui ont accompagné les plus anciennes de ces réformes disparaissent progressivement.

| Origine professionnelle | 2001 | 2006 | 2011 | 2016 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Avocats libéraux présents au tableau | 32 538 | 41 749 | 50 605 | 60 088 | 69 622 | 71 517 | 73 165 | 74 723 |
| Avocats libéraux anciens conseils juridiques | 1 930 | 1 624 | 1 295 | 1 024 | 280 | 247 | 222 | 188 |
| Avocats libéraux avoués réforme 2011 | 0 | 0 | 206 | 248 | 195 | 188 | 168 | 159 |
| Avocats salariés | 3 238 | 3 219 | 3 312 | 3 532 | 3 309 | 3 127 | 3 097 | 2 904 |
| Conjoints collaborateurs | 42 | 58 | 123 | 110 | 95 | 86 | 79 | 73 |
| Avocats libéraux anciens avoués, agrés ou clerks | 102 | 44 | 14 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ensemble de la profession | 37 850 | 46 694 | 55 555 | 65 002 | 73 501 | 75 165 | 76 731 | 78 047 |

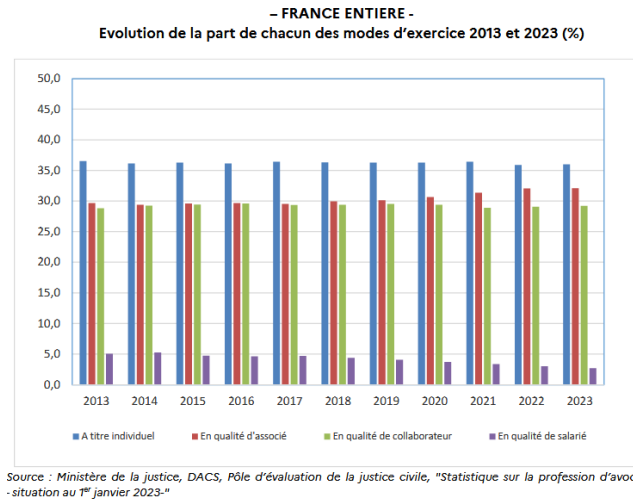


18. Quel mode d'exercice ?

Modes d'exercice de la profession

L'évolution du mode d'exercice sur dix ans montre une nette résistance de l'exercice individuel, qui est très stable, nonobstant le développement de sociétés unipersonnelles. La caisse ne recense pas la nature de l'exercice selon que l'avocat est collaborateur ou exerce seul, en société de moyens ou cabinet groupé.

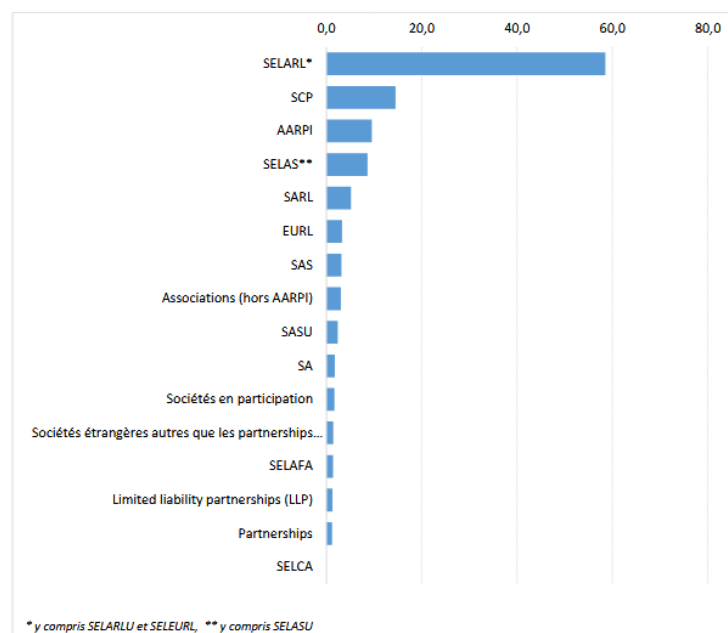
On se réfère ici aux chiffres diffusés en dernier lieu par le ministère de la Justice (rapport précité, p. 21) :



Selon les dernières statistiques diffusées par le ministère de la Justice au 1^{er} janvier 2023 (Rapport statistique annuel, p. 25) :

Les avocats exerçant en groupe peuvent le faire au sein de différentes formes de structures. Au 1^{er} janvier 2023, on compte 12 761 groupements d'exercice dont la quasi-totalité sont des sociétés mono-professionnelles (99%). Parmi celles-ci près des deux-tiers sont des sociétés d'exercice libéral, dont 57,4% des SELARL⁷. Les sociétés civiles professionnelles (SCP) représentent 13,4% des groupements, suivies des associations (10,3%, y compris AARPI).

Figure 5
Répartition des groupements d'exercice au 1^{er} janvier 2023



Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2023 -"

Le même rapport constate (p. 26) :

La répartition selon les formes de groupements s'est modifiée au cours des années 2013-2023. En effet, la part des SCP est passée de 32,6 % à 13,4 %. Parallèlement, la part des SEL, toutes formes confondues a connu une progression importante, passant de 51,5% au 1^{er} janvier 2013 à 65 % au 1^{er} janvier 2023.

Concernant les évolutions de revenus selon le mode d'activité, les évaluations faites par l'ANAAFAGC (association de gestion dédiée aux avocats) montrent une meilleure évolution du bénéfice professionnel des collaborateurs non-salariés sur les dernières années, que des avocats exerçant à titre individuel hors relation de collaboration :

| | | 2022 | ▶ | 2023 | ▶ | 2024 | 2022 ▶ 2024 |
|-----------------------|---------|-------------|----------|---------|----------|---------|-------------|
| | | € constants | | | | | |
| COLLABORATEURS | MÉDIAN | 39 198 | + 10,82% | 43 441 | + 1,51% | 44 096 | + 5,17% |
| | MOYENNE | 50 405 | + 6,18% | 53 519 | + 7,35% | 57 452 | + 6,55% |
| INDIVIDUELS | MÉDIAN | 33 918 | + 7,60% | 36 497 | + 3,62% | 37 817 | + 4,23% |
| | MOYENNE | 51 099 | - 6,31% | 47 875 | + 4,18% | 49 877 | - 8,75% |
| STRUCTURES D'EXERCICE | MÉDIAN | 72 684 | + 7,27% | 77 965 | + 2,08% | 79 584 | + 2,36% |
| | MOYENNE | 107 893 | + 4,14% | 112 362 | + 10,04% | 123 647 | + 7,13% |

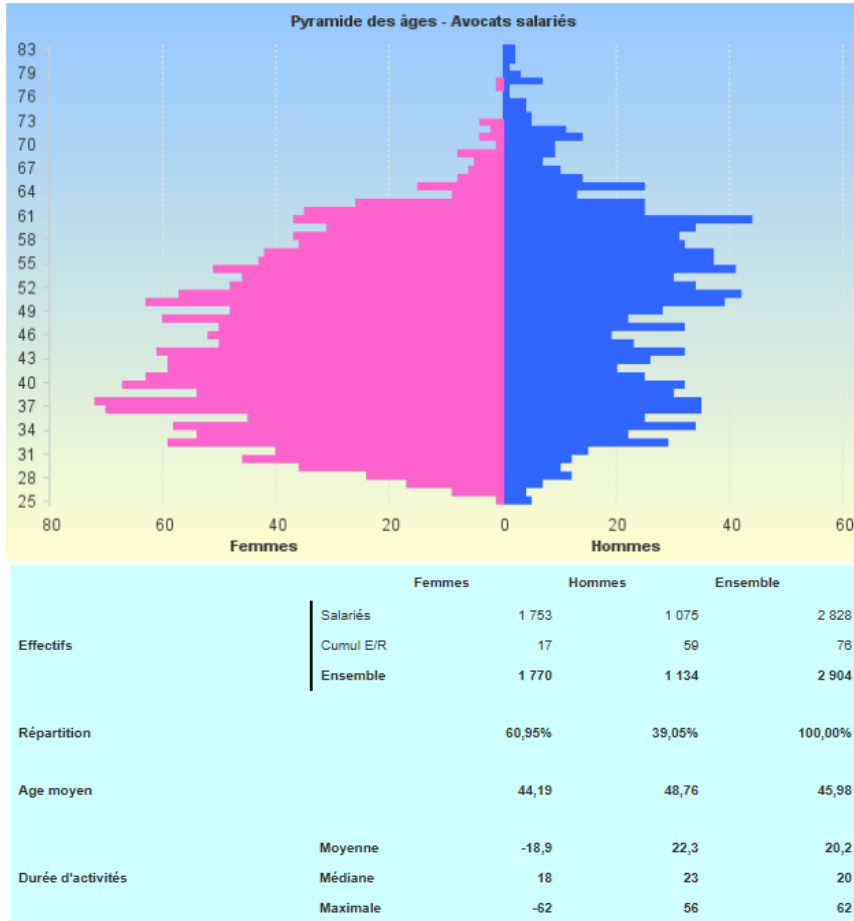
19. L'affiliation des avocats salariés à la CNBF pour le risque vieillesse

Les avocats salariés relèvent de la CNBF pour les régimes de retraite de base et complémentaire. Ils relèvent du régime général pour les risques invalidité et décès ainsi que pour l'ensemble des autres risques (maladie, accidents du travail). Seuls les avocats salariés qui exerçaient la profession de conseil juridique en qualité de salarié au 31 décembre 1991 sont affiliés au régime général pour l'ensemble des risques.

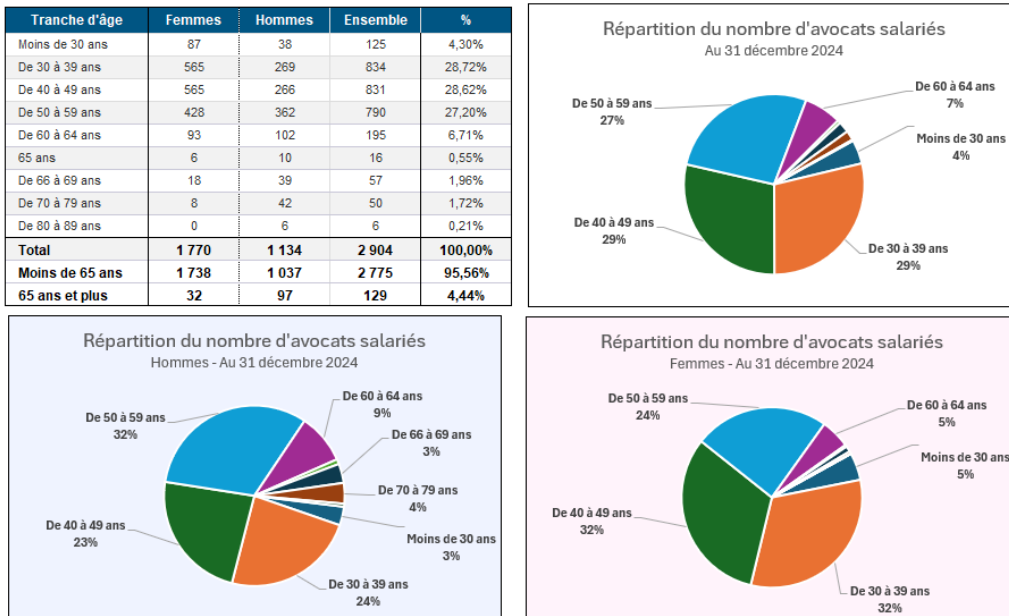
Pour les avocats salariés, leurs employeurs versent les cotisations à la CNBF dans les mêmes conditions que celles applicables au régime général (article L652-10 du code de la sécurité sociale), par précompte sur leur rémunération brute définie par le livre second du code de la sécurité sociale. Les taux, plafonds et tranches de cotisations sont identiques pour tous les avocats : le barème appliqué aux cotisations des non-salariés s'applique aux salariés.

La pyramide des âges des avocats salariés

Cf. p. suivante



Le salariat dans la profession revêt des réalités fort diverses, et comprend notamment, au sens du droit de la sécurité sociale, les avocats exerçant un mandat social. La démographie des avocats salariés est sensiblement plus jeune et plus féminine que celle de la profession dans son ensemble (situation au 31 décembre 2024) :

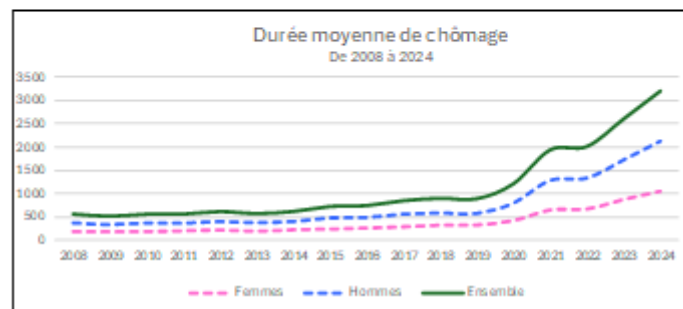
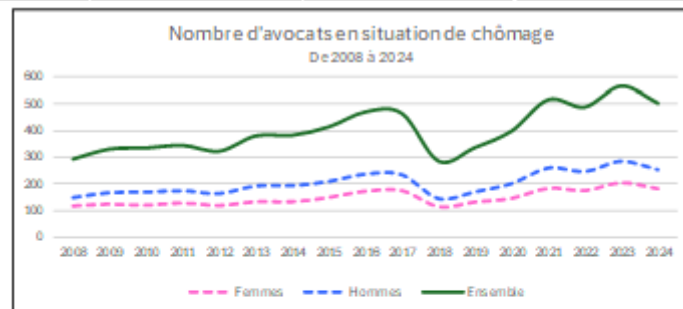


Plus de la moitié des avocats salariés exercent dans les grandes structures de plus de 50 avocats. Le nombre d'avocats salariés continue de diminuer en 2024 (-15,5% en 5 ans).

20. Le chômage des avocats salariés

Au titre du régime de retraite de base, l'article R 653-5 du code sécurité sociale autorise, sous certaines conditions, la prise en compte de périodes de chômage indemnisé ou non indemnisé, comme périodes d'assurance. Il faut cependant que les droits à l'assurance chômage aient été ouverts et acquis en dernier lieu du fait d'une activité salariée d'avocat. Au titre du régime de retraite complémentaire, l'article L 654-2 du code de la sécurité sociale permet, en application de la convention conclue entre la CNBF et l'UNEDIC, la validation de points de retraite complémentaire calculés à partir des sommes précomptées sur les indemnités d'assurance chômage, signalées et versées par l'UNEDIC. Depuis 2008, les effectifs d'avocats chômeurs – inscrits ou non au Barreau – ont évolué comme suit :

| Année | Femmes | | Hommes | | Ensemble | |
|-------|----------|-------------------------------|----------|-------------------------------|----------|-------------------------------|
| | Effectif | Durée moyenne (Nbre de jours) | Effectif | Durée moyenne (Nbre de jours) | Effectif | Durée moyenne (Nbre de jours) |
| 2008 | 117 | 180 | 30 | 197 | 147 | 184 |
| 2009 | 124 | 178 | 42 | 194 | 166 | 174 |
| 2010 | 120 | 180 | 48 | 194 | 168 | 184 |
| 2011 | 128 | 196 | 45 | 175 | 173 | 190 |
| 2012 | 119 | 214 | 43 | 198 | 162 | 209 |
| 2013 | 133 | 189 | 58 | 198 | 191 | 190 |
| 2014 | 133 | 219 | 59 | 188 | 192 | 210 |
| 2015 | 149 | 235 | 59 | 250 | 208 | 239 |
| 2016 | 173 | 255 | 63 | 237 | 236 | 251 |
| 2017 | 175 | 282 | 58 | 284 | 233 | 282 |
| 2018 | 114 | 320 | 29 | 270 | 143 | 310 |
| 2019 | 132 | 324 | 37 | 257 | 169 | 309 |
| 2020 | 146 | 419 | 54 | 383 | 200 | 410 |
| 2021 | 184 | 649 | 75 | 643 | 259 | 647 |
| 2022 | 175 | 672 | 70 | 668 | 245 | 671 |
| 2023 | 205 | 878 | 79 | 853 | 284 | 871 |
| 2024 | 182 | 1 058 | 70 | 1 076 | 252 | 1 063 |



On note un accroissement du nombre de jours de chômage depuis 2020 et 2021, étant rappelé que nombre de sociétés d'avocat à fortes proportions de salariés ont eu recours au dispositif de chômage partiel durant les différentes périodes de crise sanitaire. En 2024, la durée moyenne de chômage a augmenté très nettement, sans que, à ce jour, la cause de cette évolution soit identifiée.

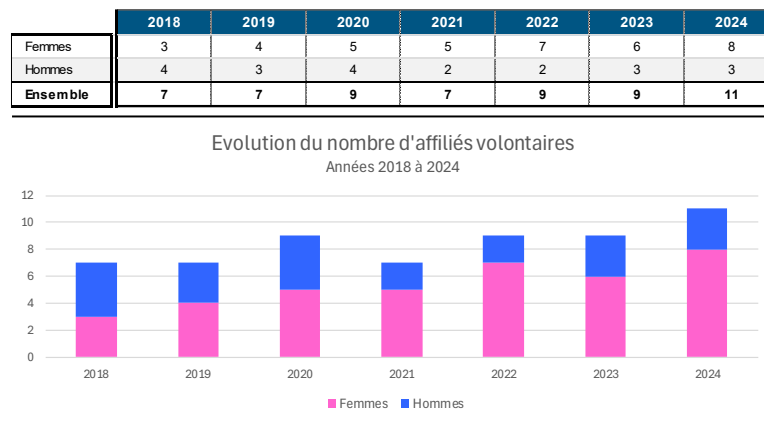
Le nombre d'avocats salariés en activité était au 31 décembre 2024 de 2.904, soit un taux de chômage de 8,6% (nombre d'avocats en chômage / population salariée d'avocats active au 31 déc.

- hommes 6,2 % (en % du nombre de salariés hommes) - femmes 10,2% (en % du nombre de salariés femmes). Les dirigeants sociaux sont inclus dans l'effectif total de référence¹².

21. Les affiliés volontaires

Aux termes de l'article L.655-2 du code de la sécurité sociale « *les avocats exerçant leur profession dans un territoire d'outre-mer, ainsi que les avocats français exerçant dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, peuvent cotiser volontairement à la Caisse nationale des barreaux français.* ».

Ils étaient 11 cotisants au 31 décembre 2024 (9 en 2023), en exercice dans les pays autrefois placés sous le protectorat ou la tutelle de la France, ou dans les collectivités territoriales hors métropole et DOM.



Ces avocats cotisent à tous les régimes obligatoires de la CNBF et bénéficient des droits correspondants. L'absence de paiement des cotisations entraîne la radiation.

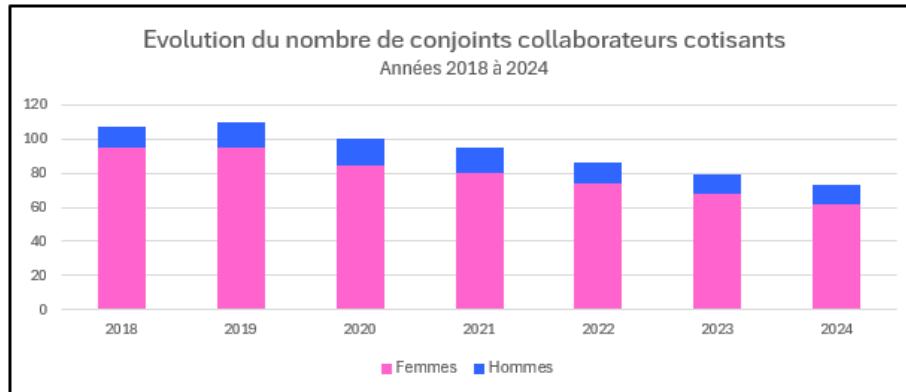
Les avocats exerçant dans d'autres pays peuvent cotiser volontairement à la CNBF s'ils ont quitté le Barreau, depuis le décret 2015-769 du 29 juin 2015, sauf compatibilité avec les règlements européens de coordination. Coexistent donc deux systèmes : l'un concernant les avocats exerçant dans les pays anciennement sous tutelle française, l'autre concernant les autres pays.

22. Les conjoints collaborateurs d'avocats

Les conjoints collaborateurs d'avocats, en application de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005, sont obligatoirement affiliés à la Caisse à son régime de base depuis le 1^{er} juillet 2007, à son régime complémentaire depuis le 1^{er} janvier 2008 et depuis le 1^{er} juillet 2011 à son régime d'invalidité-décès. Ils étaient 79 au 31 décembre 2023, nombre en baisse depuis plus de 10 ans (cette population n'a jamais dépassé 130 affiliés).

¹² Taux de chômage de la population globale au 4^e trimestre 2024 7,3% : hommes 7,5% ; femmes 7,1% (Notes Insee, IR n°120 16 mai 2025).

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-----------------|------------|------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Femmes | 95 | 95 | 85 | 80 | 74 | 68 | 62 |
| Hommes | 12 | 15 | 15 | 15 | 12 | 11 | 11 |
| Ensemble | 107 | 110 | 100 | 95 | 86 | 79 | 73 |



Une majorité fait le choix (rappelons que l'affiliation est obligatoire) des cotisations les plus faibles. Les cotisations des conjoints collaborateurs sont calculées en fonction d'une option du conjoint avocat à hauteur de 50 ou 25% des cotisations avec éventuellement – sur demande conjointe – partage d'assiette.

Les droits acquis en contrepartie sont, y compris au titre du régime d'assurance-invalidité-décès, réduits en proportion des options successives.

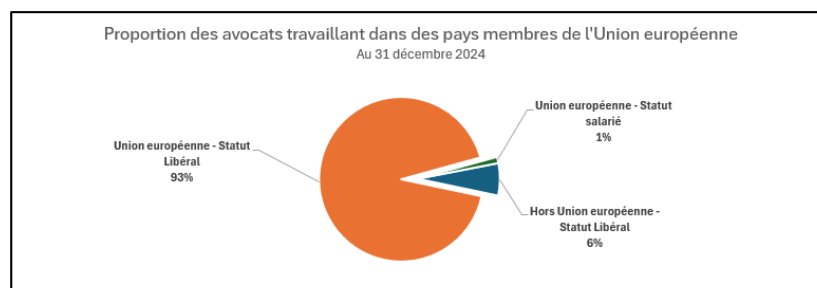
Depuis le 1^{er} janvier 2022, le concubin du chef d'entreprise travaillant régulièrement à ses côtés peut demander le statut de conjoint collaborateur. Cette possibilité était déjà ouverte au partenaire de Pacs.

Le statut de conjoint collaborateur est désormais temporaire, et ne peut excéder 5 ans (loi 2021-1754 du 23 décembre 2021, art. L 124-4 IV bis du code de la sécurité sociale). Une exception est accordée aux personnes nées avant le 1^{er} janvier 1965 qui pourront conserver le statut de conjoint collaborateur jusqu'à la liquidation de leurs droits à pension (qui aura lieu au plus tard le 31 décembre 2031). Si le conjoint a opté pour le statut de conjoint collaborateur entre 2017 et 2022, il sera possible de conserver ce statut jusqu'en 2026.

23. Dispenses et exonérations

24. Les avocats en activité hors de France dispensés de cotisations

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Hors Union européenne - Statut Libéral | 44 | 43 | 37 | 29 | 32 | 40 | 47 |
| Union européenne - Statut Libéral | 731 | 747 | 689 | 534 | 573 | 595 | 684 |
| Union européenne - Statut salarié | | | | 1 | 2 | | 9 |
| Total Etranger | 775 | 790 | 726 | 564 | 607 | 635 | 740 |



Au 31 décembre 2024 la Caisse comptait parmi ses affiliés 740 avocats exerçant à l'étranger ou étrangers exerçant en France, dispensés d'affiliation à la CNBF, bénéficiant soit de la réglementation communautaire de sécurité sociale (en application des règlements (CE) 883/2004 et 989/2009) visant aussi les pays de l'EEE, soit d'accords bilatéraux de sécurité sociale visant les régimes de professionnels libéraux, non-salariés et salariés, notamment ceux des avocats, comme il en existe entre la France et les USA, le Canada, le Québec, l'Inde, le Brésil, la Corée ou le Japon.

Ces avocats cotisent dans leur seul pays d'activité, de résidence ou de leur exercice principal, pour ce qui concerne les avocats exerçant dans l'un des pays membres de l'Union européenne et de l'espace économique européen, bien qu'étant inscrits dans l'un des barreaux français.

À l'issue de la carrière, chaque régime concerné, dans chaque pays séparément, procédera sur demande à la liquidation des droits acquis en contrepartie des périodes d'assurance accomplies dans chaque pays.

Le règlement européen 883/2004 prévoit que si l'un des régimes de retraite concerné subordonne l'ouverture des droits à une durée minimum de cotisation, il doit tenir compte de la durée accomplie dans tous les régimes obligatoires de chacun des pays concernés. Le montant de la pension sera calculé en fonction des seules périodes cotisées, séparément par chaque caisse.

Autrement dit, il n'existe pas aujourd'hui de principe général de transfert de cotisations d'un pays à l'autre, d'une caisse de retraite à une autre, sauf exception pour les avocats titularisés en qualité de fonctionnaire des communautés européennes, qui peuvent obtenir, sous certaines conditions, le transfert de leurs cotisations vers le régime gérant leur retraite en qualité de fonctionnaire de l'une des institutions de l'Union européenne.

25. Les exonérations pour insuffisance de ressources et les exonérations au titre de l'aide à la création ou à la reprise d'entreprise

Nous verrons (cf. infra) que le nombre et les montants concernés par ces exonérations, qui n'impliquent pas de dispense d'affiliation, mais une dispense de tout ou partie des cotisations, a fortement diminué, compte tenu de la réforme ayant réduit puis supprimé l'accès aux deux années de prolongation.

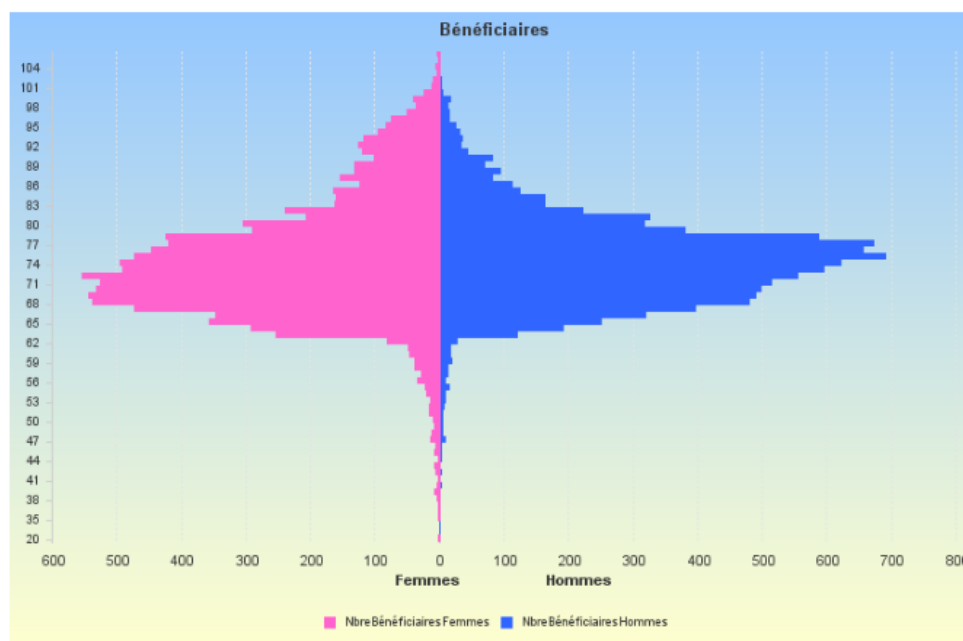
*

26. [réservé]

B. LES EFFECTIFS PRESTATAIRES DE RETRAITE

27. Évolution des effectifs pensionnés

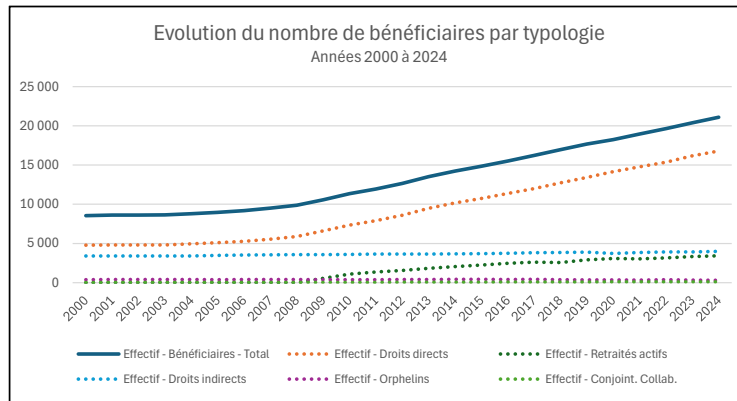
La pyramide des âges des pensionnés (droits directs et de réversion) :



| | | Femmes | Hommes | Ensemble |
|---------------------------|-----------------|---------------|---------------|---------------|
| Effectif | Droits Propres | 6 989 | 9 817 | 16 806 |
| | Reversions | 3 618 | 379 | 3 997 |
| | Enfants | 150 | 157 | 307 |
| | Ensemble | 10 757 | 10 353 | 21 110 |
| Répartition | 51,0% | 49,0% | 100,0% | |
| Age Moyen | 73,64 | 73,45 | 73,54 | |
| Durée de service (années) | Moyenne | 9,4 | 9,4 | 9,4 |
| | Médiane | 14 | 18 | 16 |
| | Maximale | 60 | 48 | 60 |

Le nombre de pensionnés (+3,5% au 31 décembre 2024), dont la croissance diminue légèrement en 2024, augmente cependant toujours plus vite que le nombre de cotisants (+1,72%) et cela depuis 2008, après une pause durant l'année 2020. Les variations du taux d'augmentation au 31 décembre de chaque année dépendent également du nombre de demandes de retraite en cours de traitement et saisies en fin d'année, soit avant le 1^{er} janvier, soit après.

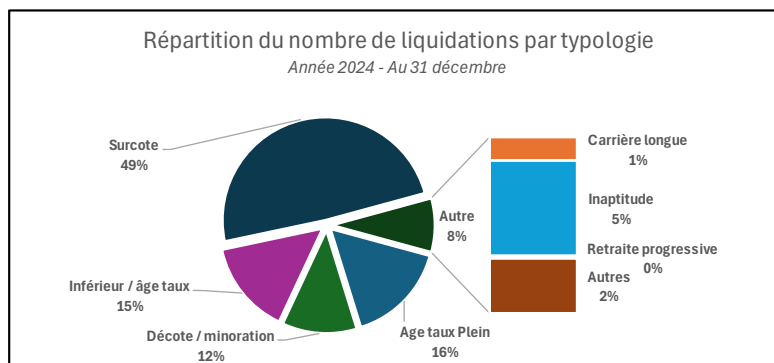
| Annee | Bénéficiaires | | Droits directs | | Droits indirects | Orphelins | Conjoints Coll. Retraités |
|-------|---------------|---------------|----------------|-----------------------|------------------|-----------|---------------------------|
| | Effectif | Variation (%) | Effectifs | Dont retraités actifs | | | |
| 2000 | 8 552 | 0,9 | 4 770 | 0 | 3 399 | 371 | 12 |
| 2001 | 8 621 | 0,8 | 4 794 | 0 | 3 407 | 402 | 18 |
| 2002 | 8 618 | 0 | 4 802 | 0 | 3 392 | 404 | 20 |
| 2003 | 8 641 | 0,3 | 4 812 | 0 | 3 406 | 401 | 22 |
| 2004 | 8 789 | 1,7 | 4 962 | 0 | 3 409 | 394 | 24 |
| 2005 | 8 960 | 1,9 | 5 093 | 0 | 3 463 | 381 | 23 |
| 2006 | 9 187 | 2,5 | 5 260 | 0 | 3 513 | 391 | 23 |
| 2007 | 9 499 | 3,4 | 5 543 | 0 | 3 542 | 389 | 25 |
| 2008 | 9 875 | 4 | 5 897 | 0 | 3 563 | 385 | 30 |
| 2009 | 10 567 | 7 | 6 610 | 540 | 3 563 | 364 | 30 |
| 2010 | 11 351 | 7,4 | 7 330 | 1 083 | 3 606 | 382 | 33 |
| 2011 | 11 948 | 5,3 | 7 897 | 1 346 | 3 634 | 379 | 38 |
| 2012 | 12 661 | 6 | 8 592 | 1 561 | 3 635 | 394 | 40 |
| 2013 | 13 520 | 6,8 | 9 472 | 1 820 | 3 644 | 404 | 41 |
| 2014 | 14 238 | 5,3 | 10 164 | 2 057 | 3 663 | 411 | 46 |
| 2015 | 14 851 | 4,3 | 10 749 | 2 249 | 3 689 | 413 | 56 |
| 2016 | 15 524 | 4,5 | 11 367 | 2 462 | 3 752 | 405 | 66 |
| 2017 | 16 240 | 4,6 | 12 005 | 2 615 | 3 822 | 413 | 74 |
| 2018 | 16 972 | 4,5 | 12 736 | 2 564 | 3 854 | 382 | 66 |
| 2019 | 17 684 | 4,2 | 13 433 | 2 900 | 3 893 | 358 | 71 |
| 2020 | 18 241 | 3,1 | 14 157 | 3 091 | 3 728 | 356 | 93 |
| 2021 | 18 954 | 3,9 | 14 774 | 3 035 | 3 850 | 330 | 101 |
| 2022 | 19 640 | 3,6 | 15 355 | 3 157 | 3 913 | 372 | 106 |
| 2023 | 20 398 | 3,9 | 16 168 | 3 320 | 3 910 | 320 | 108 |
| 2024 | 21 110 | 3,5 | 16 806 | 3 416 | 3 997 | 307 | 110 |



Autres caractéristiques des liquidations de droits :

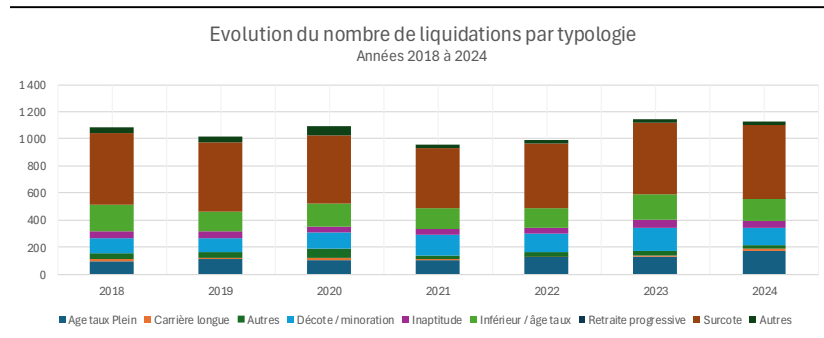
| Type de liquidation | Avec trimestres externes (Nombre) | | | Avec trimestres externes (%) | | |
|----------------------|-----------------------------------|-----------|--------------|------------------------------|-----------|-------------|
| | Oui | Non | Total | Oui | Non | Total |
| Age taux Plein | 154 | 22 | 176 | 14% | 2% | 16% |
| Carrière longue | 12 | 0 | 12 | 1% | 0% | 1% |
| Décote / minoration | 116 | 13 | 129 | 11% | 1% | 12% |
| Inaptitude | 43 | 8 | 51 | 4% | 1% | 5% |
| Inférieur / âge taux | 154 | 8 | 162 | 14% | 1% | 15% |
| Retraite progressive | 1 | 0 | 1 | 0% | 0% | 0% |
| Surcote | 514 | 26 | 540 | 47% | 2% | 49% |
| Autres | 27 | 2 | 29 | 2% | 0% | 3% |
| Total | 1 021 | 79 | 1 100 | 93% | 7% | 100% |

(*) Prise en compte du nombre de liquidations effectuées au cours de l'année 2024



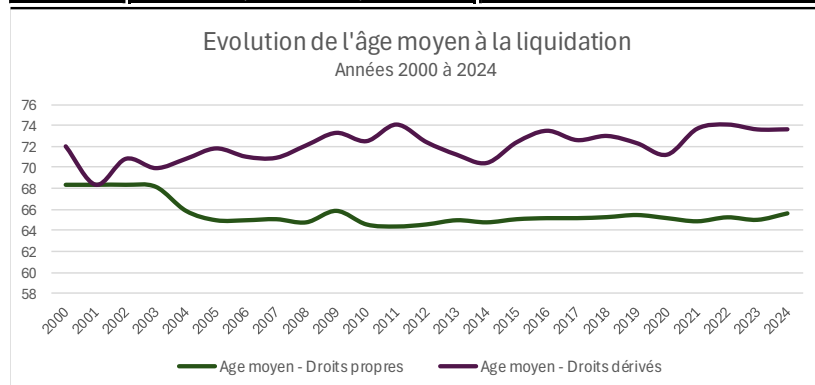
93% des nouveaux retraités, actifs ou non, justifient de trimestres validés par d'autres régimes. Les liquidations de pension dans le cadre du dispositif carrières longues représentent à peine 1% des nouveaux retraités. 12% des dossiers sont liquidés avec décote, 49% avec surcote.

| Type de liquidation | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|----------------------|--------------|------------|--------------|------------|------------|--------------|--------------|
| Age taux Plein | 98 | 111 | 106 | 107 | 127 | 126 | 176 |
| Carrière longue | 12 | 8 | 13 | 8 | 6 | 12 | 12 |
| Décote / minoration | 113 | 101 | 122 | 149 | 139 | 176 | 129 |
| Inaptitude | 48 | 55 | 40 | 47 | 47 | 60 | 51 |
| Inférieur / âge taux | 197 | 145 | 172 | 156 | 139 | 183 | 162 |
| Retraite progressive | | | | | | | 1 |
| Surcote | 530 | 506 | 508 | 441 | 476 | 525 | 540 |
| Autres | 45 | 46 | 67 | 24 | 28 | 33 | 29 |
| Total | 1 043 | 972 | 1 028 | 932 | 962 | 1 115 | 1 100 |



28. Retraités : âge moyen à la liquidation par année

| Année | Liquidation de l'année | | | Age moyen à la liquidation | | |
|-------|------------------------|-----------------------|----------------|----------------------------|-----------------------|----------------|
| | Droits directs | Dont retraités actifs | Droits dérivés | Droits directs | Dont retraités actifs | Droits dérivés |
| 2000 | 281 | | 181 | 68,3 | | 72,0 |
| 2001 | 279 | | 193 | 68,3 | | 68,3 |
| 2002 | 252 | | 158 | 68,3 | | 70,8 |
| 2003 | 266 | | 193 | 68,1 | | 69,9 |
| 2004 | 379 | | 175 | 65,8 | | 70,8 |
| 2005 | 394 | | 191 | 64,9 | | 71,8 |
| 2006 | 423 | | 228 | 64,9 | | 71,0 |
| 2007 | 538 | | 203 | 65,0 | | 70,9 |
| 2008 | 594 | | 183 | 64,7 | | 72,1 |
| 2009 | 954 | 419 | 201 | 65,8 | 67,5 | 73,3 |
| 2010 | 1 032 | 551 | 210 | 64,5 | 65,5 | 72,5 |
| 2011 | 953 | 488 | 214 | 64,3 | 64,7 | 74,1 |
| 2012 | 865 | 421 | 199 | 64,5 | 64,9 | 72,4 |
| 2013 | 961 | 439 | 216 | 64,9 | 65,3 | 71,2 |
| 2014 | 1 042 | 551 | 223 | 64,7 | 65,0 | 70,4 |
| 2015 | 880 | 430 | 247 | 65,0 | 65,3 | 72,4 |
| 2016 | 975 | 479 | 228 | 65,1 | 65,5 | 73,5 |
| 2017 | 945 | 436 | 265 | 65,1 | 65,4 | 72,6 |
| 2018 | 1 043 | 455 | 263 | 65,2 | 65,9 | 73,0 |
| 2019 | 972 | 476 | 224 | 65,4 | 66,3 | 72,3 |
| 2020 | 1 028 | 520 | 209 | 65,1 | 66,1 | 71,2 |
| 2021 | 932 | 362 | 239 | 64,8 | 65,5 | 73,7 |
| 2022 | 962 | 394 | 241 | 65,2 | 65,7 | 74,1 |
| 2023 | 1 115 | 456 | 255 | 64,9 | 65,6 | 73,6 |
| 2024 | 1 100 | 518 | 273 | 65,6 | 65,7 | 73,6 |



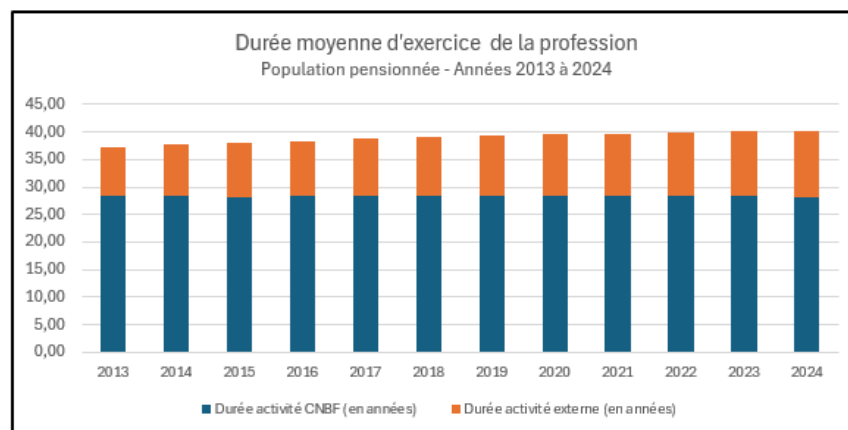
L'âge à la liquidation, qui avait tendance à diminuer au début de la mise en place du dispositif de cumul emploi - retraite, après l'effet d'appel produit par celui-ci en 2009 et 2010, varie peu depuis 2014 et se situe en 2024 à 65,6 ans (65,7 pour les retraités actifs).

Compte tenu de la condition de durée d'assurance et d'âge pour le taux plein qu'il faut avoir atteint pour l'accès au bénéfice de la retraite sans cessation d'activité, l'âge moyen à la liquidation devrait augmenter, sauf réserve parmi ceux qui ont quitté la profession.

Dans le régime général, l'âge moyen de liquidation d'une retraite était en 2022 de 62 ans et 6 mois (*DRESS Les retraités et les retraites – Édition 2024*).

La durée de cotisations à la CNBF est d'une étonnante stabilité, malgré l'entrée relativement plus tardive dans la profession et la plus grande diversité des carrières qui concernent à plus de 90 % au moins deux régimes de retraite. L'effet de l'augmentation de la durée d'assurance pour le taux plein impacte sans doute les chiffres, compensée par le nombre croissant d'actifs ayant fait liquider leurs droits (cf. par. suivant) :

| Année | Effectif | Durée d'activité moyenne en année | | | |
|-------|----------|-----------------------------------|---------|--------|----------|
| | | CNBF | Externe | Global | (%) CNBF |
| 2013 | 9 472 | 28,35 | 8,98 | 37,33 | 75,93% |
| 2014 | 10 164 | 28,37 | 9,37 | 37,74 | 75,17% |
| 2015 | 10 749 | 28,27 | 9,80 | 38,07 | 74,26% |
| 2016 | 11 367 | 28,36 | 10,04 | 38,40 | 73,86% |
| 2017 | 12 005 | 28,33 | 10,44 | 38,77 | 73,08% |
| 2018 | 12 736 | 28,33 | 10,72 | 39,05 | 72,55% |
| 2019 | 13 433 | 28,41 | 10,91 | 39,32 | 72,25% |
| 2020 | 14 157 | 28,39 | 11,15 | 39,54 | 71,81% |
| 2021 | 14 774 | 28,35 | 11,36 | 39,70 | 71,39% |
| 2022 | 15 355 | 28,29 | 11,51 | 39,81 | 71,08% |
| 2023 | 16 168 | 28,38 | 11,75 | 40,12 | 70,72% |
| 2024 | 16 806 | 28,15 | 11,89 | 40,05 | 70,30% |

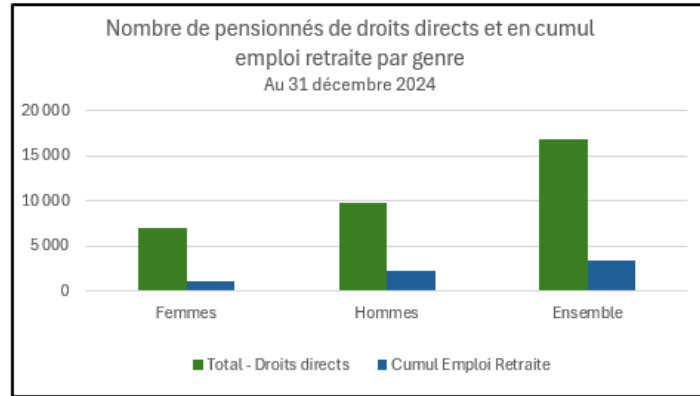


29. Les bénéficiaires de retraite sans cessation d'activité

Depuis 2009, il est possible, sous certaines conditions notamment de durée d'assurance (carrière complète) et d'âge, de liquider la pension des régimes de base et complémentaire de la CNBF tout en poursuivant son activité professionnelle d'avocat. Toutes les autres pensions doivent avoir été liquidées, le cumul étant intégral sans conditions de ressources.

Proportion des retraités actifs dans l'effectif général des retraités de droit direct et des cotisants au 31 décembre 2024 (avec répartition hommes / femmes) :

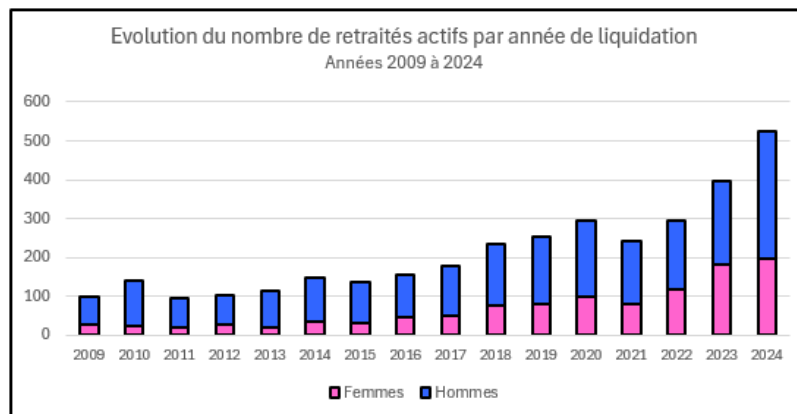
| Genre | Droits directs Total Pensionnés | Cumul Emploi Retraite | (%) |
|-----------------|------------------------------------|--------------------------|---------------|
| Femmes | 6 989 | 1 106 | 15,82% |
| Hommes | 9 817 | 2 310 | 23,53% |
| Ensemble | 16 806 | 3 416 | 20,33% |



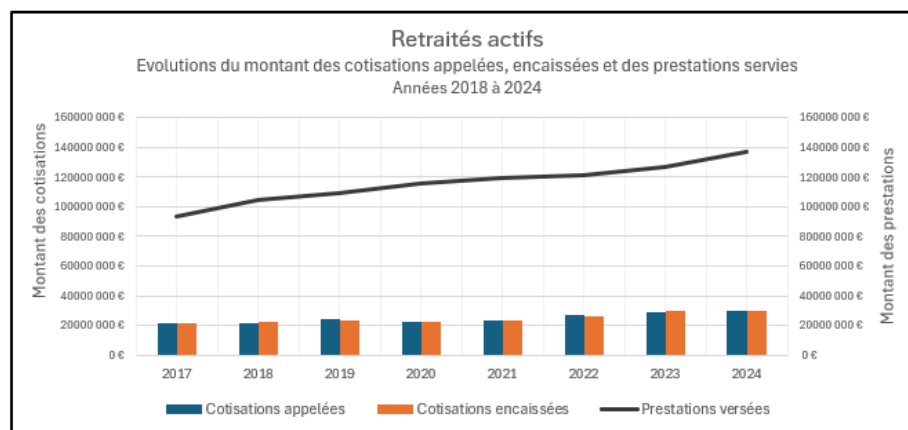
Évolution du nombre des retraités actifs depuis 2009

Ci-dessous la répartition des retraités actifs au 31 décembre 2024, en fonction de l'année de liquidation de leurs droits à retraite.

| Année liquidation | Femmes | Hommes | Ensemble |
|-------------------|-------------|-------------|-------------|
| 2009 | 26 | 73 | 99 |
| 2010 | 23 | 117 | 140 |
| 2011 | 21 | 74 | 95 |
| 2012 | 26 | 77 | 103 |
| 2013 | 20 | 95 | 115 |
| 2014 | 34 | 114 | 148 |
| 2015 | 30 | 108 | 138 |
| 2016 | 44 | 110 | 154 |
| 2017 | 50 | 127 | 177 |
| 2018 | 76 | 157 | 233 |
| 2019 | 81 | 171 | 252 |
| 2020 | 99 | 196 | 295 |
| 2021 | 79 | 164 | 243 |
| 2022 | 119 | 175 | 294 |
| 2023 | 181 | 214 | 395 |
| 2024 | 196 | 329 | 525 |
| Total | 1106 | 2310 | 3416 |



| Année | Cotisations | | Prestations versées |
|-------|--------------|--------------|---------------------|
| | Appelées | Encaissées | |
| 2017 | 21 839 366 € | 21 267 756 € | 93 164 988 € |
| 2018 | 21 343 669 € | 21 931 899 € | 104 335 826 € |
| 2019 | 24 041 113 € | 23 161 161 € | 109 480 413 € |
| 2020 | 22 733 611 € | 22 795 519 € | 115 192 040 € |
| 2021 | 23 176 151 € | 23 121 158 € | 119 445 392 € |
| 2022 | 26 901 654 € | 25 834 010 € | 120 824 491 € |
| 2023 | 28 833 178 € | 29 437 447 € | 126 842 697 € |
| 2024 | 29 687 626 € | 30 266 362 € | 137 363 358 € |



NB : les montants encaissés peuvent être supérieurs aux montants appelés, notamment en raison de recalculs des cotisations a posteriori lorsque le revenu définitif est supérieur au revenu provisionnel.

Cotisant sans contrepartie de droits jusqu'en 2023, les retraités actifs versent des cotisations, mais très fréquemment minorées en raison d'une baisse de leurs revenus liée probablement à une diminution progressive de leur activité. Les prestations perçues représentent 4,5 fois les cotisations versées par les mêmes personnes.

Depuis la loi du 14 avril 2023 les cotisations au seul régime de retraite de base permettent d'acquérir des droits supplémentaires, mais à un niveau très réduit, au prorata de la durée de la retraite active. Le bénéfice de cette seconde pension est subordonné à la cessation de toute activité d'avocat.

30. Retraite progressive

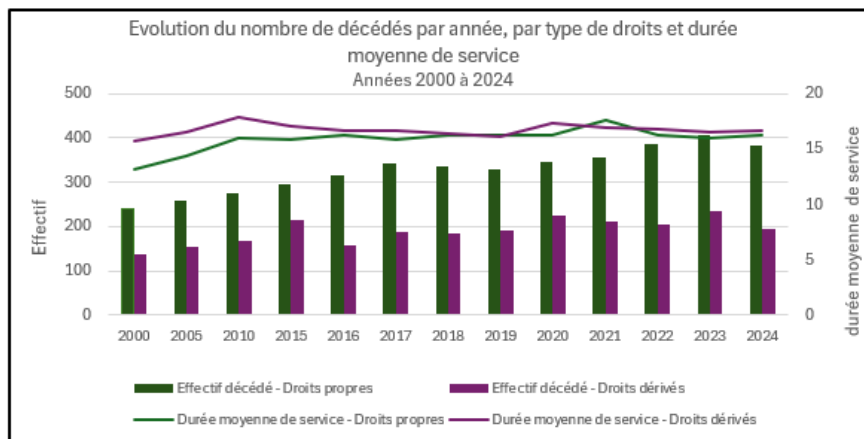
Le dispositif de retraite progressive, créé par la loi du 14 avril 2023, est mal adapté à l'exercice de la profession d'avocat non-salarié, dont les revenus ne sont pas prévisibles d'une année sur l'autre, compte tenu des fluctuations de clientèles et du recouvrement aléatoire des honoraires. Le système est ainsi paru complexe aux avocats, dont aucun n'avait encore demandé le bénéfice de ce dispositif au 31 décembre 2023 et jugé instable en raison du principe de régularisation rétroactive des pensions versées en fonction du bénéfice définitif de l'année considérée. 1 seul cas liquidé en 2024.

31. La durée moyenne de service des retraites

Cette donnée est fondamentale pour le pilotage des régimes obligatoires de retraite, de base comme complémentaire, mais complexe à anticiper. Tout au plus peut-on se référer à la seule réalité disponible : la durée de service des pensions constatée au décès du pensionné. Autrement dit,

combien de temps les régimes ont-ils en moyenne assuré le versement des pensions pour les générations décédées au cours de l'année de référence :

| Année | Droits propres | | Droits dérivés | |
|-------|-----------------|----------------------------------|-----------------|----------------------------------|
| | Effectif décédé | Durée moyenne de service (année) | Effectif décédé | Durée moyenne de service (année) |
| 2000 | 239 | 13,2 | 139 | 15,7 |
| 2005 | 258 | 14,3 | 155 | 16,5 |
| 2010 | 276 | 16 | 167 | 17,9 |
| 2015 | 296 | 15,8 | 216 | 17,1 |
| 2016 | 317 | 16,3 | 159 | 16,7 |
| 2017 | 342 | 15,8 | 188 | 16,7 |
| 2018 | 336 | 16,3 | 186 | 16,4 |
| 2019 | 328 | 16,2 | 192 | 16,1 |
| 2020 | 347 | 16,2 | 224 | 17,3 |
| 2021 | 357 | 17,6 | 212 | 16,9 |
| 2022 | 387 | 16,3 | 206 | 16,8 |
| 2023 | 406 | 16 | 236 | 16,5 |
| 2024 | 384 | 16,3 | 194 | 16,6 |



En 23 ans la durée moyenne de service d'une retraite a augmenté de 3 ans. Rappelons qu'en France l'espérance de vie à la retraite (à l'âge légal généralement appliqué) a augmenté de plus de 5 ans pour les droits directs et de 3 ans pour les conjoints survivants depuis 25 ans.

Il faut lire ces chiffres à la mesure de la taille très réduite de la population, par conséquent sujette à variation forte d'une année sur l'autre, et rappeler qu'il s'agit de générations à faible féminisation, dont les femmes ont eu un profil de carrière proche de celui des hommes.

Il faut aussi tenir compte du fait que désormais les retraités liquident leurs droits plus tôt qu'autrefois (65 ans au lieu de 68) ce qui aura évidemment un impact sur la durée de service des pensions, sous réserve de l'évolution de la réglementation (âge légal et durée d'assurance). Réalité à rapprocher de l'augmentation de l'espérance de vie à 60 et 65 ans¹³.

Pour mémoire, 2015 :

| Année | Droits directs | | Réversions | |
|----------|----------------|-----------|------------|-----------|
| | Nombre | Age moyen | Nombre | Age moyen |
| Hommes | 226 | 82,7 | 7 | 85,8 |
| Femmes | 70 | 86,4 | 209 | 89,8 |
| Ensemble | 296 | 83,6 | 216 | 89,7 |

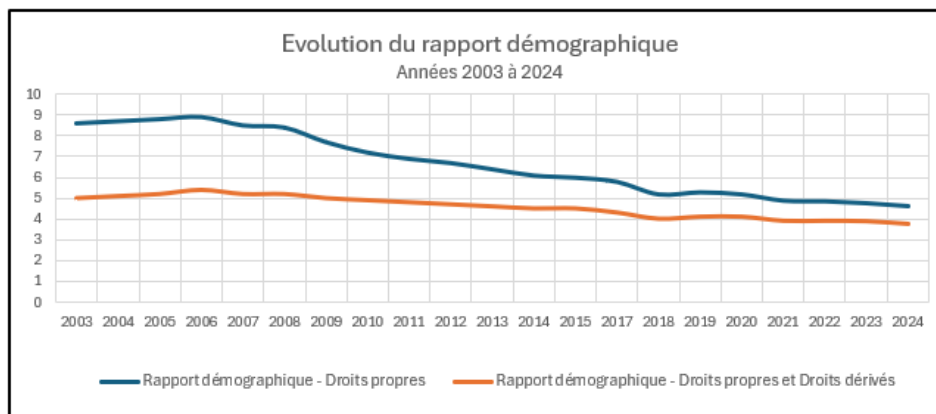
32. à 36. [Réservé]

¹³ Selon le rapport du Conseil d'orientation des retraites 2025, les gains d'espérance de vie à 65 ans seraient pour les femmes de 0,4 an à 0,8 an par décennie et pour les hommes de 0,9 an à 1,2 an. D'après le scénario central des projections démographiques 2021 2121, l'espérance de vie à 65 ans atteindrait 26,7 ans pour les femmes et 24,8 ans pour les hommes en 2070. (Rapport 2025, p. 31 – juin 2025).

37. La dégradation du rapport démographique : chiffres et graphique

| Année | Cotisants (1) | Droits propres (2) | Rapport démographique (1) / (2) | Droits propres + Droits dérivés (3) | Rapport démographique (1)/(3) |
|-------|------------------|-----------------------|---------------------------------------|---|-------------------------------------|
| 2003 | 40 949 | 4 783 | 8,6 | 8 153 | 5 |
| 2004 | 42 639 | 4 925 | 8,7 | 8 297 | 5,1 |
| 2005 | 44 429 | 5 057 | 8,8 | 8 490 | 5,2 |
| 2006 | 46 789 | 5 237 | 8,9 | 8 721 | 5,4 |
| 2007 | 46 858 | 5 528 | 8,5 | 9 046 | 5,2 |
| 2008 | 49 380 | 5 881 | 8,4 | 9 417 | 5,2 |
| 2009 | 50 800 | 6 585 | 7,7 | 10 121 | 5 |
| 2010 | 52 981 | 7 312 | 7,2 | 10 896 | 4,9 |
| 2011 | 55 083 | 7 952 | 6,9 | 11 567 | 4,8 |
| 2012 | 57 563 | 8 555 | 6,7 | 12 179 | 4,7 |
| 2013 | 59 374 | 9 227 | 6,4 | 12 866 | 4,6 |
| 2014 | 61 155 | 9 990 | 6,1 | 13 653 | 4,5 |
| 2015 | 63 463 | 10 554 | 6 | 14 243 | 4,5 |
| 2017 | 65 002 | 11 203 | 5,8 | 14 955 | 4,3 |
| 2018 | 67 502 | 12 940 | 5,2 | 16 794 | 4 |
| 2019 | 71 299 | 13 485 | 5,3 | 17 378 | 4,1 |
| 2020 | 72 235 | 13 995 | 5,2 | 17 723 | 4,1 |
| 2021 | 73 508 | 14 844 | 4,9 | 18 482 | 3,9 |
| 2022 | 75 165 | 15 448 | 4,87 | 19 158 | 3,9 |
| 2023 | 76 731 | 16 056 | 4,78 | 19 764 | 3,88 |
| 2024 | 78 047 | 16 806 | 4,64 | 20 803 | 3,75 |

Synthèse graphique sur la même période :



Le rapport démographique global, qui avait culminé en 2006 à 8,9 cotisants pour un retraité de droit direct, se dégrade, mais moins vite ces trois dernières années. Si l'on tient compte des droits dérivés, il est au 31 décembre 2024 de 3,75 (4,7 il y a 10 ans). Si l'on considère les seuls droits directs, le ratio est de 4,64 à la même date, en dessous des 5 depuis 4 ans.

À très long terme, comme pour tout régime, il tend vers 1.

38. Réserve

39. Réserve

*

II. FLUX FINANCIERS

40. Cotisations et prestations

L'annexe 2 présente les montants et taux de cotisations et prestations de l'exercice.

A. FLUX FINANCIERS TOUS RÉGIMES CONFONDUS

Sont abordés ici les principaux facteurs d'évolution de l'ensemble des régimes gérés par la CNBF, autres que démographiques.

41. Données comptables consolidées : synthèse au 31 décembre

Ces données n'ont qu'une valeur indicative, la CNBF gérant séparément chacun de ses régimes, aucun transfert financier ne pouvant être effectué d'un régime vers l'autre, sauf répartition des frais de fonctionnement avancés par le régime de retraite de base au prorata (art. R652-35 Css).

| ENSEMBLE DES REGIMES | | | | | | |
|---|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|----------------|
| Objet | 2024 | | 2023 | | 2022 | |
| Cotisations | 784 627 676 | 12,1% | 699 896 122 | -0,5% | 703 554 590 | 26,9% |
| Contribution équivalente | 110 748 136 | 1,9% | 108 661 570 | -1,1% | 109 823 824 | 9,3% |
| Droits de plaidoirie | 4 673 876 | -1,7% | 4 756 423 | 5,9% | 4 489 315 | -5,3% |
| Recours contre tiers | 178 125 | 479,8% | 30 724 | -83,1% | 182 333 | -36,3% |
| Compensation | 191 306 | -27,4% | 263 683 | -91,6% | 3 152 833 | 100,0% |
| Reprises sur provisions | 7 671 129 | -70,3% | 25 791 537 | 28,6% | 20 058 725 | -73,9% |
| Autres produits | 2 585 393 | -29,1% | 3 648 674 | 58,9% | 2 296 029 | 70,9% |
| Produits de gestion technique | 910 675 642 | 8,0% | 843 048 732 | -0,1% | 843 557 648 | 14,3% |
| Prestations | 568 510 073 | 5,7% | 537 731 584 | 7,4% | 500 523 269 | 4,6% |
| Compensation | 109 724 509 | 6,2% | 103 356 907 | 4,4% | 99 040 833 | -1,8% |
| Dotation AS | 1 832 870 | 7,5% | 1 704 543 | 7,6% | 1 583 841 | 23,6% |
| Admissions en non valeurs | 6 238 804 | 98,6% | 3 141 500 | 21,7% | 2 582 088 | 16,3% |
| Exonérations et remises sur créances | 7 661 627 | 4,7% | 7 320 160 | 7,5% | 6 807 270 | -1,1% |
| Dotations aux provisions | 5 828 997 | -46,0% | 10 785 239 | -93,6% | 167 396 544 | 282,7% |
| Autres charges | 635 603 | 68,1% | 378 185 | -17,0% | 455 654 | -48,9% |
| Charges de gestion technique | 700 432 484 | 5,4% | 664 418 117 | -14,6% | 778 389 500 | 22,7% |
| Excédent de gestion technique | 210 243 159 | 17,7% | 178 630 615 | 174,1% | 65 168 148 | -37,0% |
| Excédent de gestions financière et immobilière | 166 825 587 | 40,4% | 118 839 736 | 205,9% | 112 270 086 | -180,2% |
| Frais de fonctionnement | - 12 120 850 | -4,1% | - 11 644 209 | -3,5% | - 11 245 979 | -7,9% |
| Excédent net mis en réserves | 364 947 896 | 27,7% | 285 826 142 | 589,9% | - 58 347 917 | -125,0% |
| Réserves | 3 088 337 164 | 13,4% | 2 723 389 269 | 11,7% | 2 437 563 127 | -2,3% |
| Report à nouveau au 01/01 | 273 152 784 | -7,9% | 296 679 813 | -0,5% | 298 062 308 | -11,4% |
| Cotisations, contributions et droits de plaidoirie appelés | 900 049 688 | 10,7% | 813 314 115 | -0,6% | 817 867 728 | 24,0% |
| Admissions en non-valeur, exonérations et remises | 13 900 431 | 32,9% | 10 461 659 | 11,4% | 9 389 358 | 3,2% |
| Cotisations, contributions et droits de plaidoirie encaissés | 897 483 465 | 8,6% | 826 379 484 | 2,0% | 809 860 866 | 17,6% |
| Cotisations, contributions et droits de plaidoirie restant dus | 261 818 576 | -4,1% | 273 152 784 | -7,9% | 296 679 813 | -0,5% |
| Prestations versées | 568 510 073 | 5,7% | 537 731 584 | 7,4% | 500 523 269 | 4,6% |
| Transferts inter-régimes | 109 533 203 | 6,2% | 103 093 224 | 7,5% | 95 888 000 | -5,0% |
| Revenus des placements financiers et immobiliers | 48 654 227 | -59,1% | 118 839 736 | 205,9% | - 112 270 086 | -180,2% |
| Excédent de gestion technique | 210 243 159 | 17,7% | 178 630 615 | 174,1% | 65 168 148 | -37,0% |
| Frais de fonctionnement | 12 120 850 | 4,1% | 11 644 209 | 3,5% | 11 245 979 | 7,9% |
| Investissements | 1 258 205 | -31,1% | 1 825 474 | 48,7% | 1 227 220 | -7,2% |
| Excédent mis en réserves | 364 947 896 | 27,7% | 285 826 142 | 589,9% | - 58 347 917 | -125,0% |
| Réserves au 31/12 | 3 088 337 164 | 13,4% | 2 723 389 269 | 11,7% | 2 437 563 127 | -2,3% |
| Réserves au 31/12 exprimées en années de prestations | 5,4 | 7,3% | 5,1 | 4,0% | 4,9 | -6,6% |

Principales remarques :

- augmentation de la masse des cotisations émises (+12%) due à l'augmentation de l'assiette de référence des cotisations provisionnelles puis ajustées, outre la hausse des effectifs cotisants et du montant des cotisations forfaitaires.
- Une baisse des encaissements de droits de plaidoirie, malgré la réitération de la communication vers les avocats et sociétés d'avocats pour les sensibiliser à l'obligation de payer les droits de plaidoirie.
- Une augmentation significative du montant total des prestations versées, en raison d'une part de l'augmentation du nombre des retraités et de l'augmentation des prestations, outre l'impact du montant moyen des pensions de retraite complémentaire pour les premières générations ayant cotisé au régime toute leur carrière (régime créé en 1979).
- Une diminution significative des produits financiers, qui restent cependant élevés, mais mesurés ici par rapport à la forte hausse de 2023, année exceptionnelle.
- Poursuite de la baisse des restes à recouvrer, en pourcentage de la masse des cotisations émises sur l'année courante et les années antérieures. Le montant total des impayés diminue encore en valeur relative, mais reste trop important en valeur absolue.
- Les frais de fonctionnement augmentent de 4,1%, les postes RH et amortissements étant en hausse, en raison des investissements informatiques liés aux dispositifs métiers et de sécurité et aux renforts placés sur le recouvrement.
- Le niveau des réserves poursuit sa hausse, atteignant 5,4 années de prestations tous régimes.

Rappelons que ces chiffres ne prennent véritablement sens qu'au regard des comptes séparés de chaque régime, dont les logiques de conception et de gestion sont différentes. Pour une analyse détaillée, il faut se reporter au rapport comptable et financier également diffusé avec les bilans et comptes de résultats des différents régimes.

B. DONNÉES IMPACTANT TOUT OU PARTIE DES RÉGIMES

a. L'assiette des cotisations

42. Revenus et assiette des cotisations - revenu moyen et revenu médian.

L'assiette des cotisations est un élément structurant des régimes de retraite de base et complémentaire puisqu'elle détermine en partie l'ensemble des ressources des régimes et, pour le régime complémentaire, l'ensemble des droits cumulés en stock.

Il est également important d'avoir une vue sur le revenu total, y compris ceux qui dépassent les plafonds de cotisations, afin d'avoir une vision précise de l'état de santé de la profession. Ci-dessous cette approche totale :

| Année | Avocats concernés | Revenu global | | Revenu moyen courant | | | Revenu moyen constant | | | Revenu médian | | | Pouvoir d'achat |
|-------|-------------------|---------------|-----------|----------------------|-------|-------|-----------------------|-------|-------|---------------|-------|-------|-----------------|
| | | Euro | Evolution | Euro | Année | Cumul | Euro | Année | Cumul | Euro | Année | Cumul | |
| 2004 | 41 857 | 2 824 381 991 | 100 | 67 477 | 0,0 % | 100 | 83 671 | 0,0 % | 100 | 42 550 | 0,0 % | 100 | 139,00 |
| 2005 | 43 211 | 2 980 001 224 | 106 | 68 964 | 2,2 % | 102 | 83 722 | 0,1 % | 100 | 42 654 | 0,2 % | 100 | 136,00 |
| 2006 | 45 459 | 3 210 137 180 | 114 | 70 616 | 2,4 % | 105 | 84 174 | 0,5 % | 101 | 42 536 | -0,3% | 100 | 134,00 |
| 2007 | 45 964 | 3 410 040 771 | 121 | 74 189 | 5,1 % | 110 | 87 024 | 3,4 % | 104 | 45 005 | 5,8 % | 106 | 132,00 |
| 2008 | 47 631 | 3 565 885 983 | 126 | 74 865 | 0,9 % | 111 | 86 469 | -0,6% | 103 | 46 092 | 2,4 % | 108 | 130,00 |
| 2009 | 49 078 | 3 532 295 988 | 125 | 71 973 | -3,9% | 107 | 80 898 | -6,4% | 97 | 45 682 | -0,9% | 107 | 126,00 |
| 2010 | 49 299 | 3 841 638 666 | 136 | 77 925 | 8,3 % | 115 | 87 510 | 8,2 % | 105 | 46 169 | 1,1 % | 109 | 126,00 |
| 2011 | 49 171 | 3 989 455 284 | 141 | 81 134 | 4,1 % | 120 | 89 735 | 2,5 % | 107 | 47 365 | 2,6 % | 111 | 124,00 |
| 2012 | 53 564 | 4 178 240 685 | 148 | 78 005 | -3,9% | 116 | 84 479 | -5,9% | 101 | 46 744 | -1,3% | 110 | 121,00 |
| 2013 | 56 829 | 4 300 263 451 | 152 | 75 670 | -3,0% | 112 | 80 362 | -4,9% | 96 | 45 389 | -2,9% | 107 | 119,00 |
| 2014 | 58 596 | 4 431 594 403 | 157 | 75 630 | -0,1% | 112 | 79 638 | -0,9% | 95 | 43 849 | -3,4% | 103 | 118,00 |
| 2015 | 59 978 | 4 618 549 238 | 164 | 77 004 | 1,8 % | 114 | 80 700 | 1,3 % | 96 | 42 931 | -2,1% | 101 | 118,00 |
| 2016 | 62 289 | 4 825 388 293 | 171 | 77 468 | 0,6 % | 115 | 81 186 | 0,6 % | 97 | 43 035 | 0,2 % | 101 | 117,00 |
| 2017 | 59 352 | 4 684 805 298 | 166 | 78 933 | 1,9 % | 117 | 82 563 | 1,7 % | 99 | 45 165 | 4,9 % | 106 | 117,00 |
| 2018 | 63 590 | 5 366 315 776 | 190 | 84 389 | 6,9 % | 125 | 87 343 | 5,8 % | 104 | 46 118 | 2,1 % | 108 | 116,00 |
| 2019 | 67 164 | 5 320 129 882 | 188 | 79 211 | -6,1% | 117 | 80 478 | -7,9% | 96 | 46 930 | 1,8 % | 110 | 114,00 |
| 2020 | 67 620 | 5 101 338 759 | 181 | 75 441 | -4,8% | 112 | 75 818 | -5,8% | 91 | 42 900 | -8,6% | 101 | 113,00 |
| 2021 | 69 035 | 5 627 876 940 | 199 | 81 522 | 8,1 % | 121 | 81 930 | 8,1 % | 98 | 46 799 | 9,1 % | 110 | 112,00 |
| 2022 | 70 840 | 6 093 137 586 | 216 | 86 013 | 5,5 % | 127 | 87 303 | 6,6 % | 104 | 49 342 | 5,4 % | 116 | 110,00 |
| 2023 | 73 060 | 6 489 835 825 | 230 | 88 536 | 2,9 % | 131 | 92 963 | 6,5 % | 111 | 49 491 | 0,3 % | 116 | 105,00 |

Il s'agit ici de mesurer le revenu moyen, le revenu médian, le revenu total net annuel déclaré en 2024 au titre de l'année 2023, et de montrer l'évolution dans le temps, en euros courants (valeur nominale chaque année) et en euros constants (valeur corrigée de la variation de l'inflation par rapport à une donnée ou base de référence).

Les revenus nuls comptent dans l'effectif et les revenus déficitaires comptent pour zéro.

Si l'on s'attache à observer l'évolution de l'assiette des cotisations, ce qui est l'approche essentielle pour évaluer les facteurs d'équilibre d'un régime de retraite, c'est le revenu net de chaque cotisant non-salarié et le revenu brut du salarié qui font référence dans la limite des plafonds de revenus propres à chaque régime, quelle que soit la durée d'activité à laquelle il se rapporte.

C'est donc sur le montant de tous les revenus déclarés¹⁴ qu'est construite l'approche résumée qui produit les résultats ci-dessus.

Ci-après une approche du revenu 2023 déplafonné par sexe, ancienneté et nature d'activité :

| Durée d'activité CNBF | Mode d'exercice | Femmes | | | | | Hommes | | | | | Ensemble | | | | |
|--------------------------------|-----------------|---------------|-------------|----------------------|---------------|---------------|---------------|-------------|----------------------|----------------|---------------|---------------|-------------|----------------------|----------------|---------------|
| | | Effectif | Age moyen | Revenus cumulés | Revenu moyen | Revenu médian | Effectif | Age moyen | Revenus cumulés | Revenu moyen | Revenu médian | Effectif | Age moyen | Revenus cumulés | Revenu moyen | Revenu médian |
| Inférieur à 2 ans | Libéral | 3 282 | 29,0 | 100 106 529 | 30 502 | 28 167 | 1 618 | 31,5 | 56 026 799 | 34 627 | 30 169 | 4 900 | 29,8 | 156 133 328 | 31 864 | 28 873 |
| | Salarié | 177 | 32,1 | 5 601 757 | 31 648 | 33 200 | 97 | 34,6 | 3 364 557 | 34 686 | 29 700 | 274 | 33,0 | 8 966 314 | 32 724 | 32 519 |
| Total Inf. à 2 ans | | 3 448 | 29,2 | 105 708 286 | 30 560 | 28 460 | 1 705 | 31,7 | 59 391 356 | 34 631 | 30 096 | 5 153 | 30,0 | 165 099 642 | 31 909 | 29 094 |
| Entre 2 et 10 ans | Libéral | 14 699 | 33,8 | 738 505 647 | 50 242 | 42 670 | 8 192 | 35,4 | 537 719 716 | 65 640 | 51 398 | 22 891 | 34,4 | 1 276 225 363 | 55 752 | 45 356 |
| | Salarié | 717 | 37,1 | 37 340 209 | 52 078 | 48 841 | 345 | 38,3 | 21 630 474 | 62 697 | 51 376 | 1 062 | 37,5 | 58 970 683 | 55 528 | 49 953 |
| Total Entre 2 et 10 ans | | 15 337 | 33,9 | 775 845 856 | 50 327 | 42 965 | 8 496 | 35,5 | 559 350 190 | 65 521 | 51 391 | 23 833 | 34,5 | 1 335 196 046 | 55 742 | 45 622 |
| Supérieur à 10 ans | Libéral | 23 507 | 49,0 | 1 922 278 294 | 81 775 | 54 164 | 18 751 | 53,0 | 2 863 412 573 | 152 707 | 83 470 | 42 258 | 50,8 | 4 785 690 867 | 113 249 | 63 634 |
| | Salarié | 1 092 | 49,2 | 100 746 682 | 92 259 | 69 927 | 825 | 53,1 | 103 102 588 | 124 973 | 91 476 | 1 917 | 50,8 | 203 849 270 | 106 338 | 76 215 |
| Total Sup à 10 ans | | 24 535 | 49,0 | 2 023 024 976 | 82 240 | 54 895 | 19 539 | 53,0 | 2 966 515 161 | 151 538 | 83 823 | 44 074 | 50,8 | 4 989 540 137 | 112 949 | 64 280 |
| Toutes durées | Libéral | 41 488 | 42,0 | 2 760 890 470 | 66 547 | 46 042 | 28 561 | 46,7 | 3 457 159 088 | 121 045 | 65 299 | 70 049 | 43,9 | 6 218 049 558 | 88 767 | 51 821 |
| | Salarié | 1 986 | 43,3 | 143 688 648 | 72 351 | 55 776 | 1 267 | 47,7 | 128 097 619 | 101 103 | 68 007 | 3 253 | 45,0 | 2 71 786 267 | 83 549 | 59 054 |
| Total Toutes durées | | 43 320 | 42,1 | 2 904 579 118 | 66 812 | 46 571 | 29 740 | 46,8 | 3 585 256 707 | 120 198 | 65 378 | 73 060 | 44,0 | 6 489 835 825 | 88 536 | 52 148 |

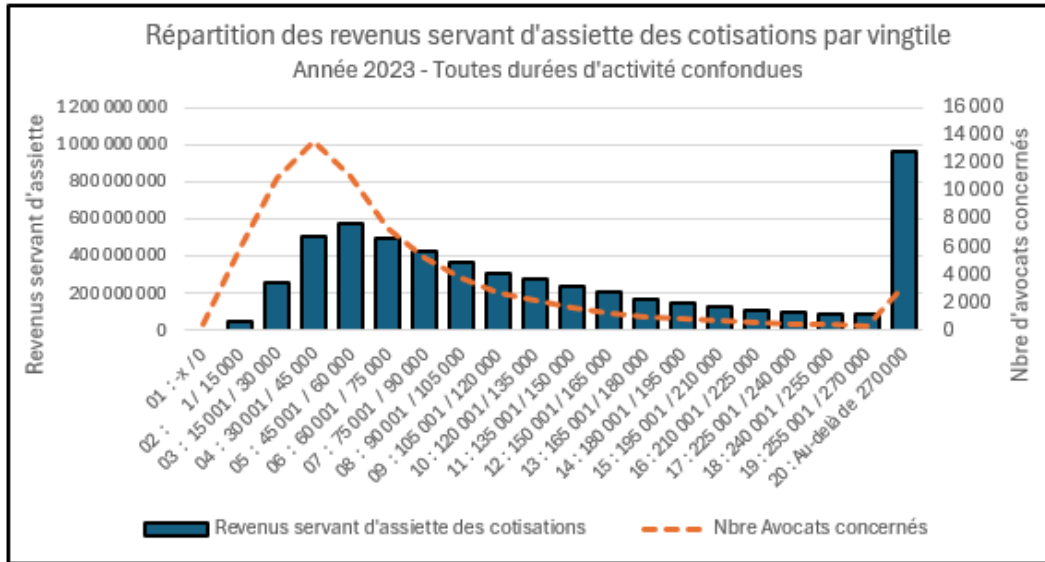
¹⁴ Seuls les revenus déclarés sont pris en compte dans les calculs des moyennes et médianes ; les revenus taxés en l'absence de déclaration et l'effectif correspondant sont bien évidemment exclus.

- Revenus plafonnés

Le tableau suivant mentionne l'assiette par paliers, mesurant la dispersion par vingtiles.

| Tranches | Durée d'activité inférieure à 10 ans | | | | Durée d'activité supérieure à 10 ans | | | | Ensemble | | | |
|-------------------------|--------------------------------------|--------------------------------|-------------------------------------|--|--------------------------------------|--------------------------------|-------------------------------------|--|-------------------|--------------------------------|-------------------------------------|--|
| | Effectif (Nombre) | Effectif (Répartition cumulée) | Revenu servant d'assiette (Montant) | Revenus servant d'assiette (Répartition cumulée) | Effectif (Nombre) | Effectif (Répartition cumulée) | Revenu servant d'assiette (Montant) | Revenus servant d'assiette (Répartition cumulée) | Effectif (Nombre) | Effectif (Répartition cumulée) | Revenu servant d'assiette (Montant) | Revenus servant d'assiette (Répartition cumulée) |
| 01 : -x / 0 | 160 | 0,29% | 0 | 0,00% | 247 | 0,39% | 0 | 0,00% | 407 | 0,33% | 0 | 0,00% |
| 02 : 1 / 15 000 | 2 534 | 9,05% | 18 640 670 | 1,26% | 3 400 | 6,85% | 27 030 589 | 0,68% | 5 934 | 8,26% | 45 671 259 | 0,83% |
| 03 : 15 001 / 30 000 | 5 590 | 32,92% | 133 601 977 | 10,30% | 5 290 | 18,94% | 121 477 101 | 3,71% | 10 880 | 27,89% | 255 079 078 | 5,49% |
| 04 : 30 001 / 45 000 | 7 540 | 61,13% | 281 261 159 | 29,34% | 6 059 | 33,59% | 227 961 243 | 9,41% | 13 599 | 51,22% | 509 222 402 | 14,78% |
| 05 : 45 001 / 60 000 | 5 303 | 78,30% | 274 595 566 | 47,93% | 5 712 | 47,34% | 298 814 086 | 16,88% | 11 015 | 67,16% | 573 409 652 | 25,25% |
| 06 : 60 001 / 75 000 | 2 948 | 86,81% | 197 108 367 | 61,27% | 4 440 | 57,92% | 298 527 707 | 24,34% | 7 388 | 76,42% | 495 636 074 | 34,30% |
| 07 : 75 001 / 90 000 | 1 773 | 91,75% | 145 410 588 | 71,11% | 3 388 | 65,89% | 278 013 635 | 31,29% | 5 161 | 82,44% | 423 424 223 | 42,03% |
| 08 : 90 001 / 105 000 | 1 089 | 94,59% | 105 697 707 | 78,26% | 2 672 | 71,99% | 259 481 172 | 37,77% | 3 761 | 86,46% | 365 178 879 | 48,69% |
| 09 : 105 001 / 120 000 | 685 | 96,35% | 76 700 663 | 83,45% | 2 055 | 76,63% | 230 859 895 | 43,54% | 2 740 | 89,26% | 307 560 558 | 54,30% |
| 10 : 120 001 / 135 000 | 461 | 97,52% | 58 419 661 | 87,41% | 1 701 | 80,50% | 216 569 795 | 48,95% | 2 162 | 91,40% | 274 989 456 | 59,32% |
| 11 : 135 001 / 150 000 | 279 | 98,22% | 39 725 183 | 90,10% | 1 350 | 83,61% | 191 895 517 | 53,75% | 1 629 | 92,96% | 231 620 700 | 63,55% |
| 12 : 150 001 / 165 000 | 198 | 98,71% | 31 124 808 | 92,20% | 1 086 | 86,00% | 170 807 485 | 58,02% | 1 284 | 94,13% | 201 932 293 | 67,24% |
| 13 : 165 001 / 180 000 | 141 | 99,07% | 24 327 952 | 93,85% | 846 | 87,89% | 145 705 835 | 61,66% | 987 | 95,04% | 170 033 787 | 70,34% |
| 14 : 180 001 / 195 000 | 106 | 99,32% | 19 861 645 | 95,19% | 658 | 89,33% | 123 251 426 | 64,74% | 764 | 95,72% | 143 113 071 | 72,95% |
| 15 : 195 001 / 210 000 | 45 | 99,43% | 9 095 692 | 95,81% | 602 | 90,64% | 121 935 170 | 67,79% | 647 | 96,26% | 131 030 862 | 75,34% |
| 16 : 210 001 / 225 000 | 41 | 99,54% | 8 913 149 | 96,41% | 469 | 91,65% | 101 936 277 | 70,34% | 510 | 96,70% | 110 849 426 | 77,37% |
| 17 : 225 001 / 240 000 | 33 | 99,61% | 7 644 910 | 96,93% | 387 | 92,46% | 89 893 462 | 72,58% | 420 | 97,04% | 97 538 372 | 79,15% |
| 18 : 240 001 / 255 000 | 22 | 99,67% | 5 455 350 | 97,30% | 338 | 93,16% | 83 468 681 | 74,67% | 360 | 97,32% | 88 924 031 | 80,77% |
| 19 : 255 001 / 270 000 | 21 | 99,71% | 5 511 303 | 97,67% | 310 | 93,80% | 81 205 929 | 76,70% | 331 | 97,58% | 86 717 232 | 82,35% |
| 20 : Au-delà de 270 000 | 117 | 100,00% | 34 403 784 | 100,00% | 3 150 | 100,00% | 932 375 082 | 100,00% | 3 267 | 100,00% | 966 778 866 | 100,00% |
| Total général | 28 986 | - | 1 477 500 134 | - | 44 074 | - | 4 001 210 087 | - | 73 060 | - | 5 478 710 221 | - |

La moitié de la population des déclarants représente à peine les 5 premiers vingtiles, et moins de 15% du revenu total de tous les déclarants.



Pour les non-salariés l'assiette est constituée des seuls revenus d'avocat retenus pour le calcul de l'impôt sur le revenu, ce qui comprend notamment les bénéfices non commerciaux, les rémunérations de gérants et les dividendes distribués retenus dans les conditions de l'article L.131-6 du code de la sécurité sociale. Pour les salariés, le revenu pris en compte est le revenu brut.

- Revenus non plafonnés par vingtiles

Le tableau suivant mentionne quant à lui la répartition du revenu (non plafonné) par vingtiles :



| Tranches | Durée d'activité inférieure à 10 ans | | | | Durée d'activité supérieure à 10 ans | | | | Ensemble | | | |
|-------------------------|--------------------------------------|--------------------------------|-------------------------------------|---|--------------------------------------|--------------------------------|-------------------------------------|---|-------------------|--------------------------------|-------------------------------------|---|
| | Effectif (Nombre) | Effectif (Répartition cumulée) | Revenu servant d'assiette (Montant) | Revenu servant d'assiette (Répartition cumulée) | Effectif (Nombre) | Effectif (Répartition cumulée) | Revenu servant d'assiette (Montant) | Revenu servant d'assiette (Répartition cumulée) | Effectif (Nombre) | Effectif (Répartition cumulée) | Revenu servant d'assiette (Montant) | Revenu servant d'assiette (Répartition cumulée) |
| 01 : -x / 0 | 160 | 0,29% | 0 | 0,00% | 247 | 0,39% | 0 | 0,00% | 407 | 0,33% | 0 | 0,00% |
| 02 : 1 / 15 000 | 2 534 | 9,05% | 18 640 670 | 1,24% | 3 400 | 6,85% | 27 030 589 | 0,54% | 5 934 | 8,26% | 45 671 259 | 0,70% |
| 03 : 15 001 / 30 000 | 5 590 | 32,92% | 133 601 977 | 10,15% | 5 290 | 18,94% | 121 477 101 | 2,98% | 10 880 | 27,89% | 255 079 078 | 4,63% |
| 04 : 30 001 / 45 000 | 7 540 | 61,13% | 281 261 159 | 28,89% | 6 059 | 33,59% | 227 961 243 | 7,55% | 13 599 | 51,22% | 509 222 402 | 12,48% |
| 05 : 45 001 / 60 000 | 5 303 | 78,30% | 274 595 566 | 47,20% | 5 712 | 47,34% | 298 814 086 | 13,53% | 11 015 | 67,16% | 573 409 652 | 21,32% |
| 06 : 60 001 / 75 000 | 2 948 | 86,81% | 197 108 367 | 60,34% | 4 440 | 57,92% | 298 527 707 | 19,52% | 7 388 | 76,42% | 495 636 074 | 28,95% |
| 07 : 75 001 / 90 000 | 1 773 | 91,75% | 145 410 588 | 70,03% | 3 388 | 65,89% | 278 013 635 | 25,09% | 5 161 | 82,44% | 423 424 223 | 35,48% |
| 08 : 90 001 / 105 000 | 1 089 | 94,59% | 105 697 707 | 77,07% | 2 672 | 71,99% | 259 481 172 | 30,29% | 3 761 | 86,46% | 365 178 879 | 41,10% |
| 09 : 105 001 / 120 000 | 685 | 96,35% | 76 700 663 | 82,18% | 2 055 | 76,63% | 230 859 895 | 34,92% | 2 740 | 89,26% | 307 560 558 | 45,84% |
| 10 : 120 001 / 135 000 | 461 | 97,52% | 58 419 661 | 86,08% | 1 701 | 80,50% | 216 569 795 | 39,26% | 2 162 | 91,40% | 274 989 456 | 50,08% |
| 11 : 135 001 / 150 000 | 279 | 98,22% | 39 725 183 | 88,73% | 1 350 | 83,61% | 191 895 517 | 43,10% | 1 629 | 92,96% | 231 620 700 | 53,65% |
| 12 : 150 001 / 165 000 | 198 | 98,71% | 31 124 808 | 90,80% | 1 086 | 86,00% | 170 807 485 | 46,53% | 1 284 | 94,13% | 201 932 293 | 56,76% |
| 13 : 165 001 / 180 000 | 141 | 99,07% | 24 327 952 | 92,42% | 846 | 87,89% | 145 705 835 | 49,45% | 987 | 95,04% | 170 033 787 | 59,38% |
| 14 : 180 001 / 195 000 | 106 | 99,32% | 19 861 645 | 93,75% | 658 | 89,33% | 123 251 426 | 51,92% | 764 | 95,72% | 143 113 071 | 61,59% |
| 15 : 195 001 / 210 000 | 45 | 99,43% | 9 095 692 | 94,35% | 602 | 90,64% | 121 935 170 | 54,36% | 647 | 96,26% | 131 030 862 | 63,61% |
| 16 : 210 001 / 225 000 | 41 | 99,54% | 8 913 149 | 94,95% | 469 | 91,65% | 101 936 277 | 56,40% | 510 | 96,70% | 110 849 426 | 65,31% |
| 17 : 225 001 / 240 000 | 33 | 99,61% | 7 644 910 | 95,46% | 387 | 92,46% | 89 893 462 | 58,20% | 420 | 97,04% | 97 538 372 | 68,82% |
| 18 : 240 001 / 255 000 | 22 | 99,67% | 5 455 350 | 95,82% | 338 | 93,16% | 83 468 681 | 59,88% | 360 | 97,32% | 88 924 031 | 68,19% |
| 19 : 255 001 / 270 000 | 21 | 99,71% | 5 511 303 | 96,19% | 310 | 93,80% | 81 205 929 | 61,51% | 331 | 97,58% | 86 717 232 | 69,52% |
| 20 : Au-delà de 270 000 | 117 | 100,00% | 57 199 338 | 100,00% | 3 150 | 100,00% | 1 920 705 132 | 100,00% | 3 267 | 100,00% | 1 977 904 470 | 100,00% |
| Total général | 28 986 | | 1 500 295 688 | | 44 074 | | 4 989 540 137 | | 73 060 | | 6 489 835 825 | |

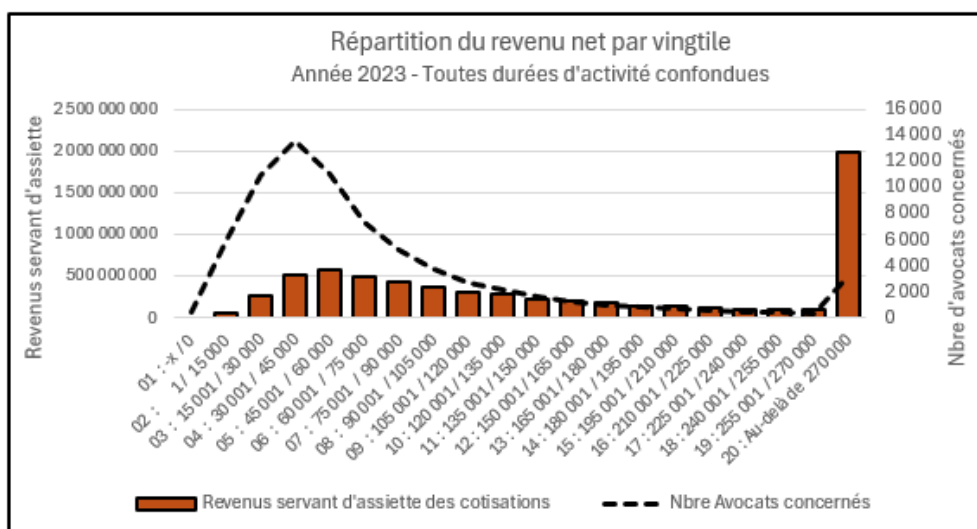
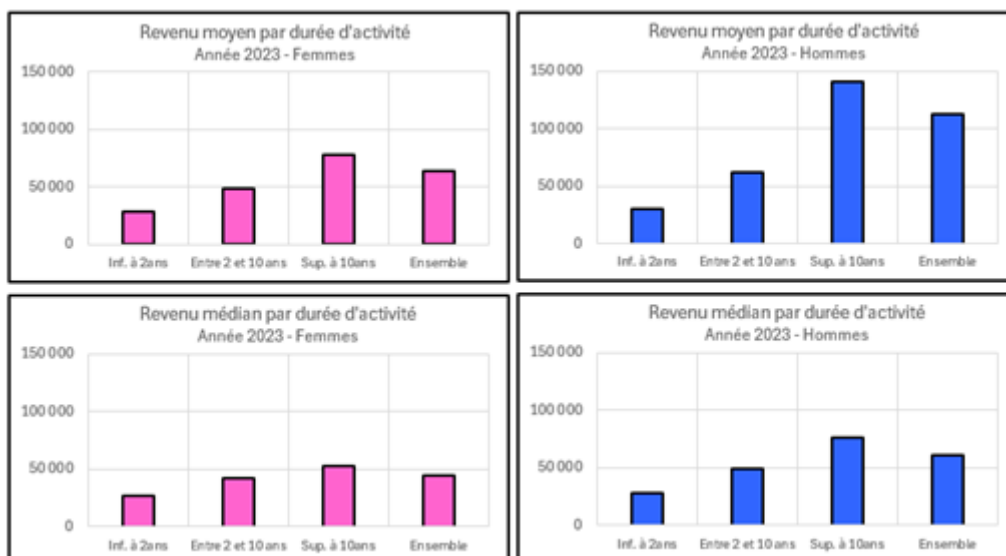


Illustration des différences hommes / femmes par année d'ancienneté : les différences sont moins importantes en début de carrière que par la suite. Cette réalité s'observe à partir du revenu moyen comme du revenu médian : proximité en début d'exercice, décalage croissant au-delà :

| Durée d'activité (Regroupement) | Revenus moyens | | | Revenus médians | | |
|---------------------------------|----------------|----------------|---------------|-----------------|---------------|---------------|
| | Femmes | Hommes | Ensemble | Femmes | Hommes | Ensemble |
| Inf. à 2ans | 28 392 | 30 367 | 29 041 | 27 353 | 28 315 | 27 603 |
| Entre 2 et 10 ans | 48 403 | 62 122 | 53 337 | 41 910 | 49 699 | 44 127 |
| Sup. à 10ans | 78 637 | 141 263 | 106 790 | 52 450 | 76 337 | 60 323 |
| Ensemble | 63 937 | 112 646 | 83 997 | 44 860 | 60 576 | 49 644 |



Ces chiffres recouvrent des situations individuelles très diverses, tant dans le mode d'exercice que sur le type de marché sur lequel s'exerce l'activité (institutionnel, clientèle de particuliers, grandes entreprises, secteur aidé, etc.).

L'augmentation des effectifs pèse à l'évidence sur cette évolution et tire le médian vers le bas.

Les chiffres retenus ici sont bien les chiffres tels que déclarés, et non les déclarations annualisées.

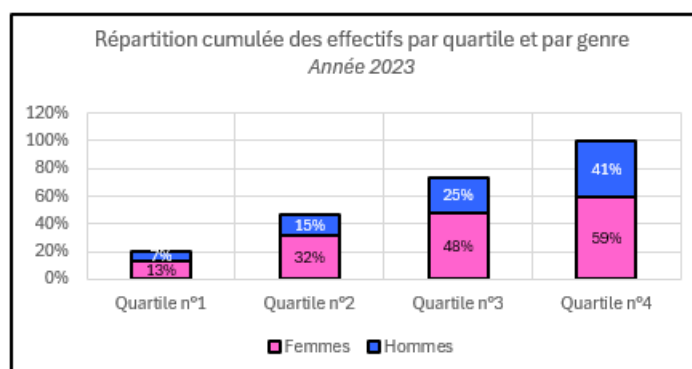
43. L'analyse par quartiles (revenu 2023)

Répartition cumulée des effectifs par quartile

| Quartile | Femmes | Hommes | Ensemble |
|--------------|--------|--------|----------|
| Quartile n°1 | 9 875 | 5 185 | 15 060 |
| Quartile n°2 | 23 268 | 11 167 | 34 435 |
| Quartile n°3 | 35 200 | 18 622 | 53 822 |
| Quartile n°4 | 43 414 | 29 795 | 73 209 |

Répartition cumulée des effectifs par quartile (%)

| Quartile | Femmes | Hommes | Ensemble |
|--------------|--------|--------|----------|
| Quartile n°1 | 13% | 7% | 21% |
| Quartile n°2 | 32% | 15% | 47% |
| Quartile n°3 | 48% | 25% | 74% |
| Quartile n°4 | 59% | 41% | 100% |

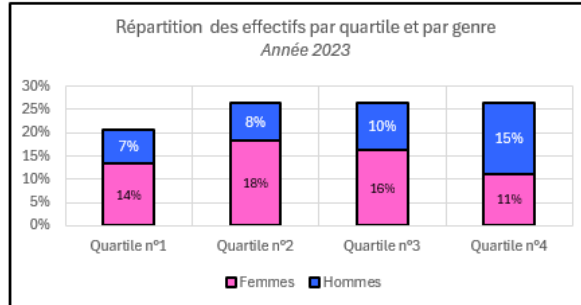


Répartition des effectifs par quartile

| Quartile | Femmes | Hommes | Ensemble |
|--------------|--------|--------|----------|
| Quartile n°1 | 9 875 | 5 185 | 15 060 |
| Quartile n°2 | 13 393 | 5 982 | 19 375 |
| Quartile n°3 | 11 932 | 7 455 | 19 387 |
| Quartile n°4 | 8 214 | 11 173 | 19 387 |

Répartition des effectifs par quartile (%)

| Quartile | Femmes | Hommes | Ensemble |
|--------------|--------|--------|----------|
| Quartile n°1 | 14% | 7% | 21% |
| Quartile n°2 | 18% | 8% | 27% |
| Quartile n°3 | 16% | 10% | 27% |
| Quartile n°4 | 11% | 15% | 27% |

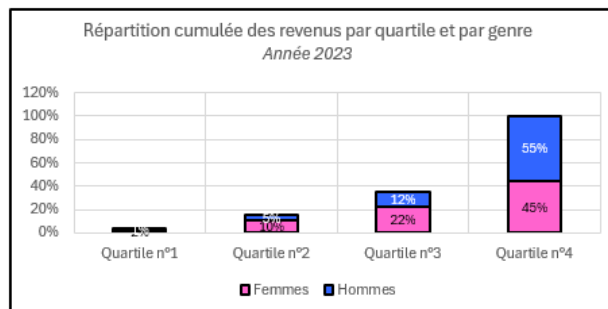


Répartition cumulée des revenus par quartile

| Quartile | Femmes | Hommes | Ensemble |
|--------------|---------------|---------------|---------------|
| Quartile n°1 | 162 093 715 | 78 533 563 | 240 627 278 |
| Quartile n°2 | 675 797 159 | 308 833 000 | 984 630 159 |
| Quartile n°3 | 1 454 459 668 | 805 420 924 | 2 259 880 592 |
| Quartile n°4 | 2 904 579 118 | 3 585 256 707 | 6 489 835 825 |

Répartition cumulée des revenus par quartile (%)

| Quartile | Femmes | Hommes | Ensemble |
|--------------|--------|--------|----------|
| Quartile n°1 | 2% | 1% | 4% |
| Quartile n°2 | 10% | 5% | 15% |
| Quartile n°3 | 22% | 12% | 35% |
| Quartile n°4 | 45% | 55% | 100% |

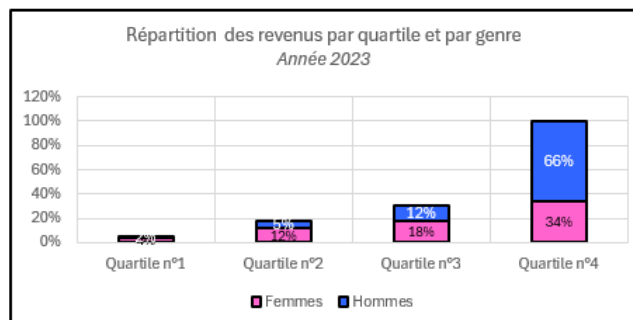


Répartition des revenus par quartile

| Quartile | Femmes | Hommes | Ensemble |
|--------------|---------------|---------------|---------------|
| Quartile n°1 | 162 093 715 | 78 533 563 | 240 627 278 |
| Quartile n°2 | 513 703 444 | 230 299 437 | 744 002 881 |
| Quartile n°3 | 778 662 509 | 496 587 924 | 1 275 250 433 |
| Quartile n°4 | 1 450 119 450 | 2 779 835 783 | 4 229 955 233 |

Répartition des revenus par quartile (%)

| Quartile | Femmes | Hommes | Ensemble |
|--------------|--------|--------|----------|
| Quartile n°1 | 4% | 2% | 6% |
| Quartile n°2 | 12% | 5% | 18% |
| Quartile n°3 | 18% | 12% | 30% |
| Quartile n°4 | 34% | 66% | 100% |



En synthèse :

Effectif par quartile

| Population | Revenu | Effectif | Revenu cumulé | Revenu le plus élevé |
|------------|--------|----------|---------------|----------------------|
| 25% | 6% | 15 060 | 240 627 278 | 27 761 |
| 50% | 18% | 34 435 | 984 630 159 | 49 512 |
| 75% | 30% | 53 822 | 2 259 880 592 | 88 423 |
| 100% | 100% | 73 209 | 6 489 835 825 | 9 504 816 |

Revenu par quartile

| Revenu | Population | Effectif | Revenu cumulé | Revenu le plus élevé |
|--------|------------|----------|---------------|----------------------|
| 25% | 64% | 46 905 | 1 622 458 956 | 67 330 |
| 50% | 73% | 53 735 | 3 244 917 913 | 85 205 |
| 75% | 87% | 63 458 | 4 867 376 869 | 135 228 |
| 100% | 100% | 73 209 | 6 489 835 825 | 9 504 816 |

Pour une lecture des deux derniers tableaux ci-dessus :

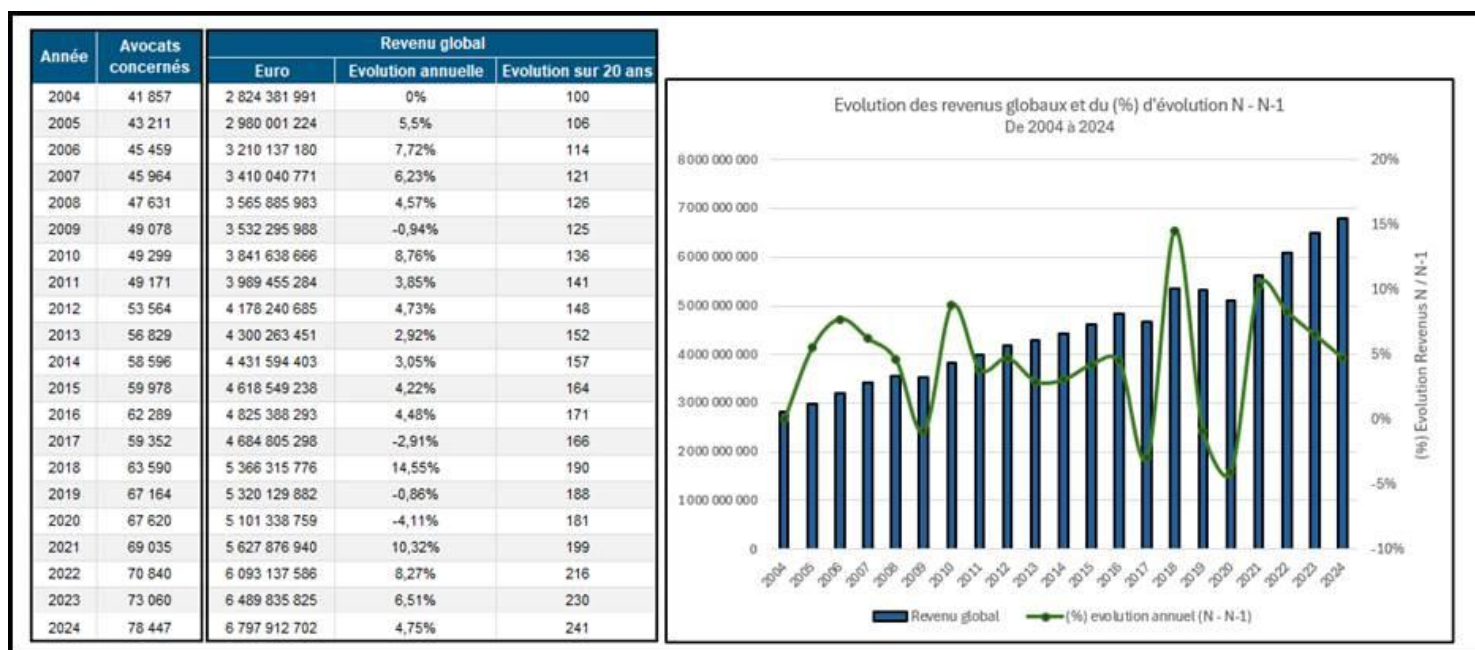
25 % des avocats ont un revenu compris entre 0 et 27.761 € et déclarent 6% du revenu net total de la profession, 50% des avocats ont un revenu compris entre 0 et 49.512 € et déclarent 18% du revenu net total de la profession.

13% de la population (100-87), celle qui déclare les plus hauts revenus (135.225 nets annuel et plus), perçoit 50% revenu total déclaré composant l'assiette des cotisations.

44. Dernières déclarations 2024 en 2025

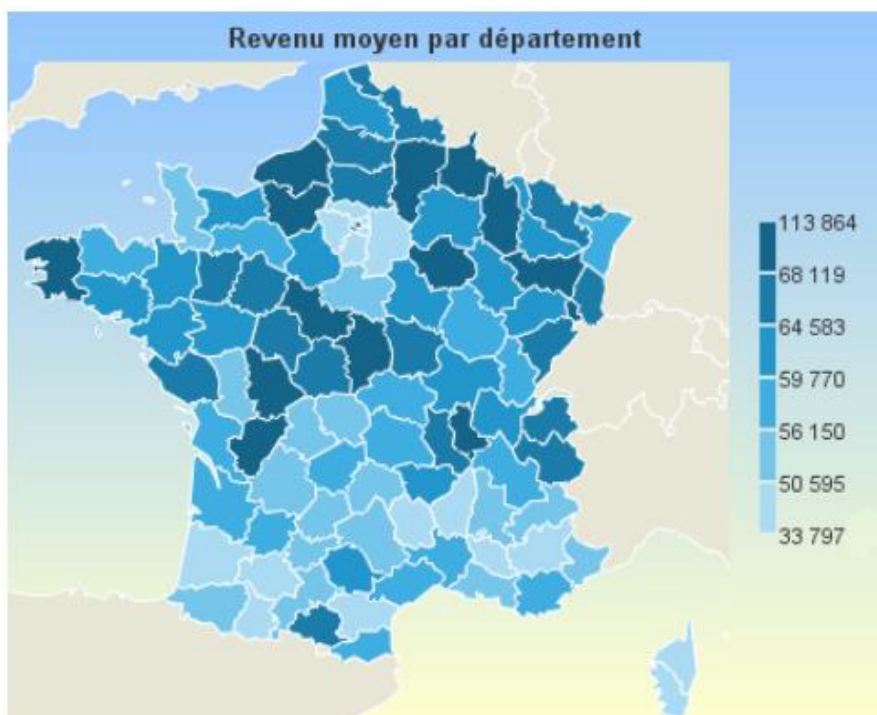
| Durée d'activité CNBF | Mode d'exercice | Ensemble | | | | |
|--------------------------------|-----------------|---------------|-------------|----------------------|----------------|---------------|
| | | Effectif | Age moyen | Revenus cumulés | Revenu moyen | Revenu médian |
| Inférieur à 2ans | Libéral | 7 382 | 30,8 | 247 923 173 | 33 585 | 30 944 |
| | Salarié | 261 | 34,1 | 9 352 676 | 35 834 | 35 297 |
| Total Inf. à 2ans | | 7 643 | 30,9 | 257 275 849 | 33 662 | 31 085 |
| Entre 2 et 10 ans | Libéral | 25 782 | 35,7 | 1 502 017 946 | 58 258 | 46 880 |
| | Salarié | 1 012 | 38,5 | 56 573 705 | 55 848 | 51 354 |
| Total Entre 2 et 10 ans | | 26 794 | 35,9 | 1 558 591 651 | 58 167 | 47 111 |
| Supérieur à 10ans | Libéral | 42 484 | 52,4 | 4 823 303 020 | 113 532 | 61 162 |
| | Salarié | 1 526 | 52,4 | 158 742 182 | 104 025 | 74 999 |
| Total Sup à 10ans | | 44 010 | 52,4 | 4 982 045 202 | 113 203 | 61 780 |
| Toutes durées | Libéral | 75 648 | 44,6 | 6 573 244 139 | 86 893 | 50 162 |
| | Salarié | 2 799 | 45,7 | 224 668 563 | 80 239 | 57 512 |
| Total Toutes durées | | 78 447 | 44,7 | 6 797 912 702 | 86 655 | 50 495 |

| Durée d'activité CNBF | Mode d'exercice | Femmes | | | | | Hommes | | | | |
|-------------------------|-----------------|---------------|-------------|----------------------|---------------|---------------|---------------|-------------|----------------------|----------------|---------------|
| | | Effectif | Age moyen | Revenus cumulés | Revenu moyen | Revenu médian | Effectif | Age moyen | Revenus cumulés | Revenu moyen | Revenu médian |
| Inférieur à 2ans | Libéral | 4 830 | 29,8 | 157 361 325 | 32 580 | 30 726 | 2 552 | 32,9 | 90 561 848 | 35 487 | 31 680 |
| | Salarié | 162 | 33,2 | 5 792 996 | 35 759 | 35 750 | 99 | 35,6 | 3 559 680 | 35 956 | 33 595 |
| Total Inf. à 2ans | | 4 992 | 29,9 | 163 154 321 | 32 683 | 30 931 | 2 651 | 33,0 | 94 121 528 | 35 504 | 31 845 |
| Entre 2 et 10 ans | Libéral | 16 437 | 35,0 | 861 500 467 | 52 412 | 44 676 | 9 345 | 37,1 | 640 517 479 | 68 541 | 52 165 |
| | Salarié | 680 | 37,8 | 36 824 859 | 54 154 | 51 018 | 332 | 39,8 | 19 748 846 | 59 306 | 52 140 |
| Total Entre 2 et 10 ans | | 17 117 | 35,1 | 898 325 326 | 52 481 | 44 997 | 9 677 | 37,2 | 660 266 325 | 68 223 | 52 164 |
| Supérieur à 10ans | Libéral | 23 297 | 50,6 | 1 908 810 492 | 81 934 | 53 000 | 19 187 | 54,6 | 2 914 492 528 | 151 899 | 77 987 |
| | Salarié | 865 | 50,6 | 85 329 089 | 98 646 | 71 881 | 661 | 54,7 | 73 413 093 | 111 064 | 83 727 |
| Total Sup à 10ans | | 24 162 | 50,6 | 1 994 139 581 | 82 532 | 53 718 | 19 848 | 54,6 | 2 987 905 621 | 150 539 | 78 121 |
| Toutes durées | Libéral | 44 564 | 42,6 | 2 927 672 284 | 65 696 | 45 793 | 31 084 | 47,6 | 3 645 571 855 | 117 281 | 60 984 |
| | Salarié | 1 707 | 43,9 | 127 946 944 | 74 954 | 56 708 | 1 092 | 48,5 | 96 721 619 | 88 492 | 60 000 |
| Total Toutes durées | | 46 271 | 42,6 | 3 055 619 228 | 66 037 | 46 223 | 32 176 | 47,6 | 3 742 293 474 | 116 303 | 60 967 |

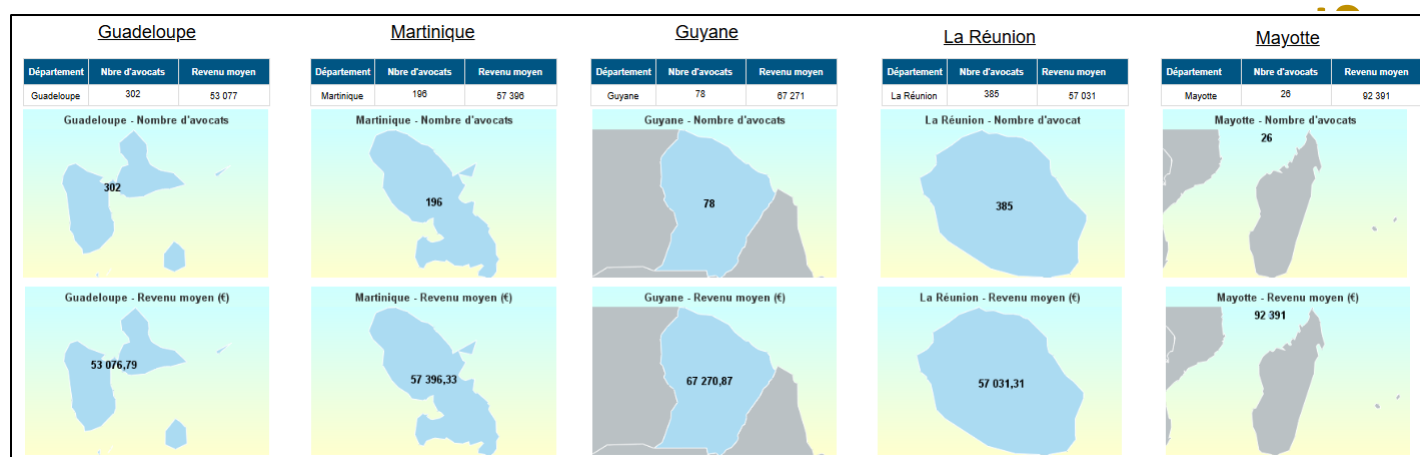


45. Répartition sur le territoire : revenus par département (métropole - revenu net annuel 2023)

Cf cartes p. suivante



Focus sur les départements d'outre-mer



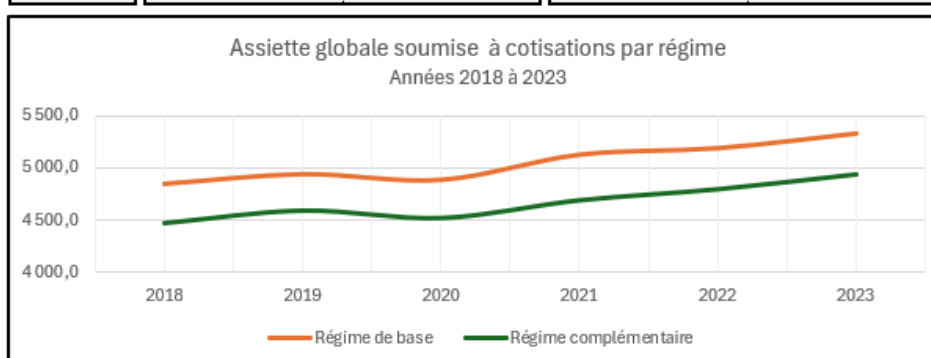
47. Assiette globale soumise à cotisations

Pour un régime retraite, notamment par répartition, la dispersion des revenus pose la question de la répartition de l'effort contributif pour le régime de base, admis jusqu'à un plafond de 297.549 € et pour le régime complémentaire, dont le plafond est de 212.535 € (étant observé que dans ce régime toute cotisation implique un stock de points à servir et donc une charge future, sauf variabilité du taux d'appel, qui n'est plus pratiqué par la CNBF depuis la réforme de 2015).

La question du plafond de cotisations est donc importante pour le régime de base, dont le principe forfaitaire et solidaire, à un niveau de prestation important au regard des cotisations versées à minima, s'équilibre par l'effort contributif des plus hauts revenus.

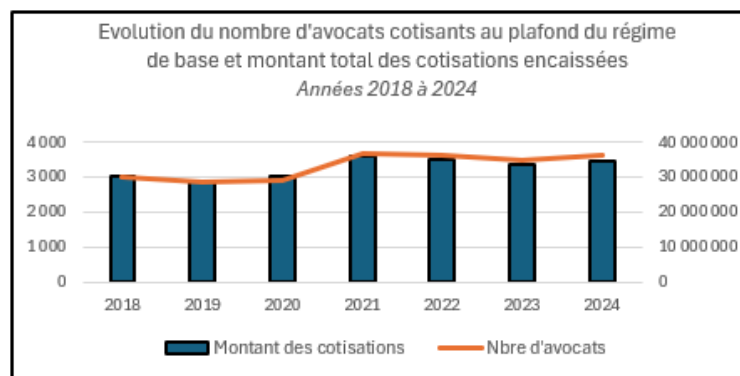
Si l'on compare la masse des déclarations de revenus nets positifs et déficitaires plafonnés (ces derniers étant décomptés à zéro), nous avons l'évolution suivante (en millions d'euros) sur les 4 dernières années :

| Année | Régime de base | | Régime complémentaire | |
|-------|----------------|-----------|-----------------------|-----------|
| | Montant | Evolution | Montant | Evolution |
| 2018 | 4 850,6 | - | 4 469,8 | - |
| 2019 | 4 943,1 | 1,9% | 4 589,9 | 3% |
| 2020 | 4 888,9 | -1,1% | 4 519,0 | -2% |
| 2021 | 5 128,8 | 4,9% | 4 688,6 | 4% |
| 2022 | 5 191,2 | 1,2% | 4 794,9 | 2% |
| 2023 | 5 330,7 | 2,7% | 4 936,8 | 3% |

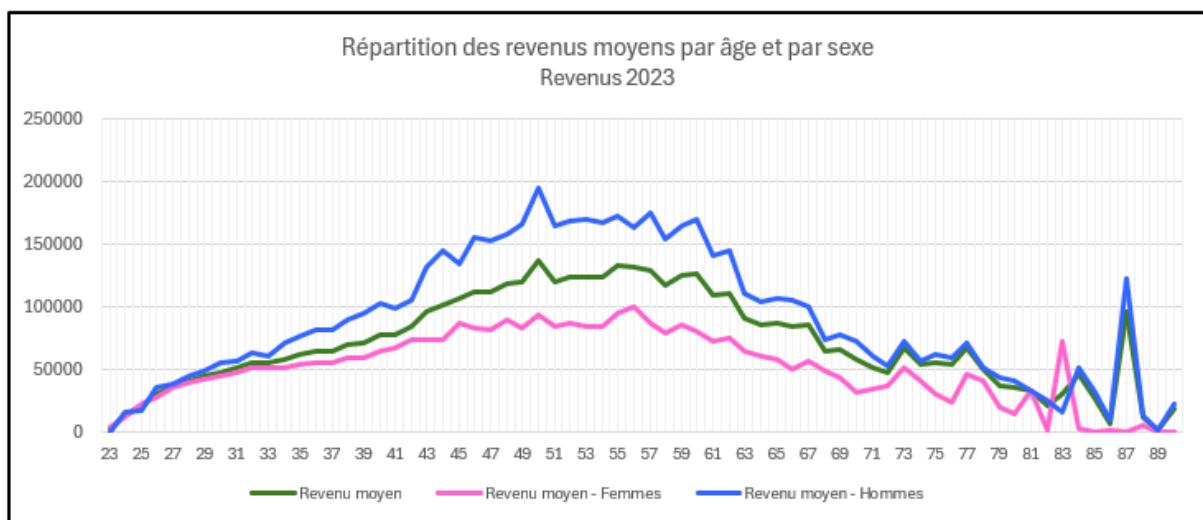


On constate que les années 2021 et 2022 ont plus que gommé la baisse de l'assiette 2020, la masse des revenus déclarés ayant augmenté de presque 5%, en raison en partie de la hausse relative du plafond qui date de 2021 (de 291.718 € à 297.549 €). Pour le régime de base :

| Année | Nombre d'avocats cotisants au plafond | Montant des cotisations |
|-------|---------------------------------------|-------------------------|
| 2018 | 3 008 | 29 941 243 |
| 2019 | 2 870 | 28 778 576 |
| 2020 | 3 026 | 29 226 717 |
| 2021 | 3 580 | 36 797 683 |
| 2022 | 3 500 | 36 120 950 |
| 2023 | 3 344 | 34 982 217 |
| 2024 | 3 452 | 36 385 272 |



48. Disparités de revenus selon l'âge et le sexe (revenu 2022) : synthèse graphique

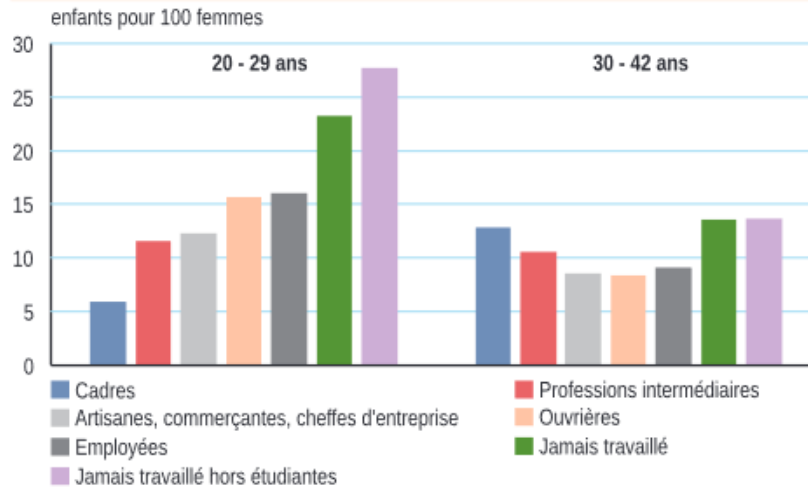


A part aux âges extrêmes de la carrière, les revenus des avocates sont nettement inférieurs à ceux des avocats. Il est difficile, en l'état des éléments dont la CNBF a connaissance, de démontrer la cause de tels écarts. Si l'on ne peut écarter certaines pratiques discriminatoires qui peuvent impacter les ressources¹⁵, les modalités d'exercice, le type de clientèle, les interruptions de carrière, expliquent très certainement ces différences.

¹⁵ Sur la question des discriminations hommes – femmes dans la profession d'avocat, cf. « Sexisme et discriminations au détriment des avocates : des problèmes persistants » Village de la Justice, 27 mai 2025.

De façon assez évidente, si l'on se réfère à la courbe de fécondité des femmes en France, on perçoit la corrélation entre maternité et diminution des revenus, partant du principe que le comportement des avocates n'est pas différent de celui des femmes cadres. L'écart se creuse de 31 à 49 ans, compte tenu de l'âge de survenance des enfants et de la durée de la maternité autour de la petite enfance¹⁶.

4 Taux de fécondité* des femmes vivant en couple selon l'âge et le groupe social en 2016



* Standardisés par âge ; 97 % des naissances se concentrent parmi les femmes de 20 à 42 ans.

Lecture : en 2016, 100 ouvrières âgées de 20 à 29 ans qui vivent en couple ont eu 15,7 enfants.
Champ : France hors Mayotte, femmes de 20 à 42 ans en âge révolu, vivant en couple en ménage ordinaire.

Source : Insee, enquêtes de recensement de 2016 et 2017 (exploitations complémentaires).

Ceci d'autant que les femmes cadres, si tant est que l'on puisse assimiler les avocats à cette catégorie, réduisent plus souvent que les autres salariées leur temps de travail pour s'occuper de leurs enfants¹⁷ :

3 Principale conséquence du fait d'être parent sur la situation professionnelle

| | Femmes | | | | | Hommes | | | | | en % |
|---|------------|----------------------------|------------|------------|------------|------------|----------------------------|------------|------------|------------|------|
| | Cadres | Professions intermédiaires | Employées | Ouvrières | Ensemble | Cadres | Professions intermédiaires | Employés | Ouvriers | Ensemble | |
| A des conséquences | 56 | 50 | 40 | 27 | 45 | 33 | 26 | 22 | 16 | 23 | |
| Réduction de son temps de travail | 20 | 18 | 14 | 8 | 16 | 3 | 3 | 3 | 2 | 3 | |
| Modification de ses horaires de travail | 21 | 16 | 10 | 10 | 14 | 20 | 13 | 10 | 5 | 11 | |
| Changement dans sa situation professionnelle pour augmenter ses revenus | 4 | 5 | 3 | 1 | 4 | 3 | 2 | 0 | 3 | 2 | |
| Autre conséquence | 12 | 10 | 12 | 8 | 11 | 7 | 7 | 9 | 6 | 7 | |
| N'a pas de conséquences | 44 | 50 | 60 | 73 | 55 | 67 | 74 | 78 | 84 | 77 | |
| Ensemble | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | |

Lecture : 56 % des femmes salariées cadres âgées de 25 à 49 ans ayant des responsabilités familiales déclarent qu'être parent a des conséquences sur leur situation professionnelle ; 20 % déclarent comme conséquence principale, dans leur emploi actuel ou dans le cadre d'un changement d'emploi, une réduction de leur temps de travail.

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, salariés de 25 à 49 ans ayant des responsabilités familiales.

Source : Insee, enquête Emploi 2018 et module complémentaire de l'enquête Emploi 2018.

On sait que sur un plan général, avoir des enfants ralentit l'évolution professionnelle des femmes et les pénalise du point de vue salarial, creusant les inégalités femmes-hommes sur le marché du travail. Selon le baromètre sur le sexisme ordinaire au travail de l'initiative #StOpE | AFMD de 2023, la maternité continue d'être perçue comme un « handicap pour la carrière de sept femmes sur dix »¹⁸.

¹⁶ Derniers chiffres disponibles : Insee Première n°1769 – Août 2019

¹⁷ Insee Première, n°1795 mars 2020

¹⁸ Anact – Parentalité et travail – 12 mars 2025

b. Les impayés de cotisations

49. Évolution des restes à recouvrer

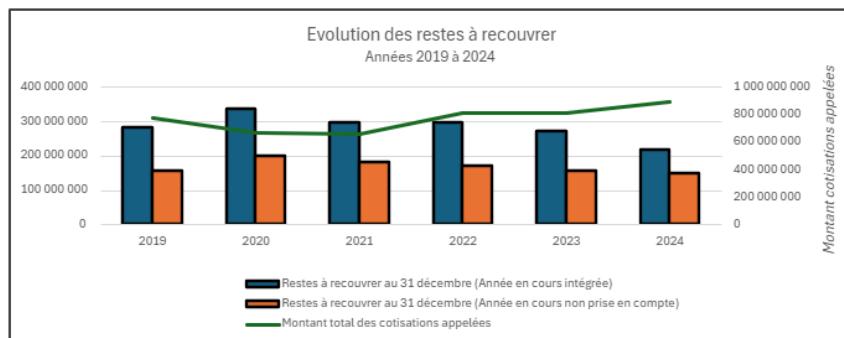
Les résultats du recouvrement s'améliorent, mais restent très largement à parfaire. La sensibilisation des Bâtonniers et l'accord entre le Président et la conférence des Bâtonniers en 2021 pour les impliquer dans une phase pré contentieuse destinée à améliorer le recouvrement, n'a pas donné les résultats escomptés. Seul le développement des procédures de recouvrement forcé a permis l'accélération des encaissements et la baisse des taxations d'office. Les campagnes de prévention avant taxation, réitérées, ont également permis la diminution du nombre de dossiers taxés, pour la première fois inférieur à 2000.

Le rapprochement du recouvrement de la date d'exigibilité est un objectif premier, sous réserve de la réactivité des chefs de Cour qui doivent retourner les requêtes émises par la caisse dans les plus brefs délais.

On notera (cf. infra) l'impact des restes à recouvrer sur l'évolution des comptes, les régimes étant bien évidemment directement dépendants des encaissements à bonne date. Le non-paiement crée un préjudice certain pour l'ensemble des cotisants et pensionnés, irrattrapable.

Les chiffres se résument ainsi :

| Année | Montant total des cotisations appelées | Restes à recouvrer au 31 décembre <i>Année en cours intégrée</i> | | Restes à recouvrer au 31 décembre <i>Année en cours non prise en compte Libéraux uniquement</i> | |
|-------|--|---|-------|--|-------|
| | Montant | Montant | (%) | Montant | (%) |
| 2019 | 780 758 712 | 281 836 201 | 36,1% | 155 471 278 | 19,9% |
| 2020 | 667 783 159 | 336 502 430 | 50,4% | 198 888 974 | 29,8% |
| 2021 | 659 570 056 | 298 062 308 | 45,2% | 180 625 762 | 27,4% |
| 2022 | 817 867 728 | 296 679 813 | 36,3% | 169 332 276 | 20,7% |
| 2023 | 813 314 115 | 273 152 784 | 33,6% | 155 129 021 | 19,1% |
| 2024 | 900 049 688 | 218 263 220 | 24,3% | 150 609 333 | 16,7% |



50. Rappel de la procédure de recouvrement

En application des articles L 652-11 et R 652-25 du code de la sécurité sociale, les cotisations impayées doivent être portées sur le rôle des cotisations transmis au Procureur général puis au Premier Président de chaque Cour d'appel. Chaque rôle est accompagné de requêtes individuelles concernant les avocats débiteurs ; au retour des requêtes visées par les chefs de Cour, la caisse transmet l'ordonnance à l'huissier territorialement compétent, pour mise en œuvre des voies d'exécution en l'absence de régularisation (après une ultime relance amiable).

c. Autres données d'impact sur les régimes gérés.

D'autres données financières impactent tout ou partie des régimes.

51. Les admissions en non-valeur

| Année | Nbre de dossiers | Montant |
|-------|------------------|-----------|
| 2016 | 51 | 1 304 919 |
| 2017 | 162 | 4 145 011 |
| 2018 | 18 | 704 652 |
| 2019 | 31 | 1 602 086 |
| 2020 | 71 | 2 616 188 |
| 2021 | 75 | 2 221 124 |
| 2022 | 71 | 2 544 450 |
| 2023 | 49 | 2 843 877 |
| 2024 | 130 | 5 949 753 |

Les créances irrécouvrables en raison de la disparition du débiteur, de son insolvabilité dûment constatée ou de la clôture d'une procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif sans distribution suffisante, sont présentées au Conseil d'administration pour admission en non-valeur. Ce retrait de créances des comptes de la caisse ne vaut pas cependant renonciation à leur recouvrement. L'exigibilité des sommes concernées n'est pas remise en cause, étant rappelé qu'en l'absence de paiement des sommes dues aucune prestation ne peut être servie.

L'évolution des « ANV » est marquée depuis 2006 par les effets de la loi 2005-845 du 26 juillet 2005 ayant étendu aux professions libérales le droit des procédures collectives à compter du 1^{er} janvier 2006.

Cette évolution est cyclique, compte tenu des dates de clôture des procédures de liquidation judiciaire, la durée des procédures variant d'une à plus de cinq années. L'augmentation du nombre de dossiers en 2024 est dû à une relance générale des liquidateurs afin d'avoir une attestation d'insolvabilité ou le jugement de clôture, relance qui a permis de fermer les dossiers concernés.

52. Exonération dans le cadre du dispositif d'aide à la création d'entreprise (ACRE) : nombre de bénéficiaires

| Type ACRE | 31/12/2017 | 31/12/2018 | 31/12/2019 | 31/12/2020 | 31/12/2021 | 31/12/2022 | 31/12/2023 | 31/12/2024 |
|-----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| ACRE v2 initial | 2 236 | 2 191 | 1 580 | 945 | 1 259 | 1 359 | 1 453 | 1 696 |
| ACRE v2 prol 1 | 327 | 1 856 | 1 683 | 1 216 | 10 | 2 | 0 | 1 |
| ACRE v2 prol 2 | 0 | 314 | 1 588 | 1 589 | 1 113 | 2 | 1 | 1 |
| ACRE v1 prol | 133 | 19 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Chômage + ACRE | 22 | 14 | 3 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 2 718 | 4 394 | 4 854 | 3 751 | 2 383 | 1 363 | 1 454 | 1 698 |

L'exonération dans le cadre de l'ACRE ne concerne que les régimes de retraite de base et d'invalidité-décès. On remarque une diminution des premières exonérations depuis 2019 puis une disparition des prolongations supprimées par la réglementation.

À terme, le poids financier de ces exonérations devrait diminuer, le stock de droits gratuits validés à ce titre étant cependant incompressible, sauf réforme entre-temps qui modifierait la règle du maintien intégral des droits à retraite de base malgré l'exonération.

53.

54. [réservés]

CHAPITRE 2. DONNÉES DE CHAQUE RÉGIME

A. LE RÉGIME DE RETRAITE DE BASE

55. Régime de base : chiffres clés

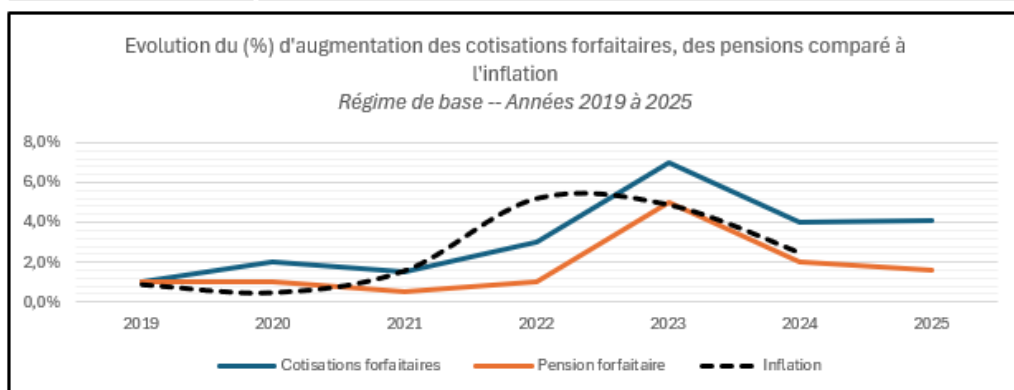
| REGIME DE BASE | | | | | | |
|---|----------------------|---------------|--------------------|---------------|---------------------|----------------|
| Objet | 2024 | | 2023 | | 2022 | |
| Cotisations | 306 622 518 | 9,4% | 280 229 214 | -0,2% | 280 880 459 | 18,9% |
| Contribution équivalente | 110 748 136 | 1,9% | 108 661 570 | -1,1% | 109 823 824 | 9,3% |
| Droits de plaidoirie | 4 673 876 | -1,7% | 4 756 423 | 5,9% | 4 489 315 | -5,3% |
| Recours contre tiers | 178 125 | 779,8% | 20 245 | 100,0% | - | -100,0% |
| Compensation - Remboursement | 191 306 | -27,4% | 263 683 | -91,6% | 3 152 833 | 100,0% |
| Reprises sur provisions | 3 919 864 | -70,6% | 13 336 193 | -20,7% | 16 823 725 | -45,5% |
| Autres produits | 752 524 | -60,0% | 1 880 476 | 164,4% | 711 168 | 1051,9% |
| Produits de gestion technique | 427 086 349 | 4,4% | 409 147 805 | -1,6% | 415 881 324 | 11,6% |
| Prestations | 243 162 451 | 6,6% | 228 027 079 | 9,4% | 208 413 323 | 4,3% |
| Compensation | 109 724 509 | 6,2% | 103 356 907 | 4,4% | 99 040 833 | -1,8% |
| Dotation AS | 861 929 | 9,4% | 787 954 | -0,7% | 793 574 | 32,6% |
| Admissions en non valeurs | 3 077 395 | 90,3% | 1 617 201 | 22,6% | 1 319 094 | 18,2% |
| Exonérations et remises sur créances | 6 594 079 | 3,8% | 6 349 735 | 9,3% | 5 811 584 | -3,7% |
| Dotations aux provisions | 1 487 442 | 7,4% | 1 385 329 | -92,9% | 19 623 070 | -30,2% |
| Autres charges | 575 816 | 62,6% | 354 095 | 6,5% | 332 603 | -61,5% |
| Charges de gestion technique | 365 483 621 | 6,9% | 341 878 300 | 2,0% | 335 334 081 | -0,7% |
| Excédent de gestion technique | 61 602 728 | -8,4% | 67 269 505 | -16,5% | 80 547 242 | 130,2% |
| Excédent de gestions financière et immobilière | 48 445 664 | 41,5% | 34 232 757 | 190,5% | - 37 810 019 | -216,9% |
| Frais de fonctionnement | - 5 928 412 | 3,3% | - 6 131 113 | -8,4% | - 5 653 558 | -11,5% |
| Excédent net mis en réserves | 104 119 980 | 9,2% | 95 371 149 | 157,2% | 37 083 665 | -40,5% |
| Réserves | 1 039 685 783 | 11,1% | 935 565 803 | 11,4% | 840 194 653 | 4,6% |
| Report à nouveau au 01/01 | 127 102 991 | -10,2% | 141 612 701 | 1,8% | 139 140 509 | -14,3% |
| Cotisations, contributions et droits de plaidoirie appelés | 422 044 530 | 7,2% | 393 647 208 | -0,4% | 395 193 597 | 15,7% |
| Admissions en non-valeur, exonérations et remises | 9 671 474 | 21,4% | 7 966 936 | 11,7% | 7 130 677 | -0,3% |
| Cotisations, contributions et droits de plaidoirie encaissés | 424 306 845 | 6,0% | 400 189 982 | 3,8% | 385 590 728 | 7,8% |
| Cotisations, contributions et droits de plaidoirie restant dus | 115 169 203 | -9,4% | 127 102 991 | -10,2% | 141 612 701 | 1,8% |
| Prestations versées | 243 162 451 | 6,6% | 228 027 079 | 9,4% | 208 413 323 | 4,3% |
| Transferts inter-régimes | 109 533 203 | 6,2% | 103 093 224 | 7,5% | 95 888 000 | -5,0% |
| Revenus des placements financiers et immobiliers | 48 445 664 | 41,5% | 34 232 757 | 190,5% | - 37 810 019 | -216,9% |
| Excédent de gestion technique | 61 602 728 | -8,4% | 67 269 505 | -16,5% | 80 547 242 | 130,2% |
| Frais de fonctionnement | 5 928 412 | -3,3% | 6 131 113 | 8,4% | 5 653 558 | 11,5% |
| Investissements | 717 113 | 3,9% | 689 929 | -12,6% | 789 432 | -31,8% |
| Excédent mis en réserves | 104 119 980 | 9,2% | 95 371 149 | 157,2% | 37 083 665 | -40,5% |
| Réserves au 31/12 | 1 039 685 783 | 11,1% | 935 565 803 | 11,4% | 840 194 653 | 4,6% |
| Réserves au 31/12 exprimées en années de prestations | 4,3 | 4,2% | 4,1 | 1,8% | 4,0 | 0,3% |

56. Commentaires

- hausse des cotisations et de la contribution équivalente, baisse des droits de plaidoirie encaissés, dont le montant est plus élevé qu'en 2022 cependant.
- Diminution des reprises sur provisions, qui restent cependant significatives (les provisions avaient fortement augmenté en 2020 et 2021 en raison du ralentissement des encaissements sur l'arriéré puis de la suspension du recouvrement forcé durant la crise sanitaire et des taxations tardives réalisées fin 2020 et en 2021). La relance du calendrier de recouvrement, progressive, a maintenu une reprise significative des provisions précédemment constituées. Pour le calcul précis des dotations aux provisions et des reprises, cf. le rapport comptable 2024.
- Les prestations augmentent de façon significative, essentiellement les droits directs, avec un nombre de liquidations toujours croissant, en corrélation avec la pyramide des âges ; l'effet de la réforme des retraites n'est pas marquant, les avocats faisant liquider leurs droits en moyenne plusieurs années après l'âge légal. Le montant total versé est aussi la résultante de l'augmentation des pensions de base en 2024.
- La compensation démographique, que seul supporte le régime de base, poursuit sa pente ascendante, sous réserve des ajustements ultérieurs (+6,2%).
- La diminution des excédents de gestion technique est largement compensée par l'amélioration des rendements financiers, le solde net mis en réserve étant en augmentation de 9,2%.
- Le total des réserves est stable en années de prestations, à 4,3 années.

56 bis. L'augmentation des pensions et des cotisations du régime de base

| Régime de base | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|--------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Cotisations forfaitaires | 1,0% | 2,0% | 1,5% | 3,0% | 7,0% | 4,0% | 4,1% |
| Pension forfaitaire | 1,0% | 1,0% | 0,5% | 1,0% | 5,0% | 2,0% | 1,6% |
| Inflation | 0,9% | 0,5% | 1,6% | 5,2% | 4,9% | 2,5% | |

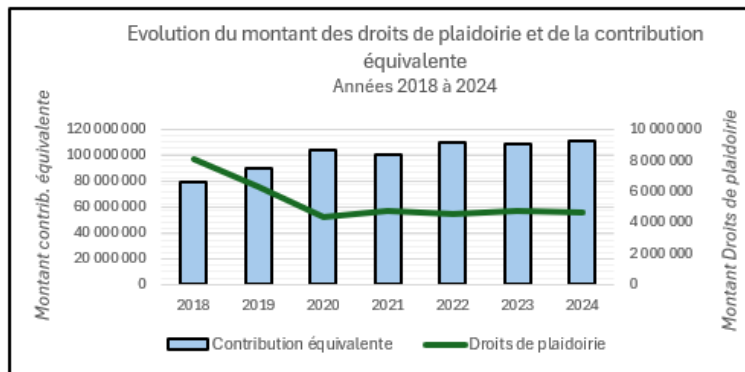


57. Les droits de plaidoirie et la contribution équivalente

Depuis la réforme de 2015 le droit de plaidoirie est payé directement à la CNBF et non plus par l'intermédiaire des Barreaux. La fin de la prise en charge du droit par la Chancellerie en 2011 a initié une période de baisse relativement continue des encaissements de droits de plaidoirie, dont la part dans le financement du régime de retraite de base est décroissante.

Les campagnes de sensibilisation des bâtonniers et des avocats (courtes vidéos explicatives diffusées à toute la profession, sur le site internet et aux Bâtonniers), n'ont pas à ce jour suffi à renverser la tendance. Pourtant, le Droit de plaidoirie est un outil de solidarité, contrepartie historique de la participation de l'avocat au service public de la Justice.

| Année | Contribution équivalente | Droits de plaidoirie |
|-------|--------------------------|----------------------|
| 2018 | 79 070 498 | 8 099 405 |
| 2019 | 89 156 629 | 6 327 331 |
| 2020 | 103 541 759 | 4 284 664 |
| 2021 | 100 450 072 | 4 740 249 |
| 2022 | 109 823 824 | 4 489 315 |
| 2023 | 108 661 570 | 4 756 423 |
| 2024 | 110 748 136 | 4 673 876 |



58. Rachats au titre de périodes d'études et d'années incomplètes

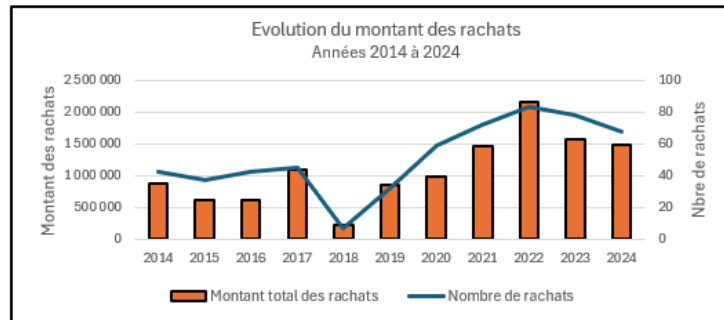
Au titre du seul régime de retraite de base, le code de la sécurité sociale prévoit en ses articles L.653-5 et D.653-2 la possibilité de rachat d'années d'études auprès de la CNBF, à la condition que l'intéressé n'ait pas relevé d'un autre régime entre la date de son dernier diplôme sanctionnant un cycle d'études et celle de son inscription au Barreau. Le rachat est également possible pour compléter une année civile incomplète.

Le barème des rachats est publié chaque année par arrêté ministériel et varie selon les professions et les régimes. Bien entendu, le rachat est beaucoup plus onéreux en fin de carrière qu'en début. En outre, les rachats peuvent concerner le rachat de trimestres au titre de la seule ouverture du droit, ou le rachat de trimestres au titre de l'ouverture et du calcul de la retraite de base.

Le nombre a sensiblement augmenté depuis 2020, diminue encore en 2024, mais reste globalement très faible, compte tenu de leur coût et de l'âge auquel les avocats s'intéressent au sujet. Le barème des rachats est en effet progressif en fonction de l'âge. Il n'a pas évolué depuis de nombreuses années cependant (2011).

Evolution annuelle :

| Année | Nombre de rachats | Montant total des rachats |
|-------|-------------------|---------------------------|
| 2014 | 42 | 885 111 |
| 2015 | 37 | 620 386 |
| 2016 | 42 | 609 463 |
| 2017 | 45 | 1 094 198 |
| 2018 | 7 | 215 402 |
| 2019 | 32 | 846 564 |
| 2020 | 59 | 982 615 |
| 2021 | 72 | 1 446 715 |
| 2022 | 83 | 2 155 632 |
| 2023 | 78 | 1 573 233 |
| 2024 | 67 | 1 488 894 |



59. La compensation démographique nationale vieillesse

Instituée par la loi du 24 décembre 1974, la compensation démographique entre régimes d'assurance vieillesse de base est régie par les articles L. 134-1 et L. 134-2 du Code de la sécurité sociale. La compensation concerne les régimes obligatoires, autres que les régimes complémentaires, comportant un effectif minimum.

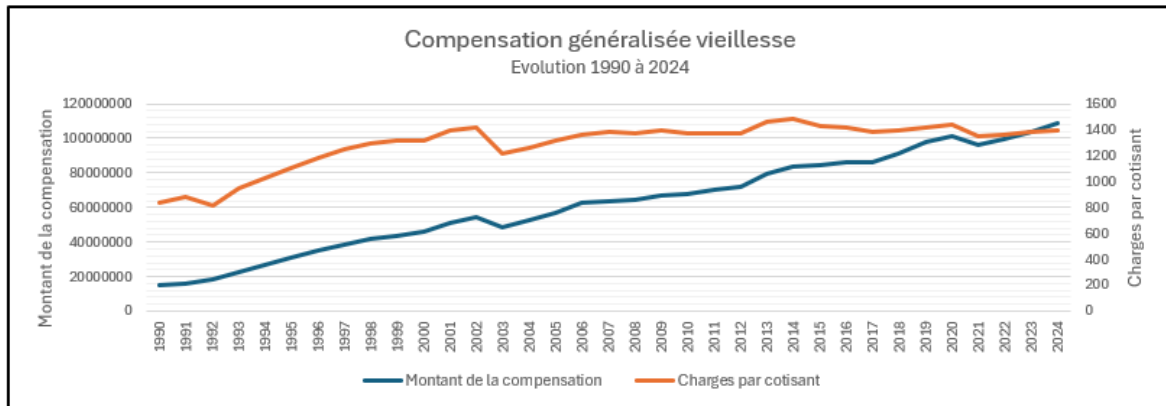
Elle porte sur les charges de l'assurance vieillesse au titre des droits propres et tend à remédier aux inégalités provenant des déséquilibres démographiques et des disparités de capacités contributives entre les différents régimes. Toutefois, selon les textes, tant que les capacités contributives de l'ensemble des non-salariés ne pourront être définies dans les mêmes conditions que celles des salariés, la compensation aura uniquement pour objet de remédier aux déséquilibres démographiques.

Elle est calculée sur la base d'une prestation de référence commune à tous les régimes et d'une cotisation moyenne d'équilibre versée par les actifs de ces mêmes régimes. Cette compensation généralisée organise des transferts financiers (articles D. 134-3 du Css) entre 6 grands groupes dont la résultante est nulle : sur la base d'une prestation minimum commune à tous les régimes sont prises en compte les facultés contributives de chacun sur le seul critère de leur rapport démographique : nombre d'actifs cotisants / nombre de retraités de droit direct.

Les régimes qui ont un bon rapport démographique payent pour ceux dont le rapport est dégradé. Ainsi, 3 régimes sont créditeurs et reçoivent (exploitants agricoles, commerçants et artisans) et 3 régimes sont débiteurs et versent (les professions libérales, les avocats et l'ensemble des salariés).

Évolution du montant versé par le régime de base de la CNBF depuis 1990 (page suivante)

| Désignation | 1990 | 1995 | 2000 | 2005 | 2010 | 2015 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Cotisants | 17 803 | 28 257 | 35 087 | 43 639 | 49 434 | 59 112 | 70 312 | 71 258 | 72 987 | 74 921 | 78 047 |
| % période | - | 58,7% | 24,2% | 24,4% | 13,3% | 19,6% | 18,9% | 1,3% | 2,4% | 2,6% | 4,2% |
| % cumul | - | 58,7% | 97,1% | 145,1% | 177,7% | 232,0% | 294,9% | 300,3% | 310,0% | 320,8% | 338% |
| Bénéficiaires | 2 840 | 4 407 | 4 766 | 4 819 | 5 912 | 9 140 | 12 675 | 13 395 | 13 971 | 14 609 | 16 806 |
| % période | - | 55,2% | 8,1% | 1,1% | 22,7% | 54,6% | 38,7% | 5,7% | 4,3% | 4,6% | 15% |
| % cumul | - | 55,2% | 67,8% | 69,7% | 108,2% | 221,8% | 346,3% | 371,7% | 391,9% | 414,4% | 492% |
| Compensation (M€) | 14,8 | 31,2 | 46,3 | 57,3 | 68,0 | 84,3 | 100,9 | 95,8 | 99,4 | 103,7 | 108,8 |
| % période | - | 110,8% | 48,2% | 23,8% | 18,6% | 24,0% | 19,7% | -5,0% | 3,7% | 4,4% | 4,9% |
| % cumul | - | 110,8% | 212,4% | 286,8% | 358,9% | 469,0% | 581,3% | 547,1% | 570,8% | 600,3% | 635% |
| Charge / cotisant (€) | 832 | 1 105 | 1 319 | 1 313 | 1 375 | 1 426 | 1 435 | 1 345 | 1 361 | 1 384 | 1 394 |
| % période | - | 32,8% | 19,3% | -0,4% | 4,7% | 3,7% | 0,7% | -6,3% | 1,2% | 1,7% | 0,7% |
| % cumul | - | 32,8% | 58,5% | 57,8% | 65,3% | 71,4% | 72,5% | 61,7% | 63,6% | 66,4% | 68% |



À noter : les effectifs pris en compte pour le calcul de la compensation sont déterminés au 30/06 de chaque année et excluent d'une part les cotisants des DOM et d'autre part les cotisants exonérés à 100%.

L'annexe montre l'évolution de l'effort de la profession au titre de ce système et rappelle quels sont les autres régimes contributeurs et bénéficiaires.

- 60. Réserve
- 61. Réserve
- 62. Réserve
- 63. Réserve
- 64. Réserve

B. LE REGIME DE RETRAITE COMPLEMENTAIRE

65. Régime de retraite complémentaire : chiffres clés

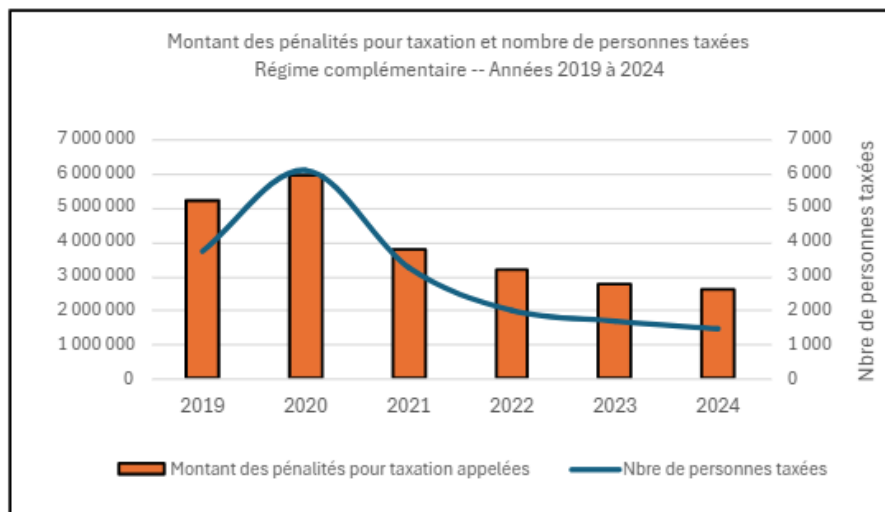
| REGIME COMPLEMENTAIRE | | | | | | |
|---|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|-----------------|
| Objet | 2024 | | 2023 | | 2022 | |
| Cotisations | 455 905 694 | 14,3% | 398 719 676 | -1,0% | 402 630 327 | 34,8% |
| Contribution équivalente | - | - | - | - | - | - |
| Droits de plaidoirie | - | - | - | - | - | - |
| Recours contre tiers | - | - | - | - | - | - |
| Compensation | - | - | - | - | - | - |
| Reprises sur provisions | 3 420 998 | -72,5% | 12 440 970 | 614,9% | 1 740 276 | -96,2% |
| Autres produits | 0 | -100,0% | 63 655 | 100,0% | - | - |
| Produits de gestion technique | 459 326 691 | 11,7% | 411 224 301 | 1,7% | 404 370 602 | 17,4% |
| Prestations | 299 848 361 | 4,6% | 286 691 363 | 5,2% | 272 505 505 | 3,5% |
| Compensation | 0 | - | - | - | - | - |
| Dotations AS | 925 421 | 16,3% | 796 001 | 0,7% | 790 267 | 15,6% |
| Admissions en non valeurs | 3 113 375 | 108,3% | 1 494 816 | 20,8% | 1 237 747 | 14,0% |
| Exonérations et remises sur créances | 878 335 | 11,9% | 785 036 | -4,7% | 823 608 | 23,8% |
| Dotations aux provisions | 4 341 556 | -52,8% | 9 189 781 | -93,8% | 147 629 681 | 902,3% |
| Autres charges | 18 567 | -5,3% | 19 604 | -83,8% | 121 171 | 437,2% |
| Charges de gestion technique | 309 125 614 | 3,4% | 298 976 601 | -29,3% | 423 107 980 | 50,9% |
| Excédent de gestion technique | 150 201 077 | 33,8% | 112 247 700 | 699,1% | - 18 737 377 | - 129,2% |
| Excédent de gestions financière et immobilière | 117 044 694 | 41,1% | 82 963 762 | 219,3% | - 69 553 819 | - 164,7% |
| Frais de fonctionnement | - 5 876 848 | - 12,3% | - 5 235 161 | 2,3% | - 5 358 423 | - 4,6% |
| Excédent net mis en réserves | 261 368 924 | 37,6% | 189 976 301 | 302,9% | - 93 649 620 | - 156,3% |
| Réserves | 1 981 446 042 | 15,2% | 1 720 077 118 | 12,4% | 1 530 100 817 | - 5,8% |
| Report à nouveau au 01/01 | 142 226 702 | - 6,4% | 152 032 761 | - 1,7% | 154 735 590 | - 9,4% |
| Cotisations, contributions et droits de plaidoirie appelés | 455 905 694 | 14,3% | 398 719 676 | -1,0% | 402 630 327 | 34,8% |
| Admissions en non-valeur, exonérations et remises | 3 991 710 | 75,1% | 2 279 852 | 10,6% | 2 061 355 | 17,7% |
| Cotisations, contributions et droits de plaidoirie encaissés | 451 212 764 | 11,1% | 406 245 884 | 0,7% | 403 271 801 | 28,7% |
| Cotisations, contributions et droits de plaidoirie restant dus | 142 927 921 | 0,5% | 142 226 702 | - 6,4% | 152 032 761 | - 1,7% |
| Prestations versées | 299 848 361 | 4,6% | 286 691 363 | 5,2% | 272 505 505 | 3,5% |
| Transferts inter-régimes | - | - | - | - | - | - |
| Revenus des placements financiers et immobiliers | 117 044 694 | 41,1% | 82 963 762 | 219,3% | - 69 553 819 | - 164,7% |
| Excédent de gestion technique | 150 201 077 | 33,8% | 112 247 700 | 699,1% | - 18 737 377 | - 129,2% |
| Frais de fonctionnement | 5 876 848 | 12,3% | 5 235 161 | -2,3% | 5 358 423 | 4,6% |
| Investissements | 541 092 | -52,3% | 1 134 436 | 159,7% | 436 845 | 167,5% |
| Excédent mis en réserves | 261 368 924 | 37,6% | 189 976 301 | 302,9% | - 93 649 620 | - 156,3% |
| Réserves au 31/12 | 1 981 446 042 | 15,2% | 1 720 077 118 | 12,4% | 1 530 100 817 | - 5,8% |
| Réserves au 31/12 exprimées en années de prestations | 6,6 | 10,1% | 6,0 | 6,9% | 5,6 | - 9,0% |

Il faut souligner, outre les phénomènes constatés sur les comptes consolidés :

- Une hausse significative des cotisations émises, due à l'augmentation des effectifs et des assiettes de référence, ainsi qu'à l'évolution des taux de cotisations conformément à la réforme de 2015. Ceci malgré la poursuite de la baisse des taxations pour non-déclaration.

Ci-dessous le montant de pénalités pour taxation créées chaque année (en milliers d'euros) et le nombre de personnes taxées, qui a fortement diminué également :

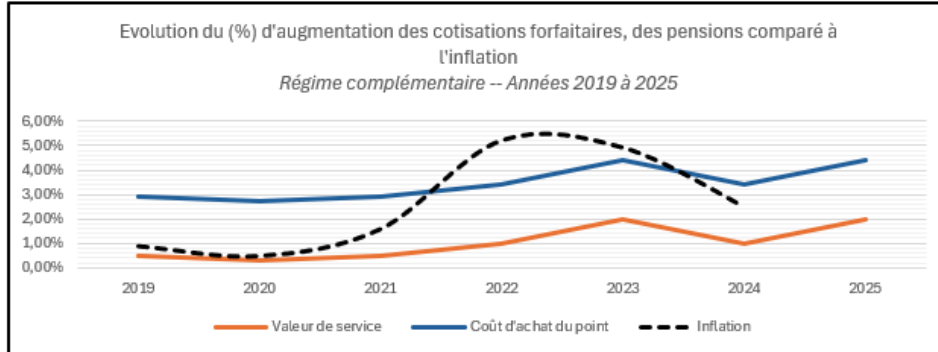
| Année | Nombre de personnes taxées | Montant des pénalités pour taxation appelées |
|-------|----------------------------|--|
| 2019 | 3 727 | 5 186 361 |
| 2020 | 6 097 | 5 936 338 |
| 2021 | 3 243 | 3 792 391 |
| 2022 | 1 995 | 3 187 349 |
| 2023 | 1 680 | 2 789 013 |
| 2024 | 1 458 | 2 583 100 |



- Reprises sur provisions : les reprises ont nettement diminué, par rapport à l'augmentation forte en 2023, suite prévisible du retour progressif à la normale du calendrier de recouvrement, suspendu et puis ralenti durant les années Covid 2020 et 2021.
- Une hausse des prestations toujours soutenue, compte tenu de l'augmentation continue du nombre de retraités et de la revalorisation de la valeur de service du point en 2024.
- Le montant global des cotisations reste supérieur au montant total des pensions versées, le montant des provisions a fortement chuté (les sommes revendiquées par la caisse des anciens avoués de Cour avaient déjà été provisionnées), ce qui conduit à une forte hausse de l'excédent technique, auquel s'ajoutent des produits financiers de nouveau en hausse significative.
- Le montant des restes à recouvrer poursuit sa pente descendante (-6,4%).
- Niveau toujours soutenu des produits de placements financiers, à la mesure de l'augmentation des réserves.
- Le nombre d'années de prestations est en légère augmentation à 6,6%.

66. L'augmentation des pensions et des cotisations du régime complémentaire

| Régime complémentaire | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|-----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Valeur de service | 0,50% | 0,30% | 0,50% | 1,00% | 2,00% | 1,00% | 2,00% |
| Coût d'achat du point | 2,90% | 2,70% | 2,90% | 3,40% | 4,40% | 3,40% | 4,40% |
| Inflation | 0,90% | 0,50% | 1,60% | 5,20% | 4,90% | 2,50% | |

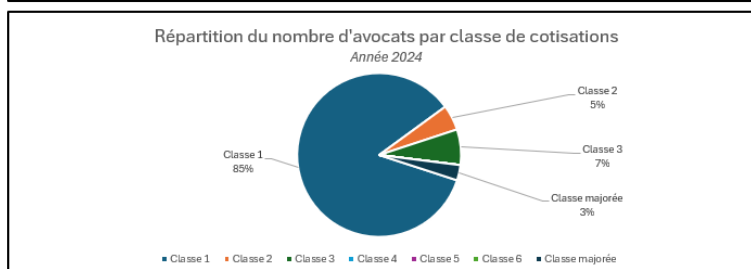
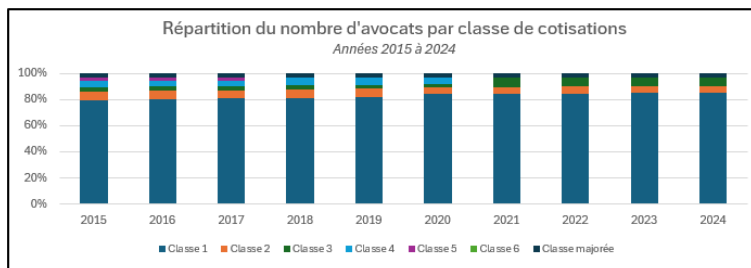


67. Les classes de cotisations

Avec l'entrée en vigueur de la réforme du régime en 2015, les classes optionnelles telles que précédemment définies ont disparu.

Durant une période transitoire de 15 années, le cotisant peut cependant choisir librement de cotiser au-delà du taux minimum requis, lequel va progressivement – dans le même temps – atteindre le taux de la classe 5. Le calendrier de la réforme progressive se poursuivant, 3 classes de cotisations sont proposées aux cotisants (cf. Barème en annexe du présent rapport).

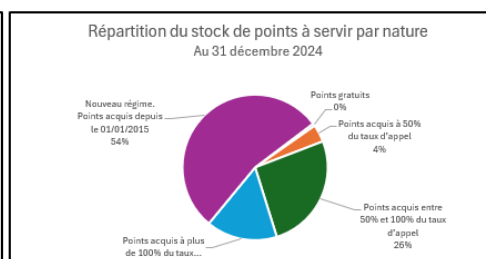
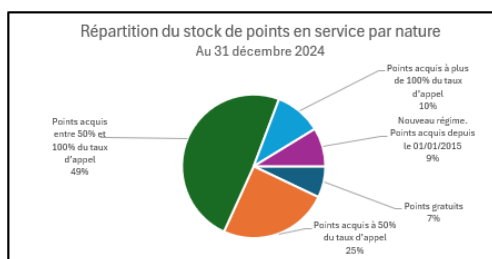
| Année | Classe 1 | Classe 2 | Classe 3 | Classe 4 | Classe 5 | Classe 6 | Classe majorée | Ensemble |
|-------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------------|----------|
| 2015 | 52 384 | 4 243 | 1 987 | 3 546 | 1 412 | | 2 065 | 65 637 |
| 2016 | 54 367 | 4 335 | 2 074 | 3 197 | 1 463 | | 2 102 | 67 538 |
| 2017 | 56 259 | 4 302 | 2 184 | 3 004 | 1 496 | | 2 100 | 69 345 |
| 2018 | 57 286 | 4 615 | 2 152 | 4 249 | 0 | | 2 146 | 70 448 |
| 2019 | 59 735 | 4 597 | 2 105 | 4 108 | 0 | | 2 064 | 72 609 |
| 2020 | 58 760 | 3 423 | 1 949 | 3 725 | 0 | | 1 899 | 69 756 |
| 2021 | 60 776 | 3 997 | 5 527 | 6 | 0 | | 1 942 | 73 508 |
| 2022 | 62 512 | 3 901 | 5 431 | 4 | 0 | | 2 018 | 75 165 |
| 2023 | 63 984 | 3 874 | 5 386 | 0 | 0 | | 2 157 | 76 731 |
| 2024 | 65 145 | 3 830 | 5 387 | 0 | 0 | 0 | 2 319 | 78 047 |



68. Les engagements du régime de retraite complémentaire : stocks de points en service et à servir

Le nombre total de points était ainsi réparti au 31 décembre 2024 :

| Nature | Points liquidés | | Points non liquidés | |
|--|--------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Nombre | (%) | Nombre | (%) |
| Points gratuits | 18 412 237 | 7,1% | 2 908 610 | 0,6% |
| Points acquis à 50% du taux d'appel | 64 610 844 | 24,8% | 19 382 642 | 3,9% |
| Points acquis entre 50% et 100% du taux d'appel | 127 746 956 | 48,9% | 130 265 687 | 26,0% |
| Points acquis à plus de 100% du taux d'appel | 27 470 883 | 10,5% | 79 281 378 | 15,8% |
| Nouveau régime. Points acquis depuis le 01/01/2015 | 22 742 896 | 8,7% | 269 195 852 | 53,7% |
| Total | 260 983 816 | 100,0% | 501 034 169 | 100,0% |



C. LE MONTANT DES RETRAITES : RÉGIMES DE BASE ET COMPLÉMENTAIRE

69. Montants des retraites : retraite de base & complémentaire, moyenne, médiane

Si l'on considère les carrières complètes (pour lesquelles la pension de retraite de base est du montant maximum, mais concerne un effectif réduit de la population des retraités, alors que les pensions de base proportionnelles sont une large majorité, les avocates et avocats concernés ayant eu une carrière avant ou après leur carrière d'avocat), le montant moyen d'une pension en cours de service (toutes classes d'âges confondues) était de 51.300 € en décembre 2024, 17.938 € en cas de carrière partielle d'avocat.

| | | | Femmes | Hommes | Ensemble |
|---|-------------------|--------|-------------|-------------|-------------|
| Bénéficiaires d'une retraite de base < 18.665 / an | Effectif | | 5 231 | 5 460 | 10 691 |
| | Brut annuel RB+RC | Global | 95 831 227 | 95 943 928 | 191 775 155 |
| | | Moyen | 18 320 | 17 572 | 17 938 |
| | | Médian | 16 741 | 17 649 | 17 248 |
| Bénéficiaires d'une retraite de base >= 18.665 / an | Effectif | | 1 462 | 4 198 | 5 660 |
| | Brut annuel RB+RC | Global | 55 683 594 | 234 672 851 | 290 356 444 |
| | | Moyen | 38 087 | 55 901 | 51 300 |
| | | Médian | 32 774 | 52 170 | 47 712 |
| Ensemble | Effectif | | 6 693 | 9 658 | 16 351 |
| | Brut annuel RB+RC | Global | 151 514 821 | 330 616 779 | 482 131 599 |
| | | Moyen | 22 638 | 34 232 | 29 486 |
| | | Médian | 20 482 | 30 766 | 25 059 |

Réversions :

| | | | Femmes | Hommes | Ensemble |
|---|-------------------|--------|------------|-----------|------------|
| Bénéficiaires d'une retraite de base < 18.665 / an | Effectif | | 3 583 | 359 | 3 942 |
| | Brut annuel RB+RC | Global | 54 939 519 | 3 083 301 | 58 022 820 |
| | | Moyen | 15 333 | 8 589 | 14 719 |
| | | Médian | 12 513 | 7 914 | 11 917 |
| Bénéficiaires d'une retraite de base >= 18.665 / an | Effectif | | | 21 | 21 |
| | Brut annuel RB+RC | Global | | 657 827 | 657 827 |
| | | Moyen | | 31 325 | 31 325 |
| | | Médian | | 29 643 | 29 643 |
| Ensemble | Effectif | | 3 583 | 380 | 3 963 |
| | Brut annuel RB+RC | Global | 54 939 519 | 3 741 128 | 58 680 647 |
| | | Moyen | 15 333 | 9 845 | 14 807 |
| | | Médian | 12 513 | 8 263 | 11 973 |

Rappelons que, créé en 1979, le régime de retraite complémentaire est tout juste à maturité : peu de pensionnés ont une carrière complète en retraite complémentaire, si l'on considère qu'une carrière complète n'est atteinte qu'après un minimum de 40 années de cotisations.

À titre comparatif, le montant moyen d'une retraite en France, base + complémentaire, était en 2022 de 1.661 € brut mensuels (DRESS Les retraités et les retraites – Édition 2024 p. 12).

Dans le régime général également, en 2021, la pension moyenne des femmes est inférieure de 38% à celle des hommes (1.268 € / 2.050 €) Ce taux était de 50% en 2004 et serait en baisse continue (ibid.).

La différence hommes femmes est moins importante pour les avocats, effet de la solidarité du régime de base forfaitaire : la pension des femmes avocates est inférieure de 31% - pour une carrière complète – à celle des hommes.

*

D. LES RÉGIMES D'INVALIDITE-DECES et D'ACTION SOCIALE

72

70. Les chiffres essentiels

| REGIME D'INVALIDITE-DECES | | | | | | |
|---|--------------------|----------------|--------------------|----------------|--------------------|-----------------|
| Objet | 2024 | | 2023 | | 2022 | |
| Cotisations | 22 099 465 | 5,5% | 20 947 231 | 4,5% | 20 043 804 | 5,4% |
| Contribution équivalente | 0 | - | - | - | - | - |
| Droits de plaidoirie | 0 | - | - | - | - | - |
| Recours contre tiers | 0 | -100,0% | 10 479 | -94,3% | 182 333 | 65,8% |
| Compensation | 0 | - | - | - | - | - |
| Reprises sur provisions | 330 268 | 2197,7% | 14 374 | -99,0% | 1 494 724 | 178,1% |
| Autres produits | 0 | - | - | -100,0% | 1 020 | 1249,5% |
| Produits de gestion technique | 22 429 732 | 7,0% | 20 972 083 | -3,5% | 21 721 881 | 10,5% |
| Prestations | 23 912 787 | 8,9% | 21 955 852 | 16,4% | 18 864 600 | 27,1% |
| Compensation | 0 | - | - | - | - | - |
| Dotation AS | 45 520 | -62,3% | 120 588 | 100,0% | - | - |
| Admissions en non valeurs | 48 034 | 62,9% | 29 483 | 16,8% | 25 247 | 29,8% |
| Exonérations et remises sur créances | 189 214 | 2,1% | 185 389 | 7,7% | 172 078 | -5,7% |
| Dotations aux provisions | 0 | -100,0% | 210 129 | 46,1% | 143 792 | -83,7% |
| Autres charges | 41 071 | 852,0% | 4 314 | 131,7% | 1 862 | -52,0% |
| Charges de gestion technique | 24 236 625 | 7,7% | 22 505 755 | 17,2% | 19 207 581 | 20,5% |
| Excédent de gestion technique | - 1 806 893 | -17,8% | - 1 533 671 | -161,0% | 2 514 301 | -32,5% |
| Excédent de gestions financière et immobilière | 1 126 666 | -29,1% | 1 588 637 | 132,2% | - 4 930 228 | -4236,6% |
| Frais de fonctionnement | - 291 736 | -14,5% | - 254 717 | -17,6% | - 216 540 | -4,7% |
| Excédent net mis en réserves | - 971 963 | -386,6% | - 199 751 | 92,4% | - 2 632 467 | -172,4% |
| Réserves | 59 621 312 | -1,6% | 60 593 275 | -0,3% | 60 793 026 | -4,2% |
| Report à nouveau au 01/01 | 3 823 091 | 26,0% | 3 034 350 | -27,5% | 4 186 209 | 23,4% |
| Cotisations, contributions et droits de plaidoirie appelés | 22 099 465 | 5,5% | 20 947 231 | 4,5% | 20 043 804 | 5,4% |
| Admissions en non-valeur, exonérations et remises | 237 247 | 10,4% | 214 872 | 8,9% | 197 326 | -2,3% |
| Cotisations, contributions et droits de plaidoirie encaissés | 21 963 856 | 10,1% | 19 943 618 | -5,0% | 20 998 337 | 16,6% |
| Cotisations, contributions et droits de plaidoirie restant dus | 3 721 452 | -2,7% | 3 823 091 | 26,0% | 3 034 350 | -27,5% |
| Prestations versées | 23 912 787 | 8,9% | 21 955 852 | 16,4% | 18 864 600 | 27,1% |
| Transferts inter-régimes | - | - | - | - | - | - |
| Revenus des placements financiers et immobiliers | | -100,0% | 1 588 637 | 132,2% | - 4 930 228 | -4236,6% |
| Excédent de gestion technique | - 1 806 893 | -17,8% | - 1 533 671 | -161,0% | 2 514 301 | -32,5% |
| Frais de fonctionnement | 291 736 | 14,5% | 254 717 | 17,6% | 216 540 | 4,7% |
| Investissements | - | - | - | - | - | - |
| Excédent mis en réserves | - 971 963 | -386,6% | - 199 751 | 92,4% | - 2 632 467 | -172,4% |
| Réserves au 31/12 | 59 621 312 | -1,6% | 60 593 275 | -0,3% | 60 793 026 | -4,2% |
| Réserves au 31/12 exprimées en années de prestations | 2,5 | -9,7% | 2,8 | -14,4% | 3,2 | -24,6% |

On constate :

- Une augmentation des cotisations liée à l'augmentation continue des effectifs cotisants, et à la poursuite du calendrier de financement de la réforme de 2021.
- Une augmentation du montant total des prestations versées, dont nous verrons qu'elle concerne surtout les indemnités journalières, et particulièrement les durées courtes d'indemnisation.
- Cela conduit au constat d'un déficit structurel du régime, plus attractif pour de courtes périodes d'indemnisation, ce qui impose de mettre en place à court terme des correctifs.
- La situation conduit à une dégradation des réserves, dont le ratio en années de prestations descend à 2,5 années.

L'évolution programmée des cotisations correspond au scénario B3 voté par l'assemblée générale de 2021 :

| | proposition EY | proposition budget CNBF | Scénario B.3 | |
|-------------------------------|-------------------|----------------------------|-------------------|------------------|
| | | | 4 ans ou moins | 5 ans ou plus |
| 2022 | | | | |
| ancienneté inférieure à 5 ans | 58,3 | 58,00 € | | |
| à partir de la 5e année | 145,2 | 145,00 € | 55,0 | 137,0 |
| 2023 | | | | |
| ancienneté inférieure à 5 ans | 61,6 | 62,00 € | 58,3 | 145,2 |
| à partir de la 5e année | 153,4 | 153,00 € | 61,6 | 153,4 |
| 2024 | | | | |
| ancienneté inférieure à 5 ans | 64,9 | 65,00 € | 64,9 | 161,7 |
| à partir de la 5e année | 161,7 | 162,00 € | 68,2 | 169,9 |
| 2025 | | | | |
| ancienneté inférieure à 5 ans | 68,2 | | +13,2€ | +32,9€ |
| à partir de la 5e année | 169,9 | | | |

71. Les prestations du régime invalidité-décès

Régime obligatoire régi par les articles R.653-21 et suivants du code de la sécurité sociale, le régime invalidité-décès est exclusivement financé par des cotisations forfaitaires, versées par les avocats non-salariés et leurs ordres.

Les prestations journalières, versées à compter du 90e jour d'arrêt de travail, représentent l'essentiel des prestations ; les pensions versées après trois années de versement des IJ, en cas d'incapacité permanente médicalement constatée, sont quant à elles versées jusqu'à l'âge de la retraite.

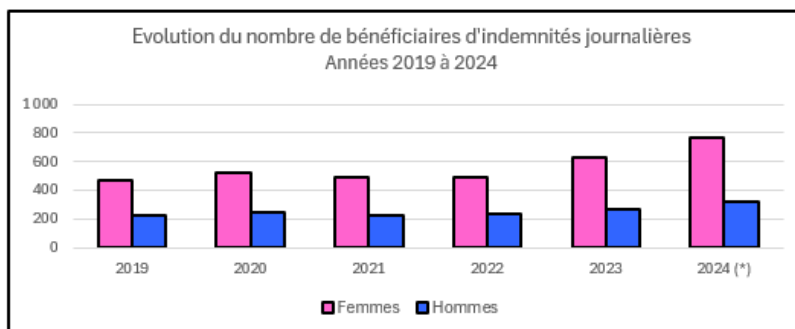
Le capital décès est versé au conjoint survivant ou aux orphelins. Il s'agit d'une somme forfaitaire fixée à 50.000 € quelle que soit la cause du décès.

On observera avec attention dans les prochaines années l'évolution des montants versés au titre des rentes d'invalidité. Le report de l'âge de liquidation des droits à retraite de 62 à 64 ans et l'accélération du processus élevant le nombre de trimestres nécessaires au taux plein en application de la loi du 14 avril 2023, feront supporter plus longtemps aux régimes d'invalidité la charge d'une cessation d'activité avant l'âge de la retraite, pour les affiliés justifiant ne plus pouvoir exercer leur profession pour des raisons médicales.

En l'état, le nombre de bénéficiaires d'IJ au cours d'une année est en augmentation (nombre de personnes ayant perçu entre une journée et 365) :

| Année | Femmes | | Hommes | | Ensemble | |
|----------|----------|-----------|----------|-----------|----------|-----------|
| | Effectif | Variation | Effectif | Variation | Effectif | Variation |
| 2019 | 474 | - | 227 | - | 701 | - |
| 2020 | 524 | 10,5% | 248 | 9,3% | 772 | 10,1% |
| 2021 | 493 | -5,9% | 220 | -11,3% | 713 | -7,6% |
| 2022 | 492 | -0,2% | 234 | 6,4% | 726 | 1,8% |
| 2023 | 629 | 27,8% | 266 | 13,7% | 895 | 23,3% |
| 2024 (*) | 763 | 21,3% | 318 | 19,5% | 1081 | 20,8% |

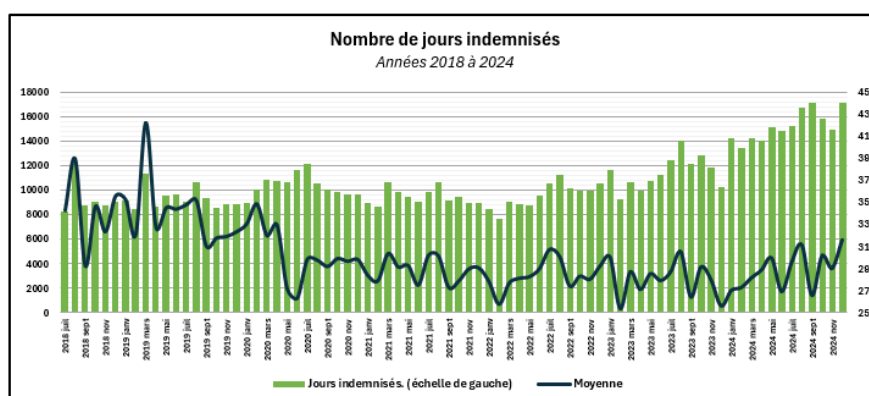
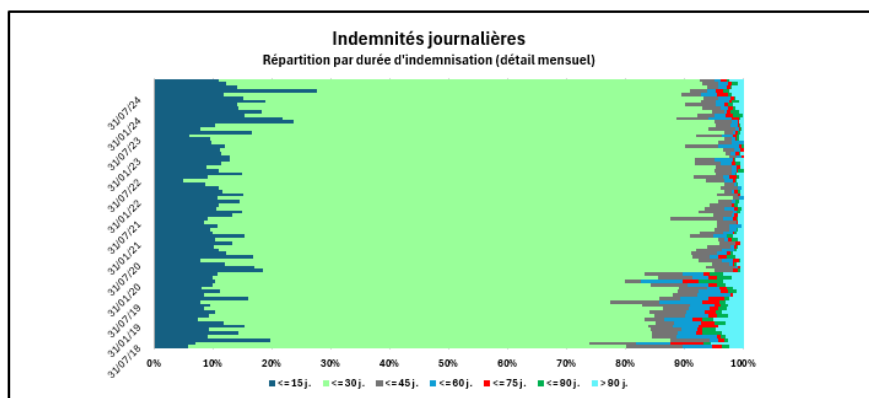
(*) au 31 décembre 2024

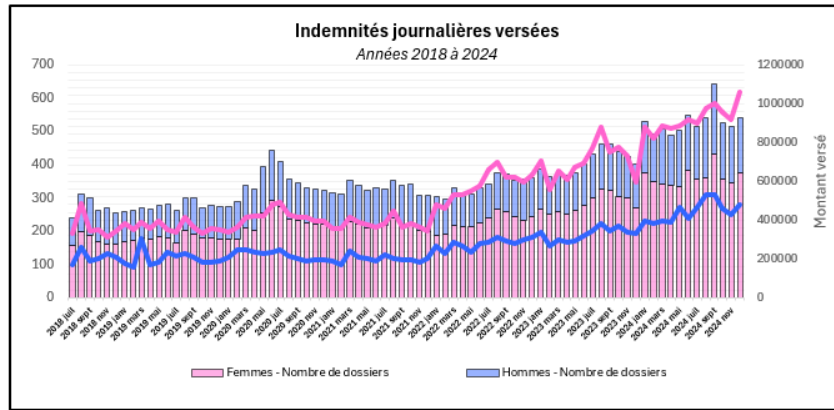
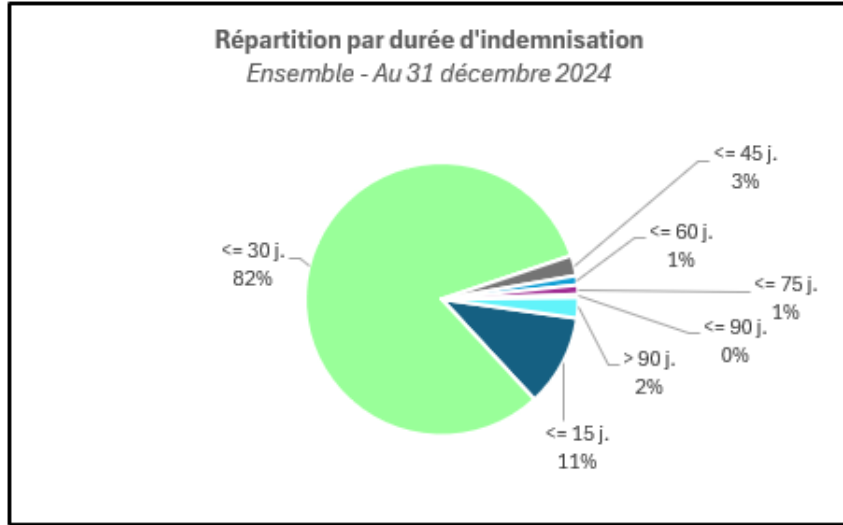


Le vote par l'assemblée générale d'une augmentation de l'IJ à partir du 1^{er} janvier 2022 (de 61 à 90 €) n'a pas immédiatement suscité plus de demandes.

Mais on constate en 2024 comme en 2023 une forte augmentation du nombre de bénéficiaires d'IJ, quelle que soit la durée. Les durées d'indemnisation sont plus courtes en moyenne. Il se peut que l'augmentation de la valeur de l'IJ, amplement justifiée (elle n'avait pas évolué depuis 25 ans), ait rendu plus attractif pour de courtes périodes le fait d'avoir une prescription d'arrêt de travail.

Quoi qu'il en soit, l'augmentation des indemnisations de « courte durée » (après le 90^e jour d'arrêt de travail, le régime n'indemnise pas avant) est très nette depuis 2018 :





Quant aux rentes pour invalidité permanente, leur nombre reste faible et décroît depuis deux ans :

| Année | Effectif | | Montant brut versé | | |
|-------|----------|----------|--------------------|--------------|-------------------|
| | Au 01/01 | Au 31/12 | Nombre paiements | Cumul annuel | Moyenne mensuelle |
| 2019 | 256 | 287 | 3 401 | 2 573 451 | 757 |
| 2020 | 256 | 283 | 3 338 | 2 540 103 | 761 |
| 2021 | 244 | 288 | 3 316 | 2 543 823 | 767 |
| 2022 | 256 | 279 | 3 323 | 2 577 943 | 776 |
| 2023 | 251 | 270 | 3 286 | 2 676 722 | 815 |
| 2024 | 238 | 269 | 3 110 | 2 585 903 | 831 |

72. Régime d'action sociale

REGIME D'ACTION SOCIALE

| Objet | 2024 | | 2023 | | 2022 | |
|---|------------------|----------------|------------------|----------------|------------------|---------------|
| Cotisations | 0 | - | - | - | - | - |
| Contribution équivalente | 0 | - | - | - | - | - |
| Droits de plaidoirie | 0 | - | - | - | - | - |
| Recours contre tiers | 0 | - | - | - | - | - |
| Compensation | 0 | - | - | - | - | - |
| Reprises sur provisions | 0 | - | - | - | - | - |
| Autres produits | 1 832 870 | 7,5% | 1 704 543 | 7,6% | 1 583 841 | 23,6% |
| Produits de gestion technique | 1 832 870 | 7,5% | 1 704 543 | 7,6% | 1 583 841 | 23,6% |
| Prestations | 1 586 473 | 50,1% | 1 057 291 | 42,9% | 739 841 | 12,1% |
| Compensation | 0 | - | - | - | - | - |
| Dotations AS | 0 | - | - | - | - | - |
| Admissions en non valeurs | 0 | - | - | - | - | - |
| Exonérations et remises sur créances | 0 | - | - | - | - | - |
| Dotations aux provisions | 0 | - | - | - | - | - |
| Autres charges | 150 | -12,4% | 171 | 863,6% | 18 | -92,7% |
| Charges de gestion technique | 1 586 623 | 50,0% | 1 057 462 | 42,9% | 739 858 | 12,1% |
| Excédent de gestion technique | 246 247 | - 61,9% | 647 081 | - 23,3% | 843 983 | 35,8% |
| Excédent de gestions financière et immobilière | 208 563 | 282,1% | 54 580 | 127,6% | 23 980 | 40,1% |
| Frais de fonctionnement | - 23 855 | - 2,7% | - 23 218 | - 33,0% | - 17 458 | - 4,9% |
| Excédent net mis en réserves | 430 955 | - 36,5% | 678 443 | - 20,2% | 850 504 | 36,7% |
| Réserves | 7 584 027 | 6,0% | 7 153 073 | 10,5% | 6 474 630 | 15,1% |

| | | | | | | |
|---|------------------|----------------|------------------|----------------|------------------|--------------|
| Report à nouveau au 01/01 | - | - | - | - | - | - |
| Cotisations, contributions et droits de plaidoirie appelés | - | - | - | - | - | - |
| Admissions en non-valeur, exonérations et remises | - | - | - | - | - | - |
| Cotisations, contributions et droits de plaidoirie encaissés | - | - | - | - | - | - |
| Cotisations, contributions et droits de plaidoirie restant dus | - | - | - | - | - | - |
| Prestations versées | 1 586 473 | 50,1% | 1 057 291 | 42,9% | 739 841 | 12,1% |
| Transferts inter-régimes | - | - | - | - | - | - |
| Revenus des placements financiers et immobiliers | 208 563 | 282,1% | 54 580 | 127,6% | 23 980 | 40,1% |
| Excédent de gestion technique | 246 247 | - 61,9% | 647 081 | - 23,3% | 843 983 | 35,8% |
| Frais de fonctionnement | 23 855 | 2,7% | 23 218 | 33,0% | 17 458 | 4,9% |
| Investissements | - | -100,0% | 1 108 | 17,5% | 943 | - 62,9% |
| Excédent mis en réserves | 430 955 | - 36,5% | 678 443 | - 20,2% | 850 504 | 36,7% |
| Réserves au 31/12 | 7 584 027 | 6,0% | 7 153 073 | 10,5% | 6 474 630 | 15,1% |
| Réserves au 31/12 exprimées en années de prestations | 4,8 | - 29,3% | 6,8 | - 22,7% | 8,8 | 2,7% |

La dotation annuelle de ce régime est constituée d'un prélèvement de 0,20 % sur les produits des autres régimes (hors réserves).

Les prestations attribuées par la commission d'aide sociale ont fortement augmenté.

Les prestations versées, à partir de demandes traitées par la commission sociale au cas par cas, ne comprennent pas d'actions collectives ou de prévention.

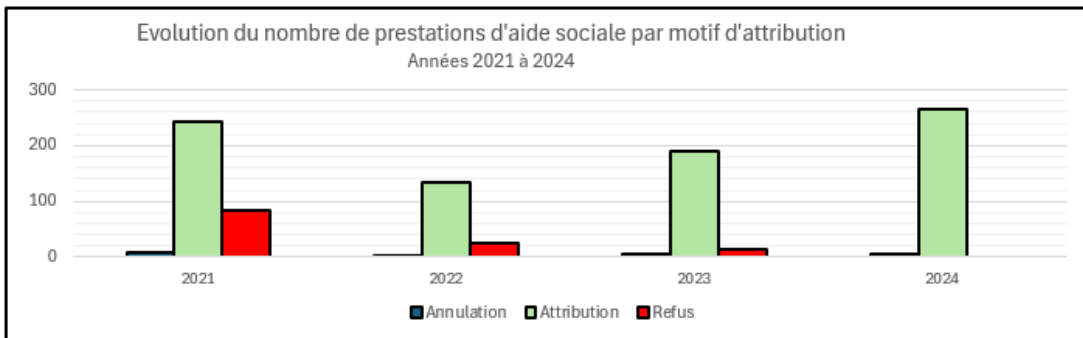
Une réflexion doit être menée pour concevoir ce type d'actions, par exemple pour l'accompagnement du grand âge, de la dépendance et de l'insertion des jeunes avocats en difficulté.

Les chiffres montrent :

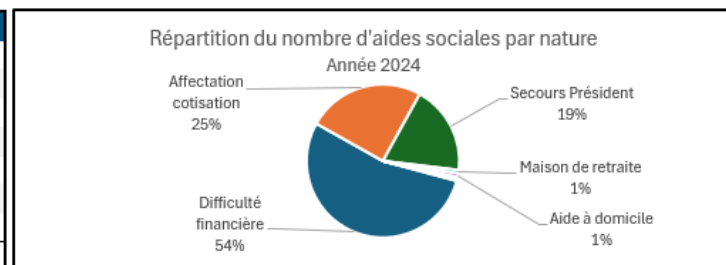
- Une augmentation de la dotation des 3 autres régimes (+7,5%).
- Une augmentation des aides financières (+50%) pour la 2^e année consécutive, conséquence d'une réforme des pratiques de la commission sociale, largement renouvelée en 2023.
- Une augmentation des réserves : +6%, soit moins de 5 ans de prestations, à hauteur de 7,5 millions d'euros.

73. Les prestations d'aide sociale

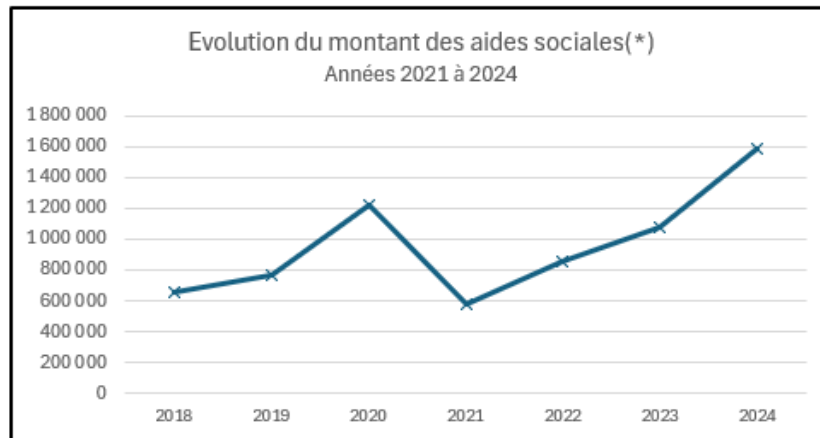
| Décision | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-------------|------|------|-------|------|------|------|------|
| Attribution | 107 | 119 | 14393 | 242 | 133 | 190 | 265 |
| Refus | 40 | 10 | | 85 | 24 | 14 | |
| Annulation | 13 | 6 | 165 | 8 | 2 | 5 | 6 |



| Nature de l'aide | Année 2024 |
|----------------------------|------------|
| Difficulté financière | 143 |
| Affectation cotisation | 66 |
| Secours Président | 50 |
| Maison de retraite | 2 |
| Aide à domicile | 2 |
| Insuffisance de ressources | 1 |
| Divers | 1 |
| Total | 265 |



| Nature de l'aide | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|----------------------------|----------------|----------------|-------------------|----------------|----------------|------------------|------------------|
| Affectation cotisation | 10 000 | 19 561 | 31 692 | 87 527 | 176 109 | 226 978 | 465 075 |
| Aide à domicile | 3 500 | 4 500 | 8 500 | 20 300 | 11 000 | 45 000 | 10 000 |
| Aide Covid | | | 11 244 020 | 107 909 | | | |
| Appareillage | | | | 2 770 | | | |
| Catastrophe naturelle | 25 000 | | | | | | |
| Difficulté financière | 578 621 | 703 950 | 496 447 | 405 698 | 552 533 | 695 752 | 898 761 |
| Divers | 950 | 7 900 | 22 000 | | | 15 000 | 5 723 |
| Etude | 13 500 | 10 744 | 17 063 | | 18 000 | 5 000 | |
| Insuffisance de ressources | 13 833 | 14 000 | 637 000 | 19 000 | 9 000 | 9 000 | 9 000 |
| Maison de retraite | 8 515 | 11 000 | 5 000 | 13 000 | 13 000 | 13 000 | 23 000 |
| Secours Président | | | | 31 100 | 77 914 | 70 177 | 175 326 |
| Total | 653 919 | 771 656 | 12 461 722 | 687 304 | 857 556 | 1 079 907 | 1 586 884 |



(*) Neutralisation des aides Covid

E. AVOCAPI

74. Extinction du régime

L'article 15 de la loi 2008-776 du 4 août 2008 a mis fin à la création de régimes de retraite par capitalisation par les caisses gérant des régimes obligatoires de non-salariés et ouvert la possibilité de transférer les régimes existants vers le secteur assurantiel et mutualiste.

75. Clôture définitive

La CNBF avait décidé en 2010 la fermeture de ce régime facultatif et son transfert vers LPA et la société SOGECAP. Aucune nouvelle adhésion n'a donc été reçue depuis le 1^{er} janvier 2011. Les adhérents ont eu cependant la possibilité de faire procéder au transfert individuel de leurs droits vers un autre régime de leur choix. Le transfert collectif de l'ensemble du portefeuille restant n'a pas été possible en raison du refus d'ORADEA Vie d'accepter un transfert collectif résiduel.

Un audit conclu fin 2016 a recommandé une relance des intéressés pour transferts individuels. Il est apparu clairement que ce n'est qu'à l'issue des transferts individuels que la répartition de l'actif subsistant entre les présents à la clôture du régime pourrait être effectuée.

Fin 2024, tous les comptes avaient été transférés et toutes les primes de fidélité, solute distribuée à la clôture, étaient versées. En 2025, sur approbation des comptes 2024, le régime sera définitivement clos.

*

76.

77.

78.

79. [réservé]

TROISIÈME PARTIE

L'ACTIVITÉ DES SERVICES DE LA CAISSE

Le rapport d'activité remis au Conseil d'administration présente l'activité des services de la CNBF. L'administration de la caisse et son directeur doivent en effet rendre compte de leurs activités au Conseil d'administration, qui a lui-même un droit de regard et de contrôle.

Cette relation par définition constructive n'a pas d'autre but que de contribuer à l'amélioration du service rendu aux ressortissants de la CNBF.

Le temps n'est plus au morcellement des activités, mais au partage des compétences et à la valorisation des responsabilités des femmes et des hommes qui œuvrent en commun aux missions de la Caisse et à leur amélioration permanente.

80. Direction

81. Principaux sujets

Réforme de l'assiette des cotisations

Les textes précisant les conditions de la réforme de l'assiette des cotisations, en principe mise en pratique en 2026 sur les revenus 2025, ont été étudiés ; les points de difficulté ont été répertoriés et communiqués aux autorités compétentes de l'Etat. De même, la CNBF a répondu à la note de cadrage de la DSS transmise à l'ensemble des caisses concernées.

Systèmes d'information – qualité de service

La CNBF a poursuivi l'amélioration de ses systèmes d'information. En premier lieu, le processus de refonte de l'espace personnel a été lancé par une procédure d'appel d'offres négocié de type dialogue compétitif. L'objectif est de mettre à disposition des avocats un outil d'accès à leur compte cotisant et à leurs données de carrière retraite qui soit toujours plus clair, assorti d'accès direct aux échanges avec la caisse. A été présenté un espace d'échange avec les structures d'avocats, avec les barreaux. Ce processus devait donner lieu en 2025 à une attribution du marché et au début des travaux. La commission informatique a été impliquée dans le processus d'audition de candidats et de sélection.

Refonte des statuts

Ce chantier, commencé en 2022, était à l'étude par la direction de la sécurité sociale (Ministère en charge de la sécurité sociale). L'assemblée générale de la CNBF avait voté en décembre 2022 un projet de statuts entièrement remaniés, nécessitant un contrôle de légalité préalable à la publication du texte. Les contacts ont repris en 2023 et 2024 pour parfaire le projet, la direction de la sécurité sociale est revenue en dernier lieu vers la caisse avec plusieurs remarques et demandes d'évolution du projet, qui devrait être soumis à la première assemblée de 2025.

Refonte du site internet

Le site a été rénové, dans sa conception et son apparence, et mis en ligne à la fin du 4^e trimestre. Plus aéré, il présente plus d'actualités. Le fonds documentaire est dans le même temps entièrement renouvelé et mis à jour.

Projet de réforme du régime d'invalidité-décès

Les textes attendus n'ont pas été publiés par les autorités de tutelle, faisant ainsi obstacle à la mise en œuvre d'une partie de la réforme envisagée. Seule la modification du montant du capital décès, désormais d'un montant unique de 50.000 € quelle que soit la cause du décès, est entrée en vigueur par décision de l'assemblée générale de la CNBF, le 1^{er} janvier 2022. La situation n'a pas évolué en 2024, si ce n'est que l'essentiel de la réforme devra passer notamment par des décrets en Conseil d'Etat. La caisse reste dans l'attente d'un point avec la direction compétente auprès du ministre en charge de la sécurité sociale.

Rénovation du processus de contrôle médical

La conception puis conclusion d'une convention avec un nouveau médecin-conseil, sous dispositif d'échanges sécurisé, a été réalisée en fin d'année, parallèlement à la poursuite des échanges avec la Caisse nationale d'assurance maladie dans le cadre d'efforts de mutualisations. En l'absence de candidat recevable à l'appel d'offres lancé en cours d'année, le contrat a été renouvelé en 2024, avec pour objectif un nouvel appel d'offres.

Recours de la CNBF contre le décret 2022-1514 du 2 décembre 2022 fixant le montant des soultes dues aux régimes de retraite de base et de retraite complémentaire des anciens avoués près les Cours d'appel

Ce texte mettait à la charge du régime de base et du régime complémentaire des avocats une soulte au profit de l'ancien régime de base des avoués de Cour (CNAVPL) et de leur ancien régime complémentaire (CAVOM) : respectivement 18,3 et 125,4 millions d'euros, hors indexation. Au motif que les avoués sont devenus avocats, et que ces caisses n'ont plus de cotisants avoués pour financer les pensions des anciens avoués que la loi laisse toutefois à leur charge, la loi du 25 janvier 2011 avait prévu le principe d'une soulte fixée en fonction des perspectives financières des régimes. Ceci bien que la CAVOM comporte à plus de 90% d'autres professions cotisantes et que le régime est conçu non pas par compartiments de chaque profession mais en un seul ensemble. Le conseil d'Etat a rejeté le recours de la CNBF par arrêt du 20 décembre 2024 (471059). Le conseil d'administration de la CNBF a voté la saisie de la CEDH sur la base de l'article 1 du protocole additionnel.

4 décembre 2022 JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Texte 14 sur 64

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DU PLEIN EMPLOI ET DE L'INSERTION

Décret n° 2022-1514 du 2 décembre 2022 fixant le montant et les modalités de versement des transferts financiers mentionnés à l'article 43 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 entre la Caisse d'assurance vieillesse des officiers ministériels, des officiers publics et des compagnies judiciaires, la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales et la Caisse nationale des barreaux français

Décète :

Art. 1^{er}. – Les montants des transferts financiers mentionnés au dernier alinéa de l'article 43 de la loi du 31 décembre 1971 susvisée sont fixés à :

1° 18,3 millions d'euros à verser par la Caisse nationale des barreaux français au titre du régime d'assurance vieillesse de base des avocats à la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales au titre du régime d'assurance vieillesse de base des professions libérales ;

2° 125,4 millions d'euros à verser par la Caisse nationale des barreaux français au titre du régime d'assurance vieillesse complémentaire des avocats à la Caisse d'assurance vieillesse des officiers ministériels, des officiers publics et des compagnies judiciaires au titre du régime d'assurance vieillesse complémentaire.

Art. 2. – I. – La Caisse nationale des barreaux français verse les transferts financiers mentionnés à l'article 1^{er} à la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales et à la Caisse d'assurance vieillesse des officiers ministériels, des officiers publics et des compagnies judiciaires avant le 31 décembre 2027.

II. – La part des montants mentionnés aux 1^{er} et 2^o de l'article 1^{er} qui n'a pas été versée au 31 décembre de chaque année est revalorisée suivant l'évolution en moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation établie par l'Institut national de la statistique et des études économiques et constatée au cours de cette même année. Si cette évolution est inférieure ou égale à zéro, aucune revalorisation ne s'applique.

Déplacements, formations, webinaires

Déplacements réalisés à Orléans (2 février), Tours (9 octobre) et Nancy (24 octobre).

Plusieurs webinaires techniques, de format allégé, aux sujets ciblés, ont été organisés avec les services de la caisse, à l'attention des avocats :

- 17 janvier : comprendre le calcul des cotisations
- 22 janvier : comprendre le droit de plaidoirie et la contribution équivalente
- 12 février : le calcul des cotisations et des droits du régime de retraite complémentaire
- 26 février : les prestations d'invalidité
- 25 mars : la retraite des avocats, en partenariat avec la CNAV et le Barreau de Paris
- 24 avril : l'appel de cotisations
- 12 juillet : calcul des cotisations et assiette fiscale (en partenariat avec l'ANAFI-GC)
- 3 octobre : Atelier prévoyance dans le cadre de l'opération annuelle « Octobre rose », en partenariat avec LPA, la CPAM de Nanterre, et le Barreau de Nanterre

Gestion immobilière

La caisse a fait réaliser une expertise prospective de tous ses immeubles, afin de déterminer ceux qu'il n'est pas souhaitable de maintenir dans son patrimoine, au profit d'acquisition d'immeubles de haute qualité, notamment environnementale. Certains immeubles sont donc proposés à la vente. Pour le premier d'entre eux le processus de vente est arrêté, sur proposition du directeur qui privilégie l'adjudication publique, processus transparent et ouvert, sous organisation de la chambre des notaires de Paris.

Gestion financière

Est lancé le processus de transformation des mandats de gestion de valeurs mobilières, directs, en mandats s'exerçant sous fonds dédiés, adopté par le Conseil d'administration. Par principe de prudence, trois premiers mandats sont passés sous fonds au cours de l'année 2024, la mise en place aboutissant après aval des prospectus par l'AMF, en 2025.

Offre de services sur l'espace personnel du site CNBF : un grand succès qui se poursuit

L'offre de services sur l'espace personnel sécurisé a été très utilisée :

| Transactions effectuées sur l'espace personnel sécurisé | 2024 | | 2023 | | 2022 | 2021 | 2020 | 2019 |
|---|---------------|--------------|---------------|-------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| Attestation cotisations à jour - Loi Madelin | 36113 | -0,3% | 36235 | -2,2% | 37032 | 34023 | 30816 | 23250 |
| Revenus déclarés | 21669 | -3,1% | 22357 | 1,8% | 21967 | 23057 | 26887 | 12842 |
| Activation compte Internet | 5413 | -10,4% | 6038 | -12,6% | 6906 | 6573 | 8762 | 10093 |
| Mise à jour des références bancaires cotisant non salarié | 19161 | 5,9% | 18092 | 74,7% | 10355 | 9526 | 9477 | 9465 |
| Règlement déclenché en ligne | 52332 | 9,2% | 47914 | -36,3% | 75244 | 95158 | 45330 | 7394 |
| <i>dont droits de plaidoirie</i> | 19738 | 24,2% | 15897 | -44,2% | 28484 | 16064 | 17985 | 3459 |
| Mise à jour de l'adresse Professionnelle | 6334 | -7,9% | 6881 | -10,5% | 7689 | 8351 | 9804 | 6566 |
| Mes demandes : Declaration revenu N et N-1 (dont estimé) | 935 | 90,4% | 491 | 9,8% | 447 | 539 | 544 | 3794 |
| Mes demandes : Demande exoneration ACCRE/prolong ACCRE | 1335 | -33,4% | 2004 | 11,3% | 1800 | 1847 | 2016 | 2074 |
| Mes demandes : Demande attestation (à jour,loi madelin,...) | 639 | -9,6% | 707 | 4,4% | 677 | 796 | 1041 | 1594 |
| Mise à jour des réf. bancaires entreprise | 2499 | 3,0% | 2427 | 163,2% | 922 | 462 | 748 | 1454 |
| Mes demandes : Attestation, inscription et PV de l'Ordre | 1509 | -2,4% | 1546 | 2,2% | 1512 | 1583 | 1360 | 1403 |
| Mes demandes : Demande duplicata | 791 | -16,4% | 946 | 7,3% | 882 | 1336 | 1870 | 1400 |
| Mes demandes : Demande de remboursement | 1918 | 3,2% | 1858 | -0,5% | 1868 | 1853 | 1622 | 1269 |
| Mes demandes : Declaration revenu antérieur à N-1 | 637 | -31,7% | 932 | 20,1% | 776 | 1169 | 1188 | 975 |
| Mes demandes : Demande explications calcul | 802 | 0,9% | 795 | -31,8% | 1166 | 1546 | 1663 | 807 |
| Mes demandes : Mouvements associés (kbis, statuts, pv) | 1131 | 1,6% | 1113 | 3,3% | 1077 | 1002 | 1040 | 734 |
| Mise à jour de l'adresse personnelle | 4463 | -16,9% | 5373 | 182,2% | 1904 | 574 | 1009 | 632 |
| Mes demandes : Demande de délai | 1679 | 2,9% | 1631 | -4,3% | 1705 | 1714 | 1853 | 586 |
| Mes demandes : Demande exoneration maternite | 1148 | 12,1% | 1024 | -3,7% | 1063 | 1025 | 959 | 553 |
| Mes demandes : Prelevement - blocage et résiliation | 558 | 1,6% | 549 | -22,5% | 708 | 672 | 854 | 537 |
| Mes demandes : Etat civil (acte de vie) | 182 | -22,6% | 235 | 22,4% | 192 | 269 | 294 | 371 |
| Mes demandes : Demande exoneration majoration | 2215 | 21,4% | 1825 | -15,6% | 2163 | 1331 | 712 | 370 |
| Mes demandes : Choix classe RC affilié | 1188 | 1,6% | 1169 | 12,4% | 1040 | 523 | 706 | 355 |
| Mes demandes : Réclamation | 195 | 68,1% | 116 | -79,5% | 565 | 705 | 672 | 302 |
| Bulletin de règlement | 11347 | 1,0% | 11233 | 8,1% | 10392 | 12057 | 9191 | 7394 |
| Simulation retraite | 12184 | -6,2% | 12996 | 55,1% | 8377 | 2813 | 3384 | |
| Echéancier de prélèvement | 116433 | -2,9% | 119864 | -0,1% | 119967 | 53288 | 46867 | |
| Déclaration de revenu estimé (alimentation directe) | 9949 | 13,2% | 8785 | 26,8% | 6929 | 5919 | 7446 | |
| Total général | 314759 | -4,9% | 331033 | 1,8% | 325325 | 269711 | 231632 | 96214 |

Amélioration de la qualité de service : Suivi des réclamations – Médiateur

Le médiateur de la CNBF, rôle confié à deux anciens Présidents de la CNBF, a été peu sollicité (moins de 10 sollicitations). Depuis son institution en 2019, son rôle a été très utile en cas de demandes de prestations en cours et bloquées faute de certains justificatifs, lorsque ces derniers sont attendus d’autres organismes. Son intervention auprès de ces derniers s’est souvent révélée efficace.

Les autres cas concernent plus un mécontentement sur certains aspects de la législation en application, textes d’ordre public que la CNBF se doit néanmoins d’appliquer ; tout au plus le médiateur peut-il dans ce cas compléter les explications fournies par les services de la caisse et signaler les textes concernés - dans le cas où la règle apparaît inappropriée – aux autorités compétentes.

S’agissant des réclamations adressées directement au Directeur ou au Président :

| | réclamations 2021 | | | réclamations 2022 | | | réclamations 2023 | | | réclamations 2024 | | |
|---------------------|-------------------|---------------------|--------|-------------------|---------------------|-------|-------------------|---------------------|-------|-------------------|---------------------|--------|
| | nombre | délai moyen réponse | jours | nombre | délai moyen réponse | jours | nombre | délai moyen réponse | jours | nombre | délai moyen réponse | jours |
| affiliation | 3 | 9 | 27 | 3 | 30 | 90 | 2 | 10 | 20 | 0 | 0 | 0 |
| comptabilité | 5 | 15,75 | 78,75 | 3 | 5,5 | 16,5 | 1 | 56 | 56 | 3 | 11 | 33 |
| cotisation | 42 | 9,02 | 378,84 | 36 | 8,3 | 298,8 | 23 | 10,4 | 239,2 | 22 | 22 | 484 |
| contentieux | 6 | 4,33 | 25,98 | 18 | 4,33 | 77,94 | 9 | 28,5 | 256,5 | 17 | 15,76 | 267,92 |
| juridique | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 2 | 20,5 | 41 | 5 | 52,20 | 261 |
| social | 10 | 9,9 | 99 | 7 | 9,9 | 69,3 | 3 | 39 | 117 | 3 | 11,33 | 33,99 |
| retraite | 17 | 3,47 | 58,99 | 41 | 6,8 | 278,8 | 19 | 15,4 | 292,6 | 13 | 11,15 | 144,95 |
| | 83 | moyenne pondérée : | 7,11 | 111 | moyenne pondérée : | 7,34 | 59 | moyenne pondérée : | 16,38 | 63 | moyenne pondérée : | 19,44 |

Le nombre des autres réclamations adressées aux services est décompté dans l’application de Gestion électronique des Documents du système (« Picris ») ; ainsi, sur l’année 2024 :

| total 2021 | Direction 2022 | Picris 2022 | total 2022 | Direction 2023 | Picris 2023 | total 2023 | Direction 2024 | Picris 2024 | total 2024 | |
|------------|----------------|-------------|------------|----------------|-------------|------------|----------------|-------------|------------|-----------|
| 72 | 8 | 100 | 108 | 7 | 74 | 81 | 7 | 50 | 57 | janvier |
| 46 | 11 | 61 | 72 | 5 | 42 | 47 | 13 | 48 | 61 | février |
| 102 | 12 | 59 | 71 | 3 | 36 | 39 | 8 | 34 | 42 | mars |
| 121 | 8 | 87 | 95 | 9 | 71 | 80 | 3 | 38 | 41 | avril |
| 65 | 12 | 36 | 48 | 6 | 33 | 39 | 6 | 35 | 41 | mai |
| 46 | 13 | 31 | 44 | 5 | 27 | 32 | 4 | 36 | 40 | juin |
| 55 | 14 | 66 | 80 | 7 | 51 | 58 | 3 | 35 | 38 | juillet |
| 33 | 8 | 33 | 41 | 0 | 23 | 23 | 3 | 24 | 27 | août |
| 60 | 3 | 73 | 76 | 2 | 60 | 62 | 1 | 17 | 18 | septembre |
| 73 | 7 | 59 | 66 | 3 | 88 | 91 | 1 | 32 | 33 | octobre |
| 64 | 11 | 55 | 66 | 7 | 71 | 78 | 6 | 26 | 32 | novembre |
| 51 | 4 | 46 | 50 | 5 | 45 | 50 | 8 | 20 | 28 | décembre |
| 788 | 111 | 706 | 817 | 59 | 621 | 680 | 63 | 395 | 458 | |

Ces réclamations font l’objet d’une analyse d’ensemble, qui montre principalement que :

- Le système complexe des cotisations reste fréquemment source de confusions : droit de plaidoirie, contribution équivalente, différentes classes de cotisations complémentaires sous plafond, plafond différent de la cotisation proportionnelle du régime de base, financement

forfaitaire du régime d'invalidité décès, financement du même régime partiellement par les CARPA, etc. De plus, le triple changement d'assiette ajoute à cette complexité : cotisations provisionnelles sur N-2, puis ajustement sur N-1, puis enfin régularisation sur N en N+1.

- Les questionnements ou contestations de prélèvement à la source pour l'impôt sur le revenu ont surtout concerné les retraités domiciliés à l'étranger.
- Les suspensions de paiement des pensions de retraités actifs non à jour de leurs cotisations ont suscité des récriminations et des demandes d'explications auprès de l'agent comptable.
- Enfin, l'obligation de liquidation préalable des autres pensions par l'avocat qui sollicite le bénéfice de sa retraite CNBF tout en maintenant son activité d'avocat a continué de susciter des contestations, notamment dans le cas d'élus locaux dont la pension en qualité ne peut être liquidée sauf à renoncer à leur mandat.

Le développement de l'espace personnel et le cadrage des permanences téléphoniques ont allégé la charge des agents des services concernés sur les traitements les plus simples. Le but est de se consacrer davantage aux cas particuliers et au conseil de nos ressortissants afin de gagner en productivité.

82. Pilotage des régimes de retraite

L'approche actuarielle des régimes de retraite gérés par la caisse, à législation constante, a été réalisée, comme chaque année, par la Commission de pilotage, le Directeur et l'actuaire, pour la préparation des états annuels budgétaires de gestion technique.

Pour les deux régimes, le scénario central, qui définit les hypothèses à partir desquelles les projections sont réalisées, est appliqué à la population existante dans sa totalité et en groupe ouvert pour la population future. Celle-ci est prise en compte en considérant un nombre décroissant de nouveaux avocats chaque année de 3200 à 2300 en 2036, pour rester stable ensuite, dont 65% de femmes. Le taux d'évolution des revenus est différencié entre hommes femmes à chaque âge ; les taux de départ, de radiation et de retour sont différenciés par âge et sexe.

83. Le régime de retraite de base

Pour mémoire : le régime de base est un régime par répartition, de retraite forfaitaire (le montant des cotisations ne détermine pas le montant de la retraite individuelle) financé par une cotisation forfaitaire qui augmente avec l'ancienneté durant les 6 premières années, le droit de plaidoirie, la contribution équivalente, et une cotisation proportionnelle.

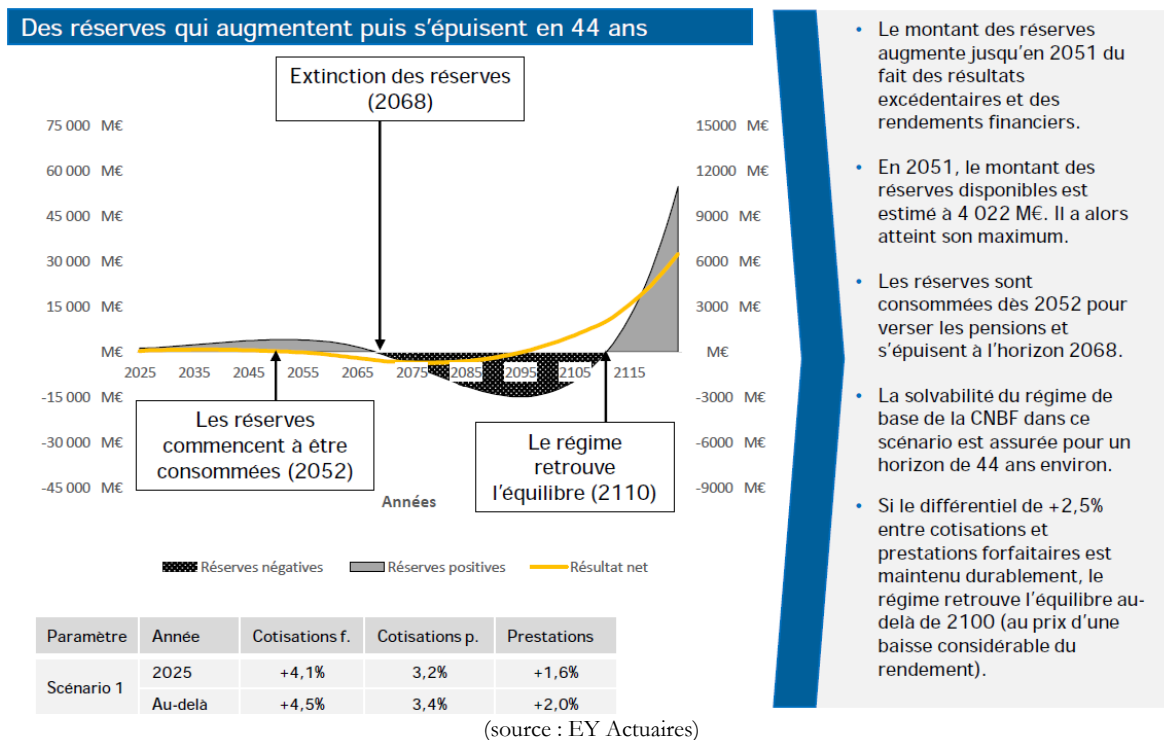
La CNBF a le pouvoir de fixer chaque année le montant de la cotisation forfaitaire, le montant du plafond de la cotisation proportionnelle et de la contribution équivalente aux droits de plaidoirie. Le droit de plaidoirie et le taux de la cotisation proportionnelle sont fixés par décret.

Le régime de base est un régime dit « en annuités » : les droits sont comptabilisés par année, décomptés en trimestres.

Pour le régime de retraite de base, les évolutions arbitrées en 2024 pour 2025 ont été les suivantes (étude reproduite EY, actuaires) :

| Paramètre long-terme | Augmentation des cotisations forfaitaires | | Taux de cotisation proportionnelle | | Augmentation de la pension de base CNBF | |
|----------------------|---|---------|------------------------------------|---------|---|---------|
| | 2025 | Au-delà | 2025 | Au-delà | 2025 | Au-delà |
| AG 2023 | +3,0% | +3,0% | 3,1% | 3,1% | +1,0% | +1,0% |
| 2023 BIS | +4,0% | +4,0% | 3,1% | 3,1% | +2,0% | +2,0% |
| Scénario 1 | +4,1% | +4,5% | 3,2% | 3,4% | +1,6% | +2,0% |
| Scénario 2 | +5,5% | +4,5% | 3,2% | 3,4% | +3,0% | +2,0% |

C'est le scénario 1 qui a été voté par l'assemblée générale :



84. Le régime de retraite complémentaire

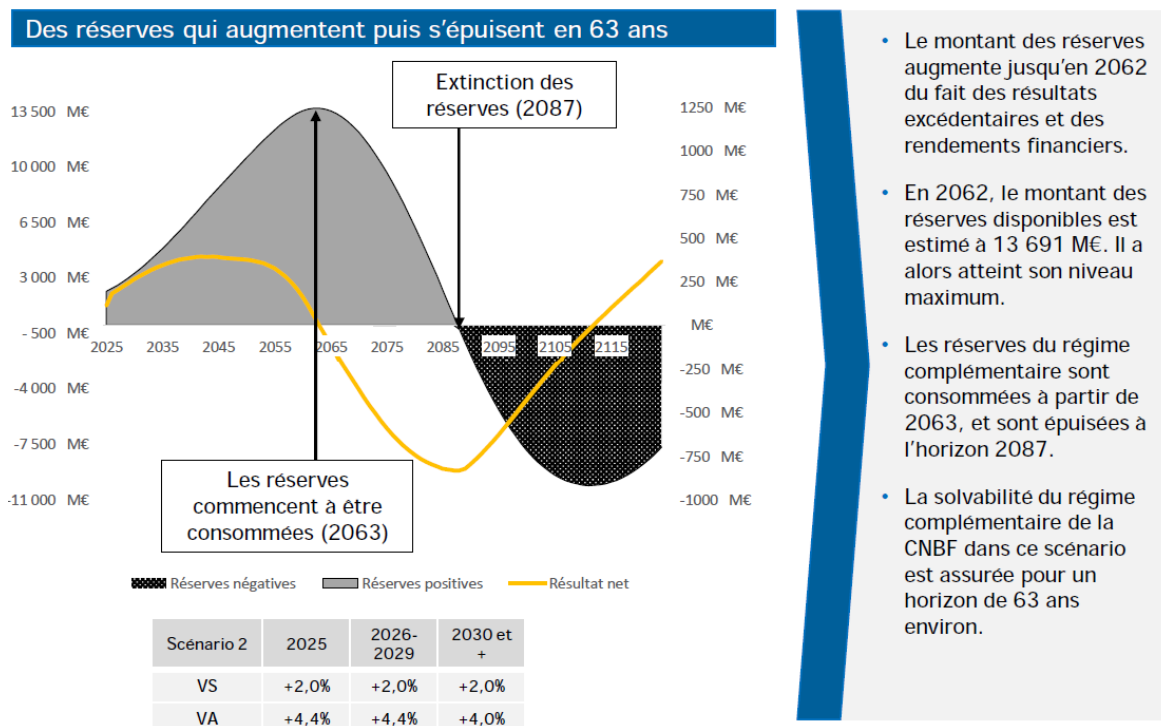
C'est un régime par répartition et en points, les valeurs de service et d'achat du point étant de la compétence de l'assemblée générale de la CNBF, ainsi que les montants des tranches de cotisations et plafonds.

Les taux de cotisations applicables aux différentes tranches sont fixés par le règlement du régime de retraite complémentaire publié par arrêté ministériel.

Pour le régime de retraite complémentaire (Étude EY, actuaires), quatre scénarios étaient à l'étude à l'assemblée générale :

| Scénario | Paramètres | 2025 | 2026 - 2029 | 2030 et + |
|------------|------------|-------|-------------|-----------|
| AG 2023 | VS | +2,0% | +2,0% | +0,5% |
| | VA | +4,4% | +4,4% | +1,5% |
| Scénario 1 | VS | +1,6% | +2,0% | +2,0% |
| | VA | +4,0% | +4,4% | +4,0% |
| Scénario 2 | VS | +2,0% | +2,0% | +2,0% |
| | VA | +4,4% | +4,4% | +4,0% |
| Scénario 3 | VS | +3,0% | +2,0% | +2,0% |
| | VA | +5,4% | +4,4% | +4,0% |

C'est le scénario 2 qui a été voté par l'assemblée générale :



85. Vie institutionnelle

Participation et animation des commissions

Les commissions des réformes et de pilotage ont été animées par le Directeur et le Président de la caisse avec l'actuaire de la CNBF.

Le Directeur participe également au Bureau, Conseil d'administration et Assemblée générale.

La dissolution du régime de retraite par capitalisation Avocapi

La fermeture de ce régime, qui devait être repris collectivement par une compagnie d'assurance en 2011, a été contrariée par le refus du partenaire pressenti de réaliser cette opération. Afin de sécuriser ce processus et de décrire précisément le calcul de la soulte résiduelle ainsi que sa population, un audit juridique et actuariel a été engagé. L'étude menée permet de présenter de façon structurée les modalités concrètes de dissolution.

Toutes les distributions ont été réalisées en 2024, de sorte que le régime sera clôturé après le rapport du commissaire aux comptes dédié en 2025 et approbation des comptes de clôture par le conseil d'administration.

Partenariats avec les autres organismes de sécurité sociale

Des rencontres régulières ont eu lieu entre le directeur et ses homologues de caisses de sécurité sociale, dans un but de confrontation d'expériences, d'échanges d'informations, de mutualisations de moyens et de compétences.

Le Directeur de la CNBF anime avec les directeurs d'autres régimes autonomes et certains régimes spéciaux, chaque année, un séminaire sur les régimes de retraite autonomes et les régimes spéciaux auprès des élèves de la promotion en cours de l'EN3S. En 2024, cette intervention a pu se faire sur site à Saint-Étienne.

Contacts avec **Barotech** pour automatiser les saisies dans le SI CNBF, des entrées et sorties du Barreau. Le système a été mis en place avec le Barreau de Paris et fonctionne depuis 2022.

Premiers contacts avec la **mutuelle des professions judiciaires** pour la participation commune aux actions de prévention santé / invalidité réalisées par la MMJ dans les différents palais de justice (villages bien-être, prévention, gestion du stress). Une convention de partenariat a été signée.

Participation aux **commissions ad hoc protection sociale du CNB**, sur tous les sujets d'actualité suivis par le Conseil national des Barreaux en relation avec la protection sociale des avocats (projet de réforme de l'assiette et tous sujets prospectifs).

Rencontre avec les **caisses de retraite des avocats roumains** (21 juin, 22 novembre) : informations respectives sur les régimes locaux, sur la CNBF, stratégie actuarielle et financière, gestion institutionnelle.

Rencontre avec **PABV et les caisses allemandes des avocats** et professions libérales : échange sur les actualités législatives France Allemagne en matière de retraite, sur la gestion autonome des caisses professionnelles, sur la part de capitalisation, les éléments de solidarité au sein de la capitalisation, le contexte réglementaire européen.

Avec la Direction de la sécurité sociale

Plusieurs réunions se sont déroulées avec la Direction de la Sécurité sociale, notamment pour discussion du cadrage budgétaire et pour la présentation du projet de statuts.

Avec les autres institutions de sécurité sociale et l'administration fiscale

L'application de la convention conclue avec le régime local d'Alsace-Moselle, qui organise un précompte spécifique sur les prestations versées à ses ressortissants par tout régime de retraite, le précompte des CSG, CRDS et CASA et en dernier lieu la mise en place du prélèvement à la source, sont effectifs à chaque échéance. S'ajoute en 2024 l'encaissement à l'inverse du financement de la majoration de la retraite de base pour 3 enfants par la CNAF.

| prélèvements effectués par la CNBF sur les prestations pour le compte de tiers | | | | | |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| au titre du régime local maladie d'Alsace-Moselle | 18 271 € | 18 261 € | 16 427 € | 20 194 € | 20 923 € |
| au titre des CSG, CRDS, CASA | 38 333 544 € | 39 640 082 € | 41 440 321 € | 44 608 219 € | 46 917 127 € |
| au titre de précomptes pour l'assurance maladie hors Alsace-Moselle | 184 413 € | 201 563 € | 207 042 € | 221 287 € | 247 074 € |
| au titre du prélèvement à la source de l'IRPP | 60 466 096 € | 59 830 236 € | 64 865 924 € | 69 267 438 € | 70 482 670 € |
| versements reçus par la CNBF d'autres institutions de sécurité sociale | | | | | |
| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| fonds de solidarité vieillesse au titre de l'ASPA | 65 535 € | 58 364 € | 60 255 € | 65 973 € | 65 900 € |
| financement de la majoration retraite 3 enfants RB par la CNAF | - € | - € | - € | 0 € | 406 974 € |

86. Les marchés publics



Comme chaque année depuis 2012, la CNBF a recensé ses marchés auprès de la Commission consultative des marchés des organismes de sécurité sociale (CCMOSS) et a eu recours à ses services et expertise ; les marchés conclus ont été également mentionnés sur le site internet.

| Marchés Publics | | | | |
|-----------------|--------------------------|----------|--------|-------|
| Année | nombre d'appels d'offres | | | |
| | travaux | services | autres | total |
| 2011 | nc | 2 | 0 | 2 |
| 2012 | 3 | 3 | 0 | 6 |
| 2013 | 5 | 12 | 0 | 17 |
| 2014 | 5 | 5 | 3 | 13 |
| 2015 | 4 | 5 | 0 | 9 |
| 2016 | 2 | 5 | 1 | 8 |
| 2017 | 2 | 16 | 0 | 18 |
| 2018 | 2 | 10 | 1 | 13 |
| 2019 | 1 | 16 | 0 | 17 |
| 2020 | 2 | 18 | 0 | 20 |
| 2021 | 0 | 12 | 1 | 13 |
| 2022 | 1 | 5 | 0 | 6 |
| 2023 | 0 | 12 | 1 | 13 |
| 2024 | 0 | 6 | 1 | 7 |

La CNBF gère 51 marchés (hors travaux, ceux-ci étant gérés par le responsable du service immobilier sous l'égide du directeur des études).

87. Suivi de l'exécution budgétaire (gestion administrative)

Un état de l'exécution budgétaire a été présenté à chaque Conseil d'Administration.
Sur l'année 2024, l'exécution budgétaire des dépenses de gestion administrative a été de 96%.

| Exercice | Budget initial | Réalisation (Montant) | Réalisation (%) |
|----------|----------------|--------------------------|--------------------|
| 2017 | 9 632 505 € | 9 614 470 € | 99,80% |
| 2018 | 9 719 780 € | 9 136 780 € | 94,00% |
| 2019 | 10 434 250 € | 10 114 277 € | 96,90% |
| 2020 | 11 358 200 € | 10 621 694 € | 93,50% |
| 2021 | 11 292 940 € | 10 418 320 € | 92,30% |
| 2022 | 11 933 050 € | 11 245 979 € | 94,20% |
| 2023 | 12 272 980 € | 11 644 209 € | 94,90% |
| 2024 | 12 744 040 € | 12 225 452 € | 95,90% |

88. Réserve

89. Réserve

90. Réserve

91. Réserve

92. Réserve

93. Réserve






94. Réserve






CHAPITRE 2. L'ACTIVITÉ DES DIFFÉRENTS SERVICES

Nous proposons une présentation synthétique mettant en relief les missions et l'activité effective de chaque secteur, dans une logique dynamique : temps fort de l'exercice et production, chiffres clés, réalisations, perspectives.






Pour une meilleure mise en contexte, les chiffres d'ordre général liés à l'activité concernée sont rappelés en tant que de besoin.






95. DIRECTION COMPTABLE ET FINANCIÈRE : GÉRER LES ACTIVITÉS COMPTABLES ET FINANCIÈRES






| | | |
|---|--|--|
| <p><u>Composition</u></p>  | <p align="center">Direction comptable et financière Mme Camille BRINET</p> | |
| <p><u>Les missions</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Contrôler, Encaisser, Payer, Comptabiliser ✓ Echanger avec les assurés, les administrations et tout autre interlocuteur ✓ Gérer les finances de la CNBF ✓ Gérer l'outil budgétaire et comptable de la CNBF | |
| <p><u>Les chiffres clés</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Contrôles des prestations multipliés par 2,7, 1 179 fichiers de virements ou de prélèvements envoyés à la banque de la CNBF ✓ 3 138 mails échangés avec les assurés de la CNBF ✓ 3 483 RIB d'assurés contrôlés ✓ 19 323 paiements de cotisations affectés manuellement aux comptes personnels des cotisants | |
| <p><u>Temps forts 2024</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Evolution du SI budgétaire et comptable. ✓ Certification des comptes 2023 ✓ Enquête sur les résultats et les perspectives financières de la sécurité sociale menée par la Cour des comptes ✓ Contrôle de la « Meilleure exécution » (« Best exécution ») de trois sociétés de gestion | |
| <p><u>Perspectives 2025</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Certification des comptes 2024 ✓ Changement de plusieurs sociétés de gestion des réserves financières ✓ Transformation des mandats de gestion en fonds dédiés, Souscription de deux nouveaux fonds non cotés ✓ Meilleure connaissance et cohérence des données concernant les assurés de la CNBF pour l'analyse des comptes et la réponse aux administrations ✓ Opération de masse de remboursements de crédits de cotisations | |






| | | |
|---|---|--|
| <p><u>Composition</u></p>  | <p align="center">Direction opérationnelle Mme Manuela PEREIRA</p> | |
| <p><u>Les missions</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Encadrer et coordonner les différents secteurs de production (Affiliations, Recouvrement, Prestations Retraite et Prévoyance, Action Sociale et Accueil Courrier) ✓ Contrôler la performance et la conformité des opérations et ajuster les dispositifs pour une meilleure efficacité ✓ Superviser la gestion des Ressources Humaines | |
| <p><u>Les chiffres clés</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Encaissements : 900 M€ ✓ Prestations versées : 568 M€ | |
| <p><u>Temps forts 2024</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Départ du Directeur Opérationnel en mai 2024 et arrivée de sa remplaçante en novembre 2024 ✓ Mise en place du Pôle Recouvrement et création de la cellule pré-contentieux ✓ Démarrage d'un Plan d'Action visant à rétablir la situation de gestion au Service Contentieux | |
| <p><u>Perspectives 2025</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Poursuite de l'amélioration de la situation de gestion au Service Contentieux ✓ Poursuite de la réorganisation du Pôle Recouvrement ✓ Participation aux travaux de mise en œuvre du nouvel Espace Personnel ✓ Optimisation de la gestion des prestations | |






97. Gestion électronique des documents, Accueil, Courrier






| | | |
|---|--|--|
| <p>Composition</p>  | <p>Service Accueil, GED et courrier Mme Laurence SAGORIN</p> | |
| <p>Les missions</p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Assurer la répartition des flux entrants et la gestion électronique des documents, leur archivage ✓ Gérer l'accueil des visiteurs sur site ✓ Gérer le standard téléphonique ✓ Apporter un soutien à différents services | |
| <p>Les chiffres clés</p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ 63098 documents digitalisés ✓ 3126 chèques traités ✓ 173 visiteurs | |
| <p>Temps forts 2024</p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ 2526 adresses modifiées ✓ 5394 accusés de réception traités à la suite de mises en demeure ✓ 10301 titres digitalisés | |
| <p>Perspectives 2025</p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Extension du domaine des activités du service courrier (aide aux différents services) ✓ Développement des compétences sur le système d'information pour une offre de service interne plus diversifiée et spécialisée | |

| | | |
|---|--|--|
| <p><u>Composition</u></p>  | <p>Service Affiliation M. Clément FOURNIALS</p> | |
| <p><u>Les missions</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Identifier et affilier tout nouveau ressortissant, personne physique ou morale, Informer et conseiller les affiliés sur leur situation d’affiliation ✓ Mettre à jour et notifier tout nouvel évènement de la carrière d’un avocat ou d’un changement de structure d’exercice, ✓ Aide à la création et au suivi de l’espace personnel sécurisé du site internet | |
| <p><u>Les chiffres clés</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Nouveaux affiliés : 3 295 ✓ Reinscriptions : 520 ✓ Cessations : 2 649 | |
| <p><u>Temps forts 2024</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Le service a été impacté par plusieurs longues absences. Toutefois, grâce à l’implication de tous les collaborateurs, les stocks ont été maîtrisés. | |
| <p><u>Perspectives 2025</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Mis en place d’automatisations : Premières Affiliations autre que Paris, Cessations, Structures. | |






| | | |
|---|---|--|
| <p><u>Composition</u></p>  | <p>Pôle recouvrement Mme Mélanie DAUVERGNE Service Relation avec les cotisants Mme Frédérique LANDOLFI</p> | |
| <p><u>Les missions</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Procéder au recouvrement amiable des cotisations : appel initial, relances, majorations, délais, mises en demeure ✓ Informer et conseiller les affiliés sur leurs cotisations (calcul, mises à jour et paiement) | |
| <p><u>Les chiffres clés</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ 900 millions d'euros de cotisations émises ✓ 176 169 appels initiaux et définitifs ✓ 18835 mises en demeure ✓ 38 147 messages traités / 28 591 mails et courriers envoyés ✓ 14 237 appels et RDV téléphoniques pris en charge | |
| <p><u>Temps forts 2024</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Intégration dans le Pôle recouvrement en octobre 2024 ✓ Amélioration des appels et courriers ✓ Organisation de plusieurs webinaires sur le calcul des cotisations et contributions ✓ Actions de prévention et de rappels avant taxations | |
| <p><u>Perspectives 2025</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Développer les services aux affiliés ✓ Poursuite de la dématérialisation des notifications ✓ Modernisation des supports d'information | |






| | | |
|---|---|--|
| <p><u>Composition</u></p>  | <p>Services Contentieux et Précontentieux Mme Laurence ALBINET / Gisèle MENDY – précontentieux Mme Pinor STEFF</p> | |
| <p><u>Les missions</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Assurer les relances et suivis après mise en demeure ✓ Procéder au recouvrement forcé des cotisations, suivre les procédures et les voies d'exécution ✓ Gérer les procédures collectives ✓ Informer les bâtonniers des situations irrégulières ✓ Gérer les échanges avec les professionnels du droit: huissiers, avocats, mandataires | |
| <p><u>Les chiffres clés</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ 4130 titres excutoires et contraintes transmis pour exécution ✓ 14 837 procédures en cours, 15 116 messages traités ✓ 75 millions d'euros recouvrés ✓ 21 188 courriels et mail envoyés ✓ 2 058 appels téléphoniques pris en charge | |
| <p><u>Temps forts 2024</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Absence continue de la responsable de service ✓ Intégration dans le Pôle recouvrement en octobre 2024 ✓ Renfort des effectifs par 3 gestionnaires CDD (1 an et 6 mois) ✓ Création de la cellule précontentieux | |
| <p><u>Perspectives 2025</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Multiplier les opérations précontentieux avec ciblage de populations ✓ Formalisation du suivi des accords d'échéancier ✓ Actualisation du portefeuille d'huissiers | |

| | | |
|---|---|--|
| <p><u>Composition</u></p>  | <p>Pôle Retraite Mme Guillemette GALANO</p> | |
| <p><u>Les missions</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Informer sur l'acquisition des droits à retraite : relevés de carrière, estimations, rachats ✓ Informer les avocats arrivant à un âge proche de la retraite ✓ Assurer la liquidation des droits, directs et réversions ✓ Gérer le paiement des prestations | |
| <p><u>Les chiffres clés</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ 1179 demandes de retraite traitées, dont 45,21 % en cumul emploi-retraite ✓ 1082 estimations et 263 demandes de rachat adressées ✓ 968 entretiens personnalisés réalisés | |
| <p><u>Temps forts 2024</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Montée en compétences des nouveaux arrivants et poursuite des recrutements ✓ Contrôles renforcés de carrières et données du système d'information ✓ Participation aux webinaires sur la retraite | |
| <p><u>Perspectives 2025</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Poursuite de la refonte du site institutionnel de la CNBF ✓ Refonte de l'espace personnel sur le site de la CNBF ✓ Refonte des guides existants et rédaction des nouveaux guides | |






| | | |
|---|--|--|
| <p><u>Composition</u></p>  | <p align="center">Pôle Social Mme Rosita TONIOLO</p> | |
| <p><u>Les missions</u></p>  | <p>1 Responsable de Pôle</p> <p align="right">4 Collaborateurs <i>1 Médecin conseil (hors site)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Assurer le suivi et l'information personnalisée concernant les demandes relevant du régime de prévoyance et d'aide sociale ✓ Déterminer et assurer le paiement des allocations journalières et des pensions d'invalidité, capitaux décès ou frais d'obsèques | |
| <p><u>Les chiffres clés</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Nombre moyen de pensions d'invalidité versées chaque mois : 265, Nombre moyen de bénéficiaires d'indemnités journalières chaque mois : 600 ✓ Par an : nombre de dossiers d'invalidité temporaire et permanente : 3 271, 40 capitaux décès versés, 282 demandes d'aides sociales ; 3.117 appels téléphoniques ✓ courriers entrants : 275, courriers sortants : 682 Entretiens personnalisés réalisés : 143 dont 31 au titre des permanences tenues au Barreau de Paris. | |
| <p><u>Temps forts 2024</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Suivi des permanences au Barreau de Paris ; ✓ Elaboration de livrets de présentation concernant les champs d'interventions du Pôle Social, pour diffusion interne et externe ✓ Formalisation de l'activité du nouveau Médecin Conseil (procédures de travail en lien avec les collaborateurs du Service prévoyance) ; | |
| <p><u>Perspectives 2025</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en forme des fiches de procédures relatives à l'activité de la prévoyance et de l'aide sociale ✓ Modification des modèles de courriers ✓ Amélioration des courriers du Fonds d'Action Sociale | |

101. Responsable du contrôle de gestion et de la production statistique






| | |
|---|---|
| <p><u>Composition</u></p>  | <p>Responsable du contrôle de gestion de la production budgétaire et statistique M. Anthony MINCHELLA</p> <p>1 Responsable</p> |
| <p><u>Les missions</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Elaboration des projets de budgets de gestion administrative, d'investissements, ainsi que les états prévisionnels des régimes gérés par l'organisme, Suivi régulier de l'exécution budgétaire et de certains postes de charges stratégiques, ✓ Conception, mise en place et suivi d'un contrôle de gestion adapté à la taille et aux capacités de l'organisme, ✓ Evolution et proposition de nouveaux indicateurs et de tableaux de bord, ✓ Production et suivi d'outils de pilotage stratégiques, ✓ Production de données statistiques, ✓ Echanges à titre de benchmarking entre organismes, ✓ Alimentation et suivi des états sollicités par les autorités ministérielles de tutelle, Suivi des relations avec les actuaires |
| <p><u>Les chiffres clés</u></p>  | <p>Elaboration et suivi budgétaire Gestion Administrative :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Budget de Gestion Administrative 2024 (<i>Hors investissements</i>) : 12 744 040€ ✓ Taux d'exécution budgétaire 2024 : 95,93 % <p>Principaux postes de dépenses :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Exe. Budgétaire Masse salariale : 7 462 000 € ✓ Exe. Budgétaire Dépenses de fonctionnement. : 4 456 000 € ✓ Cout des prestations et de la maintenance informatique : 900 000€ |
| <p><u>Temps forts 2024</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Amélioration des états statistiques présents dans le rapport annuel ✓ Refonte du processus de conception budgétaire, assortie d'une actualisation des documents de présentation ✓ Production d'indicateurs issus de la saisie des temps et de la comptabilité analytique |
| <p><u>Perspectives 2025</u></p>  | <p>Elaboration et suivi budgétaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Amélioration du pilotage et des prévisions d'atterrissage budgétaire. ✓ Comptabilité analytique : ✓ Amélioration du processus d'affectation de la dépense, ✓ Faire évoluer le modèle d'activités en fonction des priorités stratégiques et opérationnelles de la CNBF, ✓ Produire des indicateurs complémentaires de pilotage stratégiques et opérationnels. |

| | | |
|---|--|--|
| <p><u>Composition</u></p>  | <p>Service Immobilier M. Tristan des Garets</p> | |
| <p><u>Les missions</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Assurer le suivi et la sécurité des immeubles ✓ Gérer la relation locative, les relocations, le quittancement , les charges , le recouvrement des loyers , les factures, les assurances ✓ Gérer les travaux, les marchés publics s’y rapportant, la fiscalité ✓ Gérer les lots de copropriété | |
| <p><u>Les chiffres clés</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ 10 adresses dont 3 en copropriété ✓ 69 lots ✓ 223 520 000 € = valeur du patrimoine au 1er janvier 2025 ✓ 20 635 m² + 82 places de parking ✓ 82 % = Tertiaire – 18 % = Habitation ✓ 9,1 Millions d’€ de quittancement | |
| <p><u>Temps forts 2024</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ 3 plateaux de bureaux 561 m² reloués au 35/ 37 rue d’ARTOIS ✓ Ravalement et remplacement des fenetres du 8 rue Vivienne ✓ Marché de prestations immobilières attribué ✓ Remplacement du système informatique de gestion immobilière | |
| <p><u>Perspectives 2025</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Renouvellement des marchés de maîtrise d’œuvre et d’entreprises de travaux ✓ Renovation d’appartements et parties communes au 4 Place de la Sorbonne ✓ Vente du 93 rue de la Victoire ✓ Recherche d’immeubles à l’investissement | |






103. Direction Informatique

| | | |
|---|---|--|
| <p><u>Composition</u></p>  | <p align="center">Direction des systèmes d'information M. Jérôme NIQUET</p> | |
| <p><u>Les missions</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en œuvre des solutions technologiques qui soutiennent les objectifs stratégiques et opérationnels de l'Organisme ✓ Assure un rôle d'assistance à la maîtrise d'ouvrage en plus de son rôle primordial de maître d'œuvre ✓ Garantie aux utilisateurs la fiabilité des services et l'interopérabilité des référentiels ✓ Mise en œuvre de la politique de management de la sécurité de l'information (PMSI) | |
| <p><u>Les chiffres clés</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Taux de disponibilité de l'infrastructure CNBF : 99.98% ✓ Gestion de 2131 tickets informatiques sur l'exercice ✓ 7 procédures de marchés publics ✓ 342 319 actes sur l'espace personnel en 2024 | |
| <p><u>Temps forts 2024</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Finalisation des évolutions du systèmes d'information pour la réforme des retraites ✓ Refonte du site internet CNBF ✓ Déménagement de l'infrastructure dans un nouveau Datacenter ✓ Demande Ministérielle en lien avec les JO :Réalisation en juin 2024 d'un rapport intermédiaire de la sécurité du SI et audit du SI ✓ Audit de l'IGAS sur la cybersécurité sur T4 2024 | |
| <p><u>Perspectives 2025</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Le lancement du projet nouvel Espace Personnel pour nos affiliés ✓ L'étude d'une nouvelle solution de Gestion Documentaire ✓ L'étude de renouvellement du Progiciel Métiers | |

104. Service Juridique et contrôle interne

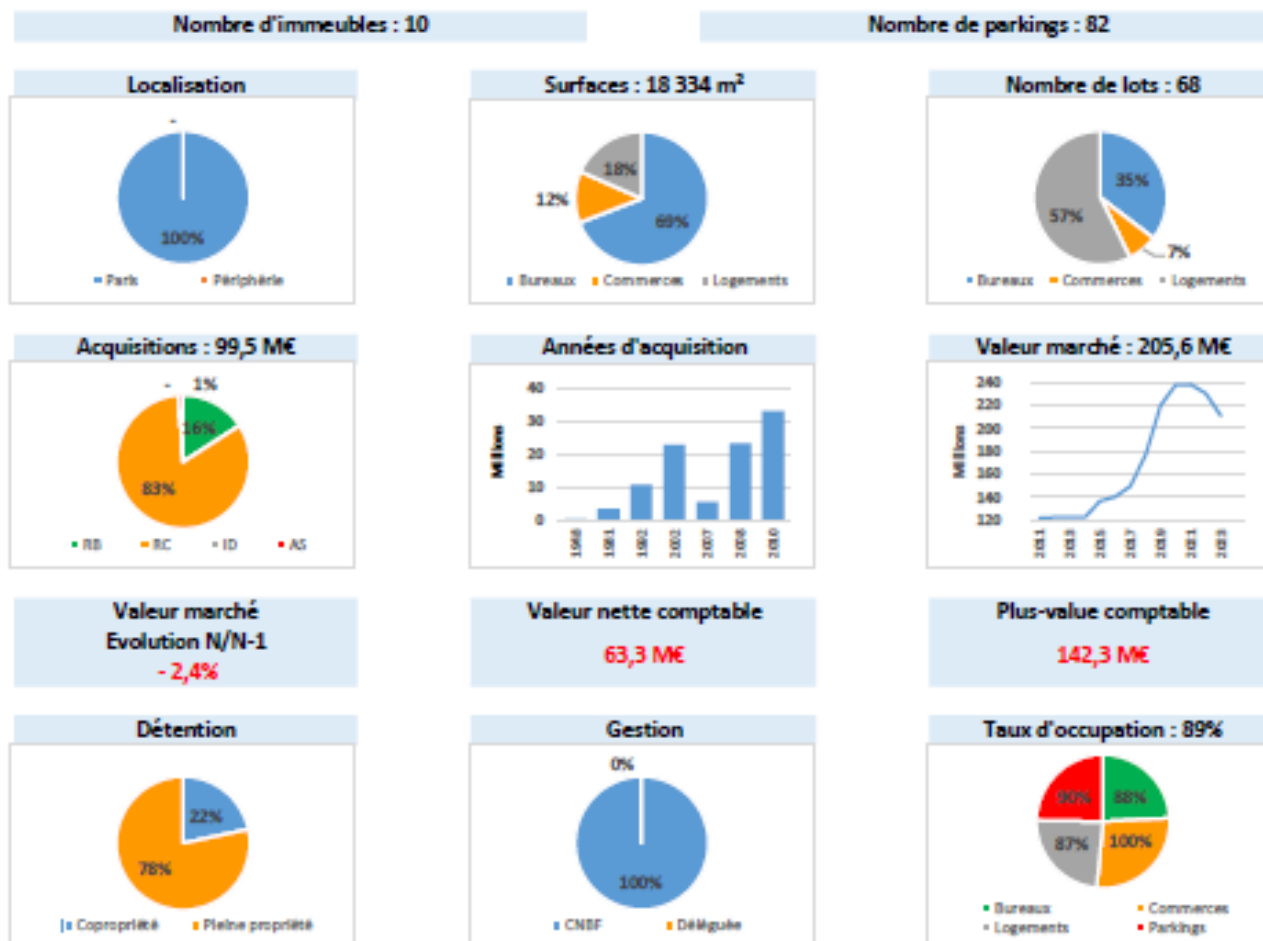
| | | |
|---|---|--|
| <p><u>Composition</u></p>  | <p align="center">Service Juridique et contrôle interne M. Jean-Philippe PEY</p> | |
| <p><u>Les missions</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Assurer la gestion et le suivi des contentieux judiciaires ✓ Veille juridique et assistance aux différents services ✓ Gestion des marchés publics ✓ Gestion des achats et de l'inventaire ✓ Mise en oeuvre et suivi du plan de contrôle interne ✓ Assurer la conformité au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) | |
| <p><u>Les chiffres clés</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ 108 Décisions rendues par la Commission de recours amiable ✓ 199 Réponses juridiques en soutien des services métiers ✓ 348 Procès en gestion ✓ 9 marchés publics publiés sur la plateforme des marchés Achatpublic.com ✓ 54 contrôles formalisés selon les standards du contrôle interne | |
| <p><u>Temps forts 2024</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Analyse des textes relatifs à l'évolution de l'assiette de calcul des cotisations des travailleurs indépendants ✓ Mise à jour du processus de gestion des indus ✓ Traitement d'un fichier de 290 dossiers de débiteurs décédés en activité (succession) ✓ Elaboration de la procédure de marché négocié « <i>Refonte des espaces personnels de la CNBF</i> » ✓ Conception d'une application dédiée au contrôle interne (ShaCI) | |
| <p><u>Perspectives 2025</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Finaliser le traitement juridique et administratif du fichier des débiteurs décédés en activité ✓ Analyser le PLFSS 2025 et traduire ses impacts en consignes claires à destination des services métiers ✓ Promouvoir et consolider l'usage de l'application ShaCI comme outil central du contrôle interne. ✓ Renforcer l'accompagnement juridique des services métiers par un appui plus structuré, réactif intégré au système d'information métier | |

105. Service en charge des Ressources humaines

| | | |
|---|---|--|
| <p><u>Composition</u></p>  | <p>Service des ressources humaines Mme Karine BUTAT</p> | |
| <p><u>Les missions</u></p>  | <p>1 responsable</p> <p>1 assistante</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Gérer les relations individuelles : gestion du personnel, supervision de la paie ✓ Garantir l'application de la réglementation sociale ✓ Mettre en place et piloter la politique RH : Recruter, intégrer, former, évaluer, développer les compétences, prévenir les risques professionnels... ✓ Etablir les bilans sociaux (BDESE, Index égalité, indicateurs) ✓ Co-animer les relations collectives : CSE, négociations collectives, élections ✓ Conseiller et accompagner les opérationnels et managers | |
| <p><u>Les chiffres clés</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Masse salariale = 7,9 millions d'euros ✓ 83 salariés dont 93% en CDI et 96% à temps plein, 75% de femmes ✓ Age moyen 45 ans - Ancienneté moyenne 12 ans ✓ Index égalité professionnelle 88/100 | |
| <p><u>Temps forts 2024</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Signature d'une convention avec le régime général de sécurité sociale pour sécuriser les parcours professionnels ✓ Organisation d'une réunion plénière sur la mobilité et projet professionnel avec Uniformation et l'Apec, Mise en place de la commission QVCT ✓ Mise en place du pôle recouvrement : recrutements internes, évolution des fiches de poste ✓ Mesures sociales : valeur du point salarial + 1,5% pour 2025, prime de partage de la valeur, dotation exceptionnelle CSE, budget équipement télétravail pour les nouveaux embauchés, budget QVCT | |
| <p><u>Perspectives 2025</u></p>  | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en place du projet QVCT , année santé et bien-être au travail ✓ Parcours de formation de la ligne managériale ✓ Amélioration parcours intégration des nouveaux embauchés ✓ Refonte du statut du personnel, Renégociation de l'accord télétravail, renouvellement du marché externalisation de la paie ✓ Mise en concurrence des contrats santé et prévoyance | |

106. Placements immobiliers

Situation patrimoniale au 31 décembre 2024 :



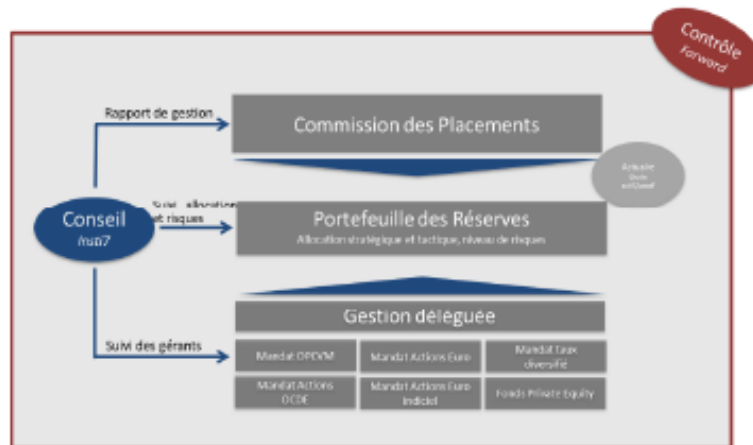
107. Placements mobiliers

Les réserves des régimes de la CNBF sont gérées par la Commission des placements, constituée statutairement des membres titulaires du Bureau. En application des articles R623-2 à R623-10-4 du code de la sécurité sociale, entièrement modifiés par le décret du 9 mai 2017 (qui cependant a été annulé par un arrêt du Conseil d'État du 18 juin 2018, n° 411583), elle veille à une gestion prudente des réserves dans une perspective de couverture du passif à long terme.

L'allocation d'actifs cible est arrêtée chaque année par le Conseil d'Administration. En 2012, puis 2016/2017, la gestion des réserves a donné lieu à plusieurs appels d'offres pour sélection de gérants dédiés aux différentes classes d'actifs. Ces marchés ont été relancés en 2021. Pour définir les décisions d'investissements, en suivre l'exécution et s'assurer de la conformité des opérations, les instances de la caisse sont assistées d'un Conseil financier indépendant des établissements gérant les actifs, et d'un contrôleur externe lui-même indépendant de ces derniers.

Les opérations de trésorerie sont suivies par l'agent comptable, directrice comptable et financière ; par référence à l'article D253-34 du code de la sécurité sociale, sont considérés comme opérations de trésorerie tous les mouvements de numéraire, valeurs mobilisables, comptes de dépôts et comptes courants.

Il est important de rappeler le processus de décision en matière de placements ainsi que les principes arrêtés en ce domaine par la CNBF :



Le Tableau ci-après expose les montants et nature des réserves des régimes gérés par la CNBF au 31 décembre sous les différents mandats, et leurs performances en 2022 ainsi que depuis le lancement de chaque mandat ; il est rappelé que les comptes des différents régimes sont indépendants, tenus en des comptabilités distinctes (art. R.652-35 du code de la sécurité sociale).

Tableau de synthèse des actifs et des performances

| Régime & Mandat | Date de lancement | Encours | | Performances* | |
|-----------------------------------|-------------------|----------------------|-------------|---------------|--------------|
| | | Actifs | Poids(%) | Décembre | 2024 |
| Total CNBF | | 3 131 313 331 | 100% | -0.56% | 7.03% |
| Régime de Base | | 1 058 569 177 | 100% | -0.57% | 7.23% |
| Obligations Allianz GI | 01/06/2021 | 58 440 961 | 5.5% | -0.76% | 3.39% |
| <i>Dont poche à échéance</i> | | 21 929 696 | 2.1% | -0.08% | 4.23% |
| <i>Dont hors poche à échéance</i> | | 36 511 265 | 3.4% | -1.16% | 2.88% |
| Obligations Amundi | 01/06/2021 | 36 364 064 | 3.4% | -1.05% | 3.70% |
| Obligations HSBC | 19/07/2021 | 35 089 830 | 3.3% | -1.20% | 2.78% |
| <i>BarCap Euro Aggregate</i> | | | | -1.04% | 2.63% |
| Liquidités | | 178 418 532 | 16.9% | | |
| Actions Euro Mirova | 18/06/2021 | 51 950 967 | 4.9% | 1.54% | 12.59% |
| Actions Euro Candriam | 26/07/2021 | 55 763 667 | 5.3% | 1.50% | 7.09% |
| Actions Euro Amundi Indiciel | 01/06/2021 | 25 532 330 | 2.4% | 1.35% | 9.55% |
| <i>Eurostoxx DR</i> | | | | 1.34% | 9.26% |
| Actions Internationales Candriam | 31/08/2023 | 40 091 987 | 3.8% | -2.67% | 17.50% |
| Actions Internationales Schroders | 11/09/2020 | 39 553 033 | 3.7% | -1.90% | 18.90% |
| <i>MSCI World ex EMU</i> | | | | -2.30% | 20.91% |
| Flexible Axa | 19/07/2021 | 116 656 092 | 11.0% | -1.20% | 8.65% |
| Flexible Amundi | 26/07/2021 | 117 630 026 | 11.1% | -0.96% | 4.93% |
| Flexible Schroders | 17/06/2022 | 113 019 950 | 10.7% | -0.75% | 7.94% |
| <i>€STER + 3.5%</i> | | | | 0.54% | 7.32% |
| Immobilier | | 113 885 078 | 10.8% | | -1.22% |
| Private equity | | 53 593 862 | 5.1% | | |
| Dette privée (Engagement: 50M€) | | 22 578 798 | 2.1% | | |

| | | | | | |
|------------------------------------|------------|----------------------|-------------|---------------|---------------|
| Régime Complémentaire | | 2 013 738 645 | 100% | -0.54% | 6.99% |
| Obligations Allianz GI | 01/06/2021 | 61 689 855 | 3.1% | -1.16% | 2.79% |
| Obligations Amundi | 01/06/2021 | 137 911 566 | 6.8% | -0.27% | 4.69% |
| <i>Dont poche à échéance</i> | | 74 058 665 | 3.7% | 0.03% | 4.50% |
| <i>Dont hors poche à échéance</i> | | 63 852 901 | 3.2% | -0.61% | 4.92% |
| Obligations HSBC | 19/07/2021 | 134 707 939 | 6.7% | -0.52% | 3.42% |
| <i>Dont poche à échéance</i> | | 72 991 646 | 3.6% | 0.02% | 4.00% |
| <i>Dont hors poche à échéance</i> | | 61 716 293 | 3.1% | -1.17% | 2.73% |
| BarCap Euro Aggregate | | | | -1.04% | 2.63% |
| Liquidités | | 233 458 836 | 11.6% | | |
| Actions Euro Mirova | 18/06/2021 | 104 040 020 | 5.2% | 1.54% | 12.66% |
| Actions Euro Candriam | 26/07/2021 | 86 827 289 | 4.3% | 1.50% | 7.33% |
| Actions Euro Amundi Indiciel | 01/06/2021 | 45 014 462 | 2.2% | 1.35% | 9.58% |
| Eurostoxx DR | | | | 1.34% | 9.26% |
| Actions Internationales Candriam | 31/08/2023 | 92 937 161 | 4.6% | -2.66% | 17.50% |
| Actions Internationales Schroders | 11/09/2020 | 92 119 693 | 4.6% | -1.90% | 18.97% |
| MSCI World ex EMU | | | | -2.30% | 20.91% |
| Flexible Axa | 19/07/2021 | 276 559 453 | 13.7% | -1.19% | 8.67% |
| Flexible Amundi | 26/07/2021 | 203 552 327 | 10.1% | -1.00% | 4.94% |
| Flexible Schroders | 17/06/2022 | 124 000 990 | 6.2% | -0.77% | 7.75% |
| €STER + 3.5% | | | | 0.54% | 7.32% |
| Immobilier | | 277 070 002 | 13.8% | | -0.98% |
| Private equity | | 102 924 984 | 5.1% | | |
| Dettes privées (Engagement: 100M€) | | 40 924 071 | 2.0% | | |
| Invalidité décès | | 47 872 661 | 100% | -0.35% | 5.63% |
| Obligations Amundi | 01/06/2021 | 30 884 983 | 64.5% | -1.01% | 3.86% |
| Liquidités | | 5 273 519 | 11.0% | | |
| OPC Amundi ROPS -Euro | | 11 714 159 | 24.5% | 1.37% | 10.29% |
| Action sociale | | 11 132 847 | 100% | | |
| Immobilier | | 1 800 000 | 16.2% | | |
| Liquidités | | 9 332 847 | 83.8% | | |

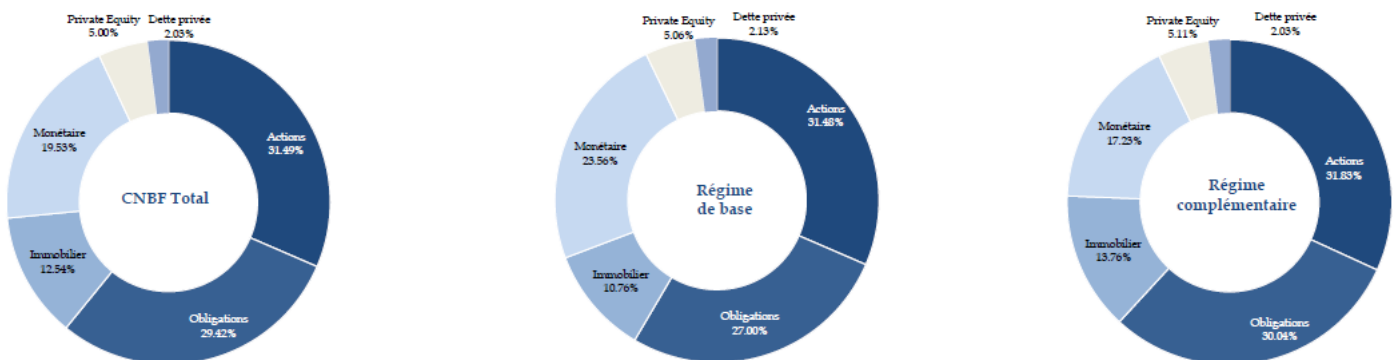
* hors liquidité, Private Equity et Dette privée

La CNBF détermine les orientations générales de sa politique de placement en respectant les principes de prudence et de répartition des risques, compte tenu des équilibres et perspectives actifs et passifs de ses régimes de retraite.

- Dans cette optique, la politique d'investissement de la CNBF s'assure, en premier lieu, que la gestion de ses actifs permette de sécuriser le versement des actuelles et futures prestations de retraites et qu'elle recherche ensuite la meilleure performance possible des investissements avec un risque minimal et contrôlé.
- La sécurisation du versement des prestations se base sur un calcul annuel de projection des résultats techniques et des réserves, certifié par l'actuaire. Ces projections permettent d'apprécier, chaque année, l'opportunité de la mise en place d'une politique d'adossement stricte permettant de couvrir un nombre d'années « suffisant » (défini à 5/10 années) de réserves techniques déficitaires. Cette politique se matérialise, le cas échéant, par le cantonnement d'actifs investis en obligations françaises de maturité et de nominal correspondant aux années de déficit technique.

- L'allocation stratégique globale, qui prend en compte les actifs cantonnés et les contraintes de la CNBF, est déterminée sur un horizon long terme d'appréciation des placements en minimisant les risques de pertes financières.
Par ailleurs, chaque début d'année une allocation d'actifs tactique dite « allocation cible » sera définie. Elle correspond à un ajustement de l'allocation stratégique long terme prenant en compte le contexte économique et financier.
- Le Conseil financier de la Caisse indique à chaque gérant l'allocation tactique préconisée pour l'année. Les gérants conservent une marge de manœuvre, conformément à la règle du mandat, pour l'allocation d'actifs et la sélection des titres de leur poche respective. Autrement dit, la commission des placements de la CNBF n'a pas à s'immiscer dans le choix des titres ou la gestion, mais en contrôle les résultats et le suivi.
- Parallèlement, un contrôle des risques extrêmes est mis en place au niveau global des réserves. Il prend la forme d'un budget de risque paramétré pour limiter la probabilité d'occurrence d'une perte de plus de 12% sur l'année. Cette gestion permet un suivi continu des risques.
La CNBF a mis en place un contrôle permanent des opérations de placement. Ce contrôle porte, d'une part, sur la structure et l'organisation de la gestion des réserves, et d'autre part, sur le respect et la mise en application des décisions de la Commission des Placements et les bornes réglementaires fixées pour chaque classe d'actifs.

La répartition par classe d'actifs au 31 décembre :

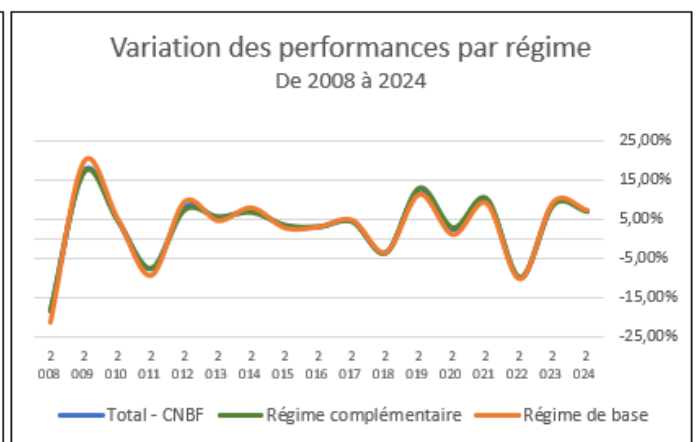
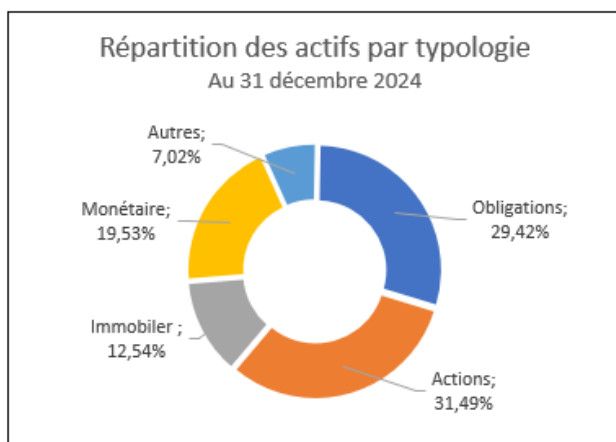


108. Rendement des placements mobiliers

La performance 2024 de l'ensemble des réserves de la CNBF s'élève à 7%, pour un encours de 3,13 Mds € à fin décembre.

Ci-après l'historique depuis 2008

| | Encours | | | Allocation d'actifs CNBF | | | | | Performance | | |
|-------|---------------|---------------|---------------|--------------------------|---------|------------|-----------|--------|-------------|---------|---------|
| | CNBF | RC | RB | Obligations | Actions | Immobilier | Monétaire | Autres | TOTAL | RC | RB |
| 2 024 | 3 131 313 331 | 2 013 738 645 | 1 058 569 177 | 29,42% | 31,49% | 12,54% | 19,53% | 7,02% | 7,03% | 6,99% | 7,23% |
| 2 023 | 2 864 644 283 | 1 842 344 024 | 963 094 233 | 35,00% | 34,70% | 13,40% | 10,90% | 6,00% | 9,16% | 8,75% | 9,41% |
| 2 022 | 2 758 061 813 | 1 688 910 338 | 1 011 219 664 | 26,40% | 30,50% | 14,00% | 24,10% | 5,00% | -10,06% | -9,85% | -10,29% |
| 2 021 | 2 774 687 017 | 1 799 373 941 | 915 005 666 | 34,00% | 35,90% | 13,60% | 14,40% | 2,00% | 9,86% | 10,39% | 9,03% |
| 2 020 | 2 415 669 997 | 1 631 802 330 | 729 897 731 | 35,98% | 31,04% | 14,42% | 9,26% | 9,30% | 2,37% | 2,92% | 1,05% |
| 2 019 | 2 295 285 957 | 1 637 554 107 | 593 637 494 | 35,76% | 33,54% | 12,82% | 8,73% | 9,15% | 12,57% | 13,07% | 11,28% |
| 2 018 | 2 003 773 394 | 1 368 560 938 | 565 501 425 | 35,18% | 28,66% | 12,09% | 12,17% | 11,90% | -3,58% | -3,58% | -3,51% |
| 2 017 | 1 791 428 241 | 1 316 485 370 | 428 877 463 | 38,30% | 32,70% | 6,50% | 10,00% | 12,50% | 4,48% | 4,41% | 4,71% |
| 2 016 | 1 627 585 470 | 1 216 286 662 | 366 046 344 | 39,50% | 25,50% | 9,10% | 13,00% | 12,90% | 3,08% | 3,10% | 3,00% |
| 2 015 | 1 449 181 178 | 1 062 707 621 | 354 987 418 | 41,00% | 25,20% | 10,40% | 9,00% | 14,40% | 3,32% | 3,53% | 2,69% |
| 2 014 | 1 462 231 073 | 1 063 730 226 | 328 516 007 | 42,60% | 20,20% | 10,20% | 16,50% | 10,50% | 7,17% | 6,79% | 7,88% |
| 2 013 | 1 349 649 778 | 973 301 768 | 310 031 019 | 42,30% | 22,60% | 10,70% | 16,40% | 8,00% | 5,49% | 5,66% | 4,58% |
| 2 012 | 1 287 833 917 | 923 174 898 | 310 031 019 | 36,80% | 16,40% | 11,50% | 19,60% | 15,70% | 8,16% | 7,43% | 9,45% |
| 2 011 | 1 246 142 397 | 859 178 367 | 318 192 474 | 35,40% | 19,00% | 11,60% | 20,50% | 13,50% | -7,69% | -7,49% | -9,37% |
| 2 010 | 1 339 901 241 | 930 656 799 | 322 818 326 | 31,30% | 33,20% | 10,80% | 14,40% | 10,30% | 4,76% | 4,87% | 5,19% |
| 2 009 | 1 266 130 003 | 893 027 098 | 291 961 284 | 30,40% | 35,80% | 8,80% | 18,80% | 6,20% | 17,41% | 17,02% | 19,64% |
| 2 008 | 1 002 556 098 | 667 532 032 | 266 669 689 | 37,90% | 18,30% | 8,00% | 31,00% | 4,80% | -18,40% | -18,36% | -21,27% |



109. Investissement socialement responsable (ISR)

La CNBF a poursuivi ses démarches liées à l'**investissement socialement responsable**. La première étape concrète de cet engagement a été l'adoption par le Conseil d'administration de la caisse d'une **charte ISR** (le 28 septembre 2019). La démarche ISR de la CNBF se veut simple, lisible, progressive, durable, mais pragmatique dans sa mise en œuvre.

A été définie en 2020 une politique d'Investissement Socialement Responsable (ISR) qui a été appliquée en 2021 pour ses appels d'offres de gestion. Afin de matérialiser son engagement en direction de l'investissement responsable, la CNBF est également devenue signataire des *Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies* en janvier 2020.

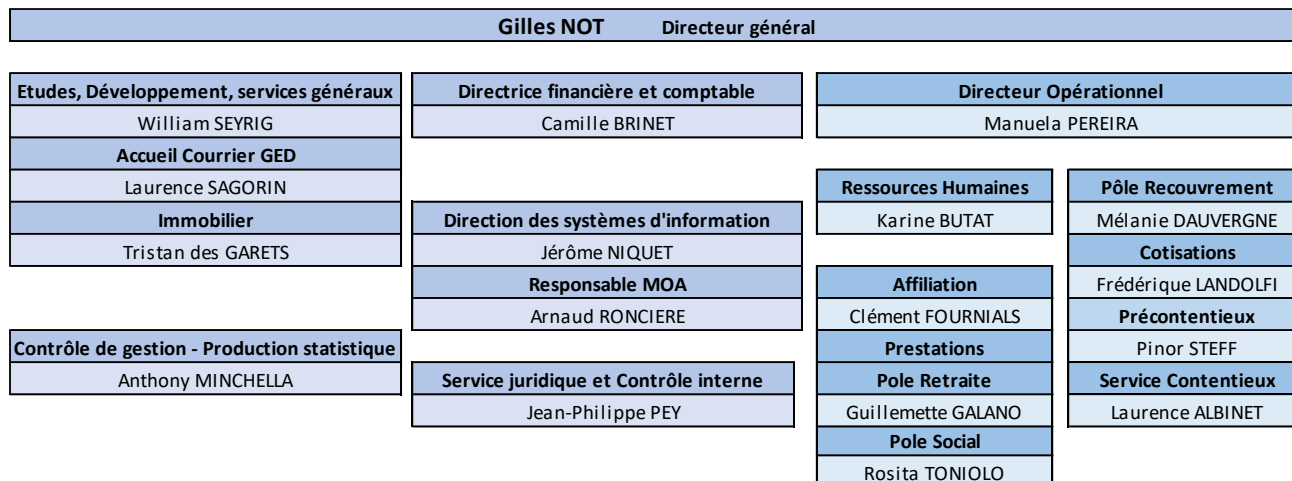
Ces évolutions seront donc mises en place progressivement au gré des renouvellements des appels d'offres et devraient représenter plus de 66% des réserves.

110. Réserve

I. LES RESSOURCES HUMAINES

Responsable des Ressources humaines : Mme Karine BUTAT

111. Organigramme simplifié au 01.01.2025 (complet : cf. annexe)



112. Les effectifs salariés de la CNBF

Au 31 décembre 2024, la CNBF comptait 77,5 ETP en contrat à durée indéterminée, 4 ETP en contrat à durée déterminée et 2 contrats en alternance.

Au 31 décembre 2023, la CNBF comptait 81,5 ETP dont 97% en contrat à durée indéterminée.

Au 31 décembre 2022, la CNBF comptait 81,3 ETP dont 97% en contrat à durée indéterminée.

Au 31 décembre 2021, la CNBF comptait 77,3 ETP dont 98% en contrat à durée indéterminée.

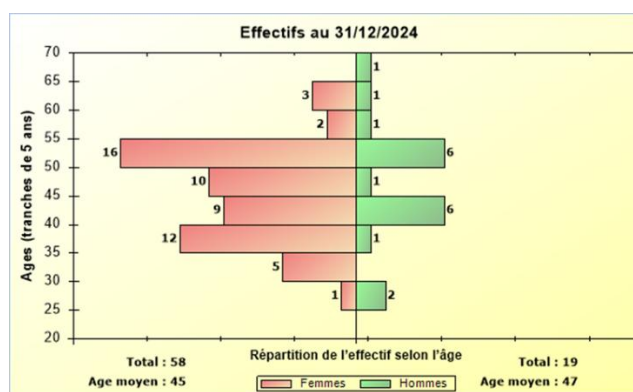
Au 31 décembre 2020, la CNBF comptait 81,3 ETP, dont 5 sous contrat à durée déterminée.

Au 31 décembre 2019, la CNBF comptait 81,20 ETP, dont 8 sous contrat à durée déterminée.

Le service RH a réalisé 18 recrutements dont 12 recrutements externes, 4 mobilités internes, 2 contrats d'apprentissage.

113. Âge et ancienneté moyenne, Sexe

La pyramide des âges du personnel de la CNBF (CDI uniquement)



La population de la CNBF est composée de 75% de femmes ; l'âge moyen est de 45 ans.
L'ancienneté moyenne est de 12 ans

114. L'absentéisme

Le taux d'absentéisme maladie CNBF est en augmentation, soit 8% (7% en 2023) au titre de l'année 2024 ; cela est dû notamment aux arrêts de travail de longue durée maintenus en 2024 (4 personnes absentes plus de 6 mois et 2 dossiers d'invalidité).

Le taux d'absentéisme pour les arrêts maladie de courte durée (moins de 8 jours) reste faible, à 0.5%.

115. Les missions d'intérim

| INTERIM | 2024 | 2023 | 2022 | 2021 | 2020 |
|--------------------------|------------|------------|------------|------------|-------------|
| Nombre de contrats | 12 | 6 | 13 | 8 | 15 |
| Hommes | | 1 | 1 | 6 | 4 |
| Femmes | | 5 | 12 | 2 | 11 |
| <i>Motif contrat</i> | | | | | |
| Accroissement activité | 2 | 6 | 9 | 6 | 10 |
| Remplacement | 9 | 0 | 4 | 2 | 5 |
| Nbre de jours | 457 | 489 | 569 | 453 | 571 |
| ETP | 1,81 | 1,95 | 2,25 | 1,79 | 2,26 |
| Durée moyenne du contrat | 67 | 37,6 | 43,77 | 75,58 | 38,07 jours |
| Coût total | 84 932 € | 102 262 € | 117 817 € | 103 114 € | 119 857 € |

Les missions d'intérim sont venues renforcer les équipes dans les services de production, essentiellement pour le renfort du recouvrement et des remplacements temporaires imprévus.

116. Les heures supplémentaires

L'effort fait pour formaliser et n'accorder les heures supplémentaires que sur demande motivée avec avis du responsable de service est significatif.

| | 2024 | 2023 | 2022 | 2021 | 2020 | 2019 |
|----------------------|--------|--------|--------|--------|--------|----------|
| nombre HS payées | 791,15 | 862,75 | 362,52 | 277,19 | 851,3 | 1226 |
| coût | 24612 | 26392 | 11022 | 11666 | 33154 | 43 975 € |
| <i>évolution N-1</i> | -9 | 58 | 24 | -207% | -44% | 6% |
| nombre HS récupérées | 15 | 20,45 | 28,07 | 103,32 | 584,85 | 990 |
| <i>évolution N-1</i> | -36 | -37 | -2,68 | -466% | 116% | 29% |

Les absences difficiles à remplacer, le retour en masse des exécutoires et la priorité portée au recouvrement, la réforme des retraites, a conduit à un maintien significatif, quoiqu'en légère baisse, des HS.

117. Les salaires et autres conditions

Évolution de la valeur du point servant de base au calcul des salaires du personnel (évolution 2025 +1.5%) :

| valeur du point servant au calcul des salaires du personnel | | | | | | | |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-----------|-----------|
| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| valeur du point | 11,32 | 11,49 | 11,60 | 11,66 | 11,77 | 12,18 | 12,56 |
| augmentation | 2,20% | 1,50% | 1% | 0,50% | 1% | 3,50% | 3,00% |
| inflation | 1,80% | 1% | 0,50% | 1,60% | 5,20% | 4,8 prév. | 2,6 prév. |

Les salaires sont versés sur 13 mois, la classification étant suivie en application de la grille annexe du Statut du personnel.

Évolution des 5 rémunérations les plus importantes (bruts annuels) hors charges patronales :

| année | total brut | %n n-1 |
|-------|------------|--------|
| 2024 | 660 294 € | 8,03% |
| 2023 | 607 256 € | -3,98% |
| 2022 | 631 427 € | 0,65% |
| 2021 | 627 304 € | 2,72% |
| 2020 | 610 226 € | 0,18 |

L'évolution 2023 / 2024 est dû au départ en retraite de l'un des salariés concernés, au 31 décembre 2024.

Télétravail : ente 0 et 3 jours maximum selon les services – horaires de 35 à 39 heures sur la base d'une option annuelle. Mutuelle à garanties très complètes – Prévoyance avec maintien de salaire. Surface actuelle du siège : 2.000 m² Paris centre y compris les lieux de circulation et de réunion, pour 82 salariés.

118. L'effort de formation

| Evolution de l'investissement formation | 2024 | 2023 | 2022 | 2021 | 2020 |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Montant consacré au plan de formation | 51 344,00 € | 65 056,00 € | 59 318 € | 53 451 € | 47 015 € |
| Nbre de salariés formés | 77 | 74 | 69 | 60 | 49 |
| Taux de salariés formés (nbre salarié formé/nbre total salarié) | 95 | 91% | 84% | 77% | 60% |
| <i>Nbre total d'heures de formation</i> | <i>1886</i> | <i>1700</i> | <i>1626</i> | <i>1560</i> | <i>1213</i> |

La CNBF privilégie lorsque cela est possible les formations proposées par l'En3s, l'Institut 4.10 organisme de formation du régime général dans le cadre de la mutualisation.

La CNBF a également signé une convention avec l'UGAP afin de bénéficier du marché public de formation permettant de bénéficier de 40% de réduction sur le prix catalogue.

Les principales formations :

- Mise à disposition de la plateforme Projet Voltaire pour l'ensemble du personnel
- Plusieurs formation sécurité, sauveteurs secouristes du travail, initiation aux 1^{er} secours, manipulation des extincteurs, habilitation électrique, prévention des TMS,
- Plusieurs formations bureautiques, écrits professionnels, applicatifs informatiques internes, gestion budgétaire, voies d'exécution...
- Plusieurs formations sur le développement personnel tel que l'écoute active, la prise de parole en public

- Des formations informatiques telles que l'administration des systèmes et réseaux, tests et recettes informatiques
- Accompagnement à la prise de poste de manager
- Une formation sur mesure sur le recouvrement des cotisations

La CNBF a réitéré son engagement en faveur des jeunes en accueillant 2 apprentis, un en master 2 en droit de la protection sociale et un en BTS comptabilité.

119. Les institutions représentatives du personnel

Le CSE se réunit mensuellement, des réunions extraordinaires sont organisées en fonction de l'actualité.

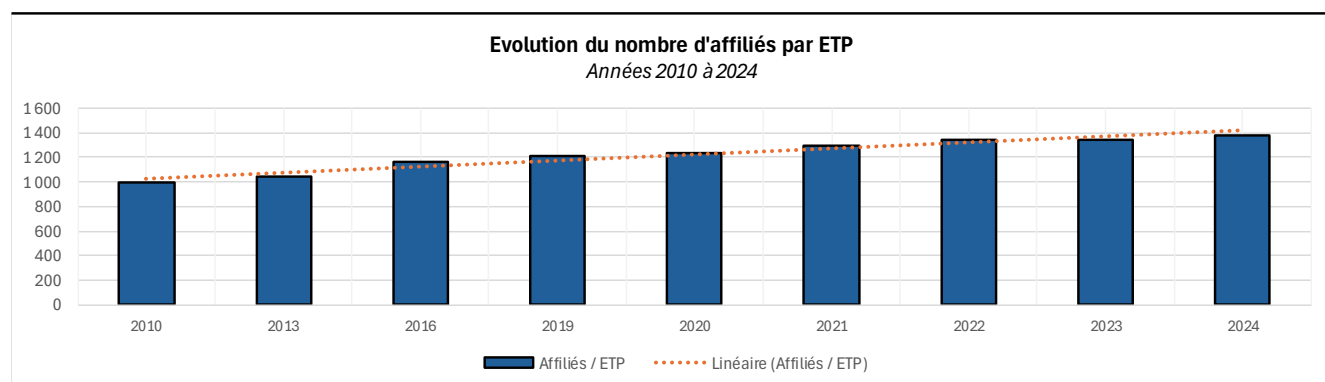
120. Faits marquants 2025

- Signature d'une convention de réciprocité avec le régime général de sécurité sociale pour sécuriser les parcours professionnels
- Organisation d'une rencontre plénière sur la mobilité et projet professionnel avec Unifformation et l'Apec
- Mise en place d'une commission QVCT avec projet d'une année santé & bien-être au travail pour 2025, proposition d'ateliers découverte de la sophrologie fin 2024
- Mise en place du pôle recouvrement : recrutements internes, évolution des fiches de poste
- Augmentation de la valeur du point salarial au 1^{er} janvier 25 de 1.5%, versement d'une prime de partage de la valeur, dotation exceptionnelle au CSE, octroi d'un budget équipement télétravail pour les nouveaux embauchés, octroi d'un budget QVCT pour organiser des ateliers, événements dans le cadre du projet de l'année santé, bien être

II. LA GESTION ADMINISTRATIVE

121. Le Coût de la gestion administrative

| Exercice | | 2010 | 2013 | 2016 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Charges de fonctionnement | | 8 114 200 | 8 531 431 | 8 806 851 | 10 114 277 | 10 621 694 | 10 418 704 | 11 249 102 | 11 649 532 | 12 226 965 |
| Salaires bruts | | 3 070 734 | 3 411 058 | 3 689 357 | 4 120 077 | 4 176 728 | 3 999 056 | 4 224 653 | 4 260 259 | 4 455 943 |
| Charges sociales | | 2 174 886 | 2 493 832 | 2 667 110 | 2 771 505 | 2 903 980 | 2 810 234 | 2 909 571 | 2 979 948 | 3 005 835 |
| Total des cotisations et assimilés | | 368 066 360 | 479 253 418 | 607 016 246 | 786 487 569 | 686 006 768 | 725 875 824 | 809 343 475 | 820 372 106 | 886 413 040 |
| Charges de fonctionnement/ Cotisations | | 2,20% | 1,78% | 1,45% | 1,29% | 1,55% | 1,44% | 1,39% | 1,42% | 1,38% |
| Affiliés | Total | 71 118 | 79 984 | 90 127 | 98 935 | 101 181 | 103 298 | 106 098 | 108 469 | 110 949 |
| | Avocats | 52 981 | 59 373 | 66 366 | 71 366 | 72 192 | 73 093 | 74 771 | 76 421 | 78 047 |
| | Barreaux | 163 | 162 | 163 | 163 | 163 | 163 | 163 | 164 | 164 |
| | Bénéficiaires | 11 351 | 12 886 | 15 314 | 18 009 | 18 641 | 19 399 | 19 978 | 20 289 | 20 803 |
| | Structures | 5 937 | 6 831 | 7 563 | 8 759 | 9 540 | 9 968 | 10 511 | 10 894 | 11 227 |
| | Employeurs | 686 | 732 | 721 | 638 | 645 | 675 | 675 | 701 | 708 |
| ETP moyen annuel | | 71,60 | 76,80 | 77,40 | 82,00 | 81,60 | 79,90 | 78,90 | 80,75 | 80,13 |
| Charges salariales/ ETP | | 73 263 | 76 887 | 82 125 | 84 044 | 86 773 | 85 223 | 90 421 | 89 662 | 93 121 |
| Charges de fonctionnement / ETP | | 113 327 | 111 086 | 113 784 | 123 345 | 130 168 | 130 397 | 142 574 | 144 267 | 152 589 |
| Affiliés / ETP | | 993 | 1 041 | 1 164 | 1 207 | 1 240 | 1 293 | 1 345 | 1 343 | 1 385 |



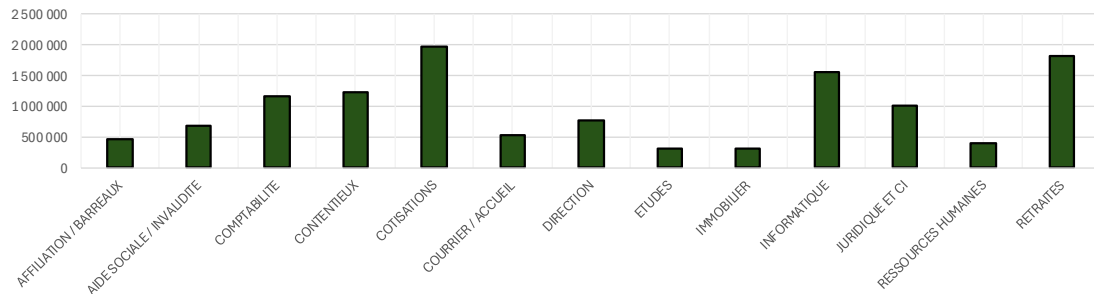
Le nombre d'affiliés comprend les employeurs, les avocats individuels, les sociétés d'avocat redevables de la contribution équivalente aux droits de plaidoirie, les bénéficiaires de prestations. Ne sont pas comptés cependant les Barreaux, cotisants au titre de la cotisation Prévoyance, et pour certains au titre des droits de plaidoirie.

122. Approche « contrôle de gestion » globale : synthèse des coûts de fonctionnement

Attention : ici, les charges globales sont réparties par ETP ; une approche plus fine devra distinguer les coûts selon leur processus d'affectation (par exemple : amortissements travaux informatiques, coûts des envois en nombre, qui concernent certains processus seulement, etc.).

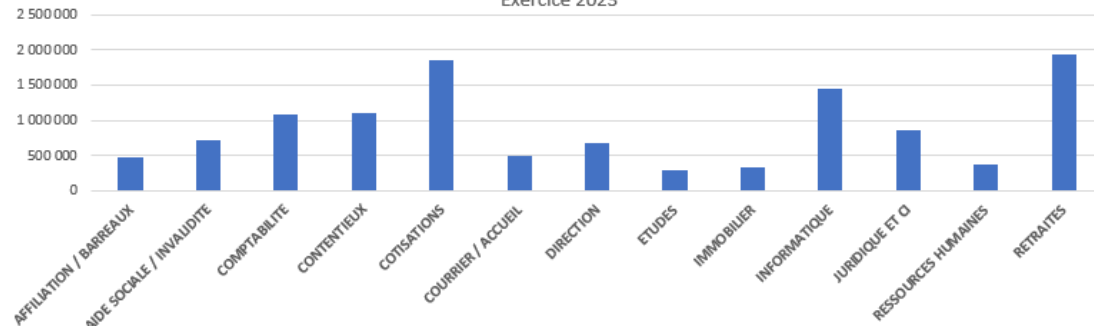
| Synthèse des coûts de fonctionnement | | | | | | | | |
|--------------------------------------|------------------------------|---------------------|--------------------------------|--------------------|---------------------------|------------------|---------------------------|---------------|
| Année 2024 | | | | | | | | |
| Services | Effectif moyen de la période | Salaires et charges | | Autres coûts bruts | Frais généraux répartis * | Coûts directs | | |
| | | Montant | Moyenne mensuelle par personne | | | Montant | Moyenne mensuelle par ETP | |
| 800-9101 | AFFILIATION / BARREAUX | 4,38 | 243 347 | 5 848 | 9 324 | 206 931 | 459 602 | 9 539 |
| 800-9102 | AIDE SOCIALE / INVALIDITE | 5,00 | 450 740 | 9 489 | 499 | 236 223 | 687 462 | 12 499 |
| 800-9103 | COMPTABILITE | 8,75 | 735 490 | 8 848 | 6 090 | 413 390 | 1 154 970 | 12 000 |
| 800-9104 | CONTENTIEUX | 9,17 | 738 469 | 8 480 | 57 070 | 433 075 | 1 228 614 | 12 185 |
| 800-9105 | COTISATIONS | 14,83 | 1 227 823 | 8 713 | 41 830 | 700 794 | 1 970 447 | 12 076 |
| 800-9106 | COURRIER / ACCUEIL | 4,00 | 280 542 | 7 383 | 56 866 | 188 978 | 526 386 | 11 963 |
| 800-9107 | DIRECTION | 3,58 | 545 326 | 16 034 | 49 553 | 169 136 | 764 014 | 19 401 |
| 800-9108 | ETUDES | 1,00 | 139 553 | 14 690 | 123 511 | 47 245 | 310 308 | 28 210 |
| 800-9109 | IMMOBILIER | 2,00 | 211 248 | 11 118 | 4 034 | 94 489 | 309 771 | 14 081 |
| 800-9110 | INFORMATIQUE | 5,88 | 791 644 | 14 172 | 487 956 | 277 798 | 1 557 399 | 24 079 |
| 800-9111 | JURIDIQUE ET CI | 7,83 | 612 259 | 8 231 | 35 309 | 369 925 | 1 017 493 | 11 813 |
| 800-9117 | RESSOURCES HUMAINES | 2,00 | 252 096 | 13 268 | 51 791 | 94 489 | 398 376 | 18 108 |
| 800-9119 | RETRAITES | 12,88 | 1 196 532 | 9 783 | 24 696 | 608 274 | 1 829 502 | 12 918 |
| TOTAL | | 81,46 | 7 425 068 | 7 012 | 948 530 | 3 848 542 | 12 214 345 | 13 631 |

* Répartition au prorata des ETP

Répartition des coûts directs par service
Année 2024

| SYNTHÈSE DES COÛTS DE FONCTIONNEMENT | | | | | | | | |
|--------------------------------------|------------------------------|---------------------|--------------------------------|--------------------|---------------------------|------------------|---------------------------|---------------|
| PÉRIODE DU 01/01/2023 AU 31/12/2023 | | | | | | | | |
| Services | Effectif moyen de la période | Salaires et charges | | Autres coûts bruts | Frais généraux répartis * | Coûts directs | | |
| | | Montant | Moyenne mensuelle par personne | | | Montant | Moyenne mensuelle par ETP | |
| 800-9101 | AFFILIATION / BARREAUX | 4,65 | 243 052 | 5 500 | 10 314 | 217 500 | 470 867 | 9 202 |
| 800-9102 | AIDE SOCIALE / INVALIDITE | 5,19 | 472 212 | 9 579 | 1 816 | 242 608 | 716 636 | 12 555 |
| 800-9103 | COMPTABILITE | 8,10 | 693 979 | 9 017 | 3 789 | 378 793 | 1 076 561 | 12 080 |
| 800-9104 | CONTENTIEUX | 8,11 | 635 169 | 8 239 | 81 374 | 379 413 | 1 095 956 | 12 278 |
| 800-9105 | COTISATIONS | 15,17 | 1 121 582 | 7 781 | 29 367 | 709 373 | 1 860 321 | 11 147 |
| 800-9106 | COURRIER / ACCUEIL | 4,00 | 254 151 | 6 688 | 50 172 | 187 021 | 491 344 | 11 167 |
| 800-9107 | DIRECTION | 3,00 | 522 876 | 18 347 | 16 973 | 140 266 | 680 115 | 20 610 |
| 800-9108 | ETUDES | 2,00 | 172 529 | 9 080 | 29 933 | 93 511 | 295 973 | 13 453 |
| 800-9109 | IMMOBILIER | 2,34 | 216 393 | 9 740 | 2 786 | 109 347 | 328 526 | 12 770 |
| 800-9110 | INFORMATIQUE | 6,00 | 778 408 | 13 656 | 396 833 | 280 532 | 1 455 774 | 22 057 |
| 800-9111 | JURIDIQUE ET CI | 6,11 | 530 409 | 9 135 | 52 202 | 285 769 | 868 380 | 12 916 |
| 800-9117 | RESSOURCES HUMAINES | 2,00 | 226 502 | 11 921 | 53 066 | 93 511 | 373 079 | 16 958 |
| 800-9119 | RETRAITES | 14,07 | 1 270 699 | 9 507 | 7 469 | 657 833 | 1 936 001 | 12 509 |
| TOTAL | | 80,75 | 7 137 961 | 6 800 | 736 096 | 3 775 476 | 11 649 532 | 13 115 |

* Répartition au prorata des ETP

Répartition du coût direct par service
Exercice 2023

123. Les moyens et le coût de l'informatique métier

Le budget informatique sur les outils « métiers » (Refonte – 2014 / 2020, puis charges ultérieures et nouveaux développements) :

| Prestataires / Objets | | Montant initial * | Facturation | | | | | Total | Budget 2024 | | | |
|-------------------------|--------------------------------|-------------------|------------------|----------------|----------------|----------------|-------------------|------------------|----------------|----------|----------------|------------|
| | | | 2014 - 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | Montant | Consommé | Attente | Disponible |
| X-Log Marché de base | Tranche ferme | 4 838 750 | 2 393 160 | - | - | - | - | 2 393 160 | 483 000 | - | - | 483 000 |
| | Tranche conditionnelle | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | Assistance (avenant n° 1) | 208 800 | 184 320 | - | - | - | - | 184 320 | - | - | - | - |
| | Licences | 1 033 200 | 1 036 800 | - | - | - | - | 1 036 800 | - | - | - | - |
| | Maintenance corrective | 858 600 | 599 182 | 327 600 | 330 224 | 345 727 | 366 120 | 1 968 853 | 345 730 | 366 120 | - | -20 390 |
| Σ | 6 939 350 | 4 213 462 | 327 600 | 330 224 | 345 727 | 366 120 | 5 583 133 | 828 730 | 366 120 | - | 462 610 | |
| X-Log Compléments | Développements complémentaires | 1 372 991 | 1 292 325 | 388 019 | 435 458 | 367 996 | 331 107 | * 2 814 905 | 500 000 | 331 107 | - | 168 893 |
| | Exploitation | 136 530 | 206 032 | - | - | - | - | 206 032 | - | - | - | - |
| | Formation | 5 880 | 13 080 | 1 920 | 2 880 | - | - | 17 880 | - | - | - | - |
| | Autres | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Σ | 1 515 401 | 1 511 436 | 389 939 | 438 338 | 367 996 | 331 107 | 3 038 817 | 500 000 | 331 107 | - | 168 893 | |
| MC ² | Tranche ferme | 141 275 | 141 275 | - | - | - | - | 141 275 | - | - | - | - |
| | Tranche conditionnelle | 303 660 | 216 120 | - | - | - | - | 216 120 | - | - | - | - |
| | Formations | 4 320 | 4 320 | - | - | - | - | 4 320 | - | - | - | - |
| Σ | 449 255 | 361 715 | - | - | - | - | 361 715 | - | - | - | - | |
| Almavia | Audit initial | 9 600 | 9 600 | - | - | - | - | 9 600 | - | - | - | - |
| | Tranche ferme | 1 371 000 | 965 430 | - | - | - | - | 965 430 | - | - | - | - |
| | Tranche conditionnelle | 893 280 | 1 580 124 | 315 000 | 3 843 | - | - | 1 898 967 | - | - | - | - |
| | Infocentre | - | 168 567 | 118 235 | - | 60 048 | 185 130 | 531 980 | 168 000 | 185 130 | - | -17 130 |
| | Téléphonie | 60 000 | 42 623 | - | - | - | - | 42 623 | - | - | - | - |
| Σ | 2 273 880 | 2 766 344 | 433 235 | 3 843 | 60 048 | 185 130 | 3 448 600 | 168 000 | 185 130 | - | -17 130 | |
| Total général | 11 177 886 | 8 852 957 | 1 150 774 | 772 405 | 773 771 | 882 357 | 12 432 264 | 1 496 730 | 882 357 | - | 614 373 | |

* Dont PAS : 234 894

- PAS = coût de la mise en place du prélèvement à la source

*

LES ANNEXES

ANNEXE 1 – EFFECTIFS PAR BARREAU

Chiffres au 31 décembre

116

| Barreaux | 2013 | 2017 | | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | | 2024 | | 2024 |
|-------------------------|------|----------|--------|----------|---------|----------|---------|----------|--------|----------|---------|----------|--------|---------|
| | | Effectif | Evolu° | Effectif | Evolu° | Effectif | Evolu° | Effectif | Evolu° | Effectif | Evolu° | Effectif | Evolu° | |
| Abbeville | 0 | 1 | 100,0% | 0 | -100,0% | 0 | - | 1 | 100,0% | 0 | -100,0% | 0 | - | - |
| Agen | 102 | 109 | 3,8% | 109 | - | 111 | 1,8% | 113 | 1,8% | 115 | 1,8% | 117 | -0,8% | 15,7% |
| Aix en Provence | 735 | 807 | 3,6% | 834 | 3,3% | 844 | 1,2% | 842 | -0,2% | 850 | 1,0% | 920 | 5,9% | 18,2% |
| Ajaccio | 113 | 130 | 0,8% | 143 | 10,0% | 139 | -2,8% | 140 | 0,7% | 138 | -1,4% | 140 | 3,7% | 19,5% |
| Albertville | 54 | 51 | -3,8% | 51 | - | 48 | -5,9% | 45 | -6,3% | 47 | 4,4% | 45 | 2,3% | -18,5% |
| Albi | 82 | 90 | 1,1% | 94 | 4,4% | 98 | 4,3% | 96 | -2,0% | 96 | - | 96 | 1,1% | 15,9% |
| Alençon | 41 | 35 | -10,3% | 34 | -2,9% | 34 | - | 31 | -8,8% | 31 | - | 32 | -5,9% | -17,1% |
| Ales | 36 | 43 | 7,5% | 45 | 4,7% | 50 | 11,1% | 49 | -2,0% | 47 | -4,1% | 49 | - | 36,1% |
| Alpes de Haute Provence | 47 | 47 | - | 48 | 2,1% | 48 | - | 48 | - | 47 | -2,1% | 50 | - | 6,4% |
| Amiens | 253 | 267 | 0,8% | 271 | 1,5% | 268 | -1,1% | 272 | 1,5% | 263 | -3,3% | 273 | 2,2% | 5,5% |
| Angers | 330 | 352 | 3,8% | 380 | 8,0% | 387 | 1,8% | 404 | 4,4% | 399 | -1,2% | 435 | 4,6% | 26,1% |
| Anncy | 206 | 240 | 9,1% | 261 | 8,7% | 263 | 0,8% | 262 | -0,4% | 278 | 6,1% | 287 | 2,5% | 35,9% |
| Ardèche | 49 | 57 | 5,6% | 58 | 1,8% | 54 | -6,9% | 55 | 1,9% | 56 | 1,8% | 55 | -3,5% | 16,3% |
| Ardennes | 66 | 66 | -1,5% | 66 | - | 65 | -1,5% | 62 | -4,6% | 59 | -4,8% | 61 | 1,7% | -9,1% |
| Argentan | 29 | 24 | - | 22 | -8,3% | 22 | - | 22 | - | 21 | -4,5% | 17 | -10,5% | -34,5% |
| Ariège | 34 | 35 | -10,3% | 34 | -2,9% | 34 | - | 36 | 5,9% | 34 | -5,6% | 34 | 3,0% | -2,9% |
| Arras | 86 | 91 | -7,1% | 94 | 3,3% | 96 | 2,1% | 91 | -5,2% | 91 | - | 94 | 2,2% | 7,0% |
| Aube | 91 | 92 | -5,2% | 87 | -5,4% | 93 | 6,9% | 86 | -7,5% | 86 | - | 91 | 4,6% | -4,4% |
| Auxerre | 62 | 56 | - | 60 | 7,1% | 61 | 1,7% | 57 | -6,6% | 59 | 3,5% | 54 | - | -12,9% |
| Avesnes sur Helpe | 33 | 36 | 2,9% | 39 | 8,3% | 40 | 2,6% | 42 | 5,0% | 39 | -7,1% | 42 | 2,4% | 24,2% |
| Avignon | 266 | 300 | 5,6% | 307 | 2,3% | 310 | 1,0% | 307 | -1,0% | 307 | - | 323 | 1,6% | 19,5% |
| Bastia | 146 | 149 | 4,2% | 160 | 7,4% | 162 | 1,3% | 164 | 1,2% | 168 | 2,4% | 174 | 3,6% | 15,1% |
| Bayonne | 235 | 269 | -0,7% | 299 | 11,2% | 301 | 0,7% | 307 | 2,0% | 315 | 2,6% | 359 | 1,4% | 50,6% |
| Beauvais | 67 | 70 | - | 75 | 7,1% | 72 | -4,0% | 71 | -1,4% | 63 | -11,3% | 62 | 1,6% | -9,0% |
| Belfort | 38 | 35 | -2,8% | 34 | -2,9% | 36 | 5,9% | 35 | -2,8% | 36 | 2,9% | 37 | - | -2,6% |
| Bergerac | 44 | 44 | -2,2% | 46 | 4,5% | 46 | - | 46 | - | 43 | -6,5% | 45 | 2,3% | - |
| Besançon | 170 | 188 | 6,8% | 197 | 4,8% | 191 | -3,0% | 191 | - | 191 | - | 200 | 2,0% | 15,3% |
| Béthune | 112 | 116 | 2,7% | 120 | 3,4% | 119 | -0,8% | 117 | -1,7% | 117 | - | 120 | 4,3% | 2,7% |
| Béziers | 148 | 169 | 8,3% | 169 | - | 170 | 0,6% | 168 | -1,2% | 165 | -1,8% | 175 | 2,9% | 14,9% |
| Bonneville | 58 | 64 | 3,2% | 60 | -6,3% | 64 | 6,7% | 62 | -3,1% | 62 | - | 62 | -4,6% | 12,1% |
| Bordeaux | 1304 | 1546 | 9,9% | 1760 | 13,8% | 1788 | 1,6% | 1835 | 2,6% | 1915 | 4,4% | 2055 | 2,5% | 53,7% |
| Boulogne sur Mer | 106 | 117 | 1,7% | 126 | 7,7% | 124 | -1,6% | 120 | -3,2% | 121 | 0,8% | 124 | 2,5% | 14,2% |
| Bourg en Bresse / Ain | 121 | 119 | 1,7% | 131 | 10,1% | 132 | 0,8% | 135 | 2,3% | 132 | -2,2% | 133 | 0,8% | 9,1% |
| Bourges | 87 | 86 | -1,1% | 85 | -1,2% | 91 | 7,1% | 91 | - | 90 | -1,1% | 94 | 3,3% | 4,6% |
| Bourgoin-Jallieu | 37 | 37 | -2,6% | 39 | 5,4% | 42 | 7,7% | 39 | -7,1% | 42 | 7,7% | 47 | 6,8% | 18,9% |
| Brest / Morlaix | 183 | 212 | 7,6% | 227 | 7,1% | 227 | - | 231 | 1,8% | 228 | -1,3% | 257 | 9,4% | 28,4% |
| Briey | 16 | 18 | 5,9% | 17 | -5,6% | 18 | 5,9% | 19 | 5,6% | 19 | - | 18 | -5,3% | 18,8% |
| Brive / Corrèze | 98 | 85 | 4,9% | 84 | -1,2% | 82 | -2,4% | 86 | 4,9% | 84 | -2,3% | 83 | -3,5% | -12,2% |
| Caen | 342 | 359 | -0,3% | 389 | 8,4% | 401 | 3,1% | 393 | -2,0% | 405 | 3,1% | 427 | 4,9% | 19,0% |
| Cambrai | 29 | 31 | -3,1% | 30 | -3,2% | 27 | -10,0% | 24 | -11,1% | 24 | - | 28 | - | -3,4% |
| Cantal | 36 | 43 | 13,2% | 40 | -7,0% | 39 | -2,5% | 40 | 2,6% | 40 | - | 41 | 2,5% | 11,1% |
| Carcassonne | 78 | 83 | -2,4% | 84 | 1,2% | 86 | 2,4% | 85 | -1,2% | 79 | -7,1% | 82 | - | 5,1% |
| Carpentras | 94 | 100 | 9,9% | 102 | 2,0% | 96 | -5,9% | 95 | -1,0% | 90 | -5,3% | 90 | 2,3% | -6,4% |
| Cassation | 97 | 95 | - | 99 | 4,2% | 98 | -1,0% | 101 | 3,1% | 103 | 2,0% | 126 | 1,6% | 27,8% |
| Castres | 51 | 47 | - | 45 | -4,3% | 44 | -2,2% | 46 | 4,5% | 45 | -2,2% | 52 | 6,1% | -3,9% |
| Chalon sur Saône | 89 | 96 | 3,2% | 101 | 5,2% | 103 | 2,0% | 105 | 1,9% | 108 | 2,9% | 106 | -1,9% | 21,3% |
| Chalons en Champagne | 57 | 60 | 3,4% | 59 | -1,7% | 60 | 1,7% | 58 | -3,3% | 53 | -8,6% | 59 | 11,3% | -7,0% |
| Chambéry | 203 | 215 | 4,9% | 218 | 1,4% | 219 | 0,5% | 224 | 2,3% | 227 | 1,3% | 244 | -0,8% | 21,2% |
| Charente | 115 | 115 | -2,5% | 123 | 7,0% | 119 | -3,3% | 121 | 1,7% | 119 | -1,7% | 130 | 4,8% | 7,8% |
| Chartres | 140 | 146 | -2,0% | 150 | 2,7% | 146 | -2,7% | 146 | - | 139 | -4,8% | 131 | -0,8% | -5,7% |
| Chateauroux | 46 | 49 | 4,3% | 52 | 6,1% | 49 | -5,8% | 41 | -16,3% | 42 | 2,4% | 42 | - | -8,7% |
| Cherbourg | 45 | 49 | -2,0% | 54 | 10,2% | 52 | -3,7% | 49 | -5,8% | 49 | - | 56 | 5,7% | 17,8% |
| Clermont-Ferrand | 360 | 400 | 3,4% | 412 | 3,0% | 420 | 1,9% | 426 | 1,4% | 431 | 1,2% | 455 | 2,7% | 23,1% |
| Colmar | 134 | 151 | 5,6% | 149 | -1,3% | 148 | -0,7% | 140 | -5,4% | 139 | -0,7% | 145 | 4,3% | 3,7% |
| Compiègne | 74 | 83 | 6,4% | 86 | 3,6% | 88 | 2,3% | 84 | -4,5% | 80 | -4,8% | 80 | 3,9% | 4,1% |
| Coutances-Avranches | 69 | 70 | -1,4% | 73 | 4,3% | 71 | -2,7% | 68 | -4,2% | 67 | -1,5% | 74 | 8,8% | -1,4% |
| Creuse | 18 | 21 | 5,0% | 19 | -9,5% | 18 | -5,3% | 18 | - | 20 | 11,1% | 18 | - | - |
| Cusset-Vichy | 54 | 54 | -3,6% | 55 | 1,9% | 52 | -5,5% | 50 | -3,8% | 52 | 4,0% | 51 | - | -5,6% |
| Dax | 65 | 70 | 7,7% | 70 | - | 71 | 1,4% | 69 | -2,8% | 71 | 2,9% | 82 | 5,1% | 20,0% |
| Dieppe | 48 | 44 | -6,4% | 48 | 9,1% | 51 | 6,3% | 43 | -15,7% | 44 | 2,3% | 43 | -2,3% | -8,3% |
| Dijon | 313 | 333 | - | 352 | 5,7% | 352 | - | 355 | 0,9% | 364 | 2,5% | 388 | 5,4% | 17,6% |
| Douai | 95 | 91 | -5,2% | 94 | 3,3% | 91 | -3,2% | 91 | - | 90 | -1,1% | 88 | 2,3% | -9,5% |
| Draguignan | 240 | 246 | -1,2% | 253 | 2,8% | 253 | - | 250 | -1,2% | 249 | -0,4% | 253 | 2,4% | 2,9% |
| Dunkerque | 68 | 81 | 8,0% | 81 | - | 79 | -2,5% | 78 | -1,3% | 76 | -2,6% | 76 | 1,3% | 10,3% |
| Epinal | 109 | 114 | - | 113 | -0,9% | 113 | - | 107 | -5,3% | 112 | 4,7% | 112 | -1,8% | 4,6% |
| Etranger | 18 | 9 | -47,1% | 10 | 11,1% | 0 | -100,0% | 0 | - | 0 | - | 0 | - | -100,0% |
| Evreux / Eure | 133 | 142 | - | 149 | 4,9% | 151 | 1,3% | 142 | -6,0% | 138 | -2,8% | 133 | -0,7% | 0,8% |
| Evry | 327 | 347 | -0,3% | 365 | 5,2% | 363 | -0,5% | 360 | -0,8% | 348 | -3,3% | 358 | 2,6% | 6,7% |
| Fontainebleau | 45 | 47 | -2,1% | 48 | 2,1% | 46 | -4,2% | 46 | - | 44 | -4,3% | 43 | 2,4% | -6,7% |
| Fort de France | 172 | 191 | 4,9% | 199 | 4,2% | 202 | 1,5% | 207 | 2,5% | 201 | -2,9% | 210 | 5,0% | 16,3% |
| Gers | 57 | 53 | -1,9% | 53 | - | 54 | 1,9% | 52 | -3,7% | 49 | -5,8% | 54 | -1,8% | -3,5% |
| Grasse | 592 | 618 | 1,5% | 600 | -2,9% | 609 | 1,5% | 599 | -1,6% | 589 | -1,7% | 605 | 2,7% | -0,5% |
| Grenoble | 513 | 560 | 6,1% | 586 | 4,6% | 585 | -0,2% | 594 | 1,5% | 599 | 0,8% | 628 | 1,5% | 20,7% |
| Guadeloupe | 277 | 308 | 3,0% | 315 | 2,3% | 304 | -3,5% | 316 | 3,9% | 316 | - | 329 | 1,9% | 16,6% |
| Guyane | 68 | 78 | 5,4% | 81 | 3,8% | 81 | - | 78 | -3,7% | 79 | 1,3% | 80 | - | 17,6% |
| Haute Loire | 43 | 44 | 4,8% | 42 | -4,5% | 44 | 4,8% | 43 | -2,3% | 43 | - | 46 | 2,2% | 4,7% |
| Haute Marne | 31 | 38 | 8,6% | 36 | -5,3% | 34 | -5,6% | 33 | -2,9% | 33 | - | 34 | - | 9,7% |
| Hautes Alpes | 52 | 55 | 7,8% | 57 | 3,6% | 58 | 1,8% | 57 | -1,7% | 59 | 3,5% | 60 | 5,3% | 9,6% |
| Hauts de Seine | 1803 | 2075 | 4,0% | 2319 | 11,8% | 2359 | 1,7% | 2348 | -0,5% | 2251 | -4,1% | 2421 | 3,6% | 29,6% |
| La Roche Sur Yon | 119 | 132 | 4,8% | 138 | 4,5% | 137 | -0,7% | 139 | 1,5% | 141 | 1,4% | 146 | - | 22,7% |
| La Rochelle-Rochefort | 208 | 232 | 3,6% | 251 | 8,2% | 243 | -3,2% | 249 | 2,5% | 242 | -2,8% | 255 | 4,5% | 17,3% |
| Laon | 39 | 33 | -8,3% | 28 | -15,2% | 30 | 7,1% | 31 | 3,3% | 33 | 6,5% | 32 | 3,2% | -20,5% |
| Laval | 66 | 69 | 3,0% | 70 | 1,4% | 72 | 2,9% | 69 | -4,2% | 69 | - | 74 | -1,3% | 13,6% |

| | | | | | | | | | | | | | | |
|----------------------------|---------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|--------------|
| Le Havre | 139 | 143 | 0,7% | 145 | 1,4% | 156 | 7,6% | 157 | 0,6% | 158 | 0,6% | 159 | 4,6% | 9,4% |
| Le Mans | 171 | 162 | -1,2% | 173 | 6,8% | 173 | - | 180 | 4,0% | 179 | -0,6% | 189 | 2,2% | 8,2% |
| Libourne | 58 | 70 | 4,5% | 67 | -4,3% | 74 | 10,4% | 77 | 4,1% | 75 | -2,6% | 72 | 1,4% | 22,4% |
| Lille | 1112 | 1228 | 3,1% | 1293 | 5,3% | 1309 | 1,2% | 1323 | 1,1% | 1338 | 1,1% | 1430 | 4,2% | 23,5% |
| Limoges | 158 | 169 | 1,2% | 174 | 3,0% | 177 | 1,7% | 179 | 1,1% | 177 | -1,1% | 189 | 1,1% | 18,4% |
| Lisieux | 33 | 39 | 11,4% | 39 | - | 40 | 2,6% | 39 | -2,5% | 39 | - | 38 | 5,6% | 9,1% |
| Loir et Cher | 77 | 84 | -2,3% | 78 | -7,1% | 79 | 1,3% | 76 | -3,8% | 75 | -1,3% | 75 | - | -2,6% |
| Lons Le Saunier / Jura | 59 | 60 | -4,8% | 61 | 1,7% | 59 | -3,3% | 58 | -1,7% | 57 | -1,7% | 58 | 1,8% | -3,4% |
| Lorient | 106 | 118 | 7,3% | 118 | - | 119 | 0,8% | 120 | 0,8% | 122 | 1,7% | 141 | 5,2% | 26,4% |
| Lot | 48 | 44 | -8,3% | 46 | 4,5% | 47 | 2,2% | 44 | -6,4% | 41 | -6,8% | 38 | -7,3% | -14,6% |
| Lozère | 16 | 16 | - | 18 | 12,5% | 18 | - | 18 | - | 18 | - | 18 | - | 12,5% |
| Lyon | 2701 | 3212 | 9,1% | 3499 | 8,9% | 3563 | 1,8% | 3642 | 2,2% | 3729 | 2,4% | 3960 | 3,4% | 41,8% |
| Mâcon | 60 | 66 | -1,5% | 72 | 9,1% | 73 | 1,4% | 68 | -6,8% | 67 | -1,5% | 68 | 1,5% | 11,7% |
| Marseille | 1891 | 2135 | 6,5% | 2259 | 5,8% | 2300 | 1,8% | 2382 | 3,6% | 2420 | 1,6% | 2641 | 5,2% | 32,8% |
| Mayotte | 25 | 30 | -6,3% | 27 | -10,0% | 26 | -3,7% | 25 | -3,8% | 28 | 12,0% | 28 | 7,7% | 4,0% |
| Meaux | 170 | 188 | 1,6% | 191 | 1,6% | 194 | 1,6% | 197 | 1,5% | 189 | -4,1% | 187 | 1,6% | 8,2% |
| Melun | 131 | 145 | 2,1% | 146 | 0,7% | 143 | -2,1% | 146 | 2,1% | 142 | -2,7% | 141 | 0,7% | 6,9% |
| Metz | 298 | 313 | 0,3% | 328 | 4,8% | 338 | 3,0% | 337 | -0,3% | 339 | 0,6% | 350 | 2,0% | 15,1% |
| Meuse | 23 | 23 | -11,5% | 23 | - | 22 | -4,3% | 19 | -13,6% | 18 | -5,3% | 19 | - | -17,4% |
| Mont de Marsan | 60 | 69 | 7,8% | 67 | -2,9% | 71 | 6,0% | 76 | 7,0% | 72 | -5,3% | 72 | - | 20,0% |
| Montargis | 30 | 26 | -13,3% | 27 | 3,8% | 27 | - | 30 | 11,1% | 29 | -3,3% | 27 | - | -10,0% |
| Montbéliard | 45 | 43 | -2,3% | 41 | -4,7% | 39 | -4,9% | 37 | -5,1% | 36 | -2,7% | 39 | 2,6% | -15,6% |
| Montluçon | 33 | 36 | 16,1% | 35 | -2,8% | 35 | - | 34 | -2,9% | 32 | -5,9% | 30 | - | -9,1% |
| Montpellier | 947 | 1059 | 4,9% | 1146 | 8,2% | 1191 | 3,9% | 1203 | 1,0% | 1208 | 0,4% | 1290 | 3,9% | 31,2% |
| Moulins | 25 | 28 | 3,7% | 30 | 7,1% | 28 | -6,7% | 29 | 3,6% | 28 | -3,4% | 27 | -3,6% | 12,0% |
| Mulhouse | 203 | 215 | 0,9% | 217 | 0,9% | 219 | 0,9% | 217 | -0,9% | 218 | 0,5% | 226 | 0,4% | 10,8% |
| Nancy | 320 | 340 | 1,5% | 351 | 3,2% | 351 | - | 355 | 1,1% | 350 | -1,4% | 362 | 2,8% | 10,0% |
| Nantes | 805 | 979 | 11,1% | 1110 | 13,4% | 1146 | 3,2% | 1216 | 6,1% | 1214 | -0,2% | 1327 | 7,2% | 53,8% |
| Narbonne | 82 | 90 | 9,8% | 98 | 8,9% | 91 | -7,1% | 91 | - | 93 | 2,2% | 87 | -1,1% | 7,3% |
| Nevers | 54 | 54 | 8,0% | 50 | -7,4% | 49 | -2,0% | 48 | -2,0% | 46 | -4,2% | 47 | - | -13,0% |
| Nice | 993 | 1065 | 1,7% | 1122 | 5,4% | 1117 | -0,4% | 1122 | 0,4% | 1140 | 1,6% | 1211 | 3,2% | 18,2% |
| Nîmes | 335 | 366 | 3,1% | 386 | 5,5% | 384 | -0,5% | 382 | -0,5% | 388 | 1,6% | 390 | 0,5% | 15,8% |
| Niort / Deux Sèvres | 78 | 88 | 2,3% | 92 | 4,5% | 90 | -2,2% | 88 | -2,2% | 85 | -3,4% | 91 | - | 16,7% |
| Nouméa | 0 | 0 | - | 25 | 100,0% | 25 | - | 28 | 12,0% | 33 | 17,9% | 34 | -2,9% | 100,0% |
| Orléans | 198 | 212 | 4,4% | 220 | 3,8% | 225 | 2,3% | 220 | -2,2% | 216 | -1,8% | 212 | - | 7,1% |
| Papete | 0 | 0 | - | 22 | 100,0% | 25 | 13,6% | 30 | 20,0% | 36 | 20,0% | 46 | 15,0% | 100,0% |
| Paris | 24688 | 28287 | 6,3% | 30359 | 7,3% | 30779 | 1,4% | 31161 | 1,2% | 31580 | 1,3% | 33924 | 4,5% | 31,5% |
| Pau | 220 | 236 | 3,1% | 246 | 4,2% | 246 | - | 245 | -0,4% | 244 | -0,4% | 249 | 2,9% | 10,0% |
| Périgueux | 87 | 93 | - | 93 | - | 93 | - | 91 | -2,2% | 95 | 4,4% | 95 | - | 9,2% |
| Poitiers | 293 | 296 | -2,3% | 298 | 0,7% | 303 | 1,7% | 296 | -2,3% | 292 | -1,4% | 299 | 3,1% | -1,0% |
| Pyrénées Orientales | 286 | 307 | 0,7% | 315 | 2,6% | 318 | 1,0% | 323 | 1,6% | 329 | 1,9% | 338 | 0,9% | 17,1% |
| Quimper | 118 | 135 | 6,3% | 143 | 5,9% | 152 | 6,3% | 150 | -1,3% | 154 | 2,7% | 157 | 0,6% | 32,2% |
| Reims | 243 | 260 | -1,1% | 268 | 3,1% | 266 | -0,7% | 264 | -0,8% | 264 | - | 273 | 0,7% | 11,5% |
| Rennes | 704 | 783 | 4,8% | 863 | 10,2% | 887 | 2,8% | 907 | 2,3% | 930 | 2,5% | 1075 | 8,3% | 41,1% |
| Riom | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - | 0 | - | 0 | - | 0 | - | - |
| Roanne | 36 | 45 | 4,7% | 46 | 2,2% | 45 | -2,2% | 45 | - | 45 | - | 47 | 2,2% | 27,8% |
| Rodez / Aveyron | 52 | 61 | 5,2% | 59 | -3,3% | 62 | 5,1% | 64 | 3,2% | 63 | -1,6% | 72 | 5,9% | 30,8% |
| Rouen | 466 | 483 | 0,4% | 519 | 7,5% | 515 | -0,8% | 510 | -1,0% | 521 | 2,2% | 535 | 0,4% | 14,4% |
| Sables d'Olonne | 54 | 56 | 1,8% | 56 | - | 56 | - | 52 | -7,1% | 50 | -3,8% | 58 | - | 7,4% |
| Saint Briec | 138 | 140 | -0,7% | 141 | 0,7% | 146 | 3,5% | 141 | -3,4% | 140 | -0,7% | 152 | 4,8% | 5,1% |
| Saint Denis de la Réunion | 177 | 221 | 4,2% | 237 | 7,2% | 252 | 6,3% | 258 | 2,4% | 265 | 2,7% | 273 | 3,0% | 49,7% |
| Saint Etienne | 257 | 281 | 3,7% | 300 | 6,8% | 307 | 2,3% | 318 | 3,6% | 320 | 0,6% | 338 | 1,5% | 29,6% |
| Saint Gaudens | 16 | 16 | 6,7% | 18 | 12,5% | 19 | 5,6% | 18 | -5,3% | 16 | -11,1% | 15 | - | 100,0% |
| Saint Malo-Dinan | 65 | 77 | 5,5% | 88 | 14,3% | 91 | 3,4% | 87 | -4,4% | 89 | 2,3% | 98 | 6,5% | 41,5% |
| Saint Nazaire | 95 | 117 | 12,5% | 117 | - | 126 | 7,7% | 126 | - | 126 | - | 132 | 3,1% | 34,7% |
| Saint Omer | 32 | 32 | -3,0% | 31 | -3,1% | 31 | - | 33 | 6,5% | 35 | 6,1% | 35 | 2,9% | 6,3% |
| Saint Pierre de la Réunion | 64 | 80 | 12,7% | 87 | 8,7% | 94 | 8,0% | 95 | 1,1% | 108 | 13,7% | 117 | 3,5% | 76,6% |
| Saint Quentin | 52 | 52 | -5,5% | 52 | - | 49 | -5,8% | 48 | -2,0% | 48 | - | 46 | - | -11,5% |
| Saintes | 83 | 86 | 1,2% | 98 | 14,0% | 98 | - | 93 | -5,1% | 92 | -1,1% | 98 | - | 18,1% |
| Sarreguemines | 63 | 66 | -2,9% | 64 | -3,0% | 65 | 1,6% | 63 | -3,1% | 62 | -1,6% | 63 | 3,3% | -3,2% |
| Saumur | 23 | 23 | -4,2% | 24 | 4,3% | 25 | 4,2% | 23 | -8,0% | 26 | 13,0% | 25 | -10,7% | 100,0% |
| Saverne | 31 | 30 | -3,2% | 30 | - | 29 | -3,3% | 28 | -3,4% | 28 | - | 32 | 3,2% | - |
| Seine Saint Denis | 524 | 571 | 2,1% | 612 | 7,2% | 629 | 2,8% | 635 | 1,0% | 631 | -0,6% | 666 | 4,7% | 21,4% |
| Senlis | 74 | 85 | 3,7% | 92 | 8,2% | 95 | 3,8% | 92 | -3,2% | 91 | -1,1% | 86 | -2,3% | 18,9% |
| Sens | 35 | 31 | - | 29 | -6,5% | 28 | -3,4% | 27 | -3,6% | 25 | -7,4% | 27 | - | -22,9% |
| Soissons | 32 | 27 | -3,6% | 27 | - | 28 | 3,7% | 26 | -7,1% | 28 | 7,7% | 24 | -7,7% | -18,8% |
| Strasbourg | 835 | 951 | 6,6% | 1011 | 6,3% | 1014 | 0,3% | 1033 | 1,9% | 1054 | 2,0% | 1133 | 2,4% | 32,5% |
| Tarascon | 87 | 86 | 2,4% | 80 | -7,0% | 77 | -3,8% | 79 | 2,6% | 80 | 1,3% | 80 | 3,9% | -11,5% |
| Tarbes | 73 | 75 | - | 70 | -6,7% | 74 | 5,7% | 72 | -2,7% | 71 | -1,4% | 74 | - | 1,4% |
| Tarn et Garonne | 86 | 98 | 5,4% | 97 | -1,0% | 96 | -1,0% | 91 | -5,2% | 92 | 1,1% | 93 | 2,2% | 5,8% |
| Thionville | 48 | 55 | 1,9% | 53 | -3,6% | 53 | - | 50 | -5,7% | 48 | -4,0% | 53 | 6,0% | 4,2% |
| Thonon Les Bains | 134 | 145 | 1,4% | 152 | 4,8% | 155 | 2,0% | 159 | 2,6% | 162 | 1,9% | 160 | 3,2% | 15,7% |
| Toulon | 451 | 484 | 3,0% | 504 | 4,1% | 496 | -1,6% | 500 | 0,8% | 498 | -0,4% | 525 | 1,9% | 14,2% |
| Toulouse | 1323 | 1521 | 7,3% | 1628 | 7,0% | 1654 | 1,6% | 1704 | 3,0% | 1746 | 2,5% | 1847 | 3,9% | 34,3% |
| Tours | 257 | 285 | 2,2% | 300 | 5,3% | 307 | 2,3% | 319 | 3,9% | 316 | -0,9% | 332 | 2,5% | 26,1% |
| Tulle-Ussel | 29 | 29 | 3,6% | 30 | 3,4% | 25 | -16,7% | 25 | - | 26 | 4,0% | 27 | 3,8% | 100,0% |
| Val de Marne | 540 | 560 | 0,4% | 575 | 2,7% | 585 | 1,7% | 579 | -1,0% | 581 | 0,3% | 598 | 2,7% | 7,8% |
| Val d'Oise | 445 | 463 | 3,6% | 492 | 6,3% | 488 | -0,8% | 485 | -0,6% | 479 | -1,2% | 493 | 4,0% | 6,5% |
| Valence | 230 | 254 | 1,6% | 264 | 3,9% | 267 | 1,1% | 266 | -0,4% | 255 | -4,1% | 260 | -2,3% | 15,7% |
| Valenciennes | 103 | 104 | 2,0% | 112 | 7,7% | 115 | 2,7% | 115 | - | 118 | 2,6% | 115 | 0,9% | 10,7% |
| Vannes | 113 | 124 | 5,1% | 124 | - | 122 | -1,6% | 121 | -0,8% | 129 | 6,6% | 146 | 4,3% | 23,9% |
| Versailles | 746 | 788 | 2,2% | 774 | -1,8% | 756 | -2,3% | 760 | 0,5% | 742 | -2,4% | 754 | 0,9% | 0,1% |
| Vesoul / Haute Saône | 32 | 32 | -5,9% | 31 | -3,1% | 32 | 3,2% | 32 | - | 33 | 3,1% | 28 | -3,4% | -9,4% |
| Vienne | 54 | 64 | 8,5% | 69 | 7,8% | 67 | -2,9% | 73 | 9,0% | 72 | -1,4% | 76 | 4,1% | 35,2% |
| Villefranche sur Saône | 46 | 50 | 2,0% | 53 | 6,0% | 56 | 5,7% | 56 | - | 56 | - | 63 | 6,8% | 28,3% |
| Absence de barreau | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 275 | - | - |
| Total | 59 373 | 66 590 | 5,0% | 70 891 | 6,5% | 71 744 | 1,2% | 72 479 | 1,0% | 73 096 | 0,9% | 78 047 | 4,1% | 26,3% |

ANNEXE 2 – BARÈME DES COTISATIONS ET PRESTATIONS

118



BAREME DES COTISATIONS ET PRESTATIONS POUR L'ANNEE 2024

20.01.2024

| COTISATIONS | PRESTATIONS |
|-------------|-------------|
|-------------|-------------|

REGIME DE RETRAITE DE BASE

| | | | |
|---|--------------------------|---|------------|
| COTISATION FORFAITAIRE (+4%) | | RETRAITE DE BASE FORFAITAIRE | |
| | | Revalorisation au 1 ^{er} janvier 2024 | |
| 1 ^{ère} année | 337 € | Taux plein si conditions d'âge et durée d'assurance remplies soit de 166 à 172 trimestres selon l'année de naissance (prorata en deçà) | 18 665 € |
| 2 ^{ème} année | 677 € | taux d'augmentation des pensions au 1er janvier = | 2,00% |
| 3 ^{ème} année | 1 062 € | Retraite de base sur carrière de retraité actif | 2 318 € |
| 4 ^{ème} année | 1 446 € | montant pour une carrière complète de 166 à 172 trimestres (selon l'année de naissance) de retraite active, au prorata des périodes cotisées depuis le 1er janvier 2023 en retraite active | |
| 5 ^{ème} année | 1 446 € | Moins de 60 trimestres CNBF : Fraction de l'AVTS au prorata pour 60 trimestres, réévalué au 1er janvier 2024 = | 3 936,90 € |
| 6 ^{ème} année et avocats âgés de 65 ans & plus | 1 845 € | Majoration de pension éventuelle selon le mode de calcul le plus favorable des deux calculs suivants : | |
| COTISATION PROPORTIONNELLE AU REVENU NET taux 3,10% | | * 0,75% de la retraite de base par trimestre cotisé entre le 01/01/04 et le 30/06/10 puis 1,25% par trimestre cotisé depuis le 01/07/10 pour chaque trimestre cotisé au-delà de l'âge de liquidation et de la durée d'assurance fixée pour le taux plein. | |
| 1 ^{ère} et 2 ^e année : l'assiette est égale à 19% du plafond de la sécurité sociale = 46 368 € x 19% = 8.810 € - 8.810 x 3,1% = | | * majoration au-delà de 220 trimestres à la CNBF | |
| · Avocat inscrit en* | 2024 273 € 2023 273 € | Point Cavom (anciens avoués d'instance ou agréés) | |
| *montant provisoire dans l'attente du revenu réel 2023 puis 2024 | | 39,50 € | |
| · Avocat inscrit avant 2023, taux de dans la limite d'un plafond de | 3,1% 297 549 € | | |
| CONTRIBUTION EQUIVALENTE AUX DROITS DE PLAIDOIRIE | | | |
| Valeur en revenu d'un droit | 568 € | | |
| Plafond | 297 549 € | | |
| Valeur d'un droit de plaidoirie = | 13 € | | |

REGIME INVALIDITE DECES

| | | | |
|--|-------|---|--|
| COTISATION FORFAITAIRE | | Indemnité journalière pour invalidité temporaire | |
| · recouvrée auprès de l'avocat de : | | 90 € par jour | |
| - 1 ^{ère} , 2 ^{ème} , 3 ^{ème} et 4 ^{ème} années | | Pension pour invalidité permanente variant selon la durée d'assurance | |
| - 5 ^{ème} année et plus, et avocats âgés de 65 ans et + | | · < 20 ans : 50% de la retraite de base forfaitaire entière | |
| · recouvrée auprès du Barreau | 161 € | · de 20 à 39 ans : 50% de la retraite de base proportionnelle | |
| (quelle que soit l'ancienneté ou l'âge du cotisant) | | Capital-décès | |
| | | · décès pour cause de maladie | |
| | | · décès accidentel | |
| | | 50 000 € | |
| | | Rente orphelin jusqu'à 21 ans ou 25 ans si poursuite d'études | |
| | | · 25% de la retraite de base entière, soit | |
| | | · et 25% des points acquis au régime de retraite complémentaire. | |
| | | 4 666 € par an | |
| La Prevoyance des Avocats (LPA) ou AON France gèrent la maladie, l'accident, l'hospitalisation du 1er au 90 ^{ème} jour ainsi que le forfait maternité la rente d'invalidité partielle et le complément de rente d'invalidité totale | | | |

REGIME DE RETRAITE COMPLEMENTAIRE

| | | | | | | | |
|---|----------|----------|-----------|-----------|-----------|---|--|
| Cotisations provisionnelles de début d'activité | | | | | | | |
| Avocat inscrit en 2024 = | | | | | | 441 € (si classe 1) | |
| Avocat inscrit en 2023 = | | | | | | 441 € (si classe 1) | |
| assiette forfaitaire fixée à 19% du plafond de la sécurité sociale au 1 ^{er} janvier 2024 (19%*46368 = 8810) | | | | | | | |
| Taux et plafonds de cotisations | | | | | | | |
| Revenu/Classes | de 1 € à | 42.508 € | 85.015 € | 127.522 € | 170.029 € | Valeur de service du point de retraite complémentaire à compter du 1 ^{er} janvier 2024 (+1%) | |
| | 42.507 € | 85.014 € | 127.521 € | 170.028 € | 212.535 € | 0,9913 € | |
| C1 | 5,00% | 9,60% | 11,20% | 12,80% | 14,40% | | |
| C2 | 5,50% | 10,60% | 12,45% | 14,30% | 16,15% | | |
| C3 | 6,00% | 11,60% | 13,70% | 15,80% | 17,90% | | |
| C3+ | 6,00% | 11,60% | 13,70% | 15,80% | 20,40% | | |
| Coût d'acquisition du point = | | | | | | 11,5450 € | |
| Montant annuel de la retraite complémentaire | | | | | | | |
| · nombre de points acquis durant la carrière | | | | | | | |
| · multiplié par | | | | | | 0,9913 € | |

REGIME D'ACTION SOCIALE

Sur demande motivée à l'attention du Pôle Social de la CNBF, accompagnée de justificatifs des charges et ressources du demandeur ainsi que de son ménage : secours financiers exceptionnels

ANNEXE 3

Élus à l'assemblée générale et au conseil d'administration – mandature 2023 – 2028 (en 2024)

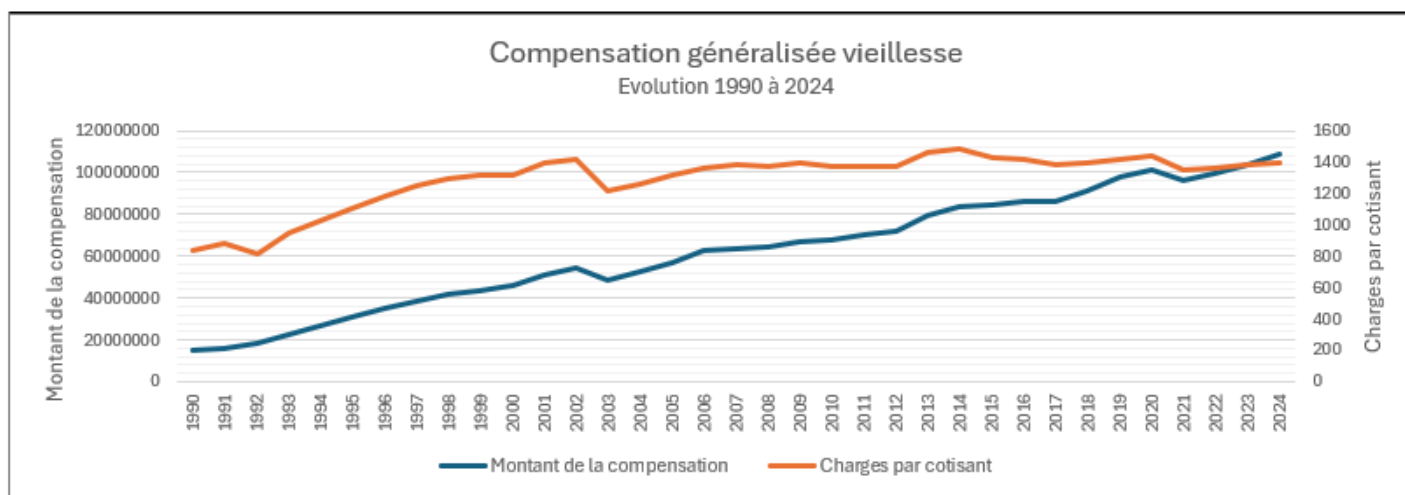
| Nom | Prénom | Collège (Pensionnés ou Actifs) | Groupement | Barreau |
|-----------------------|----------------|--------------------------------|------------------|-----------------|
| VALAY | Ludovic | Actifs | Agen | Agen |
| DRUJON d'ASTROS | Nicolas | Actifs | Aix-en-Provence | Aix-en-Provence |
| JONATHAN DUPLAA | Catherine | Actifs | Aix-en-Provence | Aix-en-Provence |
| OULED CHEIKH | Sonia | Actifs | Aix-en-Provence | Aix-en-Provence |
| TRAMIER | David | Actifs | Aix-en-Provence | Aix-en-Provence |
| BALESTRI | Barbara | Actifs | Aix-en-Provence | Draguignan |
| BOMEL | Sophie | Actifs | Aix-en-Provence | Marseille |
| BUFFE | Baptiste | Actifs | Aix-en-Provence | Marseille |
| FRIBURGER | Frédéric | Actifs | Aix-en-Provence | Marseille |
| GALLIN | Delphine | Actifs | Aix-en-Provence | Marseille |
| OLMER | Nathalie | Actifs | Aix-en-Provence | Marseille |
| FAYEIN BOURGOIS | Dorothee | Actifs | Amiens | Amiens |
| BULARD | Valérie | Actifs | Amiens | Beauvais |
| RANGE | Philippe | Actifs | Angers | Angers |
| GOUEDO | Anne-Sophie | Actifs | Angers | Laval |
| ANQUETIL | Guillaume | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| ATTIAS | Nathalie | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| BERNIGARD | Florence | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| BERTRAND | Laura | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| BLANC | Ludovic | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| BLOQUEL | Béatrice | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| BOCQUILLON | Léonore | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| BORDE | Alexandra | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| BORGEL | Delphine | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| BORNHAUSER | Marc | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| BOUAZIZ | Pierre | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| BREGOU | Pierre | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| CAMPORRO | Véronica | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| CASTANET | Pierre-Jacques | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| CHABERT | Benoît | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| CHARPENTIER | Jérôme | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| CHAUSSY | Marie-Laetitia | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| CHILOUX | Xavier | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| CLEMENT | Emmanuelle | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| COUTANCEAU BOUL | Agnès | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| DE SAINT RAT | Annie | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| DEGOS | Louis | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| DELUMEAU | Muriel | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| DI CHIARA | Gabriel | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| DUSSEAU | Loïc | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| EPPLER | Maxime | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| GRANGE | Joël | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| HECQUET | Françoise | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| JOUANIN | Stéphanie | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| JOURDE | Marie-Alice | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| LE QUELLENEC | Eric | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| LECLERCQ | Catherine | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| LEVET | Emmanuelle | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| LEVY | Michel | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| MARY | Tiphaine | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| MECARY | Caroline | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| MIGAUT | Anne | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| NARDON | Anne-Sophie | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| NIKATE | Aminata | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| PAINBLANC | Carole | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| PAQUOT | Virginie | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| SAADA | Rachel | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| SCHMID | Roxane | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| SHEBABO | Karine | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| TOURNIER | Emilie | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| TOUZET | Philippe | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| VAN DER VLIST | David | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| VISSCHER | Anaïs | Actifs | Barreau de Paris | Paris |
| SANTINI GIOVANNANGELI | Maud | Actifs | Bastia | Bastia |
| SERRI | Erik | Actifs | Besançon | Besançon |
| BAYLE | Christophe | Actifs | Bordeaux | Bordeaux |
| PILLOIX | Arnaud | Actifs | Bordeaux | Bordeaux |
| TEYNIE | Lucie | Actifs | Bordeaux | Bordeaux |
| COUDERC | Bertrand | Actifs | Bourges | Bourges |
| BALAVOINE | Gaël | Actifs | Caen | Caen |
| ONRAED | Xavier | Actifs | Caen | Caen |
| GOSSET | Philippe | Actifs | Chambéry | Annecy |
| RUBAT DU MERAC | Eléonore | Actifs | Chambéry | Annecy |

| Nom | Prénom | Collège (Pensionnés ou Actifs) | Groupement | Barreau |
|----------------------|--------------|--------------------------------|------------------------|-------------------------|
| CHARLES | Olivier | Actifs | Colmar | Saverne |
| BEREZA | Marjorie | Actifs | Colmar | Strasbourg |
| GANGLOFF | Anne | Actifs | Colmar | Strasbourg |
| BROUCHOT | Dominique | Actifs | Cour de Cassation | Cour de Cassation |
| FESCHOTTE DESBOIS | Olivia | Actifs | Cour de Cassation | Cour de Cassation |
| THIRION | Hélène | Actifs | Cour de Paris | Melun |
| BOUGIER | Pascale | Actifs | Cour de Paris | Seine St Denis |
| GOUTILLE | Jérôme | Actifs | Cour de Paris | Val-de-Marne |
| TOURNILLON | Olivier | Actifs | Cour de Paris | Val-de-Marne |
| CLEMANG | Dominique | Actifs | Dijon | Dijon |
| LAMBERT | Simon | Actifs | Dijon | Dijon |
| DELOMEZ | Guy | Actifs | Douai | Cambrai |
| MEREAU | Florent | Actifs | Douai | Lille |
| VAN ENGELANDT | Sylvie | Actifs | Douai | Lille |
| MAUZOLE | Viviane | Actifs | Fort-de-France | Fort-de-France |
| CARTA LAG | Eitan | Actifs | Grenoble | Grenoble |
| FIAT | Sandrine | Actifs | Grenoble | Grenoble |
| ROUSSELLET | Typhaine | Actifs | Grenoble | Grenoble |
| BANGO | Tania | Actifs | Guadeloupe | Guadeloupe |
| BOUCHET | Georges | Actifs | Guyane | Guyane |
| PLEINEVERT | Abel Henri | Actifs | Limoges | Limoges |
| HAMEL | Farid | Actifs | Lyon | Lyon |
| VARA | Sandrine | Actifs | Lyon | Lyon |
| VIANO | Achille | Actifs | Lyon | Lyon |
| WISCHER | Florence | Actifs | Lyon | Lyon |
| DESCAMPS | Mation | Actifs | Metz | Metz |
| EPISCOPO | Marjorie | Actifs | Metz | Metz |
| ARMANDET | Alain | Actifs | Montpellier | Montpellier |
| PECHEVIS | Maryse | Actifs | Montpellier | Montpellier |
| DJOUMOI | Maka | Actifs | Montpellier | Pyrénées Orientales |
| SCHERER | Yves | Actifs | Nancy | Nancy |
| ZILLIG | Bruno | Actifs | Nancy | Nancy |
| LEONARD | Romain | Actifs | Nîmes | Nîmes |
| ROCHELEMAGNE | Florence | Actifs | Nîmes | Avignon |
| ROUICHI | Christophe | Actifs | Orléans | Orléans |
| GAZZERI | Catherine | Actifs | Orléans | Tours |
| ETCHEGARAY | Magali | Actifs | Pau | Bayonne |
| BERQUE | Cécile | Actifs | Pau | Pau |
| BA | Armand | Actifs | Poitiers | La Roche sur Yon |
| MARTIN | Sylvie | Actifs | Poitiers | Poitiers |
| BRONQUARD | Elisabeth | Actifs | Reims | Reims |
| MOSER LEBRUN | Anne-Claire | Actifs | Reims | Reims |
| DANIEL | Frédéric | Actifs | Rennes | Brest |
| BOUYER | François | Actifs | Rennes | Nantes |
| LANNEAU SEBERT | Mathilde | Actifs | Rennes | Nantes |
| OMNES | Armelle | Actifs | Rennes | Rennes |
| AOUNIL | Mouad | Actifs | Riom | Clermont-Ferrand |
| de ROCQUIGNY | Laurence | Actifs | Riom | Clermont-Ferrand |
| MESNILDREY | Vincent | Actifs | Rouen | Eure |
| ROSE | Michel | Actifs | Rouen | Rouen |
| BODO | Eric | Actifs | St Denis de la Réunion | St Pierre de la Réunion |
| AVENAS | Michel | Actifs | Toulouse | Toulouse |
| BOYADJIAN | Erick | Actifs | Toulouse | Toulouse |
| FROGER | Bérengère | Actifs | Toulouse | Toulouse |
| CARE | François | Actifs | Versailles | Chartres |
| FENA LAGUENY | Emmanuelle | Actifs | Versailles | Hauts de Seine |
| FOURNIER | Estelle | Actifs | Versailles | Hauts de Seine |
| MAUREL | Vincent | Actifs | Versailles | Hauts de Seine |
| LACOMBE ARNAUD | Françoise | Pensionnés | Pensionnés | Aix-en-Provence |
| BAYLE | Jean-Paul | Pensionnés | Pensionnés | Bordeaux |
| LUC THALER | Martine | Pensionnés | Pensionnés | Cour de Cassation |
| DELANNOY | Jean-Pierre | Pensionnés | Pensionnés | Lille |
| BERNARD LABARGE | Jean-Louis | Pensionnés | Pensionnés | Lyon |
| SCHMITZBERGER HOFFER | Viviane | Pensionnés | Pensionnés | Metz |
| MONCEAUX | Jean-Claude | Pensionnés | Pensionnés | Nîmes |
| BUSSERON GENTY | Françoise | Pensionnés | Pensionnés | Paris |
| CANU | Vincent | Pensionnés | Pensionnés | Paris |
| DIRCKS DILLY COFFIN | Anne | Pensionnés | Pensionnés | Paris |
| MAGNIER | Jean-Louis | Pensionnés | Pensionnés | Paris |
| DE TORRES | Bernard | Pensionnés | Pensionnés | Perpignan |
| LECHESNE | Jaky | Pensionnés | Pensionnés | Reims |
| MORVANT | Jean- Eugène | Pensionnés | Pensionnés | Vannes |

Le Conseil d'administration

| Instances représentatives de la CNBF - dernier état à jour 31/12/2024 | | | | |
|---|--|--------------------------|--|-------------------|
| PRESIDENT DE LA CNBF POUR LES ANNEES 2023 - 2024 | | | | |
| Me Bruno ZILLIG (Nancy) | | | | |
| bureau du conseil d'administration pour l'année 2025 | | | | |
| ANAIS VISSCHER | PARIS | DOROTHEE FAYEIN BOURGOIS | AMIENS | |
| JEROME CHARPENTIER | PARIS | VINCENT MAUREL | HAUTS DE SEINE | |
| MURIEL DELUMEAU | PARIS | DAVID TRAMIER | AIX EN PROVENCE | |
| XAVIER CHILOUX | PARIS | VINCENT MESNILDREY | EVREUX | |
| SECRETAIRES GENERALES | EMMANUELLE FENA LAGUENY | | HAUTS DE SEINE | |
| Composition du Conseil d'Administration | | | | |
| | administrateurs titulaires collège des actifs | | administrateurs suppléants collège des actifs | |
| Avocats aux Conseils | BROUCHOT ALAIN | COUR DE CASSATION | FESCHOTTE DESBOIS OLIVIA | COUR DE CASSATION |
| départements (Province) | ARMANDET ALAIN | MONTPELLIER | BODO ERIC | ST PIERRE REUNION |
| | BOUGIER PACALE | BOBIGNY | BULARD VALERIE | BEAUVAIS |
| | COUDERC BERTRAND | BOURGES | CHARLES OLIVIER | SAVERNE |
| | FAYEIN BOURGOIS DOROTHEE | AMIENS | CLEMANG DOMINIQUE | DIJON |
| | FENA LAGUENY EMMANUELLE | HAUTS DE SEINE | BERQUE CECILE | PAU |
| | OLMER NATHALIE | MARSEILLE | DRUJON D'ASTROS NICOLAS | AIX EN PROVENCE |
| | GAZZERI CATHERINE | TOURS | EPISCOPO MARJORIE | METZ |
| | GOUEDO ANNE SOPHIE | LAVAL | FOURNIER ESTELLE | HAUTS DE SEINE |
| | SERRI ERICK | BESANCON | JONATHAN-DUPLAA CATHERINE | AIX EN PROVENCE |
| | LANNEAU SEBERT MATHILDE | NANTES | LEONARD ROMAIN | NIMES |
| | MAUREL VINCENT | HAUTS DE SEINE | MEREAU FLORENT | LILLE |
| | MAUZOLE VIVIANE | MARTINIQUE | THEVENOT JEAN | VALENCIENNES |
| | MESNILDREY VINCENT | EVREUX | OULED CHEIKH SONIA | AIX EN PROVENCE |
| | OMNES ARMELLE | RENNES | RANGE PHILIPPE | ANGERS |
| | PECHEVIS MARYSE | MONTPELLIER | ROSE MICHEL | ROUEN |
| | PLEINEVERT ABEL | LIMOGES | ROUCHI CHRISTOPHE | ORLEANS |
| | SCHERER YVES | NANCY | ROUSSELLET TYPHAINE | GRENOBLE |
| | TEYNIE LUCIE | BORDEAUX | VAN ENGLANDT SYLVIE | LILLE |
| | TRAMIER DAVID | AIX EN PROVENCE | THIRION HELENE | MELUN |
| | VARA SANDRINE | LYON | TOURNILLON OLIVIER | CRETEIL |
| ZILLIG BRUNO | NANCY | VALAY LUDOVIC | AGEN | |
| Paris | ATTIAS NATHALIE | PARIS | BERNIGARD FLORENCE | PARIS |
| | BERTRAND LAURA | PARIS | CHARPENTIER JEROME | PARIS |
| | BLANC LUDOVIC | PARIS | COUTANCEAU BOUL AGNES | PARIS |
| | BORGEL DELPHINE | PARIS | DE SAINT RAT ANNIE | PARIS |
| | BREGOU PIERRE | PARIS | DEGOS LOUIS | PARIS |
| | CHILOUX XAVIER | PARIS | JOUANIN STEPHANIE | PARIS |
| | CLEMENT EMMANUELLE | PARIS | DI CHIARA GABRIEL | PARIS |
| | DELUMEAU MURIEL | PARIS | LECLERCQ CATHERINE | PARIS |
| | HECQUET FRANCOISE | PARIS | MARY TIPHAINE | PARIS |
| | MECARY CAROLINE | PARIS | NARDON ANNE SOPHIE | PARIS |
| TOURNIER EMILIE | PARIS | SHEBABO KARINE | PARIS | |
| VISSCHER ANAIS | PARIS | VAN DER VLIST DAVID | PARIS | |
| | administrateurs titulaires collège des retraités | | administrateurs suppléants collège des retraités | |
| | BERNARD LABARGE JEAN LOUIS | | BUSSERON GENTY FRANCOISE | |
| | CANU VINCENT | | LUC-THALER MARTINE | |
| | SCHMITZBERGER-HOFFER VIVIANE | | de TORRES BERNARD | |
| | MORVANT JEAN ETIENNE | | ARNAUD LACOMBE FRANCOISE | |

COMPENSATION GÉNÉRALISÉE VIEILLESSE - ÉVOLUTION –



Nota : les acomptes au titre d'une année sont régularisés au cours des années suivantes.

COMPENSATION GÉNÉRALISÉE VIEILLESSE – GROUPES PROFESSIONNELS

COMPENSATION GENERALISEE VIEILLESSE ENTRE SALARIES ET NON SALARIES POUR 2024

| Régimes | Cotisants actifs 1 | Retraités de droits directs 2 | Prestations nivelées 3 | Cotisation d'équilibre 4 | Transferts de compensation 5 | Charge par cotisants 6 |
|--------------------------------|-----------------------|----------------------------------|---------------------------|-----------------------------|---------------------------------|---------------------------|
| Salariés | 29 982 716 | 17 509 732 | 60 655 663 103 | 61 927 964 847 | 1 272 301 744 | 42 |
| Exploitants agricoles | 415 638 | 961 116 | 3 480 691 916 | 872 508 189 | -2 608 183 727 | -6 275 |
| SSI (ex RSI) | 2 858 376 | 1 330 825 | 4 840 211 398 | 5 685 850 172 | 845 638 774 | 296 |
| Professions libérales (CNAVPL) | 843 063 | 412 244 | 1 368 351 689 | 1 754 870 325 | 386 518 636 | 458 |
| CNBF | 76 626 | 15 982 | 51 406 261 | 155 130 834 | 103 724 573 | 1 354 |
| Total | 34 176 419 | 20 229 899 | 70 396 324 367 | 70 396 324 367 | 0 | 0 |

Paramètre 1 : 3 705 Prestation de référence SSI (ex RSI)

Paramètre 2 : 2 436 Cotisation moyenne d'équilibre (total 4 / total 1)

ANNEXE 5 – ORGANIGRAMME COMPLET

| | | | |
|--|-----|-------------|--|
| Gilles NOT | | 1 | |
| DIRECTEUR GENERAL | | | |
| DIRECTEUR OPERATIONNEL | | | |
| M. PEREIRA | | | |
| 1 | | | |
| ASSISTANTE DE DIRECTION | | | |
| G. CRUDU | | | |
| CHARGE DE COMMUNICATION CDD | | | |
| 1 | | | |
| 1 | | | |
| effectif total 85 | | | |
| DIRECTION COMPTABLE ET FINANCIERE | | 9 | |
| C. BRINET Directrice comptable et financier | 1 | | |
| S. FRANCOIS Fondée de pouvoir | 1 | | |
| M. WAROUX / F. HAMDANI HACHOUI | 1 | | |
| A. RANIERI | 1 | | |
| D. MASSOL | 1 | | |
| S. HATIYA | 1 | | |
| A. ETEKE | 1 | | |
| M. SCHULTZ | 1 | | |
| I. MAHMAT Apprenti | 1 | | |
| DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION | | 6 | |
| J. NIQUET - DSI | 1 | | |
| A. RONCIERE Chef de projet - PICRIS | 1 | | |
| L. MAKKAOUJ | 1 | | |
| M. KARMOUS | 1 | | |
| X. ROUSSARIE | 1 | | |
| J. RAHARIMALA | 1 | | |
| DIRECTEUR ETUDES, DEVELOPT ET CGESTION | | 6 | |
| W. SEYRIG | 1 | | |
| ACCUEIL COURRIER G.E.D | 3 | | |
| L. SAGORIN Responsable du service | 1 | | |
| K. CIESLAK | 1 | | |
| N. PATHE / N. ESTIME | 1 | | |
| IMMOBILIER | 2 | | |
| T. DES GARETS Responsable du service | 1 | | |
| A. BOURCIER | 1 | | |
| SERVICE JURIDIQUE ET DU CONTRÔLE INTERNE | | 8,0 | |
| J.P. PEY Responsable du service | 1 | | |
| H. MAILHE DULONG | 1 | | |
| L. FERGHICHI | 1 | | |
| N. SADI | 1 | | |
| A. FIEF | 1 | | |
| M. GRAISON DIELLAS | 1 | | |
| A. LANGLAIS Apprentie | 1 | | |
| C. ANDRE | 1 | | |
| RESSOURCES HUMAINES | | 2,0 | |
| K. BUTAT. RRH | 1 | | |
| J. AMARO | 1 | | |
| POLE RESSOURCES | | 18 | |
| C. GUIAS Responsable du Pôle | 1 | | |
| SCE AFFILIATION | | | |
| C. FOURNIALS Responsable du service | 5 | | |
| L. LYON | 1 | | |
| N. BEN FETTAH | 1 | | |
| S. BOUILLON | 1 | | |
| E. DAMA | 1 | | |
| POLE RECOUVREMENT | | 25 | |
| M. DAUVERGNE Responsable du Pôle | | | |
| 1 | | | |
| CELLULE PRECONTENTIEUX | | 3 | |
| P. GEDIK STEFF | 1 | | |
| L. MAYOUNGOU PAMBOU | 1 | | |
| G. BELLUNE | 1 | | |
| SERVICE CONTENTIEUX | | 9 | |
| L. ALBINET Responsable du service | 1 | | |
| S. MORSLI | 1 | | |
| J. KITOKO | 1 | | |
| G. MENDY | 1 | | |
| M. SIMOES | 1 | | |
| A. ABDOU | 1 | | |
| K. BOUSSABA CDD | 1 | | |
| M. SOW CDD | 1 | | |
| R. DIOP | 1 | | |
| CONTRÔLE DE GESTION & PROD STATISTIQUE | | 1 | |
| A. MINCHELLA | 1 | | |
| POLE SOCIAL - INVALIDITE DECES | | 5,0 | |
| R. TONIOLO Responsable du Pôle | 1,0 | | |
| S. GOMES | 1,0 | | |
| W. COOVI | 1,0 | | |
| V. LAPLACE | 1,0 | | |
| M. HAUTALA assistant social | 1,0 | | |
| POLE RETRAITE | | 13,0 | |
| G. GALANO Responsable du pôle | 1 | | |
| B. MEUNIER - Manager équipe | 1 | | |
| P. DARTIGALONGUE | 1 | | |
| L. ROUPY | 1 | | |
| H. MAROT | 1 | | |
| M. SOPHIE | 1 | | |
| AS. DEMONSAND - référente | 1 | | |
| C. BARRE | 1 | | |
| A. DIALLO | 1 | | |
| I. DUIMONT | 1 | | |
| L. COFRECES | 1 | | |
| A. GUENNEC | 1 | | |
| V. LANDOLFI - référente | 1 | | |
| SCE RELATIONS AVEC LES COTISANTS | | 12 | |
| F. LANDOLFI Responsable du service | 1 | | |
| A. SAIDI LACAPELLE | 1 | | |
| B. GUERVIL | 1 | | |
| V. BOUDET | 1 | | |
| C. LY | 1 | | |
| K. DECASTEL | 1 | | |
| P. GITON | 1 | | |
| M. TRONQUET | 1 | | |
| H. HERBBRECHT | 1 | | |
| N. DARASSAS | 1 | | |
| A. DOROMBO | 1 | | |
| F. MELEZAN | 1 | | |